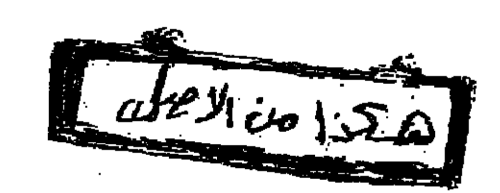


QUARANTIÈME ANNÉE – Nº 11930 – MARDI 7 JUIN 1983

DANS « LE MONDE DE L'ÉCONOMIE »

Sur la piste du caoutchouc

Lire pages 21 à 24 la première d'une série d'enquêtes sur les conditions de production et de commercialisation des principales matières premières

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 65 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 86 d.

Tarif des abonnements page 24

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

La Libye et la Syrie soutiennent les rebelles de l'O.L.P.

Un grave revers pour M. Arafat

La « révolte des colonels » palestiniens, qui vient d'entrer dans son deuxième mois, constitue le plus grave défi qu'ait eu à affronter l'O.L.P. depuis sa création en janvier 1964. Depuis l'arrivée de M. Yasser Arafat à sa tête en 1969, elle avait su toutefois, contre vents et marées, garder son indépendance à l'égard des pays arabes et surtout maintenir la cohésion du Fath, sa composante très largement majoritaire, qui forme, en son sein, le fer de lance de la révolution palestinienne.

La crise actuelle est d'autant plus grave, en effet, qu'elle se situe à l'intérieur même du Fath et qu'elle est l'une des conséquences de la défaite subie, il y a près d'un an, par les Palestiniens au Liban. M. Arafat a longtemps réussi, par des artifices rhétoriques, à minimiser la portée et l'étendue de cette défaite. Celle-ci a cependant sérieusement miné la cohésion du mouvement palestinien, contraint de se disperser dans une demi-douzaine d'Etats arabes. Les forces combattantes demeurées dans la plaine libanaise de la Bekaa sont maintenant presque entièrement dépendantes de la Syrie.

Il est clair que, malgré les précautions de style de M. Arafat, mettant surtout en cause le colonel Kadhafi, qui ne joue dans cette affaire qu'un rôle secondaire, le mouvement de dissidence n'aurait pas éclaté ou, du moins, se serait très vite épuisé s'il n'était appuyé par Damas. Fidèle à son souci de préserver à tout prix l'indépendance de la « décision palestinienne », M. Arafat a toujours souhaité garder ses distances à l'égard des Etats arabes et, en particulier, de la Syrie, qui n'a jamais dissimulé son exigence de dire son mot dans la politique des Palestiniens. Ayant perdu le « mini-Etat » qu'il avait créé au Liban, M. Arafat doit désormais, qu'il le veuille ou non, tenir compte des pressions de Damas.

Le président de l'O.L.P. est devenu d'autant plus vulnérable que son prestige personnel a été entamé par la défaite. Celle-ci a radicalisé beaucoup de ses compagnons, surtout parmi les jeunes, amers et déçus après l'exode de Beyrouth qui a livré les Palestiniens du Liban sans défense à la merci de leurs pires ennemis. L'autorité de M. Arafat a, en outre, été sérieusement affaiblie par l'échec de ses récentes tentatives pour trouver une issue diplomatique honorable en essayant de mettre en pratique la « solution jordanienne » souhaitée par le président Reagan, formule qui impliquait une reconnaissance « de facto » de l'Etat hébreu.

Les Israéliens sont-ils pour autant fondés à se réjouir des difficultés rencontrées par M. Arafat ? Certaines des prises de position des rebelles, qui l'ont accusé de vouloir « brader la révolution palestinienne » et préconisent de nouveau de transformer le Sud-Liban en une base pour la « libération de la Palestine », démontrent « a contrario » que le chef de l'exécutif de l'O.L.P. voulait bien un règlement de compromis avec Israël. Il devra désormais tenir compte des « durs » du mouvement, renforcés par la « grogne » des colonels. A court terme, ce durcissement peut paraître confirmer dans leur intransigeance les dirigeants israéliens qui y voient la preuve de l'impossibilité de négocier avec l'O.L.P. Mais à plus longue échéance, en éloignant toute perspective de règlement, il laisse Israël aux prises avec une crise nullement résolue par l'intervention au Liban.

M. Yasser Arafat a quitté la Roumanie samedi 4 juin pour se rendre dans plusieurs pays arabes en vue d'obtenir leur soutien face à la Libye et à la Syrie, qui encouragent – l'une ouvertement et l'autre en coulisses – la dissidence au sein du Fath et mettent en cause son autorité.

A Beyrouth, le chargé d'affaires libyen, M. Abdel Kader Ghouka, a été, dimanche, grièvement blessé de six balles par un inconnu. Le Front pour la libération du Liban des étrangers a revendiqué l'attentat.

De notre correspondant

Beyrouth. – Outrés et meurtris par la bataille fratricide, au canon, qui s'est déroulée samedi 4 juin, à Baalbeck (nord-est du Liban), entre *loyalistes et dissidents* du Fath, plusieurs centaines de civils palestiniens du camp tout proche d'Al-Jalil ont pris le risque d'avancer à découvert dans la plaine de la Bekaa vers le lieu des affrontements. Cette démarche téméraire a eu pour effet d'arrêter la bataille, qui avait déjà fait trois morts et sept blessés, ainsi que d'importants dégâts matériels dans la localité libanaise.

Ce n'est là, sans doute, qu'un répit, car, dès dimanche, l'arrivée de renforts était signalée dans la région, notamment cent cinquante hommes dotés d'un armement lourd du F.P.L.P. – commandement général de M. Ahmed Gibril, lié au régime syrien et qui soutient l'aile dissidente du Fath dans sa lutte contre l'autorité de M. Yasser Arafat.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 3.)

Deux objectifs pour le président de la République : affirmer l'autorité de l'Etat, rassurer l'opinion

Le gouvernement s'apprête à prendre de nouvelles sanctions dans la police

M. François Mitterrand, qui sera, mercredi 8 juin, à 20 heures, l'invité du journal *télévisé d'Antenne 2, devra, une nouvelle fois,* s'efforcer de dissiper le scepticisme que la politique du gouvernement continue de susciter dans le pays, à tel point que l'ancien ministre du commerce extérieur, M. Michel Jobert, laissait prévoir, dimanche soir, au « Grand Jury R.T.L.- *Le Monde* », une prochaine *« déroute économique »*. Les manifestations de policiers qui ont eu lieu, vendredi 3 juin à Paris, montrent que cette crise de confiance, *exploitée par l'opposition, affecte l'autorité de* l'Etat.

Les conclusions des enquêtes administratives ouvertes après les manifestations du 3 juin devaient être arrêtées lundi soir. Elles ne sauraient, toutefois, occulter les responsabilités politiques du ministère de l'intérieur et, notamment, du secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, dont les orientations ont *fluctué, depuis sa création, entre le laxisme et* l'attentisme.

Les critiques du P.C.F. contre l'action gouvernementale ont conduit d'autre part M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., à proposer une rencontre avec M. Georges Marchais pour vérifier que l'accord du 23 juin 1981 entre les deux partis est bien appliqué.

La confiance introuvable

par JEAN-MARIE COLOMBANI

Mai 1983 devait ressembler à mai 1968. C'est raté. A quoi ressemblera juin 1983 ? A juin 1940 ! Si l'on en croit M. Michel Jobert, qui sacrifie à une tradition bien de chez nous – le goût pour la rétrospection déformante, – le pays est à la veille d'une déroute économique, d'un choc analogue à la défaite de 1940, *ou mieux, à celle de 1870. Au même* moment, M. Jacques Delors se déclare optimiste et décèle *« un dégel de l'économie française »*.

Qui croire ? L'ex-ministre d'État, qui aspire à remplir, au sein de l'actuelle majorité, le rôle que jouait M. Michel Debré dans l'ancienne, ou le premier ministre-*bis* qui voudrait communiquer sa foi au pays ?

De toute évidence, les Français préfèrent M. Jacques Delors : il reste, derrière M. Michel Rocard, l'homme le plus populaire en France. Les Français l'apprécient. Mais le croient-ils ? Non. Telle est bien la difficulté : la confiance fait défaut. La chute est datée précisément de l'été 1982, c'est-à-dire du tournant de la rigueur. Elle est entretenue non plus seulement par l'opposition, dont le rôle est de semer le doute, mais aussi par la majorité elle-même : le pessimisme paraît plus profond que jamais. Au mécontentement suscité par l'application de la rigueur, s'ajoute le sentiment, suggéré notamment par M. Jobert, d'un « dérapage ». *Dans* ce contexte, M. Jacques Chirac pointe à nouveau le bout de son nez : et si l'on faisait un référendum, histoire de montrer que la majorité n'est plus la majorité ? Donc que le président doit *« en tirer les conséquences »*.

L'homme pressé vise juste. La question, aujourd'hui posée, est bien celle de la relation d'un homme, le président, avec un pays. Comment expliquer autrement que le chef de l'État soit, dans le mouvement de chute de la confiance, le plus atteint, si l'on en croit les sondages ?

(Lire la suite page 8.)

L'autre laxisme

par EDWY PLENEL

A qui la faute ? Le gouvernement devrait le savoir dès mardi, avec les premiers résultats des deux enquêtes, réclamées par le ministre de l'intérieur, sur les manifestations policières du vendredi 3 juin.

Il ne sera sans doute pas difficile d'établir que, côté manifestants, les deux défilés n'avaient rien de spontané, que des syndicats liés à l'opposition parlementaire, dans un cas, à l'extrême droite, dans l'autre, en prirent la responsabilité, que des policiers, notamment de l'unité spécialisée du métro, y participèrent en uniforme, que plusieurs manifestants étaient munis de leur arme réglementaire...

Il ne sera pas plus difficile de prouver que, côté service d'ordre, les gardiens de la paix qui montrèrent si peu de zèle à protéger le ministère de la justice et mirent képi bas appartenaient à la 6ᵉ compagnie de *district, l'une de ces six unités spécialisées* dans le maintien de l'ordre déjà fort critiquées pour leur comportement violent lors des manifestations d'étudiants ; ou encore que les C.R.S. qui fraternisèrent avec leurs collègues et les laissèrent obligeamment continuer jusqu'au ministère de l'intérieur appartiennent à la C.R.S. nº 7 ; ou enfin que les responsables de la sécurité publique à la préfecture de police réagirent avec retard...

Muni de ces réponses, le pouvoir peut frapper vite et fort : toute la panoplie des sanctions prévues par le statut particulier des fonctionnaires de police est en effet applicable *« sans consultation du conseil de discipline »* en cas de *« participation à un acte collectif d'indiscipline caractérisé ou à un acte collectif contraire à l'ordre public »*.

Cependant ces réponses, en quelque sorte policière, à des débordements... policiers ne sauraient suffire, pas plus que les départs, dès vendredi, des deux principaux fonctionnaires de la police nationale qui, pour l'un d'entre eux du moins, le directeur général, M. Paul Cousseran, étaient déjà envisagés avant les événements.

(Lire la suite page 11.)

Nouvelle donne électorale en Grande-Bretagne

A quelques jours des élections générales du 9 juin en Grande-Bretagne, tous les sondages confirment *l'importante avance des conservateurs sur les partis rivaux* dans les intentions de vote. Une estimation réalisée par l'Institut Harris pour l'*Observer* prévoit même que le parti de Mᵐᵉ Thatcher pourrait même remporter 430 des 650 sièges de la Chambre des communes, majorité jamais vue depuis 1935.

Si le succès des conservateurs fait peu de doute, les résultats qu'obtiendront respectivement les travaillistes et les partis de l'Alliance restent très incertains. Selon deux des sept derniers sondages publiés *dimanche, le rang de second parti reviendrait à* l'Alliance, le Labour étant relégué en troisième position.

Notre correspondant Daniel Vernet analyse la nouvelle donne introduite dans la vie politique britannique par la création du parti social-démocrate et son accord électoral au sein de l'Alliance avec le parti libéral.

I. – Comment peut-on être centriste ?

De notre correspondant DANIEL VERNET

Londres. – *« Briser le moule de la politique britannique. »* L'expression inventée par un professeur de droit, M. David Marquand, pour M. Roy Jenkins, son ancien patron à la Commission de Bruxelles, a fait florès pendant une saison, quand l'Alliance entre les sociaux-démocrates et les libéraux caracolait en tête des sondages. Il y a plusieurs manières de *« briser le moule »*.

Il y a le mode social-démocrate : profitant de la désaffection touchant les deux grands partis, l'Alliance se fait une place sur l'échiquier politique britannique, met fin au système uninominal majoritaire à un tour, créateur du bi-partisme, impose la représentation proportionnelle et détruit ainsi le duo conservateur-travailliste qui dure depuis plus *de cinquante ans. Il y a le mode* anti-travailliste : l'émergence d'un nouveau parti centriste, prenant dans le tête-à-tête avec les conservateurs la place du Labour réduit aux dimensions d'une secte socialiste. Il y a le mode conservateur : une « Chambre introuvable », avec une majorité écrasante de députés thatchériens qui relèguent à l'état de souvenir le consensus cher aux Britanniques. Les élections du 9 juin ouvrent *toutes ces possibilités et encore* une quatrième : le maintien du *statu quo*, avec une Chambre des communes dominée par les conservateurs et les travaillistes, et un troisième parti jouant les utilités...

« Préparez-vous à gouverner », lance M. David Steel à ses amis libéraux, qui aux dernières élections n'avaient pas pu faire élire plus de onze députés. En cet automne 1981, l'euphorie n'est pas totalement *artificielle*. Mᵐᵉ Thatcher est à l'époque le premier ministre le plus impopulaire que la Grande-Bretagne ait jamais connu ; le parti travailliste se débat dans ses éternelles querelles intestines.

(Lire la suite page 5.)

L'avènement de Yannick Noah

Après les grands amateurs Lacoste, Cochet, Borotra et Bernard, Yannick Noah est devenu, le 5 juin, le premier Français professionnel à gagner les Internationaux de tennis de Roland-Garros.

En trois sets (6-2, 7-5, 7-6) et deux heures vingt-quatre minutes de jeu acharné, il a battu le Suédois Mats Wilander, tenant du titre. Une victoire à facettes qui était attendue par le tennis national depuis 1946. Elle a rapporté 657 420 F à son auteur – qui est âgé de vingt-trois ans – et a décuplé sa valeur marchande en le propulsant vers le sommet de la hiérarchie mondiale. Elle a consacré le développement du jeu organisé par la Fédération, qui a vu ce même jour chez les juniors la consécration de Pascale Paradis et le court échec de Franck Février. Elle a mis la France en position de conquérir la coupe Davis cinquante ans après la perte du saladier d'argent. Elle garantit à l'ancien jeu élégant la continuité d'un développement populaire qui en avait déjà fait le premier sport individuel de l'Hexagone (un million de licenciés). Elle justifie la prochaine extension du stade qui a reçu 254 952 spectateurs payants durant la quinzaine, record absolu.

(Lire page 14 les articles d'ALAIN GIRAUDO et d'OLIVIER MERLIN.)

AU JOUR LE JOUR — Bonheur

Après ce qui s'était passé, l'émotion paraissait légitime et compréhensible. On pouvait même excuser les débordements et le déchaînement des passions partisanes.

Pourtant, dimanche, quand on a vu à la télévision, en direct mais de dos, un émissaire de l'Elysée se précipiter sur un Noah encore essoufflé pour lui glisser un message, on s'est demandé si les bornes de la décence n'étaient pas dépassées.

Puis on s'est dit qu'il vaut mieux, à tout prendre, récupérer politiquement le bonheur des gens que leur malheur.

BRUNO FRAPPAT.

« LE PRINCE TRAVESTI », A CHAILLOT
« LES PARAVENTS », A NANTERRE

Vitez-Chéreau : l'audace

A un soir d'intervalle, viennent de se succéder deux premières théâtrales attendues : le 3 juin à Chaillot, *le Prince travesti*, de Marivaux, par Antoine Vitez. Le 4, à Nanterre, dans la mise en scène de Patrice Chéreau, *les Paravents*, de Jean Genet. La pièce n'avait pas été montée en France depuis sa création par Roger Blin, en 1966 à l'Odéon. A l'époque, elle avait provoqué un scandale.

Antoine Vitez et Patrice Chéreau, si différents soient-ils, sont des « auteurs de spectacles » dans le sens où chacun de leur spectacle porte la marque d'une vision radicalement personnelle du théâtre. Ce qui leur a valu d'être longtemps – et parfois encore – taxés par certains de mégalomanie, d'élitisme. Ce qui leur a valu aussi leurs fidèles, leur notoriété nationale et internationale. Patrice Chéreau est une vedette en Italie, en Allemagne où il a travaillé. Aux Etats-Unis également, où ont été diffusés à la télévision les enregistrements du *Ring* qu'il a monté à Bayreuth. En Italie, en Suisse, partout où il a emmené ses spectacles « Molière », Antoine Vitez est réclamé, et son *Prince travesti* doit partir en tournée officielle de par le monde en 1984.

Aujourd'hui à la tête de deux grandes institutions, Antoine Vitez et Patrice Chéreau représentent la partie *« audace » de la politique culturelle*. On sait qu'ils apportent l'inattendu et que toujours ils enrichissent, même s'ils choquent. Ils jouent le risque, là sont notre intérêt et notre plaisir.

C. G.

(Lire page 16.)

Le Monde

idées

Privé-public

« Sans les professions libérales, disait un jour François Mitterrand, *la société serait ennuyeuse avant de devenir tyrannique. »* N'empêche que le pouvoir, estime le docteur François Bachelot, les lamine, commettant ainsi une triple erreur économique, sociale et politique. Robert Papin, pour sa part, prend la défense des chefs d'entreprise, qui ont moins besoin d'argent, selon lui, que de considération. Encore faut-il, bien sûr, qu'ils la méritent et ne restent pas dans leur tour d'ivoire. Quant à Bernard Pons, c'est à une fonction publique tentaculaire et paralysante qu'il s'en prend. L'arrêt du recrutement des fonctionnaires n'est pas actuellement guidé par la raison, fait-il valoir, mais par la nécessité économique.

Professions libérales : une carte à jouer

par FRANÇOIS BACHELOT (*)

DANS une période de crise économique sévère comme celle que nous vivons aujourd'hui, l'État fait naturellement appel à l'esprit de solidarité *des citoyens. Pour être entendu,* il doit créer un climat de confiance en évitant, en particulier, d'accumuler des erreurs dont le coût rend inutile l'effort financier de la population. Parmi ces erreurs, il en est une qui consiste à créer et à privilégier les *emplois dans la fonction publique,* au détriment de ceux assurés par les professions indépendantes et leurs collaborateurs.

Les professions libérales sont un atout majeur pour l'avenir économique du pays, et pourtant l'entraîneur, c'est-à-dire le gouvernement, bien que l'équipe France s'essouffle sérieusement, laisse sur le banc de touche cette carte essentielle du jeu. *Deux faits le montrent : alors que les* quatre cent cinquante mille professionnels libéraux avec leurs deux millions de collaborateurs constituent environ le dixième des actifs du pays (autant que les P.M.I.), ils ont vu leur représentation — déjà pratiquement inexistante — diminuer dans les conseils économiques *régionaux. Contrairement à tous les* autres groupes socio-professionnels, ils n'ont pas été consultés avant l'établissement du dernier plan de rigueur.

Pourquoi ne joue-t-on pas la carte des professions libérales ? Plusieurs explications reviennent, souvent comme de véritables refrains. Le phénomène n'est pas récent, il n'est pas directement lié au changement de majorité politique. Quel que soit le régime, le pouvoir technocratique *s'accommode mal d'avoir en face de* lui un corps puissant organisé de professions indépendantes dont il appréhende mal les situations. Ne pouvant le dominer comme le corps salarial, il a toujours entretenu en son sein les germes de la division. Le pouvoir socialo-communiste voit par ailleurs dans ces professions un obs*tacle à la réalisation de son projet de* collectivisation tous azimuts : l'esprit d'indépendance des professionnels libéraux ne facilite pas l'essor d'une culture collective, avec tout ce que cela comporte de renoncements.

Ces explications subjectives nous paraissent assez loin de la réalité. Il apparaît surtout que nos gouvernants ne possèdent aucune information complète et objective sur le problème et qu'ils sous-estiment dès lors les avantages, pour le long terme et pour la collectivité, d'une politique qui consisterait à donner enfin aux professionnels libéraux la place qui leur revient de droit dans l'organigramme économique du pays.

En laminant inutilement ce groupe socioprofessionnel, le pouvoir commet une triple erreur : économique, sociale et politique.

Erreur *économique* en premier lieu, car il entrave le dynamisme d'une des ailes marchantes du monde des actifs. Pendant la période 1976-1980, alors que les emplois ont régressé dans presque tous les autres secteurs d'activité, les professionnels libéraux ont créé soixante-dix mille *emplois par an.* Erreur économique encore, car la qualité et la diversité des services rendus au public par les professionnels libéraux non seulement ne souffrent pas de la comparaison aves les services publics équivalents, mais surtout coûtent moins cher aux contribuables.

C'est évident et reconnu en matière de santé, mais cela se vérifie également pour les autres secteurs. *Dans les vingt dernières années, le* groupe des professions libérales a vécu une véritable mutation : de cent cinquante mille professionnels libéraux après guerre, nous sommes passés à quatre cent cinquante mille aujourd'hui. L'accroissement des effectifs est dû en partie à l'essor démographique de certaines professions de santé, mais surtout au développement des professions libérales *dites du secteur technique :* architecture, assurance, experts-comptables, ingénieurs, conseils, informaticiens, bureaux d'études entre autres.

Ces professions représentent, à l'heure actuelle, le tiers du groupe. Grâce à un effort important de formation continue et d'équipement, *elles* sont en mesure de répondre à toutes les demandes. Quelle est l'*entreprise* ou l'*activité de services* qui pourrait se passer de leurs conseils ? Quel est le service public qui pourrait les remplacer avec le même rapport qualité-prix ?

Des entreprises à taille humaine

Erreur *sociale,* ensuite, car les professionnels libéraux, par leur rôle de conseil, le contact direct et personnalisé qu'ils entretiennent avec *leurs clients, la dimension des entreprises* à taille humaine qu'ils gèrent — 80 % des deux cent vingt mille entreprises ont moins de vingt salariés, — représentent un véritable facteur d'équilibre social.

Erreur *politique,* enfin, car en rejetant les professions libérales en marge de la vie économique du pays on les pousse à se laisser séduire par les sirènes de je ne sais quel néo-poujadisme ou lobby politique. La situation du groupe nous paraît *suffisamment préoccupante* pour tirer la sonnette d'alarme. Il faut réconcilier l'État avec les professions libérales.

Un effort de part et d'autre s'impose. Les professionnels libéraux doivent comprendre qu'ils ne peuvent plus vivre dans leur tour d'ivoire. Ils ne sont plus uniquement des prestataires de services. Ce sont également des agents économiques responsables de la vie de petites *entreprises. Comme tous les patrons* — grands ou petits, — ils produisent, investissent, créent des emplois et redistribuent des richesses. Alors, comme les autres patrons, ils doivent accepter et partager des responsabilités socio-économiques.

De son côté, le pouvoir doit mettre en place une véritable concerta*tion permanente, non seulement au* niveau national, comme il vient de le faire en nommant le professeur Luchaire délégué interministériel aux professions libérales, mais également, et surtout, aux niveaux départemental et régional. Ces structures de concertation existent depuis de nombreuses années entre l'État et les autres groupes socioprofessionnels : ce sont les chambres consulaires. Elles ont largement fait la preuve de leur utilité. Pourquoi les refuser aux professionnels libéraux ? Une fois de plus, lors de notre prochain congrès national les 21 et 22 octobre 1983 à Paris, nous poserons la question.

Le gouvernement doit lever le malentendu — s'il s'agit réellement d'un malentendu. Il doit en finir avec la pratique du double langage qui consiste à affirmer un jour que la France serait *« triste sans professions libérales »* et le lendemain à organiser la disparition de certaines d'entre elles.

Or deux mille infirmières libérales ont fermé leur cabinet en 1982. La Sécurité sociale *finance des centres* de santé médicaux et dentaires aux frais des contribuables pour concurrencer des professions déjà menacées par la pléthore de leurs effectifs : trente-cinq nouveaux « guichets uniques » viennent d'être créés, etc. Ce ne sont pas des états d'âme, ce sont des faits ! Ce double langage n'est pas sain.

Pour investir en personnel et en *matériel, les professionnels libéraux* ont besoin, comme les autres chefs d'entreprise, de s'appuyer sur une règle du jeu cohérente et définie, au moins pour le moyen terme. Pour ce faire, ils doivent nécessairement participer à son élaboration.

Nous espérons beaucoup de la mission du professeur Luchaire. A lui de nous démontrer que la politique du pouvoir à l'égard des professions *libérales abandonne définitivement* les voies du sectarisme et de l'amateurisme des apprentis sorciers pour suivre celle du bon sens, de la confiance et de l'intérêt de la collectivité.

(*) Secrétaire général de l'Assemblée permanente des chambres des professions libérales.

Un mauvais coup pour la fonction publique

par BERNARD PONS (*)

L'ÉTAT ne créera aucun emploi en 1984. Pierre Mauroy l'a annoncé, Jacques Delors l'a confirmé. Mais la stagnation des effectifs du secteur public était prévue depuis longtemps. *Depuis plusieurs mois,* une « directive » du directeur du budget *demandait à ses collaborateurs* de chercher des justifications et des explications à ce renversement programmé de la politique gouvernementale.

Silence révélateur : cette mesure contredisant les engagements gouvernementaux n'a fait l'objet d'aucune intervention des socialistes ou des communistes. Pourtant, quel charivari lorsque le R.P.R. inscrivit la nécessité d'une stabilisation des effectifs de la fonction publique dans son plan de redressement du 23 janvier ! On mesure après coup l'hypocrisie des accusations alors proférées par ceux qui se savaient pourtant contraints à brève échéance (post-électorale bien *entendu*) à *renier leurs engagements* et à appliquer les propositions qu'ils *critiquaient alors !*

Le gel actuellement mis en place par le gouvernement n'est en rien guidé par la raison. L'Etat socialiste n'arrête le recrutement des fonctionnaires partout et brusquement que *parce que,* comme à la *fin* de la IVe République, il ne peut plus les payer. Déjà, les primes du mois de décembre ont été versées avec plusieurs semaines de retard, et leur pouvoir d'achat fond comme neige au soleil. Même M. Le Pors, toute solidarité gouvernementale oubliée, se sent obligé de dénoncer cette situation.

L'arrêt ne résulte pas d'une politique délibérée, mais exprime une panique face à une situation qui n'est plus contrôlée.

Cela *n'a rien à voir avec notre* conception. C'est par raison et logique que nous proposons une stabilisation des effectifs de la fonction publique, car nous voulons arrêter la croissance tentaculaire de l'Etat. La stabilisation des effectifs de la fonction publique préconisée par notre projet n'est pas liée aux obligations d'une politique d'austérité. Elle est la conséquence logique du refus de l'emprise totalitaire d'une bureaucratie tatillonne et inquisitoriale, paralysante pour l'économie.

Le gel des effectifs de la fonction publique par le gouvernement de coalition socialo-communiste ne montre aucune cohérence. Com*ment vouloir à la fois l'extension de* l'Etat et la stabilisation des fonctionnaires ?

Une conception différente

Parce que notre réflexion part d'une conception totalement différente de la société, *elle* est cohérente avec notre souci de relance de l'économie, *d'encouragement* des initiatives, de limitation mais d'enrichissement des tâches des fonctionnaires.

Enfin, le gel des effectifs de la fonction publique par le gouvernement ne correspond pas à une volonté d'améliorer sa gestion. Il ne s'accompagne pas du rééquilibrage nécessaire des affectations, d'où le surplus de personnel dans certains secteurs et la pénurie dans d'autres, essentiels, comme les hôpitaux, la sécurité, etc. *En cela aussi,* il s'oppose au projet du R.P.R.

Si on élimine de la structure administrative toutes les activités pouvant *être assurées aussi bien* et parfois mieux avec la souplesse du secteur *privé* ou parapublic, il devient possible par de meilleures affectations de renforcer les secteurs essentiels du service public : justice, sécurité, santé, éducation... Les autres missions accomplies aujourd'hui bureaucratiquement dans le cadre de l'Etat peuvent être réalisées par des établissements ou des entreprises de secteur parapublic ou privé.

Sans aucun licenciement (mesure d'ailleurs exclue par le statut général des fonctionnaires, auquel le R.P.R. est, à la suite du général *de Gaulle qui l'a créé en 1946* et rénové en 1959, profondément attaché), il *devient alors loisible,* par le jeu du non-renouvellement de certains postes libérés par des départs à la retraite, par des formules variées (corps en voie d'extinction, droit d'option entre un statut privé souvent plus avantageux et le statut public), de revenir progressivement à une proportion plus équilibrée de membres de la fonction publique par rapport à l'ensemble des travailleurs.

(*) Secrétaire général du R.P.R., député de Paris.

Chefs d'entreprise et tour d'ivoire

par ROBERT PAPIN (*)

L'ANALYSE des difficultés rencontrées par nos entreprises a fait l'objet de nom*breuses* recherches, *mais il* semblerait que la plupart des causes tradition*nellement* évoquées *soient* des causes « secondes ». Beaucoup d'observateurs imputent notamment les dépôts de bilan à l'absence de comptabilité, à la pénurie de capitaux ou au manque de connaissances en management des dirigeants.

Il nous paraît que, en réalité, la cause principale de ces dépôts de bilan réside dans le repliement sur eux-mêmes des chefs d'entreprise. Beaucoup de patrons s'enferment, en effet, dans leur tour d'ivoire et finissent par perdre tout contact avec un environnement qui a profondément évolué durant les cinq dernières années.

L'accroissement de la concurrence internationale et la crise économique interdisent désormais aux entreprises de fonder leur développement sur un seul produit ou un *seul service ; or la* plupart des P.M.E. ont été créées au lendemain de la guerre, à *une époque où la stratégie* consistait essentiellement à produire pour répondre aux besoins du monde.

Ce dont maintenant les P.M.E. ont besoin, ce n'est plus tellement d'avoir à leur tête des ingénieurs ni même des commerçants, mais plutôt des stratèges capables de réfléchir, *afin d'évoluer rapidement,* de s'adapter rapidement à l'évolution des besoins de la clientèle et à une modification des conditions de la concurrence. Malheureusement, beaucoup de patrons préfèrent, par tempérament, se battre contre les difficultés quotidiennes plutôt que de réfléchir à l'avenir.

Bien souvent, la remise en cause d'une politique de développement intervient lorsque l'*entreprise* rencontre de graves difficultés ou lorsque son responsable est victime d'un sérieux incident de santé.

Or, si des difficultés apparaissent, elles seront perçues indirectement par une détérioration des résultats et *imputées d'abord aux collaborateurs,* puis aux structures, avant que la stratégie ne soit (trop tardivement) remise en cause.

Si, par contre, le chef d'entreprise est victime d'un grave incident de santé, il se rendra compte que l'*entreprise* continue de tourner sans lui et, comme il a le temps, il commencera probablement à réfléchir à l'avenir, aux facteurs-clés de réussite dans son domaine d'activité, à ses atouts et à ses faiblesses, bref à la stratégie de son affaire.

Bon nombre de patrons reconnaissent les bienfaits de tels incidents de santé, mais, comme on ne peut souhaiter à tous les responsables d'être victimes d'une crise cardiaque, force est de *nous interroger sur les obstacles* à la réflexion stratégique et sur les facteurs qui pourraient favoriser une telle réflexion.

Les obstacles à la réflexion stratégique

La plupart des patrons, et notamment des patrons de P.M.E., adorent se battre contre les difficultés et passent une partie de leur temps à *« éteindre les incendies ».* Cette lutte quotidienne leur permet à tout instant d'apprécier leur efficacité, mais elle réduit d'autant le temps consacré à la réflexion, une réflexion *qui devient pour eux un exercice difficile.*

« A quoi bon réfléchir à six mois ou un an, vous diront-ils. *Si demain mon banquier me refuse un crédit ou si demain un gros client me laisse tomber, mon affaire disparaîtra. »*

D'autres vous diront : *« Dans mon affaire, je dois tout contrôler, je n'ai donc pas le temps de bâtir de beaux plans qui seront périmés à peine achevés. »* Il est vrai qu'aujourd'hui nombre de patrons ont été les créateurs de leur entreprise ; or beaucoup de créateurs prennent volontiers l'habitude de tout faire et de tout contrôler.

Victimes du scepticisme de tous ceux qui les entouraient lorsqu'ils se sont lancés dans l'aventure, manquant de moyens matériels, ils se sont entourés de simples exécutants, et ceux qui ont survécu aux difficultés ont *fini* par se convaincre qu'eux seuls étaient capables de franchir les obstacles.

La plupart du temps, la lutte quotidienne leur donne raison, car leurs collaborateurs sont surtout des exécutants peu attirés par les responsabilités. Les qualités que le chef attend d'eux, c'est la docilité et l'aptitude à comprendre rapidement ce que veut leur patron. Ne rien bousculer devient donc leur *credo,* et, rapidement, ils vont eux aussi s'enfermer dans une tour d'ivoire.

Il est vrai, toutefois, que des entreprises, et parfois même de grandes firmes, ont connu de graves difficultés, alors même qu'elles possédaient d'éminents spécialistes de planification.

La prévision est aujourd'hui deve*nue un* art difficile, cependant ; faire de la stratégie ne signifie pas néces*sairement bâtir de beaux plans* à cinq ans. Il s'agit plutôt d'adopter une disposition d'esprit, de *s'interroger* sur les objectifs poursuivis par l'entreprise et sur les politiques qui permettront de les réaliser. A la limite, il s'agit tout simplement de se poser en permanence la question suivante : *« Que se passerait-il, si... »*

Reconnaître l'importance du patron c'est probablement l'une des mesures les plus efficaces qu'un gouvernement pourrait prendre pour renforcer nos entreprises. Clamer à tout va : *« Il faut faire payer les patrons »* ou bien laisser entendre *que ces patrons* sont des exploiteurs lorsqu'ils réussissent et des minables lorsqu'ils échouent, c'est *nier trois* vérités.

C'est d'abord oublier *que, dans un* système de type « capitaliste », la prospérité économique repose sur la prospérité des entreprises, que celles-ci soient grandes, moyennes ou petites.

C'est ensuite oublier que la prospérité d'une entreprise repose, en grande partie, sur l'efficacité et le dynamisme de son dirigeant.

C'est enfin oublier que ce dynamisme est largement fonction de facteurs psychologiques et, notamment, de l'*image* du patron au sein de la société française.

La qualité des dirigeants

Trop d'ouvrages de management assimilent la décentralisation des pouvoirs dans l'entreprise avec une réduction du rôle exercé par son dirigeant. Une telle assimilation est souvent le fait de théoriciens qui n'ont jamais exercé des responsabilités de direction générale. Dans un environnement changeant, une déci*sion stratégique* erronée peut conduire une affaire à sa perte, quelle que soit la qualité de sa gestion courante.

Inversement, une bonne stratégie peut pallier une gestion déficiente. Or les grands choix stratégiques sont nécessairement faits par le dirigeant, et ces choix reposent, le plus *souvent,* sur des informations imparfaites. Le chef d'entreprise est donc condamné à *prendre des risques,* et toute sa politique devra consister à se procurer des informations aussi précises que possible, à bâtir des plans pour atteindre les objectifs qu'il s'est fixés puis à prévoir les réactions de ses concurrents. Les patrons qui se coupent de leur environnement s'enferment dans leur *forteresse* et perdent l'habitude de réfléchir, ce sont ceux-là qui, les premiers, disparaîtront.

Vouloir sauver les entreprises en les *subventionnant,* c'est *adopter* la politique d'un médecin qui, pour guérir un malade, tremperait son thermomètre dans l'eau froide. Si l'efficacité d'une affaire repose sur l'ouverture d'esprit de son dirigeant, elle repose également sur le dynamisme de ce dernier, or un tel dynamisme est largement fonction de l'image des patrons dans la société française.

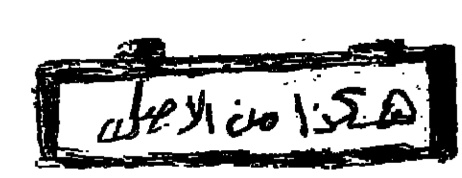
Contrairement à une opinion largement répandue, les patrons sont rarement des individus *désireux de* « s'en mettre plein les poches ». Ce qu'ils cherchent le plus souvent, c'est d'abord de maîtriser leur propre avenir et surtout de se dépasser.

La vie est pour eux un perpétuel défi et, s'ils sont placés dans un contexte psychologique favorable, alors ils pourront renverser des montagnes. *Malheureusement,* les Français n'aiment guère ceux qui veulent se placer au-dessus des autres, et, dans notre société, il est plus noble d'être médecin ou haut fonctionnaire que plombier, petit commerçant ou patron de P.M.E.

Rien d'étonnant que les éléments les plus brillants s'orientent vers l'ENA ou vers un doctorat, alors que notre économie a surtout besoin d'entrepreneurs. Cesser de considérer les entrepreneurs comme des exploiteurs, promouvoir les carrières du management, introduire une connaissance de l'entreprise dans les programmes des écoles primaires, ce sont là des mesures qui contribueraient puissamment au développement de notre économie.

Aux pouvoirs publics nous serons tentés de dire pour conclure... : *« Ce n'est pas d'argent dont les patrons ont besoin, mais de considération. »*

* Professeur à l'École des hautes études commerciales.



Le Monde

étranger

PROCHE-ORIENT

Israël

L'opposition au maintien de l'armée au Liban s'amplifie

Jérusalem. – L'anniversaire du déclenchement de l'opération « Paix pour la Galilée » a donné lieu à toute une série de manifestations, de prises de position et de *« bilans »* (établis par la presse) qui ajoutent à l'embarras du gouvernement, alors que dans l'opinion publique, dans l'opposition parlementaire et même au sein de la majorité, des voix de plus en plus nombreuses se font entendre pour réclamer un désengagement rapide de l'armée israélienne au Liban. Les solutions proposées, quand il y en a, restent cependant assez différentes les unes des autres, sinon divergentes.

Le mouvement La paix maintenant (Chalom Archav) a enregistré un nouveau succès en rassemblant samedi soir 4 juin à Tel-Aviv plus de cent mille personnes pour accueillir ses militants qui, durant toute la semaine, avaient participé à une marche symbolique depuis la frontière libanaise. (*Le Monde* daté 5-6 juin). C'était la plus grande manifestation organisée par ce mouvement après celle qui avait eu lieu avec l'ensemble des partis d'opposition fin septembre pour dénoncer les massacres de Sabra et de Chatila, et demander la constitution d'une commission d'enquête.

Chalom Archav exige la démission du gouvernement et le retrait immédiat de l'armée, sans en préciser les conditions. Le parti travailliste, pour sa part, sa voix, vient de proposer un repli *« unilatéral »* par étapes. Les troupes israéliennes évacueraient dans un premier temps la région de Beyrouth, le Chouf et, dans la Bekaa, tout le secteur situé le long de la route Beyrouth-Damas, là où soldats israéliens et syriens sont en contact. Dans un deuxième temps, l'armée israélienne quitterait la totalité du Sud-Liban après un délai plus ou moins long nécessaire pour l'organisation de la « sécurité » dans cette zone, notamment le long de la frontière.

De notre correspondant

Certains membres du gouvernement, considérant que l'accord israélo-libanais conclu le mois dernier est inapplicable étant donnée l'attitude syrienne, ne sont pas tout à fait opposés à un tel projet, bien qu'ils n'envisagent pas pour l'instant d'autre repli que celui qui pourrait se faire sur la ligne marquée par la rivière Aouali, au nord de Saïda. Mais le conseil des ministres, réuni dimanche, a fermement rejeté le projet travailliste, en soulignant qu'actuellement une décision unilatérale d'Israël n'est pas souhaitable.

Le comportement du général Sharon

Le gouvernement considère, en effet, que la présence de l'armée israélienne face à l'armée syrienne est un *« moyen de pression »* pour obliger, à terme, le gouvernement de Damas à accepter le principe d'un retrait de *« toutes les forces étrangères du Liban »*. D'autre part, le cabinet de M. Begin fait valoir qu'il s'est engagé à ne prendre aucune initiative sans l'accord des gouvernements américain et libanais. Or ceux-ci désapprouvent, jusqu'à maintenant, l'idée d'un repli partiel israélien, parce qu'il faudrait remplir le « vide » laissé par l'armée israélienne, et que ni la force multinationale, à laquelle participent des « marines » américains, ni l'armée libanaise ne semblent en mesure de le faire : à moins d'un renforcement considérable de la force multinationale auquel le gouvernement américain n'est apparemment pas prêt à consentir.

On savait déjà que, au cours des premiers mois de la guerre au Liban et notamment durant les tout premiers jours, le gouvernement de M. Begin avait donné l'impression d'être « monopolisé » par M. Ariel Sharon, qui était alors ministre de la défense, celui-ci ayant obtenu très vite que l'armée israélienne puisse dépasser largement les objectifs déclarés au départ pour arriver jusqu'à Beyrouth. Mais, dimanche soir, le vice-premier ministre, M. Simha Erlich, a implicitement reconnu que le conseil des ministres n'était pas en mesure de contrôler les décisions prises par M. Sharon et l'ancien chef d'état-major, le général Raphael Eytan. Il a admis que le gouvernement avait été à plusieurs reprises placé devant le *« fait accompli »* et avait donné son approbation à un certain nombre d'opérations *« après coup »*. Il a précisé que, lorsque l'armée israélienne avait atteint la route Beyrouth-Damas, alors qu'il assurait l'intérim à la tête du gouvernement en l'absence de M. Begin, en voyage aux Etats-Unis, M. Sharon avait prétendu que les soldats israéliens devaient réduire au silence des positions syriennes, alors que, en réalité, il est apparu plus tard que ces *« provocations »* syriennes n'avaient jamais eu lieu. Le prétexte invoqué par M. Sharon n'avait pour but que d'amener le cabinet à entériner ses décisions.

Pour pénétrer dans Beyrouth-Ouest, selon des révélations faites par le journal *Maariv*, qui, la semaine dernière, avait consacré tout un supplément à l'histoire des premiers mois de la guerre, M. Sharon aurait agi de même, déclarant que, pour protéger les soldats israéliens, il convenait d'occuper de nouveaux secteurs.

Après les indications fournies par la presse et par M. Erlich, des membres de l'opposition travaillistes mais aussi deux députés de la majorité ont demandé que soit créée une commission d'enquête nationale pour examiner le *« mauvais fonctionnement »* du gouvernement face aux décisions militaires prises par M. Sharon et l'ancien chef d'état-major.

FRANCIS CORNU.

La Libye et la Syrie soutiennent les rebelles de l'O.L.P.

(Suite de la première page.)

Sur le terrain, l'enjeu de la bataille paraît être le contrôle de la route Serghaya-Baalbek, voie de passage des convois militaires palestiniens, *ainsi d'ailleurs que syriens*, entre la Syrie et la Bekaa, où stationnent encore les forces syro-palestiniennes. S'ils perdaient le contrôle de cette voie d'accès, dont le point de départ, Serghaya, se trouve en Syrie, les loyalistes du Fath se trouveraient pris dans une souricière sans que Damas puisse être accusé de les avoir asphyxiés en les coupant de leur source d'approvisionnement et d'armement.

Les affrontements fratricides de Baalbek ne sont pas les premiers entre organisations rivales de l'O.L.P. Il s'en était produit, notamment, à Beyrouth de nombreux et de plus sanglants, du temps où la résistance palestinienne faisait la loi dans le secteur ouest. Ce sont, cependant, les premiers qui mettent sérieusement aux prises les deux ailes rivales du Fath. En dehors d'un bref accrochage à Damas, lors de l'occupation de dépôts logistiques par les dissidents, qui avait fait deux blessés (*le Monde* du 31 mai), elles s'étaient en effet limitées aux menaces et aux violences verbales.

La « petite phrase » de M. Andropov

M. Arafat n'a pas réussi à endiguer cette contestation de son autorité, malgré une « tournée des popotes » qui a duré deux semaines au nord et à l'est du Liban et a été dénoncée par le Front libanais (chrétien) comme contraire aux accords relatifs au départ de la résistance palestinienne de Beyrouth ; Israël, en revanche, n'a pas réagi. Après cet échec, M. Arafat tente maintenant de restaurer un pouvoir battu en brèche, en faisant intervenir le monde arabe auprès de la Syrie. Il s'est rendu en Algérie avant que le président Bendjedid prenne l'avion pour Damas, puis en Arabie Saoudite, dont le vice-premier ministre, le prince Abdallah, spécialiste des missions difficiles auprès du président Assad, est arrivé à son tour dans la capitale syrienne.

Damas est, en effet, la clé de la dissidence au sein du Fath. Les multiples accusations lancées par M. Arafat et par ses proches – Abou Jihad et Abou Ayad – contre des pays arabes concernent publiquement la Libye et implicitement la Syrie qu'ils ne peuvent se permettre d'attaquer de front. Même si une pause survenait à la faveur de ces médiations, les proches du chef de l'O.L.P. craignent que ne se poursuive l'œuvre de sape entreprise contre son autorité. Ils voient cependant un signe encourageant dans un passage d'un massage du secrétaire général du P.C. soviétique, M. Andropov, où il est question de *« l'unité palestinienne sous la direction légitime du président Arafat »*. Les dissidents étant menés par un prosoviétique, Abou-Moussa, l'adjectif utilisé a retenu l'attention des conseillers politiques de M. Arafat.

Quant aux Libanais, ils constatent qu'ils continuent à subir sur leur territoire les effets des luttes dans lesquelles la résistance palestinienne est impliquée. *Ils notent*, toutefois, que ces effets sont moins directement sensibles puisqu'ils ne concernent plus Beyrouth, comme ce fut si souvent le cas, mais Baalbek.

LUCIEN GEORGE.

Le Fath est la principale organisation de l'O.L.P.

L'O.L.P. (Organisation de libération de la Palestine) est composée de plusieurs mouvements de résistance, dont le Fath est le plus ancien et le plus important. L'O.L.P. a été créée le 17 janvier 1964 lors d'un sommet arabe au *Caire, lequel avait chargé de son* organisation M. Ahmed Choukeyri, représentant de la Palestine auprès de la Ligue arabe. Il a *été élu président du comité exé*cutif par le premier Conseil national palestinien réuni à Jérusalem du 28 mai au 2 juin 1964, qui a *approuvé la première charte* et créé l'A.L.P. (Armée de libération de la Palestine).

En 1969, le Fath prend le *contrôle de l'O.L.P. et le Conseil* national palestinien, réuni au Caire, élit M. Yasser Arafat président du comité exécutif.

L'O.L.P. comprend huit organisations :

– Le Fath, dont les débuts remontent à 1956, a été fondé *officiellement à Koweït en octo*bre 1959. Le mot est formé des initiales arabes inversées de Mouvement de libération natio*nal palestinien et signifie aussi* « conquête ». Ses fondateurs : MM. Arafat, Salah Khalaf (Abou Ayad), Farouk Kaddoumiet et Khaled el Hassan.

– La Saïka (pro-syrienne), créée en 1967 par le parti Baas. Son premier chef, Zouheir Mohsen, a été victime d'un attentat, à Cannes, le 25 juillet 1979.

– Le F.P.L.P. (Front populaire pour la libération de la Palestine), créé en octobre 1967 par M. Georges Habache.

– Le F.D.L.P. (Front démocratique pour la libération de la Palestine) de Nayef Hawatmeh s'appelait à l'origine F.D.P.L.P. (Front démocratique et populaire pour la libération de la Palestine). Il est né d'une scission du F.P.L.P. en février 1969.

– Le F.P.L.P. – Commandement général d'Ahmed Jibril avait participé à la création du F.P.L.P. mais s'en était séparé peu après. Il est considéré comme pro-syrien.

– Le F.L.A. (Front de libération arabe), pro-irakien.

– Le F.L.P.P. (Front de lutte populaire palestinien) de M. Samir Ghoche, pro-syrien.

– Le F.L.P. (Front de libération palestinien), groupuscule dissident du Fath.

AFRIQUE

Ethiopie

LE DIX-NEUVIÈME SOMMET DE L'O.U.A.

Les dirigeants africains sont hantés par le spectre d'un échec

Addis-Abeba. – Le troisième essai sera-t-il le bon ? Après deux convocations infructueuses en août et novembre 1982, le dix-neuvième sommet de l'Organisation de l'unité africaine se tiendra-t-il, enfin, comme prévu, dans la capitale éthiopienne du 6 au 11 juin ? Quelques heures avant l'ouverture officielle, la plus grande incertitude régnait ce lundi 6 juin à Addis-Abeba.

Chacun semble hanté par le spectre d'un échec qui serait, dit-on ici, fatal à l'O.U.A. Il faut donc se réunir. Pour le faire légalement, il faut atteindre le fameux quorum des deux tiers – trente-trois Etats membres – qui avait fait défaut à Tripoli, en raison de l'abstention d'une minorité de blocage *constituée par* le Maroc et ses dix-huit alliés, hostiles à l'admission au sein de l'O.U.A. de la République arabe sahraoui démocratique. Comment dégager un quorum sans ébaucher un compromis, fût-il provisoire ? Quel type de compromis ? Tout est là.

Depuis novembre, un comité de liaison regroupant douze Etats est en charge du problème sahraoui. Il comprend, outre le Kenya, qui vient de présider pendant près de deux ans l'organisation, et le Nigéria, qui se réclame d'une position moyenne, dix pays ayant reconnu la R.A.S.D. : Angola, Congo, Ethiopie, Lesotho, Libye, Mali, Mozambique, Ouganda, Tanzanie et Zambie. Président en exercice de l'O.U.A., le chef de l'Etat kenyan, M. Arap Moi, avait annoncé que le comité des douze se réunirait à Addis-Abeba à la veille de l'ouverture du sommet. Il n'en a rien été.

Cette réunion des douze pouvait encore avoir lieu lundi matin, mais l'on annonçait comme plus vraisemblable la tenue d'une réunion informelle de toutes les délégations présentes à Addis-Abeba sur le modèle des rencontres organisées en vain à Tripoli. Selon d'autres informations, le comité de liaison pourrait être élargi très sensiblement.

Quelle que soit le type de réunion choisie, il faudra bien dégager une formule acceptable par tous. Quelle peut-elle être. *A priori* – mais c'est la règle du jeu, – chacun campe sur ses positions. Le chef de la diplomatie sahraouie, M. Ibrahim Hakim, a rappelé dimanche que les douze n'avaient aucune autorité pour décider de la participation de la R.A.S.D. aux travaux de l'O.U.A.

De notre envoyé spécial

Apparemment, rien n'est changé non plus du côté des partisans du Maroc. M. Paul Mbyia, président du Cameroun, attendu lundi à Addis-Abeba, a précisé qu'il y venait parce qu'une certaine *« clarification »* se faisait jour. Mais il a ajouté que son pays ne pourrait participer au sommet si la R.A.S.D. était dans la salle. Dans ces conditions, de quelle « clarification » *s'agit-il ?* Réussira-t-on à persuader, au nom des intérêts supérieus de l'O.U.A., la R.A.S.D. de rester, temporairement, dans les coulisses *comme elle avait accepté de le faire* à Tripoli-I ? Autant de questions pour l'instant sans réponse.

Une trentaine de délégations étaient arrivées lundi matin en Ethiopie . Vingt d'entre elles sont conduites par des chefs d'Etat. Le colonel Kadhafi a fait le voyage, de même que M. Abdelaziz « président » de la R.A.S.D. et secrétaire général du Polisario. Dans leurs suites de l'hôtel Ghion, rénovées pour la circonstance, les chefs d'Etat se consultent. Parviendront-ils enfin à faire du dix-neuvième sommet ce « grand succès » prédit par le secrétaire général de l'O.U.A., M. Kodjo ?

*Si le sommet se tient, il devra ré*gler entre autres deux problèmes de personne : la présidence de l'O.U.A. et la nomination d'un nouveau secrétaire général. *Le colonel Kadhafi* souhaiterait être le prochain président en exercice, mais on avance plus souvent le nom de son homologue éthiopien, le colonel Menguistu. Pour le secrétariat, plusieurs noms circulent dont ceux du gabonais Paul Okumba et du chef de la diplomatie malienne, M. Blondin Beye.

J.-P. LANGELLIER.

République Sud-Africaine

Justice en noir et blanc

De notre correspondant

Johannesburg. – Deux mille heures de prison dont huit cents avec sursis, telle est la sentence *imposée par un juge de Pretoria à* un jeune Blanc coupable d'avoir tué de sang-froid et sans mobile un passant noir.

Le jugement a été rendu vendredi 3 juin, les faits remontant au 27 octobre dernier. Ce soir-là, Ronnie van der Merwe fêtait son dix-neuvième anniversaire. Trois fois au cours de la soirée, il avait émis le vœu de *« se faire un houtkop »* (crétin en afrikaans).

Son choix se porta sur Japhta Kgopa, lui ou un autre, peu importait. Ronnie van der Merwe *stoppe son automobile* et se rua sur le malheureux. Deux terribles coups de nunchaku, ces fléaux de bois utilisés en sport de combat, s'abattirent sur le crâne de l'innocent. *« Je voulais le frapper encore, mais il s'est écroulé »*, expliqua l'agresseur au tribunal. En fait, Japhta Kgopa était déjà mort, il avait vingt-trois ans.

« C'est un crime hideux, s'est exclamé le juge, *le pauvre jeune homme ne vous avait absolument rien fait. (...) Chacun dans ce pays, qu'il soit noir ou blanc, doit pouvoir se sentir libre de se promener la nuit. »* Et le magistrat, *outré*, condamna *l'assassin* à mille deux cents heures de prison ferme (environ deux mois) à effectuer les week-ends seulement, M. van der Merwe allant à son travail le reste du temps.

Déconcertante justice sud-africaine qui imposa, le même jour à Johannesburg, quatre ans de prison ferme à deux jeunes chanteurs noirs (dix-huit et vingt-*quatre ans) dont le seul crime fut* d'avoir entonné en public deux refrains à la gloire de leurs héros, M. Nelson Mandela, emprisonné depuis vingt ans, et M. Oliver Tambo, président en exil du Congrès national africain (A.N.C.).

P. C.

ASIE

Chine

L'Assemblée nationale réunit une importante session à Pékin

Pékin. – Après une série de travaux *préliminaires, la première ses*sion de la sixième Assemblée nationale populaire (A.N.P.) se réunit, ce lundi 6 juin, dans l'après-midi, à *Pékin*. Après un discours d'ouverture de M. Peng Zhen, « candidat » au poste de président du comité permanent de l'Assemblée, le premier ministre, M. Zhao Ziyang, devait présenter le rapport d'activité du gouvernement. Mardi, les deux mille neuf-cent-soixante-dix-sept députés – un décès a déjà été enregistré – entendront un exposé de M. Yao Yilin, vice-premier ministre, sur le plan économique de l'année en cours, ainsi qu'un rapport de M. Wang Bingqian, ministre des finances, sur l'arrêté budgétaire définitif de 1982. Samedi, au cours d'une réunion préparatoire, les députés, dont les deux tiers sont des nouveaux venus, ont élu un présidium de *cent soixante-quatre* personnes.

Celui-ci a immédiatement désigné en son sein, pour la présente session, seize présidents exécutifs, parmi lesquels figurent onze vice-présidents (sur dix-neuf) du comité permanent sortant. Le secrétaire général des travaux est M. Chen Pixian, secrétaire du comité central du P.C.C. Il apparaît devoir ainsi remplacer M. Yang Shangkun dans la fonction de secrétaire général de l'A.N.P.

Le présidium compte vingt présidents d'assemblées provinciales (sur vingt-neuf), quatre premiers secrétaires régionaux du parti (Tibet, Shaanxi, Liaoning, Jiangsu), un gouverneur (Zhejiang) et un ministre, *celui du planning familial*. Parmi les dirigeants politiques de premier plan, on note surtout la présence de MM. Li Xiannian, « candidat » *à la présidence de la Républi*que, Hu Yaobang, secrétaire général du parti, Zhao Ziyang, et de sept autres membres du bureau politique, dont *M. Liao Chengzhi*, responsable des affaires de Taiwan et de Hong-kong, Yang Dezhi, commandant en chef de l'armée, et Ni Zhifu, président des syndicats.

Les minorités nationales (environ 6 % de la population) sont fortement sur-représentées (20,7 %) et, parmi elles, les Tibétains bénéficient d'un statut particulier. De nombreuses personnalités du monde scientifique siègent dans cet aréopage, ainsi que plusieurs figures historiques de partis dits « démocratiques » artificiellement maintenus en vie par le P.C. On relève encore, aux côtés de frères du dernier empereur de Chine et du Panchen Lama, le nom de Mgr

De notre correspondant

Ding Guangxun, évêque protestant, président du conseil chrétien de Chine. En revanche, ni les musul*mans ni les catholiques ne semblent* représentés en tant que tels dans cette instance.

Nouvel appel à Taiwan

Après l'approbation des rapports présentés, les députés procéderont à la désignation du nouveau président de la République et d'un vice-président. Doivent être également pourvues les fonctions de présidents de la commission militaire centrale et de la Cour suprême, de procureur général et celle, nouvellement créée, de président de la Cour des comptes. Les noms de ces dirigeants, dont on sait qu'ils ont déjà été retenus par le comité central, ne devraient cependant pas être connus avant la dernière semaine des travaux, soit entre le 18 et le 23 juin.

Simultanément se tiennent depuis samedi, dans la capitale, les délibérations de la Conférence politique consultative du peuple chinois, vaste forum qui offre un cadre institutionnel à la politique du « front uni ». Dans son discours d'ouverture, Mme Deng Yingchao, la veuve de l'ancien premier ministre Zhou Enlai, a lancé *un nouvel appel à la réu*nification aux dirigeants de Taiwan. Elle a notamment affirmé que, après celle-ci, le parti communiste et le Kuomintang, parti nationaliste au pouvoir dans l'île, *« coopéreront, coexisteront et se contrôleront mutuellement pendant une longue période »*.

Renouvelant des promesses faites par Pékin en octobre 1981, Mme Deng a déclaré que, en tant que *« région administrativement spéciale »*, Taiwan pourrait conserver *« un système différent de celui du continent, de telle sorte que les deux systèmes se complètent et se soutiennent mutuellement »*. Ainsi, selon elle, se réaliserait une réunification *« originale »*, fondée sur la *« réalité »* et susceptible d'apporter *« la prospérité au pays et à la nation »*. *« Si la réunification est acceptée comme prémisse, tous les problèmes peuvent être discutés et seront résolus, en fin de compte, de façon raisonnable »*, a conclu Mme Deng.

MANUEL LUCBERT.

AMÉRIQUES

Le Nicaragua fait face à une nouvelle offensive de rebelles venus du Honduras

Tandis que la tension semble baisser à la frontière entre le Nicaragua et le Costa-Rica (le gouvernement costaricien s'efforce de limiter l'action des groupes antisandinistes qui opèrent à partir de son territoire), les autorités de Managua doivent faire face, au nord, à une nouvelle offensive des contre-révolutionnaires venus du Honduras. Selon des sources militaires nicaraguayennes, environ mille cinq cents rebelles auraient franchi la frontière et des combats intenses auraient lieu dans le nord du pays, dans des localités telles que Teotecacinte, à 210 kilomètres de la capitale.

Le Nicaragua accuse une nouvelle fois le Honduras de soutenir les rebelles. Managua a remis aux autorités de ce pays une note de protestation affirmant que quarante et un obus de mortier ont été tirés la semaine dernière contre son territoire, à Teotecacinte précisément, par l'armée hondurienne.

Au Salvador, les guérilleros du Front Farabundo Marti de libération nationale ont fait sauter samedi 4 juin des pylônes électriques dans la province de Chalatenango, dans le nord du pays, privant ainsi cette région de courant quelques heures avant l'arrivée dans le pays de l'envoyé spécial du président Reagan, M. Richard Stone. Ce dernier a rencontré les dirigeants salvadoriens. Il a poursuivi au Costa-Rica sa tournée en Amérique centrale. A Panama, M. Guillermo Ungo, dirigeant de l'opposition salvadorienne, a estimé dimanche que la guérilla était passée des actions de harcèlement contre les troupes gouvernementales à *« une guerre continue et régulière qui donne de bons résultats »*.

A Washington, d'autre part, le général John Vessey, chef d'état-major interarmées, a indiqué son opposition à tout envoi de troupes américaines dans la région. Cette prise de position avait été faite le 13 mai dernier à La Nouvelle-Orléans, mais n'a éte rendue publique que samedi.

M. Felipe Gonzalez, président du gouvernement espagnol, a achevé samedi 4 et dimanche 5 juin au Mexique sa tournée en Amérique latine. Avant, M. Gonzalez avait visité trois autres pays membres du « groupe de Contadora » (Colombie, Venezuela et Panama) qui cherchent une solution politique aux conflits en cours dans l'isthme centro-américain. Il faut *« aider les Etats-Unis à trouver une solution négociée en Amérique centrale »* a déclaré à Mexico le président du gouvernement espagnol.

Etats-Unis

Un gouvernement de millionnaires

De notre correspondant

Washington. — Le directeur de la C.I.A., M. William Casey, est multimillionnaire, comme plusieurs responsables américains. *Mais il a refusé, lui,* de faire un *blind trust*, c'est-à-dire de confier son portefeuille boursier à un conseil indépendant, en renonçant à connaître les investissements effectués. Cette formule — adoptée par le président Reagan, le vice-président Bush et la plupart des membres du gouvernement — interdit les tentations et les suspicions : le titulaire ne peut utiliser des informations confidentielles pour s'enrichir.

Or, M. Casey a fait d'excellentEs affaires en 1982. Sa feuille de revenus, qui vient d'être publiée comme l'exige la loi, montre combien la hausse de certaines valeurs boursières lui a profité. Ses achats, évalués à un minimum de 4 millions de dollars, ont été faits au bon moment (en août) et à bon escient (électronique et produits pharmaceutiques). Après s'être débarrassé d'actions pétrolières — en baisse, — le directeur de la C.I.A. a acquis des Abott qui allaient grimper de 30 % et des Digital dont la valeur devait doubler.

Un sénateur démocrate, M. Carl Levin, membre de la sous-commission du contrôle de l'éthique gouvernementale, s'en est ému. Il vient d'écrire au président Reagan, lui demandant que M. Casey adopte le *blind trust*. *« Rien ne prouve qu'il ait profité des informations de la C.I.A.*, écrit le sénateur. *Mais le contraire n'est pas prouvé non plus. »* Si l'intéressé reste sourd à cette demande, M. Levin proposera au Congrès de rendre le *blind trust* obligatoire.

La liste des revenus de 1982 confirme que les membres du gouvernement tirent rarement le diable par la queue. Si M. Reagan a gagné 200 000 dollars comme président l'année dernière. ses placements lui ont rapporté plus du double de cette somme. L'ensemble de ses biens est estimé à 1,4 million de dollars.

Mais il y a plus riche que lui. Par exemple M. John Block, le secrétaire à l'agriculture, qui exploite une immense ferme dans l'Illinois. Des hommes comme M. Shultz (secrétaire d'Etat), M. Baldride (commerce), M. Regan (Trésor) ou M. Weinberger (défense), ont accumulé, eux aussi, des sommes confortables au cours des années. Ils ressemblent, pour la plupart, à l'ancien présentateur de radio, devenu acteur puis président des Etats-Unis : ce sont des *self-made men*, quasiment partis de rien. Des nouveaux riches, en somme, *« qui ont suivi le rève américain »*, comme l'expliquait, un jour, M. Charles Wick, ami personnel de M. Reagan et lui-même membre de ce club.

Le Congrès n'est pas toujours bien placé pour dénoncer *« le gouvernement de millionnaires »*. Vingt-deux sénateurs (sur cent) ont des avoirs supérieurs à 1 million de dollars. Et encore ne compte-t-on pas parmi eux un personnage richissime comme M. Edward Kennedy, qui n'est pas tenu de révéler le *montant de son blind trust.*

Un sénateur gagne 60 000 dollars par an. Ce n'est pas grand-chose à côté des gros salaires du secteur privé : l'an dernier, cent soixante-quatre chefs d'entreprise américains ont reçu plus de dix fois cette somme. Le record est détenu par M. John Gutfreund, coprésident de la firme Phibro-Salomon, dont les revenus annuels ont atteint la modeste somme de 2,5 millions de dollars. Au taux de change actuel, cela fait environ 1,6 million de francs par mois.

Un peu gênés, compte tenu de la récession, les membres de la Chambre des représentants s'étaient voté, en 1981, une augmentation de salaires. Les sénateurs, eux, avaient préféré arrondir leurs gains annexes en supprimant une contrainte : il n'y a plus de limite aux discours prononcés à l'extérieur et rémunérés, à condition de ne pas dépasser 2 000 dollars par prestation. M. Robert Dole, républicain du Kansas, a été le plus bavard en 1982 : ses interventions lui ont valu 135 500 dollars.

Au total, les discours prononcés l'année dernière ont rapporté 4,4 millions de dollars aux membres du Sénat, soit 29 % de plus qu'en 1981. C'est difficilement défendable en période de récession, alors que diverses catégories de salariés acceptaient le blocage, voire la réduction de leur salaire. Dire que *« les discours aident le législateur parce qu'ils permettent de sonder des audiences différentes »* laisse sceptique. Les associations invitantes ne s'arrangent-elles pas plutôt pour influencer le conférencier ? Et l'activité législative souffre de l'absence des élus, partis discourir aux quatre coins du pays.

Quelques membres du Congrès n'encourent pas de tels reproches. M. Buddy Roemer, par exemple. Ce représentant démocrate de Louisiane, a gagné, l'an dernier, une dizaine de milliers de dollars (déclarés) sans quitter le Capitole : en jouant au poker, dans le gymnase, avec des collègues malchanceux.

ROBERT SOLÉ.

La C.I.A. avait prévu un coup d'Etat au Suriname

La C.I.A. avait préparé un plan cette année pour renverser le lieutenant-colonel Bouterse, au Suriname, mais le gouvernement de M. Reagan y renonça face aux objections de certaines commissions du Congrès. C'est ce qu'a révélé *New York Times*, dans une information reprise par l'*International Herald Tribune* du jeudi 2 juin.

Les services secrets américains avaient prévu de former un groupe de paramilitaires, composé principalement d'exilés du Suriname, qui devait s'infiltrer à Paramaribo, la capitale, pour chasser le dictateur du pays.

Le but de l'opération, selon la C.I.A., était d'arracher le Suriname à l'influence de Cuba et de l'Union soviétique. Mais les commissions du Congrès chargées de débattre des problèmes de renseignements refusèrent cette *« mesure extrême »*, en disant que le gouvernement Reagan ne les avait pas convaincues que le régime « révolutionnaire » du lieutenant-colonel Bouterse constituait une menace pour les intérêts des Etats-Unis.

Des révélations ont été faites aux Pays-Bas sur la sanglante épuration du 8 décembre dernier dans l'ancienne colonie hollandaise, indique notre correspondant à Amsterdam René Ter Steege.

Dans un livre publié le 16 mai, un Surinamien vivant encore dans son pays, témoin des événements du 8 décembre, affirme que le lieutenant-colonel Bouterse a exécuté lui-même deux de ses opposants, le lieutenant Rambocus et le dirigeant syndical Cyril Daal. Il aurait émasculé ce dernier avant de le tuer d'un coup de feu.

L'ancien président de la République du Suriname, M. Henk Chin A Sen, qui dirige aux Pays-Bas un Conseil pour la libération de son pays, a déclaré dans une conférence de presse qu'il répondait de l'authenticité de ce témoignage.

EUROPE

Finlande

AU COURS DE SON PREMIER VOYAGE OFFICIEL A MOSCOU

Le président Koïvisto va renouveler avec sept ans d'avance le traité d'amitié soviéto-finlandais

De notre correspondant

Helsinki. — Le président Mauno Koïvisto commence ce lundi 6 juin sa première visite officielle en Union soviétique depuis son élection à la magistrature suprême en janvier 1982. Elle durera cinq jours.

La première journée sera marquée par le renouvellement pour vingt ans du traité d'amitié. Ce document, signé en 1948, déjà renouvelé en 1955 et en 1970, n'expire qu'en 1990, mais, selon M. Koïvisto, *« le renouvellement du traité d'amitié dans la situation internationale actuelle est une preuve convaincante de ce que les changements de conjoncture n'affectent en rien la coopération finno-soviétique »*. La partie finlandaise souhaite d'autre part se mettre à l'abri de toute spéculation à l'Est comme à l'Ouest concernant une modification éventuelle de la ligne adoptée depuis l'après-guerre.

De plus, le traité a toujours été renouvelé sans aucune modification. En s'y prenant sept ans à l'avance, Helsinki désire prévenir toute initiative qui, dans un contexte international nouveau, amènerait les Soviétiques à plaider en faveur d'un amendement des termes du traité dans un sens qui leur serait plus favorable. Les clauses militaires n'ont qu'une portée limitée : la Finlande s'engage à repousser toute attaque *« de la part de l'Allemagne ou d'un de ses alliés »* qui viserait son propre territoire ou celui de l'Union soviétique.

Si les relations bilatérales sont politiquement sans problème, la visite de M. Koïvisto intervient dans un contexte marqué par une certaine détérioration des relations des autres pays nordiques avec Moscou due au mauvais climat Est-Ouest et aux incursions de sous-marins soviétiques dans les eaux territoriales suédoises et norvégiennes. Helsinki s'est bien gardé de prendre position dans cette affaire, mais il ne fait aucun doute que l'évolution des événements préoccupe les Finlandais, même si ceux-ci estiment qu'il est dans leur intérêt de minimiser la gravité de la situation.

M. Koïvisto a provoqué quelques remous dans la presse scandinave en affirmant récemment qu'*« il était difficile de voir en quoi une puissance riveraine de la Baltique trouverait quelque intérêt à détériorer la situation prévalant dans la région »*. Cette déclaration disculpant en quelque sorte l'Union soviétique a été mal prise dans la presse suédoise ; elle correspondait aux intérêts nationaux profonds d'Helsinki, qui a tiré les leçons de la *« crise de la note »* que leur avait adressée l'Union soviétique en 1961 : toute reconnaissance officielle d'une modification de la situation en Europe nordique exposerait la Finlande à des pressions soviétiques en faveur d'une coopération militaire étroite. Une telle proposition fut déjà avancée en 1978 par le maréchal Oustinov et catégoriquement rejetée par l'ancien président Kekkonen. C'est le souci des Finlandais de maintenir le Nord à l'écart d'un conflit international qui motive le soutien que Helsinki apporte depuis vingt ans à l'idée chère à l'ancien président finlandais d'une zone nordique dénucléarisée.

PAUL PARANT.

Turquie

Un deuxième parti social-démocrate a été constitué

De notre correspondant

Ankara. — Le parti social-démocrate (Sodep), mené par le professeur Erdal Inonu, fils de l'ancien homme d'État turc, a été constitué ce lundi 6 juin. Il devient ainsi la seconde formation se réclamant de la social-démocratie depuis la reprise de la vie politique, fin avril. Selon les observateurs, le Sodep aura une meilleure chance que la Parti du peuple de M. Calp auprès de l'électorat du parti républicain du peuple, dissous, comme toutes les autres formations politiques, en octobre 1981, par le régime militaire.

Sur quarante-deux fondateurs du Sodep, cinq personnalités — dont trois ex-maires et deux ex-présidents de sections départementales — de l'ancien parti républicain du peuple, ont dû déclarer forfait à la suite du dernier avertissement des généraux contre la résurrection des anciennes formations.

La social-démocratie apparaît désormais comme moins divisée que la droite. Mais, dans l'entourage de M. Ecevit, naguère chef du parti républicain du peuple, nombreux sont ceux qui estiment qu'un parti social-démocrate créé dans les conditions actuelles ne serait qu'une caricature.

Il est plus que probable que l'ancien électorat du parti républicain suivra dans sa grande majorité M. Inonu et ses amis fondateurs, parmi lesquels figurent plusieurs universitaires qui ont récemment démissionné, des dirigeants syndicalistes appartenant à la centrale modéré Turk-Is, d'anciens hauts fonctionnaires, ainsi que l'ancien président de l'Union des barreaux de Turquie, M. Sav.

D'autre part, le Conseil national de sécurité a adopté vendredi 3 juin de nouveaux amendements à la loi sur l'état de siège. L'un d'eux autorise notamment les commandants des régions militaires à placer en résidence surveillée les personnes *« suspectes »* dont ils estimeraient qu'elles *« se livrent à des activités nuisant à la sécurité générale et à l'ordre public »*.

ARTUN UNSAL.

Portugal

L'accord entre socialistes et sociaux-démocrates rend possible la formation du gouvernement

De notre correspondant

Lisbonne. — Après cinq semaines de difficiles négociations, l'accord qui servira de base au gouvernement de coalition P.S.-P.S.D. a été signé le samedi 4 juin par les leaders de ces deux partis, MM. Mario Soares et Mota Pinto. Socialistes et sociaux-démocrates s'engagent à faire approuver dans les cent jours qui suivront la formation du gouvernement une loi rétablissant l'initiative privée dans la banque, les assurances, ainsi que dans plusieurs secteurs industriels comme les cimenteries et les engrais. La législation du travail sera également modifiée pour permettre aux chefs d'entreprise de recourir *« dans des cas extrêmes »* à des licenciements collectifs. Dans le domaine agricole, l'accord prévoit l'examen de *« toutes les situations irrégulières »* existant dans la région où a été appliquée la réforme agraire. La présidence du Parlement sera assurée à tour de rôle par les dirigeants des deux partis dont le consensus est également exigé pour la désignation des membres des conseils d'administration des entreprises publiques.

Sévèrement condamné par le parti communiste, l'accord P.S.-P.S.D. suscite aussi des réactions négatives de la part du Centre démocratique et social, formation politique de droite. La Confédération générale des travailleurs portugais, proche du P.C., a également exprimé son opposition, alors que l'Union générale des travailleurs, de tendance socialiste et social-démocrate, manifeste ses *« réserves »*. — J. R.

EUROPE

Nouvelle donne électorale en Grande-Bretagne

(Suite de la première page.)

Dans une conférence prononcée à la télévision, M. Jenkins, ancien président de la Commission de Bruxelles, s'était promis de rassembler les énergies *« écartées par la stérilité et le formalisme du jeu politique »*.

La poussée à gauche dans le Labour avait fourni un dernier prétexte à Mme Shirley Williams, à MM. David Owen et William Rodgers pour quitter le parti. Renforcée par M. Jenkins, la « bande des Quatre » annonçait la création d'un Conseil pour la social-démocratie dans la *« déclaration de Limehouse »* (du nom de la maison de M. Owen). Les Quatre étaient rejoints par quelques députés travaillistes et par un seul député conservateur. C'était moins qu'ils n'en espéraient, mais très vite les sondages justifiaient leur « trahison ». Mme Williams puis M. Jenkins retrouvaient leur siège au Parlement à la faveur d'élections partielles triomphales. Sociaux-démocrates et libéraux pensaient qu'ils avaient une place à prendre, au centre, et en effet le pari pouvait être gagné.

L'impitoyable logique du système

En cet hiver 1981-1982, dans la grisaille de la vie politique britannique, l'Alliance avait remporté plus qu'un succès d'estime, que la crise des Malouines allait lui voler. Elle n'était pas assez forte, organisée, implantée pour résister à la tempête, malgré les prises de positions critiques mais responsables de ses dirigeants. Les électeurs conservateurs qu'elle avait pu un moment séduire ralliaient Mme Thatcher dans l'adversité puis dans la victoire. Les vieux travaillistes, un instant tentés par les démons de la social-démocratie, retrouvaient leurs anciennes fidélités.

Le système électoral britannique, dont l'Alliance avait cru pouvoir briser l'impitoyable logique, accentuait le reflux. Une nouvelle formation a une chance tant qu'elle donne l'impression de pouvoir devenir le deuxième grand parti, la principale force d'opposition ayant vocation à gouverner, comme le parti travailliste, dans les années 20, avait progressivement remplacé les libéraux. Sinon, elle ne peut que jouer les figurants. Pour l'Alliance, les sondages ont une fonction cruciale. Ils la servent quand ils montrent sa crédibilité ; ils l'enfoncent quand ils commencent à enregistrer son déclin, avec un effet d'accélération dans les deux sens.

Pour échapper à son destin, l'Alliance devait présenter un programme particulièrement enthousiasmant, contrastant radicalement, par sa nouveauté et son sens de l'imagination, avec le style « rétro » des conservateurs et des travaillistes. Sa politique centriste, raisonnable, modérée, que même ses partisans trouvent parfois *« tiède »*, n'a guère de quoi mobiliser les électeurs. De plus, elle a condamné son dirigeant le plus populaire – M. Steel, leader des libéraux – à jouer les seconds rôles, pour miser sur la stature d'homme d'État de M. Jenkins.

Aussi l'Alliance a-t-elle dû en rabattre. Elle n'aspire plus à désigner le prochain premier ministre. *« Elle a autant de chances de former le prochain gouvernement qu'un poney des Shetlands de gagner le Derby d'Epsom »*, écrit méchamment l'*Economist*. On lui donne généralement peu de chances de supplanter le parti travailliste comme principale force d'opposition. Sera-t-elle assez puissante pour être le partenaire obligé d'une coalition parlementaire ? Ses adversaires rappellent le mot prononcé en 1852 par Disraëli : *« L'Angleterre n'aime pas les coalitions. »*

Ils n'en considèrent pas moins les problèmes constitutionnels que poserait un Parlement sans majorité. Mme Thatcher a déjà laissé entendre qu'au cas où elle n'aurait pas une majorité absolue, elle ne négocierait pas avec un tiers parti, et qu'elle mettrait ses adversaires au défi de la renverser. L'Alliance a posé deux conditions à son soutien – ou sa participation – à un gouvernement de coalition : une politique économique dynamique de lutte contre le chômage et la promesse d'une réforme constitutionnelle pour l'institution de la représentation proportionnelle. Mais elle se refuse à coopérer avec un parti travailliste qui milite pour le retrait de la Grande-Bretagne du Marché commun. M. Jenkins n'a pas contribué à lever les ambiguïtés en déclarant que Mme Thatcher était *« un premier ministre plus compétent que M. Foot »*, mais que son gouvernement était *« le plus à droite que la Grande-Bretagne ait connu depuis longtemps »*. Face à un nouveau cabinet conservateur, l'Alliance aurait un rôle de modération, à condition que son concours soit indispensable.

Brouiller les cartes

Par son existence même, l'Alliance sociale-démocrate et libérale a introduit un facteur d'incertitude qui n'existait pas lors des précédentes consultations. Elle est toujours en mesure de brouiller les cartes, et c'est pourquoi elle ne doit pas être négligée, pour décevants qu'aient pu apparaître ses résultats. La consultation du 9 juin est une bataille triangulaire, pour la première fois depuis les élections de 1929.

Le rôle de troisième larron est renforcé par le mode de scrutin, le nouveau découpage des circonscriptions et l'évolution de la sociologie électorale. Le découpage qui a été réalisé par une commission parlementaire réunissant des représentants de tous les partis favorise en principe les conservateurs, mais personne n'a crié au « charcutage ». Car le remodelage a tenu compte du dépeuplement des circonscriptions urbaines – les *« bourgs pourris »* – traditionnellement tenues par les travaillistes, au profit des banlieues plus sensibles aux thèses conservatrices.

Au cours des dernières années, la polarisation politique s'est accentuée. Elle ne s'est pas faite selon des critères de classe (le nombre des ouvriers votant travailliste a tendance à diminuer, de même que celui des membres des classes moyennes qui se prononcent pour les conservateurs), mais elle distingue les villes des banlieues résidentielles et des campagnes, et le Nord travailliste du Sud conservateur. Cette polarisation a pour conséquence que les sièges dits « marginaux », où la majorité de l'un ou l'autre grand parti est très faible, sont de moins en moins nombreux, et qu'il faut un déplacement de voix de plus en plus important pour renverser une majorité.

Dans un système parfaitement bipartisan, les gains d'une formation équilibreraient les pertes de l'autre. Ce n'est plus le cas dans un système tripartite. Les experts ont calculé qu'une percée de l'Alliance, même si elle avait lieu aux dépens du Labour et des Tories dans la même proportion au niveau des suffrages, coûterait plus de sièges aux conservateurs qu'aux travaillistes. Il est possible que l'Alliance obtienne un faible pourcentage de suffrages au niveau national et un nombre très limité de députés, mais que la répartition de ces voix transforme le paysage politique, selon qu'elles seront dispersées également dans toutes les circonscriptions ou concentrées dans quelques-unes.

C'est dans ces circonscriptions marginales que se joue le sort des élections et de Mme Thatcher. Certains socialistes l'ont si bien compris qu'ils appellent à voter pour les libéraux plutôt que pour le Labour dans les circonscriptions où les conservateurs sont le plus vulnérables. Ainsi l'hebdomadaire *New Statesman*, traditionnellement connu pour ses idées radicales, écrit : *« Le fait désagréable – quels que soient les mérites substantiels du programme travailliste – est que le parti n'a aucune chance d'être le plus nombreux dans la prochaine Chambre des communes, sans parler d'avoir une majorité absolue. C'est pourquoi la priorité doit être maintenant beaucoup plus modeste. Il s'agit d'empêcher Mme Thatcher d'atteindre son objectif d'une majorité assez large pour cinq autres années de nouvelle droite. »*

Le *« vote tactique »*, qui consiste à choisir le candidat le mieux placé pour battre le parti que l'on déteste le plus – quelle que soit son appartenance – est difficile à manier. Mais c'est sur lui que peut compter l'Alliance, d'une part, pour empêcher Mme Thatcher d'obtenir une majorité absolue, d'autre part, pour faire subir au parti de M. Foot une humiliante défaite dont il pourrait ne pas se relever en tant que parti de masse. La place serait ainsi libérée pour une grande formation centriste à l'abri des aléas du système majoritaire à un tour.

La difficulté, pour l'Alliance, consistait à devoir se battre sur deux fronts. Mais ses dirigeants ont rapidement compris qu'il ne servait à rien de s'acharner sur un parti travailliste qui a suffisamment œuvré lui-même à sa propre perte. En outre, plus l'électorat du Labour est restreint, plus il se réduit à un noyau dur, incompressible. C'est pourquoi l'Alliance a, dans la seconde partie de la campagne, fait porter son effort sur les *« déçus du thatchérisme »*, sur ces électeurs modérés qui s'étaient résolus à voter conservateur faute d'un choix centriste.

Une centaine de sièges conservateurs sont ainsi vulnérables. C'est assez pour empêcher Mme Thatcher de revenir au pouvoir avec la majorité renforcée dont elle a besoin pour radicaliser son programme. Certains dirigeants travaillistes l'espèrent secrètement. Crayon et papier à la main, un important membre du cabinet fantôme fait ses comptes : *« On fait de l'arithmétique électorale alors qu'il y a plus de trois millions et demi de chômeurs*, bougonne-t-il. *Voilà où nous ont amenés nos divisions. »*

DANIEL VERNET.

Prochain article :

LA DÉRIVE TRAVAILLISTE





DIPLOMATIE

LES RELATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES

Washington prépare de nouvelles propositions sur la limitation des armements stratégiques

Le gouvernement américain présentera mercredi 8 juin, *à la reprise* des conversations avec Moscou sur la limitation des armements stratégiques (START), de nouvelles propositions complétant et modifiant celles qu'il *avait présentées en 1982.* Washington serait notamment décidé à prendre davantage en compte le nombre des ogives plutôt que celui des lanceurs, mais une réunion du Conseil national de sécurité devrait arbitrer, mardi, un désaccord entre le Pentagone et le département d'Etat ; le premier souhaite, en effet, imposer des limites plus strictes à la capacité d'emport des missiles, domaine dans lequel les grosses fusées soviétiques accordent un avantage à Moscou.

En ce qui concerne les négociations sur les armes nucléaires à portée intermédiaire, un rapport de la commission *sénatoriale des affaires* étrangères publié dimanche 5 juin à Washington estime que le projet d'accord discuté en juillet 1982 par MM. Nitze et Kvitsinsky, chefs des délégations à Genève (*le Monde* daté 5-6 juin) constituait *« la meilleure chance peut-être »* de débloquer la situation et recommande d'en reprendre la discussion, malgré le refus que lui ont opposé les deux puissances. Ce rapport servira de base à un grand débat sur les relations soviéto-américaines qui s'ouvrira au congrès le 15 juin, avec la participation de M. Shultz, secrétaire d'Etat.

Ces relations restent marquées par une très vive polémique entre Washington et Moscou. Samedi, l'agence Tass a accusé le ministre américain de la défense, M. Weinberger, de *« battre tous les jours les records du mensonge établis par lui »*. En particulier sa déclaration selon laquelle des ogives nucléaires auraient été déployées par l'U.R.S.S. en Europe de l'Est témoignerait, selon l'agence soviétique, d'une *« grande imagination »*. De son côté, M. Zagladine, premier sous-chef du département international du comité central du P.C. soviétique, estime, dans un article publié dimanche par le quotidien *Russie soviétique* que la politique de M. Reagan *« porte en soi la menace de mort nucléaire »*, qu'elle est *« la politique du plus grand mal, celle, pourrait-on dire, du mal absolu »*. L'auteur fait ainsi écho aux déclarations faites le 8 mars dernier par le président américain, qui avait désigné l'U.R.S.S. comme *« le centre du mal dans le monde moderne »*.

Enfin un attaché de l'ambassade américaine à Moscou, M. Louis Thomas, chargé des problèmes de sécurité, a été déclaré *persona non grata* après que le K.G.B. l'ait surpris, le 2 juin, *« en flagrant délit au moment de commettre un acte d'espionnage »*, annonce l'agence Tass. *La même décision avait été prise* pour le même motif le 9 mars à l'encontre de M. Osborne, premier secrétaire de l'ambassade américaine à Moscou, mais, entre-temps, le 21 avril, Washington avait expulsé un attaché militaire et un diplomate soviétiques pour *« activités incompatibles avec leur statut »*.

Un nouveau soviétologue à la Maison Blanche

La Maison Blanche a d'autre part confirmé, dimanche, la prochaine nomination d'un nouveau conseiller présidentiel pour les affaires soviétiques et européennes, M. Jack Matlock. Ancien professeur de russe et diplomate de carrière, M. Matlock a séjourné sept ans au total à Moscou, *en trois séjours* (notamment comme numéro deux de l'ambassade des Etats-Unis jusqu'en 1981), avant d'être ambassadeur à Prague ces deux dernières années. Il parle le russe, *le français, le tchèque, l'allemand* et le swahili. Depuis le départ de M. Richard Pipes, qui a regagné l'université Harvard à la fin de l'an dernier et dont les positions tranchées avaient donné lieu à maintes polémiques, la Maison Blanche ne disposait pour les affaires soviétiques que de deux universitaires « juniors », âgés de vingt-sept et trente-deux ans et n'ayant pas d'expérience diplomatique en U.R.S.S. ou en Europe de l'Est. C'est cette lacune que M. Clark, président du Conseil national de sécurité, a voulu combler en appelant auprès de lui M. Matlock.

● ERRATUM. — M. Robert Swann, secrétaire général de l'Association parlementaire pour la coopération euro-arabe, nous signale une confusion commise par André Fontaine dans son article « Retour de bâton » (*le Monde* du 3 juin) : ce n'est pas Issam Sertaoui mais Ibrahim Souss qui a déclaré, l'hiver dernier, que l'O.L.P. *« ne reconnaîtrait jamais Israël »* (*le Monde* du 30 novembre).

LA CHINE POPULAIRE OCCUPE SON SIÈGE A L'ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Genève (Nations unies) *(A.F.P.)*. — La République populaire de Chine occupe ce lundi, son siège à l'Organisation internationale du travail. Admise en 1971 à l'ONU et ses agences spécialisées, la Chine s'était donné quelque douze années pour étudier les conventions de l'O.I.T., ratifiées par les précédents représentants de la Chine. D'autre part, Pékin éprouvait certaines difficultés à satisfaire aux conditions de représentation tripartite (gouvernements, employeurs et travailleurs) dans l'organisation.

L'entrée de la Chine populaire coïncide avec le retrait du Vietnam pour une durée *« indéterminée »* (*le Monde* daté 5-6 juin).

● *La Ligue communiste révolutionnaire* appelle à *« renforcer la mobilisation »* en prévision de la manifestation pour la paix organisée le 19 juin en réponse à l'« appel des cent ». Elle demande *« d'empêcher par la mobilisation la plus large le déploiement des missiles de l'OTAN »*, la condamnation de *« l'effort de guerre français »* et la cessation de *« la répression contre les militants anti-guerre de l'Est »*.

● *M. Gérard Wiarda* (Pays-Bas) a été réélu pour trois ans président de la Cour européenne des droits de l'homme, apprend-on vendredi 3 juin à Strasbourg. Ancien président de la Cour de justice du Bénélux et de la Cour suprême des Pays-Bas, M. Wiarda avait été élu vice-présodent de la Cour des droits de l'homme en 1977 et en 1980, avant d'être élu président en 1980. M. Rolv Ryssdal (Norvège) a été réélu vice-président.

UN COLLOQUE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL DE GÉOPOLITIQUE

Les démocraties face au totalitarisme

Trois cents personnalités françaises et étrangères, dont M. Charles Hernu, ministre de la défense ; M. Luns, secrétaire général de l'OTAN ; Mme Simone Veil ; M. Bolkestein, ministre du commerce extérieur des Pays-Bas ; Mme Kirkpatrick, ambassadeur des Etats-Unis à l'ONU, ont participé vendredi et samedi au colloque organisé à Paris par l'Institut international de géopolitique, que dirige Mme Marie-France Garaud, sur le thème « Guerre et paix ».

N'en *déplaise à Tolstoï, il* eût mieux valu préciser d'emblée le sujet puisque c'est, en définitive, du dilemme des démocraties face au totalitarisme qu'il allait être question. Dans la mesure où la paix n'a jamais été de ce monde, n'était-ce pas aller *un peu vite en besogne de n'envisager* les relations avec le bloc soviétique que comme une triple guerre, économique, politico-idéologique, militaire ? C'est en tout cas ce que firent remarquer plusieurs participants.

Un colloque n'est pas *destiné* à apporter des réponses mais à approfondir des interrogations. Celui de l'Institut de géopolitique n'y manqua pas, qu'il s'agisse du commerce Est-Ouest, de la confrontation idéologique ou des problèmes de sécurité. *Voilà bientôt dix ans que l'on* discute des vertus et des méfaits du commerce entre les deux blocs ; il a ses farouches partisans, optimistes à tout crin ou hommes d'affaires opportunistes qui expliquent sans jamais pouvoir le prouver que rien ne vaut un bel et bon contrat pour inciter le Kremlin au réformisme ; il a aussi ses farouches adversaires, souvent d'autant plus intransigeants que leurs motivations ne sont pas sans arrière-pensées. Les uns et les autres étaient présents à Paris, avec *leurs expériences et leurs préjugés.* Et il fut constaté une fois de plus combien sont grandes à l'Ouest les contradictions internes qui opposent non seulement les gouvernements entre eux mais aussi ces derniers aux intérêts privés.

Le deuxième chapitre du colloque, celui portant sur la confrontation idéologique, fut presque tout entier consacré au phénomène du pacifisme. Là encore, l'éventail des points de vue était large. Pur produit d'une manipulation sovétique ou *simple phénomène de société* exploité *a posteriori* par Moscou ? la première thèse n'aura finalement trouvé que peu de défenseurs, et c'est heureux, car le simplisme n'est jamais bon conseilleur. C'est à propos du pacifisme ouest-allemand qu'eurent lieu les meilleures interventions. Une recommandation à ce stade : que tous ceux qui s'intéressent à cette question se réfèrent à l'excellente étude que vient de publier, sous la direction de Pierre Lellouche, l'Institut français des relations internationales (1).

Les question de sécurité furent sontout marquées par l'intervention de M. Brzezinski, l'ancien conseiller de M. Carter, qui fit sursauter certain haut personnage du Quai d'Orsay — le gouvernement était *amplement représenté — en recommandant « une entente formelle* [américano-soviétique] *au sujet des forces nucléaires franco-britanniques ».* L'ancien conseiller de M. Carter reprit en revanche à son compte l'idée de M. Mitterrand *sur la nécessité d'en finir* avec Yalta et recommanda que les Etats-Unis proposent à l'U.R.S.S. une diminution du nombre de ses chars stationnés en R.D.A. en échange d'une réduction de certaines armes nucléaires en Europe centrale.

Ce qui frappait le plus, à l'issue de ces travaux, c'est l'incapacité de la plupart des participants — il y eut des exceptions — à concevoir la démocratie comme un système dynamique, peut-être sans idéologie, mais basé sur un certain nombre de valeurs garde-fous bien supérieures en définitive à un système global prétendant apporter le bonheur à l'humanité. C'est sans doute dans ce manque de confiance en soi que réside le meilleur atout de l'U.R.S.S. La bonne conscience dont a fait preuve Mme Kirkpatrick à propos de l'Amérique centrale ne change rien à l'affaire. A *quoi* bon en effet dénoncer les épiphénomènes — l'influence soviéto-cubaine — si l'on est résolu à ignorer leurs vraies causes, l'histoire des relations entre les Etats-Unis et l'Amérique centrale ?

JACQUES AMALRIC.

(1) *Pacifisme et dissuasion*, publié par l'IFRI. 329 pages ; 95 francs.

A WILLIAMSBURG M. REAGAN A REMPORTÉ « UNE VICTOIRE CONSIDÉRABLE » estime M. Jobert

Le sommet de Williamsburg a *« une signification considérable »*, a affirmé, dimanche 5 juin, M. Jobert, ancien ministre des affaires étrangères (1973) et du commerce extérieur (1981-1983), au « Grand Jury R.T.L.-*le Monde* ». Ce qui a été dit sur le dollar *« a compté pour du beurre »*, a-t-il estimé, mais les questions stratégiques *« ont surgi tout à coup »*.

« Reagan a obtenu du monde occidental, y compris le Japon, ce que ses prédécesseurs n'avaient jamais réussi à obtenir, a poursuivi M. Jobert. *Il est vrai que les pays européens, et même le Japon, commencent à être émus par les pressions de l'Union soviétique en matière d'armement. (...) Bien que chacun prenne des airs distingués (...), on est allé approuver ce que proposait Reagan, dès lors qu'il a sorti, sans qu'on s'y attende, un texte disant : tous derrière moi, non seulement dans le cadre de l'alliance atlantique mais tous azimuts, en Afrique australe, en Amérique centrale, dans le Pacifique et, bien entendu, au Proche-Orient. Je serais Américain, je considérerais que mon président, Reagan, a remporté une victoire considérable. Cela fait dix ans que la diplomatie américaine essayait d'obtenir ce qu'elle vient d'obtenir. (...)*

» Notre bonne foi a été manifestement surprise. (...) Il faut faire extrêmement attention, sinon nous nous retrouverons non pas dans l'alliance atlantique mais dans quelque chose qui correspond peut-être aux nécessités de l'heure, mais qui, pour notre pays, est parfaitement délétère, parce que démobilisateur. Il est très bien de faire une politique nette à l'égard des Soviétiques (...), mais cela n'implique pas que nous devions nous placer sous l'aile de la mère poule américaine. »

● *A la conférence de Madrid sur la sécurité et la coopération en Europe.* — La Roumanie s'est dite prête vendredi *3 juin* à examiner favorablement les amendements présentés par les pays occidentaux au projet de document final des pays neutres et non alignés, précisant que ses amendements, qui visent surtout les droits de l'homme, ne constituent pas des obstacles insurmontables. A Bonn, un porte parole du gouvernement s'est aussitôt *« félicité »* de constater que *« la Roumanie est le premier pays de l'Est à appuyer les propositions occidentales. »* — *(A.F.P.)*

LU

« LA RESSOURCE HUMAINE », de Samuel Pisar

L'ouverture de « l'empire soviétique » est-elle possible ?

Même si vous n'avez qu'un goût modéré pour les livres écrits à l'emporte-pièce où l'on vous raconte, sur le ton de l'épopée des magazines les affaires de ce monde à grand renfort d'anecdotes et de confidences recueillies au plus haut niveau, *sans omettre les bonnes histoires qui mettent avantageusement en scène les grands de la politique, celui que M. Samuel Pisar vient de publier sous le titre* la Ressource humaine, *inspiré de l'enseignement de François Perroux, ne manquera pas de vous apparaître comme un modèle du genre.*

Il est vrai que l'auteur, justement célèbre pour avoir su donner une voix à toute une école de pensée pour qui c'est en développant les échanges entre l'Ouest et l'Est qu'on a des chances de faire bouger la société soviétique (et pourquoi pas aussi la société capitaliste) cherche à frapper fort, car la politique de M. Reagan et les reculs subis par la «détente» menacent à ses yeux ce qui lui tient le plus à cœur.

«Après l'élection du président Reagan, un des ses principaux collaborateurs, *nous dit Samuel Pisar,* annonça devant ceux qui allaient devenir quelques jours plus tard ses ministres : *«L'ère du pisarisme est révolue.» C'est pour répondre à cette attaque que l'auteur nous présente ce plaidoyer pro domo.*

Afin de lever toute ambiguïté sur le sens de son « message », l'auteur se livre à une description sans complaisance du communisme. Il nous rappelle que dans l'empire soviétique le travail noir est la règle, que la situation alimentaire s'y aggrave, et que la seule réussite y est l'économie militaire. Cependant, il nous affirme que, de l'aveu des « dissidents » eux-mêmes, les Russes ne sont vraisemblablement pas prêts à la liberté ni du reste à la rébellion. Dans ces conditions, « notre intérêt vital est l'ouverture de l'empire ».

De Khrouchtchev à Andropov

Toute la question est donc de savoir si cette ouverture, commerce ou pas, est possible. Le lecteur trouvera difficilement une réponse sinon sous la forme d'un pari s'appuyant sur un précédent historique dont le moins qu'on puisse dire est qu'il serait aventureux d'en tirer des conclusions claires : « Khrouchtchev, loyal disciple de Staline, a surpris le monde entier par l'ampleur des réformes qu'il avait entreprises », *affirme M. Pisar. Ce qu'il a dit lui-même de la vie en Union soviétique tendrait à prouver que très peu de ces réformes ont effectivement abouti. Il ajoute pourtant :* « L'impensable est donc possible avec Andropov aussi. »

Le fait que M. Youri Andropov ait été chef du tristement célèbre K.G.B. n'est jamais mentionné comme un élément négatif, propre à susciter quelques doutes sur la nature des méthodes acceptées comme normales » par le nouveau maître de la politique soviétique ; en revanche, M. Pisar porte au crédit de M. Andropov le rôle qu'on lui attribue souvent comme ambassadeur à Budapest auprès de M. Kadar pendant l'insurrection populaire de 1956. Version « positive » peut-être conforme à la vérité, mais qui demanderait à être justifiée.

Partageant avec son ami Jean-Jacques Servan-Schreiber, qu'il cite souvent, la foi dans les capacités de l'informatique à résoudre nos problèmes les plus aigus, M. Pisar semble penser que l'utilisation de l'ordinateur, un domaine dans lequel l'U.R.S.S. est « paradoxalement » en retard, pourrait ouvrir à l'économie planifiée « le champ de l'efficacité optimale ».

Les « high-tech democrats »

Lui qui vient de nous dire qu'en Union soviétique «ravitaillement, agriculture, industrie» *sont dans un état de* «désolation» *estime, dans un autre passage, comme probable que* «les économies planifiées sont plus efficaces pour répondre aux besoins de base des populations et pour leur assurer un niveau de vie modeste mais plus juste», *un argument qu'on entendait souvent il y a une vingtaine d'années, mais qui n'a plus guère cours depuis que l'on connaît mieux les avantages dont jouissent les membres de la Nomenklatura et les conditions dramatiques (auxquelles M. Pisar fait aussi allusion) dans lesquelles on vit dans certaines provinces de l'«empire», pour ne pas parler de Moscou et des autres grandes villes !*

Bien d'autres sujets sont abordés par l'auteur, qui fait de nombreuses allusions aux travaux du Centre mondial pour l'informatique et la ressource humaine de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber et de la Carnegie Mellon University (C.M.U.). Il est notamment longuement question des sommets de Versailles et de Williamsburg et de leurs «enjeux» respectifs; un terme bien fort pour désigner l'objet de rencontres aux objectifs publicitaires.

L'auteur fait en particulier grand cas du discours prononcé il y a un an par le président de la République française sur « la technologie, la croissance et l'emploi », un discours «dont les chefs d'État présents furent incapables, sur le moment, de comprendre la portée» *(un an après, à Williamsburg, ils ne l'avaient apparemment pas encore comprise, étant donné l'oubli à peu près total dans lequel il était tombé). Mais l'auteur place ses espoirs, en ce qui concerne son pays, dans l'aile nouvelle du parti démocrate, et il croit discerner* «une convergence de pensée» *entre certains hommes politiques de l'actuelle majorité en France et ceux qu'on appelle aux Etats-Unis les* «high-tech democrats», *l'idée qu'ils ont en commun étant que pour sortir de l'impasse économique il convient de miser sur la haute technologie.*

M. Pisar, qui, à juste titre, considère que l'économie tire sa vitalité du dynamisme de l'échange, a certainement raison de penser que les progrès techniques offrent de nouvelles et extraordinaires occasions d'investissements et de développement du commerce entre les nations, quel que soit leur régime politique (le plaidoyer en faveur du gazoduc soviétique est un des meilleurs chapitres du livre). Encore faut-il, pour faire redémarrer l'activité, reconstruire un ordre économique et monétaire sapé par l'inflation, les déficits gigantesques et certains monopoles.

L'auteur a sans doute aussi raison de penser qu'on ne pourra pas établir sur des bases saines les relations entre le Nord et le Sud, qui constituent à ses yeux le problème le plus important, aussi longtemps qu'on n'aura pas atténué les tensions entre l'Ouest et l'Est. Le fond de sa thèse est que «la communauté des intérêts économiques» *conduit à la* «coexistence» *et à la* «coopération», *comme cela a été le cas entre la France et l'Allemagne. La vérité n'est-elle pas plutôt que ces deux nations ont décidé de jouer la carte de leurs intérêts économiques communs, à partir du moment où, au lendemain de la deuxième guerre mondiale, elles ont pris conscience de la communauté de leurs intérêts politiques et militaires supérieurs ?*

La question de l'équilibre des forces en Europe n'est cependant pas discutée par M. Samuel Pisar, qui dénonce avec une rare puissance de conviction, mais en termes généraux, la folie de la course aux armements entre les deux «grands».

PAUL FABRA.

★ *La Ressource humaine*, de Samuel Pisar. Editions J.-C. Lattès. 379 pages, 79 F.

A TRAVERS LE MONDE

Algérie

● LE COMITÉ CENTRAL DU F.L.N. ET LE MAGHREB. — A l'issue de sa neuvième session, le C.C. du F.L.N. a réaffirmé *« la disponibilité et la détermination de l'Algérie à travailler pour la réconciliation des peuples frères du Maroc et du Sahara occidental »* et pour le règlement de leur conflit, qui constitue *« un obstacle à l'édification du Grand Maghreb arabe »*. Il exprime *« sa conviction que le Maghreb offre le cadre et les moyens »* du règlement du conflit du Sahara occidental, dans le respect du *« droit du peuple du Sahara occidental à l'autodétermination et à l'indépendance, conformément aux résolutions de l'ONU et de l'O.U.A. »*, et *« se réjouit de la dynamique imprimée à l'idée de l'édification du Grand Maghreb arabe sur la base des principes de l'égalité et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, de la souveraineté nationale et de l'intangibilité des frontières héritées à l'indépendance »*. — *(A.F.P.)*

Espagne

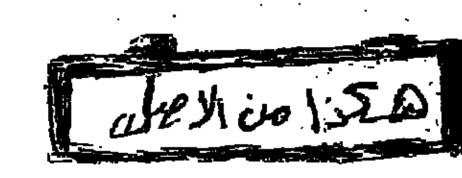
● ATTENTAT CONTRE MICHELIN. — Une organisation d'extrême gauche, les Commandos autonomes anticapitalistes, a revendiqué, dimanche 5 juin, l'attentat commis le veille contre des entrepôts de la société Michelin à Oyarzun, au Pays basque espagnol, qui a provoqué d'importants dégâts matériels. L'ETA militaire a, de son côté, revendiqué six attentats perpétrés il y a quelques jours sur la Costa del Sol qui visaient des établissements bancaires et avaient fait trois blessés léger. — *(A.F.P.)*

Haute-Volta

● RETOUR EN FORCE DES CIVILS AU SEIN DU NOUVEAU GOUVERNEMENT. — Le médecin-commandant Jean-Baptiste Ouedraogo, chef de l'Etat voltaïque, a formé, samedi 4 juin, un nouveau gouvernement composé pour sa très grande majorité de civils. Deux seulement des dix-neuf membres de l'équipe gouvernementale appartiennent aux forces armées. Le président Ouedraogo conserve le ministère de la défense nationale et des anciens combattants. Les affaires étrangères et l'intérieur ne changent pas de titulaires. Le président Ouedraogo, qui vient d'écarter du pouvoir les officiers « progressistes » emmenés par le capitaine Thomas Sankara, ancien premier ministre, a dissous, le 27 mai, le Conseil militaire de salut du peuple (instance suprême à Ouagadougou depuis le putsch de novembre 1982) et ordonne aux militaires de regagner leurs casernes. Dénonçant le danger de « politisation à outrance » menaçant les forces armées, il a promis un retour à un régime civil dans les six mois. — *(Reuter, A.F.P.)*

Pologne

● LE PROCÈS BALUKA. — Contrairement à ce qu'avait d'abord annoncé l'agence officieuse polonaise Interpress (*le Monde* daté 5-6 juin, première édition), le procès du syndicaliste Edmund Baluka ne s'est pas achevé vendredi 3 juin. Il semble toutefois qu'il entre dans sa phase finale. — *(A.F.P.)*



DIPLOMATIE

L'ouverture de la sixième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement

Quelques jours après le sommet de Williamsburg, s'ouvre, à Belgrade, en présence d'une dizaine de chefs d'État ou de gouvernement, la sixième Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui examinera, du 6 au 30 juin, l'ensemble des relations économiques entre pays industrialisés et pays en développement.

Cette conférence Nord-Sud – la seule en 1983 qui ait un caractère universel – s'annonce difficile, dans la mesure où les pays industrialisés, de l'Est comme de l'Ouest, vont devoir répondre, en cette période de crise, aux doléances, pour la plupart traditionnelles, des pays en voie de développement.

Toutefois, celles-ci, après avoir été mises au point lors de la récente réunion ministérielle du groupe des « 77 », réuni, du 28 mars au 9 avril à Buenos-Aires, sont formulées sur un ton modéré (*le Monde* du 12 avril 1983). Le même réalisme prévaut au secrétariat de la CNUCED, à Genève, qui souhaiterait que la conférence de Belgrade évite les affrontements stériles et permette de dégager des solutions pouvant contribuer à la reprise et au développement (*le Monde* du 3 mai 1983).

Depuis bientôt quatre ans, le dialogue Nord-Sud achoppe sur le projet de lancement de négociations globales, approuvé par l'Assemblée générale de l'ONU, mais auquel les États-Unis s'opposent. Les pays du tiers-monde n'ont pas renoncé à ce projet. Ils ont rappelé, lors de la conférence des pays non alignés, en mars, à New-Delhi, et lors de celle des « 77 » ensuite, qu'il constituait *« la réponse la plus adéquate »*. Gardant ce fer au feu, les P.V.D. (pays en voie de développement) estiment cependant nécessaire aussi de répondre, dans les instances spécialisées des Nations unies, aux problèmes les plus urgents auxquels ils font face.

La CNUCED offre ce cadre. Son secrétariat a préparé quelque temps à l'avance les documents de la conférence de Belgrade, et les « 77 » ont arrêté leurs positions, alors que tel n'était pas le cas lors des précédentes CNUCED. En revanche, les pays du groupe B (pays industrialisés) n'étaient pas parvenus à harmoniser complètement leurs vues à la veille de la conférence. Il est vrai que les sympathies du secrétariat de l'organisation de Genève pour les préoccupations des P.V.D ne poussent pas les Américains à répondre avec hâte à ses initiatives ; en revanche, la C.E.E. manifeste à l'égard de la conférence de Belgrade ce que Bruxelles appelle un *« esprit ouvert et constructif »* et exprime l'espoir qu'elle concentre son travail sur les domaines où des progrès concrets sont possibles.

Pays du Nord et du Sud auront sans doute du mal à faire de la crise économique et de ses raisons – premier point de débat probable – une analyse voisine, encore que certains Européens, et singulièrement les pays nordiques et la France, rejoignent assez souvent les analyses des « 77 ». Mais les uns et les autres devront tenter d'élaborer des prises de positions convergentes.

Pour les « 77 », il faut chercher les causes de cette crise dans les *« déséquilibres structurels »* et les *« inégalités du système économique international »* et, en conséquence, il ne peut y avoir de redressement sans *« restructuration »* des relations Nord-Sud. Le secrétariat de la CNUCED soutient également depuis plusieurs années qu'une reprise dans les P.V.D. est indispensable pour stimuler l'économie mondiale, mais que celle-ci est particulièrement contrariée par les *« fortes pressions »* s'exerçant sur leurs balances des paiements. Cette reprise sera favorisée, affirme-t-il encore, par une amélioration de l'activité économique dans les pays industrialisés, des transferts accrus vers les P.V.D. ; et les efforts de ces pays eux-mêmes.

Tous les Occidentaux ne souscrivent bien entendu pas à cette démarche volontariste. Certains Européens (pays scandinaves, Italie, Belgique) estiment, *comme la France, qu'il ne* pourra y avoir de véritable reprise dans le Nord sans développement du Sud et sans actions concertées sur les taux d'intérêt et les causes de l'endettement, par exemple. En revanche, les États-Unis feront entendre que la reprise chez eux, et d'une façon générale dans les nations à économie de marché, aura des effets d'entraînement sur de nombreux pays. Ce point de vue est, dans une large mesure, partagé par le Canada, la Grande-Bretagne et la R.F.A.

Accroître les transferts financiers

Les problèmes monétaires et financiers ne relèvent pas des activités principales de la CNUCED, mais ils devraient occuper une large place à Belgrade, du fait de la précarité de la situation de nombreux P.V.D. Les « 77 » estiment à 200 milliards de dollars la *« perte nette »* de devises de l'ensemble des P.V.D., pour la période 1981-1982, à la suite de la diminution de leurs recettes d'exportations, de la charge de leur dette (700 milliards de dollars), de la baisse des prêts des banques privées fin 1982 et de la stagnation de l'aide publique au développement.

La CNUCED a proposé d'augmenter de 70 à 90 milliards de dollars, en 1984 et 1985, les transferts Nord-Sud, en utilisant les divers instruments disponibles (F.M.I., Banque mondiale, investissements privés, aide publique, etc.), et de réaménager la dette des P.V.D., en particulier des plus démunis (voir supplément « Un seul monde », daté du 29 mai 1983). Aussi bien, peut-on constater que les « 77 » ne remettent pas en cause le rôle du F.M.I. et de la Banque mondiale, mais suggèrent plutôt de le renforcer.

Pour les Occidentaux, il ne saurait être question de porter atteinte aux compétences de ces institutions, et les décisions de Belgrade devront

Assumer l'interdépendance

se limiter à des considérations générales et ne pas entraîner d'obligations pour le Fonds et la Banque. La C.E.E. *reconnaît cependant que la « contraction des possibilités d'importation et de développement »* et *« l'endettement alarmant »* de P.V.D est imputable à *« certains éléments externes »* (taux d'intérêt élevés...), en même temps qu'à des facteurs internes, et qu'ils doivent, de ce fait, bénéficier de financements et suivre des politiques d'ajustement et de développement appropriées.

Les règles de *« conditionnalité »* des interventions du F.M.I. doivent, selon le document des « 77 », être révisées, ce que ne semblent pas prêts d'accepter la plupart des pays développés occidentaux plus tentés *de traiter « au cas par cas », comme* lorsqu'il s'agit d'alléger la dette de pays en développement.

Stabiliser les cours des matières premières

« L'affectation de ressources supplémentaires aux P.V.D. ne doit pas masquer la nécessité de solutions à long terme », vient de rappeler le secrétaire général de la CNUCED, M. Gamani Corea. La question d'une réforme du système monétaire et financier sera bien entendu abordée à Belgrade, d'autant que lors du sommet des non-alignés, l'Inde – *qui assure la présidence de ce mouvement* – a suggéré la tenue d'une conférence monétaire et financière pour le développement, et que le sommet des sept grands pays industriels occidentaux a fait écho à l'initiative de M. Mitterrand en vue d'un *« nouveau Bretton-Woods »*. Mais, mesurant sans doute les limites de leur influence sur ce chapitre, les « 77 » se contentent de demander d'*« engager au plus tôt des négociations* – regardées comme devant être partie intégrante des négociations globales – *afin de corriger les défauts structurels du système monétaire international »*. En réponse au projet indien, ils déclarent simplement qu'il faut *« donner un caractère plus cohérent et plus compréhensif au cadre de l'action financière en vue du développement »*.

Les matières premières forment, en revanche, *l'un des champs d'action privilégié* de la CNUCED. La conférence de Belgrade pourrait, à cet égard, contribuer à la mise en œuvre plus rapide du programme intégré des matières premières et du Fonds commun. Adopté lors de la IVe CNUCED, à Nairobi, en 1976, le programme intégré, prévoyant des mécanismes d'intervention sur le marché, n'a donné lieu, pour le moment, qu'à la signature de cinq accords internationaux (cacao, café, étain, caoutchouc, sucre), sur dix-huit produits envisagés. (Mais plusieurs autres sont en discussion.)

Créé en 1980, le Fonds commun, organe de financement des accords de produits, n'est actuellement ratifié que par quarante-neuf pays (dont la France, en septembre 1982), alors qu'il en faudrait quatre-vingt-dix pour qu'il prenne effet, à *condition que les signataires réunis*sent les deux tiers des contributions. Mais on imagine mal qu'il puisse fonctionner sans l'adhésion de l'Union soviétique et, surtout celle des États-Unis, principal bailleur de fonds. Tous les pays de la Communauté, en revanche, se sont engagés à le ratifier avant septembre 1983. *L'espoir formulé par la CNUCED* est que le Fonds commun commence à fonctionner dès janvier 1984, le retard pris par sa mise en place étant regardé comme la principale cause du peu de progrès faits au chapitre des accords sur les matières premières.

L'organisation de Genève aura, malgré tout, du mal à faire accepter par les pays occidentaux des *« accords intérimaires »* destinés à compenser ce retard, et pouvant permettre d'augmenter et de garantir les recettes des pays exportateurs de produits de base, lorsqu'il n'existe pas encore d'accord international. La nécessité d'une action complémentaire est pourtant reconnue, notamment par la France. La conférence de Belgrade ne pourra guère, toutefois, aller au-delà d'une nouvelle réflexion sur l'extension du Stabex (mécanisme de stabilisation des cours de produits agricoles des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique [A.C.P.] associés à la C.E.E., dans le cadre de la convention de Lomé). L'idée d'étendre ce système aux autres P.V.D., et notamment aux plus pauvres, n'est pas partagée par tous les pays industrialisés attachés à l'économie de marché.

Démanteler le protectionnisme

En matière d'échanges commerciaux, le cheval de bataille des P.V.D. demeure le démantèlement de toutes les mesures protectionnistes prises par les pays développés à l'égard des productions des P.V.D. Mais il est également demandé, par les « 77 », aux pays de l'Est d'ouvrir leurs marchés aux produits manufacturés et semi-facturés du Sud. D'une façon générale, le rappel par les pays occidentaux que toute modification des règles commerciales existantes relève des prérogatives du GATT ne permet guère d'espérer un rapprochement sur ce sujet récurrent lors de la VIe CNUCED.

La C.E.E. s'engage cependant, de son côté, à étendre et à maintenir jusqu'en 1990 le système de préférences généralisées, en portant une attention particulière aux pays les moins avancés. La France, pour sa part, souhaite que la conférence de Belgrade accorde une attention prioritaire à ces pays, parmi lesquels il y *a de nombreux États africains, en ce* qui concerne notamment la stabilisation des recettes d'exportation, l'allégement de leur dette et leur insertion dans les courants commerciaux.

Le secrétariat de la CNUCED mais aussi les « 77 » insistent aujourd'hui sur l'interdépendance Nord-Sud, soulignée également par la commission Brandt. Cela est évident en matière de commerce, de matières premières, d'énergie, de monnaie et de finances. Afin d'encourager leurs interlocuteurs du Nord à certaines concessions, les « 77 » relèvent que la part des P.V.D. – qui représentent 20 % de la production mondiale – dans les ventes des États-Unis, de la CEE et du Japon est passée de 30 % en 1970 à 40 % en 1980.

« L'avenir économique et la stabilité politique des pays développés et des P.V.D. sont étroitement liés », n'hésitent-ils pas à affirmer, ajoutant que la récession et le chômage seraient encore plus grands dans le Nord si les pays du Sud n'entretenaient pas par leurs achats sa machine industrielle. C'est ce qui fait dire à M. Corea que la crise qui affecte les P.V.D. (contraction des importations, report de projets de développement...) fait courir une *menace aux économies développées.*

Le langage selon lequel il ne peut y avoir de solution isolée à la crise est-il de nature à peser sur l'attitude, à Belgrade, des pays industrialisés, y compris ceux de l'Est ? Ceux-ci, jusqu'à une époque récente, attribuaient à l'*« impérialisme »* et au *« colonialisme »* la responsabilité de la situation des P.V.D. Ce discours a beaucoup perdu de sa crédibilité. Les pays socialistes sont aujourd'hui en butte aux critiques plus ou moins ouvertes de pays du tiers-monde qui souhaitent *que les États à économie* planifiée ne se contentent pas de mettre en avant leur effort d'assistance ou leurs difficultés financières mais participent effectivement aux discussions multilatérales de Belgrade.

Au cours de celles-ci, la France, avec la volonté politique de jouer un *rôle de catalyseur, tentera de jeter* un pont entre les positions du groupe B et celles des pays en développement, notamment les plus défavorisés. M. Delors doit intervenir, le 9 juin, devant la conférence, dont MM. Cheysson et Nucci devraient également suivre une partie des travaux. *« La période de polarisation Nord-Sud est derrière nous. Il ne faudrait pas que les espoirs des P.V.D. soient à nouveau déçus, car ils attendent beaucoup de la VIe CNUCED »*, nous déclarait récemment M. Jan Pronk, secrétaire général adjoint de l'organisation.

GÉRARD VIRATELLE.

Des négociations par groupes

Pour l'essentiel, les discussions ont lieu par groupes, au sein de la CNUCED. Les États membres sont divisés en quatre groupes : groupe A (pays afro-asiatiques) ; groupe B (pays développés à économie de marché) ; groupe C (pays latino-américains) et groupe D (pays industriels à économie planifiée).

Les groupes A et C forment celui dit des *« 77 »*.

Il compte, en fait, les cent vingt-cinq pays en développement membres des Nations unies, auxquels est, en outre, apparentée la Chine. C'est le principal organe de négociation des P.V.D. au sein du système des Nations unies.

LES DIVERGENCES AU SEIN DE LA MAJORITÉ

La confiance introuvable

(Suite de la première page.)

Cette évolution a certes une origine conjoncturelle : les sondages publiés au début du mois de juin *(ci-dessous, le baromètre mensuel de la Sofres)* résultent d'enquêtes réalisées à la mi-mai, c'est-à-dire à un moment où le gouvernement devait faire face à une agitation multiforme et à une série de commentaires défavorables sur le bilan de deux ans de pouvoir.

Le cas Delors

Mais il faut mettre en parallèle la hausse de popularité dont bénéficie M. Delors et la stabilité de M. Mauroy d'une part, avec la perte de confiance qui atteint M. Mitterrand d'autre part. Les deux premiers assument clairement la politique de rigueur, alors que le chef de l'État a donné l'impression qu'il hésitait.

Même si M. Mitterrand s'est, à plusieurs reprises, engagé aux côtés du gouvernement (au cours de son voyage dans le Nord-Pas-de-Calais, notamment), force est de constater que le message — *« il ne peut y avoir qu'une seule politique »* — n'est pas encore passé. Peut-être cela tient-il à ce que l'opinion privilégie une vision hiérarchique de la Ve République, entre le président, le gouvernement et le parti dominant. Les critiques émises au sein même de ce parti « fragilisent » l'édifice dans son ensemble.

Il arrive aussi que le chef de l'État participe à cet affaiblissement. M. Mitterrand se définit comme celui qui *« veille au grain »*, qui intervient en *« dernier ressort »*, et non en première ligne. Mais lorsqu'il rejette l'*« hypothèse de travail »* de son ministre des affaires sociales (1), il accrédite l'idée qu'il ne tient pas lui-même le cap de la rigueur.

De même, comment pouvait-on être plus maladroit qu'il l'a été lorsqu'il a fallu préparer l'opinion aux sommets de Versailles et de Williamsburg ? Présenté à l'avance comme un succès, Versailles fut un échec. Avant Williamsburg, qui s'est soldé par un honnête compromis, on a laissé dire que l'on y allait, persuadé de l'inutilité d'une telle démarche.

Il reste à expliquer le cas Delors. Le ministre de l'économie avait perdu 9 points de popularité (au baromètre de la Sofres) au lendemain de l'adoption du dispositif de blocage des prix et des revenus. Il en gagne trois au lendemain du tournant de l'austérité. La différence vient des conditions d'élaboration de cette politique : elle est apparue, le 25 mars dernier, comme conçue en partie contre l'aile gauche de la majorité, réputée protectionniste (voir l'article de François Renard dans *le Monde* du 2 juin). Une partie de l'opinion de droite l'a donc mieux acceptée. De ce point de vue, la dramatisation, encouragée par M. Delors lui-même, autour de l'hypothèse d'une éventuelle sortie du S.M.E. s'est révélée efficace. S'y ajoute la détermination dont il fait preuve et la clarté qu'il apporte dans l'explication de cette politique.

L'effet Chevènement

Pourquoi la confiance accordée à M. Delors ne rejaillit-elle pas sur le chef de l'Etat? Sans doute parce que l'opinion de gauche est incitée à croire qu'il existe une politique de rechange, donc une politique plus efficace. Si tel est le cas, on fait grief au président de ne pas l'appliquer. Tout le jeu de M. Chevènement consiste précisément à faire prévaloir cette idée, et cette politique. Une telle attitude présente pour lui, dans l'instant, l'avantage de faire oublier que son départ du gouvernement sanctionnait un échec personnel autant qu'un désaccord sur la politique mise en œuvre.

Sur le fond, le comportement de M. Chevènement a le mérite de désigner clairement l'enjeu du débat, une sorte de congrès de Bad-Godesberg rampant (2) : l'*aggiornamento* que les socialistes allemands ont consenti dès 1959, et les socialistes espagnols en 1980 (dans les deux cas avant leur arrivée au pouvoir), MM. Mauroy et Delors le conduisent sous la pression de la crise. Or M. Chevènement sait bien qu'en France, et surtout lors des congrès (celui de Bourg-en-Bresse n'est pas loin), le socialisme de gestion a toujours été vaincu par le socialisme idéologique. Il a donc choisi, *a priori*, un bon terrain, qui plus est, il contribue à faire contrepoids, vis-à-vis de l'électorat de gauche, à la tendance gestionnaire qui prédomine au gouvernement.

A ceci près que le P.S. est le principal parti de la majorité et que les autres composantes de cette majorité, qu'elles soient marxiste (le P.C.F.) ou gaulliste (M. Jobert), ne peuvent laisser le chef de file du « gaullo-marxisme » caracoler seul en tête sur ce terrain, qu'elles avaient — solidarité oblige — délaissé. En d'autres termes, l'effet Chevènement se traduit, dans la majorité, par une surenchère redoutable, pour ne pas dire désastreuse : M. Chevènement ne croit pas au succès de l'action du gouvernement, M. Jobert parle d'« effondrement » ; M. Chevènement ne croit pas que cette action soit socialiste ; M. Marchais qui, au lendemain du tournant de l'austérité avait incité les communistes à s'engager davantage en faveur du gouvernement, s'attaque désormais à M. Delors.

Quelle autorité ?

Au point que la question de la présence du P.C.F. au gouvernement est, aujourd'hui, posée, sans que cela choque qui que ce soit, et surtout pas les communistes eux-mêmes. Au point que M. Jospin peut proposer à M. Marchais de vérifier si l'accord P.C.-P.S. de juin 1981 est respecté, sans que sa démarche apparaisse comme un « coup » de *politique-spectacle*.

Tout cela complique évidemment la tâche du président, au-delà de ce que l'opposition pouvait espérer. Pas plus que M. Giscard d'Estaing, qui s'est usé en gouvernant avec la seule U.D.F., M. Mitterrand ne pense gérer la crise avec le seul P.S. Il ne peut se priver du concours de l'une des composantes de la gauche. Donc il est l'otage du P.C.F., diront certains...

Dans le même temps, il lui faut *rassembler au-delà de la gauche*, s'il veut convaincre les Français de se mobiliser. Mais le « tohu-bohu » interne à la majorité va l'obliger à se poser en arbitre de ces querelles, alors même qu'il cherche à apparaître comme le président de tous les Français afin de retrouver la confiance perdue.

Les manifestations policières du 3 juin lui donnent certes l'occasion de se poser en garant de l'autorité de l'Etat. A condition toutefois de l'affirmer sans ambiguïté. Or, qu'a-t'on vu jusqu'à présent ? Le contraire, puisque le limogeage de M. Paul Cousseran de son poste de directeur de la police nationale répond en fait à une pression catégorielle (celle des syndicats de policiers qui se réclament de la gauche) contre un homme qui entendait imposer l'austérité.

Le verbe présidentiel sera-t-il efficace, le 8 juin, à la télévision ? Il n'a de chance de l'être, aurait dit Henri Queuille (3), que si la situation est « mûre ».

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(1) Il s'agissait de l'éventuelle diminution du remboursement de certains actes chirurgicaux.

(2) Le congrès de Bad-Godesberg a marqué l'abandon de la référence marxiste et la conversion de la social-démocratie allemande à une gestion sociale de l'économie capitaliste, qui était alors en forte expansion.

(3) Henri Queuille, immuable *député, puis sénateur de la Corrèze*, a incarné, dans la IVe République, le radicalisme de la IIIe République.

Propos et débats

M. Jospin : solidarité

M. Lionel Jospin, qui était dimanche 5 juin à Limoges, a notamment déclaré, à propos des polémiques à l'intérieur de la majorité : *« La solidarité des forces de gauche par rapport aux orientations de la politique gouvernementale est absolument indispensable. Cette solidarité existe. Pas une seule fois la majorité de gauche n'a manqué au gouvernement. »*

Parlant plus particulièrement des critiques du P.C. sur les conclusions du sommet de Williamsburg, le premier secrétaire du P.S. a indiqué : *« L'accord P.S.-P.C. du 23 juin est respecté par le gouvernement de gauche, et si c'est nécessaire je suis parfaitement prêt à rencontrer M. Marchais pour que nous travaillions ensemble cet accord et voir s'il est appliqué. »*

M. Joxe : du courage

M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé dimanche à Hérouville-Saint-Clair (Calvados) qu'il faudra à la majorité *« un certain temps pour continuer la politique entreprise, et aussi du courage »*. Il a souligné que la France *« n'a pas d'alliés dans le Marché commun, pas d'alliés pour sa politique économique dans le monde occidental »* et qu'elle est *« seule dans le monde à la croisée de la tension Est-Ouest et du dialogue Nord-Sud »*.

M. Delors : nuisible

Interrogé sur les débats préparatoires au congrès de Bourg-en-Bresse et sur la « cacophonie » qui en résulte, M. Jacques Delors, *ministre de l'économie, des finances et du budget, affirme*, dans un entretien publié le 5 juin par *le Journal du dimanche* : *« Je ne veux pas forcer les mots, mais toute cette agitation nuit à la politique de la France. »*

Mme Cresson : ceux de l'arrière

Le ministre du commerce extérieur, Mme Édith Cresson, qui était, dimanche soir, l'invitée du « Club de la presse » d'Europe 1, a répondu sèchement aux analyses pessimistes de son prédécesseur, M. Michel Jobert, qui venait de parler au « Grand Jury R.T.L.-le Monde de l'éventualité d'une *« déroute économique »* : *« Ceux qui tiennent des propos pareils — si l'on peut prendre des comparaisons militaires — sont tout à fait identifiables à ceux qui, dans les guerres, sont à l'arrière et ne prennent pas de responsabilités et, à l'occasion, disent des choses qui sont de nature à nuire à l'armée qui est à l'avant. »*

M. Baylet (M.R.G.) : minoritaire

Président par intérim du M.R.G., M. Jean-Michel Baylet, député de Tarn-et-Garonne, a affirmé dimanche à Tarbes, que *« si des élections ancitipées avaient lieu* [aujourd'hui] *la gauche serait minoritaire »*.

M. Bariani (rad.) : plan ORSEC

Selon M. Didier Bariani, président du parti radical, l'opposition doit proposer rapidement un « plan ORSEC » pour *« sauver la France de la faillite économique et sociale. » « Le pire,* a-t-il déclaré, *serait que ce drame provoque une panique de l'opinion, qui pourrait alors trouver refuge dans un extrémisme de droite de type néo-poujadiste. »*

M. Gennesseaux (P.D.F.) : aucun rêve

M. Guy Gennesseaux, secrétaire général du parti démocrate français (P.D.F.), a estimé samedi 4 juin à Vichy : *« L'opposition ne présente pas un visage suffisamment agréable pour convaincre les Français. L'opposition n'offre aucun rêve, aucun projet politique, et c'est pour cela que nous entendons notamment proposer aux Français un projet de refonte complète de la fiscalité qui devrait aboutir à la suppression de l'impôt sur le revenu. »*

M. Gaudin (U.D.F.) : matraque

Le président du groupe U.D.F. de l'Assemblée nationale, M. Jean-Claude Gaudin, a affirmé dimanche à La Rochelle : *« Le parti socialiste récolte ce qu'il a semé depuis deux ans. Y a-t-il encore dans ce pays un socialiste heureux ? J'en doute. Les Français se rendent compte que le socialisme c'est cher et que ça ne rapporte rien. C'est le gouvernement de la feuille d'impôt, c'est celui de la matraque. Les socialistes ont une chance inouïe : ils sont protégés par les institutions de la Ve République qu'ils n'ont pas cessé de combattre. »* (Corresp.)

SELON LA SOFRES

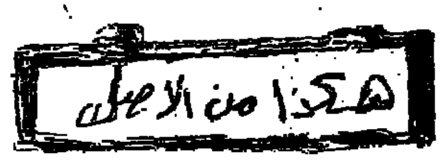
La cote de confiance de M. Mitterrand marque un recul de 3 points

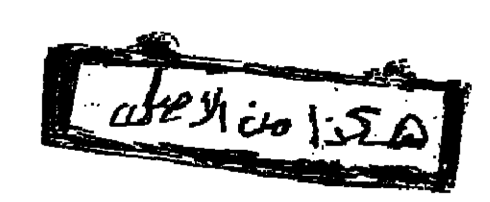
Le Figaro-Magazine du 4 juin publie le baromètre mensuel de la Sofres, réalisé entre les 20 et 26 mai auprès de mille personnes : 46 % (au lieu de 49 % le mois dernier) déclarent faire confiance à M. Mitterrand et 51 % (au lieu de 47 %) ne lui font pas confiance. Si la cote positive de confiance de M. Mauroy reste stable avec 37 %, en revanche les personnes interrogées sont plus nombreuses qu'il y a un mois à ne pas lui accorder leur confiance : 57 % au lieu de 55 %.

Parmi les personnalités de la majorité, M. Rocard, bien que perdant un point, reste avec 62 % en tête du baromètre de popularité. M. Delors, qui, lui, gagne un point (53 %), conserve la deuxième place. M. Fabius (avec 30 %) enregistre un gain de deux points tandis que MM. Chevènement (avec 23 %) et Marchais (avec 16 %), régressent de deux points.

Les reculs enregistrés parmi les leaders de l'opposition sont plus sensibles : à l'exception de Mme Veil, qui, occupant la première place, gagne deux points (48 % au lieu de 46 %), tous les autres responsables enregistrent des pertes de popularité : — 4 points pour M. Monory (21 %), — 3 points pour MM. Chirac (41 %), Chaban-Delmas (26 %) et Lecanuet (18 %), — 2 points pour M. Giscard d'Estaing (31 %) et — 1 point pour M. Barre (39 %).

● *Le Journal du dimanche* daté du 5 juin publie un sondage de l'Ifres réalisé du 31 mai au 3 juin auprès de mille personnes. D'après cette enquête, 65 % des Français jugent *« nécessaire »* une intervention de M. Mitterrand ; 50 % (contre 36 %) souhaiteraient que le chef de l'État annonce un changement de premier ministre, 51 % (contre 37 %) le départ du gouvernement des ministres communistes, 52 % (contre 33 %) une mesure de protection des importations ; 48 % des Français ne souhaitent pas que le président de la République annonce un blocage des prix et des revenus, et le maintien de la politique de rigueur.





ET LEURS CONSÉQUENCES

SIX ÉLECTIONS CANTONALES

Le P.S. perd dix points dans le Cher et en Meurthe-et-Moselle

CHER : canton de Bourges-III (1er tour).

Inscr., 11 802 ; vot., 5 990 ; suffr. expr., 5 920. M. Deschamps, R.P.R., 2 768 voix ; Mme Renaudat, P.C., 2 630 ; MM. Houques, P.S., 432 ; David, opp., 89 ; Dangeron, opp., 1. BALLOTTAGE.

[Cette élection partielle est due à l'annulation du scrutin des 14 et 21 mars 1982, qui avait vu l'élection, au second tour, de M. Deschamps. Les résultats du premier tour avait été les suivants : inscr., 11 645 ; vot., 7 712 ; suffr. expr., 7 511. M. Deschamps, 3 383 voix ; Mme Renaudat, 2 828 ; M. Houques, 1 301.]

CHER : canton de Bourges-V (1er tour).

Inscr., 7 507 ; vot., 3 411 ; suffr. expr., 3 351. MM. Michel, U.D.F., 1 579 voix ; Camuzat, P.C., 1 162 ; Saulnier, P.S., 435 ; Boiché, div. g., 145 ; Buchet, ext. g., 30. BALLOTTAGE.

[Cette élection partielle est due à l'annulation du scrutin de mars 1982, qui avait vu l'élection, au second tour, de M. Camuzat. Les résultats du premier tour avaient été les suivants : inscr., 7 493 ; vot., 4 551 ; suffr. expr., 4 412. MM. Michel, 1 793 voix ; Camuzat, 1 262 ; Saulnier, 1 007 ; Claudon, mod., 260 ; Moccolupi, div. g., 90.

Les deux élections de Bourges sont marquées par un fort recul du P.S. (– 10 points), une progression du P.C. et une progression de l'opposition, surtout dans le canton de Bourges-V.]

***CHER : canton de Sancoins* (1er tour).**

Inscr., 4 557 ; vot., 2 925 ; suffr. expr., 2 892. MM. Caldi, div. d., 1 307 voix ; Tatin, R.P.R., 849 ; Barthoux, P.C., 476 ; Biasutti, P.S., 260. BALLOTTAGE.

[Cette élection partielle est due au décès de Charles Durand, sénateur (Un. cent.), le 28 mars dernier. Ancien président du conseil général, il avait été réélu conseiller général, au premier tour, le 18 mars 1979. Les résultats avaient été les suivants : inscr., 4 492 ; vot., 3 270 ; suffr. expr., 3 118. MM. Durand, 2 142 voix ; Cabannes, P.C., 976.]

INDRE-ET-LOIRE : canton de Tours-Centre-I (2e tour)

Inscr., 8 046 ; vot., 2 284 ; suffr. expr., 2 248. Mlle Gautras, U.D.F., 1 845 voix, ELUE ; Conin, P.S., 403.

[Mlle Gautras, troisième adjoint au maire de Tours, M. Jean Royer, soutenue par le parti républicain, prend aisément la succession d'Yves Bertault (mod.), décédé en avril dernier, et qui avait été réélu au premier tour devant Mlle Conin, en mars 1982. Les résultats du premier tour, le 29 mai, avaient été les suivants : inscr., 8 046 : vot., 2 442 ; suff. expr., 2 408. Mlle Gautras, 1 581 voix ; Conin, 345 ; Mme de Decker, sa étiq., 206 ; MM. Pouillault, div. d., 179, Gedeau, P.C., 97.]

***MEURTHE-ET-MOSELLE* : canton de Conflans-en-Jarnisy (1er tour).**

Inscr., 13684 : vot., 6574 ; suffr. expr., 6391. MM. Pierre Gossot, R.P.R., cons. mun. de Jarny, 2872 voix ; Michel Gilles, P.C., m. de Jarny, 2833 ; Mme Liliane Risi, P.S., adj. au maire de Jarny, 696. BALLOTTAGE.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement d'Henri Bezon (P.C.), récemment décédé, et qui avait été réélu au second tour en mars 1979 avec 5594 voix contre 3449 à M. Mangin, U.D.F., sur 13359 inscrits, 9 585 votants et 9043 suffrages exprimés.

Au premier tour, les résultats avaient été les suivants : inscr., 13359 ; vot., 9459 ; suffr. expr., 9223 ; MM. Bezon, P.C., 4240 voix ; Wurtz, P.S., 1926 ; Mangin, U.D.F., 1496 ; Lepeltier, R.P.R., 704 ; Conin, P.S.U., 459 ; Besson, mod., 398.

Alors que l'ancienne majorité avait totalisé 28,11 % des voix au premier tour de 1979, le candidat R.P.R., seul représentant de l'opposition actuelle, obtient 44,93 % des voix. Si le P.C. enregistre un recul (44,17 % au lieu de 45,96 %), celui du P.S. est très sensible : 10,89 % au lieu de 20,88 %.

Dans la commune de Jarny, où M. Gilles (P.C.) vient de succéder comme maire à M. Henri Bezon, la gauche améliore son score par rapport aux municipales de mars dernier : 61,14 % contre 59,92 %. M. Gossot (R.P.R.) arrive, quant à lui, en tête dans vingt et une des vingt-cinq communes du canton.]

VOSGES : canton de Darney (1er tour).

Inscr., 4028 ; vot., 2749 ; *suffr.* expr., 2 695. MM. Albert Fah, R.P.R., 1003 voix ; André Pairon, U.D.F., m. de Darney, 984 ; Raymond Sautrot, P.S., 615 ; Michel Gérard, 93. BALLOTTAGE.

[Il s'agit de pourvoir au remplacement de Jean Marulier (U.D.F.), décédé en avril dernier. Jean Marulier avait été réélu au second tour des élections cantonales de mars 1982, avec 2063 voix sur 3986 inscrits, 3208 votants et 3107 suffrages exprimés, contre 1044 à M. Sautrot (P.S.). Au premier tour, il était arrivé en tête avec 1497 suffrages contre 769 à M. Sautrot, 680 à M. Fah (R.P.R.) et 168 à M. Gérard (P.C.), sur 3114 suffrages exprimés, 3195 votants et 3987 inscrits.

Le rapport de forces au sein de l'opposition s'est inversé : ainsi, l'U.D.F., qui devançait le R.P.R. en 1982, enregistre un recul de près de onze points, tandis que le candidat du R.P.R. non seulement en gagne plus de quinze, mais arrive en tête dans dix-sept des vingt et une communes du canton. La gauche perd 3,81 points par rapport à 1982 : – 1,87 point pour le P.S. et – 1,94 pour le P.C.]

AU « GRAND JURY R.T.L.-*LE MONDE* »

Nous sommes à la veille d'une déroute économique

déclare M. Michel Jobert

Invité du « Grand Jury R.T.L.-le Monde », dimanche soir 5 juin, M. Michel Jobert, ancien ministre d'Etat, a notamment déclaré, à propos de la situation économique : *« Nous sommes à la veille d'une déroute économique que nous ne soupçonnons pas. (...) Du point de vue économique, je me demande même si nous ne sommes pas dans une situation comparable à celle que nous avons connue en 1940, par exemple. (...) L'échec du président de la République serait celui de tous les Français. Je souhaite donc que celui-ci réussisse. Je ne parle pas de la réussite du programme socialiste, mais je parle de la réussite de notre vie collective.*

» A mon avis, sous peu, les Français auront perdu le quart de leur niveau de vie. (...) A l'heure actuelle, c'est une évidence, l'opinion publique ne soutient pas l'action du gouvernement. Par suite, dans la vie économique, la confiance n'existe plus. (...) Mon jugement ne peut cependant être assimilé à celui de l'opposition : MM. Barre, Giscard et Chirac ont eu le pouvoir et ils n'ont pas fait ce qu'à l'époque je proposais. (...) En ce qui concerne les nationalisations, les perspectives me paraissent sombres. (...) Ou bien le moteur ne s'est pas mis en marche, ou bien il tourne au ralenti. (...) S'agissant du secteur (...) du crédit, l'échec a été total. »

Comme on lui rappelait que l'une de ses missions devait être, auprès des socialistes, de constituer *« un centre pour permettre au président de la République de pratiquer l'ouverture »*, M. Jobert a souligné : *« Je suis tout à fait disposé à le faire, dès lors que le président le veut, non seulement de façon théorique, mais également de façon pratique. Mon but est que le citoyen ne soit pas un mouton, qu'il soit majeur, qu'il ait des responsabilités. C'est pourquoi je plaide à la fois pour l'humilité dans l'action politique et pour la considération prêtée aux autres. »*

Interrogé sur la proposition de M. Chirac consistant à demander l'organisation d'un référendum sur la politique du gouvernement (*le Monde* daté 5-6 juin), le président du Mouvement des démocrates a répondu : *« Que M. Chirac commence par lire la Constitution ! Je m'étonne qu'on donne tant de retentissement à cette proposition, qui est de pure tactique. Sur le plan constitutionnel, je ne vois pas comment un référendum serait possible sur le maintien ou la sortie du franc du ystème monétaire européen ou sur la politique économique du gouvernement. Il fait cette proposition par malice. (...) En 1977, il m'est arrivé aussi de demander que M. Giscard d'Estaing fasse des élections anticipées. M. Giscard d'Estaing n'en avait pas du tout envie. C'était pour le picoter un peu. »*

∴

M. Jobert n'est, évidemment, pas naïf au point de croire que M. Chirac ignore le libellé de l'article 11 de la Constitution relatif au référendum. Ce texte dispose que le président de la République *« peut soumettre au référendum tout projet de loi portant sur l'organisation des pouvoirs publics, comportant approbation d'un accord de communauté ou tendant à autoriser la ratification d'un traité qui, sans être contraire à la Constitution, aurait des incidences sur le fonctionnement des institutions. »*

L'éventuelle sortie du franc du Système monétaire européen serait-elle une décision susceptible d'entrer dans un des cas prévus par la Constitution, comme le suggère M. Chirac ? Les juristes pourraient à la rigueur en débattre, tout comme ils l'ont fait naguère lorsque avait été contesté le recours par de Gaulle à ce même article 11 pour modifier la Constitution – en instaurent en 1962 l'élection du président de la République au suffrage universel et en voulant réformer le Sénat en 1969, – alors qu'un autre article de la Constitution (l'article 89) organise expressément la révision de celle-ci.

En réalité, M. Chirac a voulu faire un geste politique en obligeant le chef de l'État à refuser que, par ce biais, *un jugement soit porté sur* l'ensemble de la politique économique et sociale du gouvernement. Dans l'esprit du maire de Paris, le *référendum est en réalité une procédure de* « relégitimation » du pouvoir en place qui doit permettre au président de la République de mieux mesurer le sentiment du pays à son égard.

Durant la campagne présidentielle de 1981, M. Chirac avait d'ailleurs proposé d'élargir le champ d'application du référendum, notamment à des sujets de société comme, à l'époque, l'abolition de la peine de mort. Mais pour cela il faudrait au préalable une réforme de la Constitution, qui, elle, peut être réalisée soit par la voie parlementaire, soit par... référendum.

A. P.

POLITIQUE

LE DÉBAT SUR L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Les communistes refusent l'autonomie que les socialistes accordent aux études médicales

Huit amendements communistes repoussés, cinq retirés, un seul accepté au cours de la seule journée du samedi 4 juin à l'Assemblée nationale lors de la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur ! Le P.C. manifeste, là aussi, qu'il ne peut – qu'il ne veut – être un allié obéissant au doigt et à l'œil, et qu'il a quelques réserves à émettre sur certains choix gouvernementaux.

Quand il ne s'agit que de la non-possibilité de l'élection des directeurs des grandes écoles ou de la trop grande place faite, à ses yeux, aux personnalités extérieures dans leurs conseils, M. Guy Hermier, député des Bouches-du-Rhône et membre du bureau politique du P.C., veut bien convenir que le désaccord n'est pas fondamental. Mais lorsque le gouvernement et les députés socialistes accordent une large autonomie aux unités de formation et de recherche médicales, les élus communistes ne veulent pas les suivre dans cette voie. Et si – solidarité gouvernementale oblige – le P.C. ne vote pas contre l'article la prévoyant, il s'abstient et le fait savoir.

D'autant que M. Hermier ne cache pas que la leçon à tirer de la façon dont le gouvernement a défendu son projet de loi initial s'applique à bien des domaines de la politique gouvernementale : quand il y a eu mobilisation de la gauche, comme sur le problème de la sélection, explique-t-il en substance, nous avons pu résister à la pression de l'opposition et même améliorer le texte ; quand seule la droite s'est fait entendre, le pouvoir a été obligé de faire marche arrière, le P.S. n'ayant pu, malgré ses velléités, atténuer la reculade gouvernementale. Seule la pression populaire permet donc des avancées significatives. C.Q.F.D. Et quand M. Hermier déclare, à propos de l'organisation des écoles et instituts : *« C'est un progrès, mais il était possible de franchir un pas supplémentaire »*, à l'évidence il ne pense pas qu'à l'enseignement supérieur !

THIERRY BRÉHIER.

L'Assemblée nationale continue, le samedi 4 juin, la discussion du projet de loi sur l'enseignement supérieur.

● *Le conseil des unités de formation et de recherche.* – Dans le projet initial du gouvernement, il comprenait *un maximum* de vingt-cinq membres ; les médecins avaient jugé cela trop faible pour leur U.F.R. Aussi M. Savary, ministre de l'éducation nationale, dépose un amendement qui supprime toute limitation : sur proposition de M. Cassaing (P.S., Corrèze), rapporteur de la commission des affaires sociales, l'Assemblée décide à l'unanimité de porter la limite supérieure à quarante membres.

Le R.P.R. et l'U.D.F. estiment la part faite aux personnalités extérieures (de 20 % à 50 %) trop importante, car elle limite par trop la place des enseignants. Le P.C. partage la première partie de cette analyse. Les divers amendements allant dans ce sens sont soit refusés, soit retirés par leurs auteurs. Malgré les demandes du R.P.R., le directeur de l'U.F.R. ne sera pas obligatoirement de nationalité française.

● *L'autonomie médicale.* – Le dernier alinéa de l'article 30 prévoit que les U.F.R. de médecine et d'odontologie peuvent signer des conventions avec les centres hospitaliers, conventions qui doivent être approuvées par le président de l'université. Un amendement de M. Blanc (U.D.F., Lozère), transformant l'approbation en un simple avis, est repoussé. *De même, il* demande sans succès que cette faculté soit étendue à la pharmacie, M. Savary faisant remarquer que cette matière n'est pas concernée par les C.H.U., auxquels se réfère ce passage du projet. En sens inverse, les amendements communistes, qui transféraient la responsabilité de la convention aux universités, sont repoussés, après que Mme Fraysse-Cazalis (P.C., Hauts-de-Seine), eut déclaré : *« L'insertion des unités médicales dans les universités doit se faire à égalité de droits et de devoirs avec les autres composantes de l'Université (...). Nous proposons donc de retirer aux U.F.R. de médecine et d'odontologie le statut particulier qu'on veut leur donner. »*

Au contraire, le gouvernement propose un amendement prévoyant que les directeurs des U.F.R. médicales soient *« ordonnateurs des recettes et des dépenses »* et que les ministres compétents *« affectent directement »* à ces U.F.R. *« les emplois hospitalo-universitaires ».* M. Blanc, qui est neuropsychiatre, demande sans succès que leurs directeurs soient *« ordonnateurs principaux »*. M. Sueur (P.S., Loiret) faisant à l'inverse préciser qu'ils sont *« ordonnateurs secondaires »*, ce qui allait de soi puisque les U.F.R. ne sont pas des établissements publics ; l'amendement de M. Blanc leur accordant *« la personnalité morale et juridique »* est en effet repoussé par 312 voix (PS., P.C.) contre 171 (R.P.R., U.D.F.), après que son auteur eut déclaré : *« Vous allez donner raison à tous ceux qui pensent que vous ne parlez d'autonomie que contraints par les manifestations et les grèves et que, au-delà de vos paroles, il y a un texte qui manifeste la volonté d'aboutir à une négation de l'autonomie et de la spécificité. »* De même, celui de M. Lauriol (R.P.R., Yvelines) étendant aux U.F.R. de pharmacie le système de convention avec les hôpitaux est repoussé par 329 voix (P.S., P.C.) contre 161 (R.P.R., U.D.F.).

M. Savary fait adopter par l'Assemblée un amendement instituant l'autonomie pédagogique, mais avec approbation du président de l'université, pour les U.F.R. de médecine, d'odontologie et de pharmacie. Elle concerne le deuxième cycle des études médicales et odontologiques ; la formation de pharmacie générale, pharmacie hospitalière, pharmacie et santé publique et biologie médicale, du troisième cycle des études pharmaceutiques ; le troisième cycle de médecine générale, de médecine spécialisée et de santé publique. M. Lareng (P.S., Haute-Garonne), professeur de médecine, s'en félicite en soulignant : *« L'amendement du gouvernement fait faire un grand progrès à l'Université, née de la loi de 1968 ; (...) celle-ci n'accordait pas de dérogation aux U.E.R. médicales, qui n'en ont pas moins pratiqué une certaine autonomie dans le choix et la modulation de leurs enseignements. »* A l'inverse, Mme Fraysse-Cazalis, qui, elle, est médecin cancérologue, regrette que l'on retienne *« pour l'enseignement médical une procédure de choix des enseignements qui repose sur les pratiques arbitraires dont nous avons l'expérience et dont nous connaissons les dangers »*. Malgré la demande de M. Blanc, cette autonomie pédagogique n'est pas étendue au premier cycle.

De même, les amendements de MM. Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine) et Gantier (U.D.F, Paris) demandant que cette autonomie soit étendue aux études économiques, juridiques et de gestion, sont repoussés, M. Hage (P.C., Nord), voyant dans ces positions *« une attitude de classe, sinon de caste »* et M. Savary affirmant : *« Nous sommes pour la liberté pour tout le monde, pas seulement pour les discipines que vous énumérez. »*

L'article 30 ainsi amendé est adopté par les députés socialistes, ceux du R.P.R. et de l'U.D.F. votant contre, ceux du P.C. s'abstenant.

● *Les instituts et écoles faisant partie de l'Université.* – Le gouvernement, en conformité avec les changements opérés pour les U.F.R., fait passer de trente à quarante le nombre maximal des membres de leurs conseils d'administration. Malgré les regrets du P.C., les directeurs des écoles seront nommés par le ministre de l'éducation nationale, *« sur proposition »* du conseil d'administration, alors que ceux des instituts seront élus par ce conseil. L'opposition aurait voulu que tous les directeurs soient nommés par le ministre sur simple *« avis »* des conseils d'administration et – ce qui ne sera pas le cas – obligatoirement français.

● *Les instituts et écoles extérieurs aux universités.* – Ce sont des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. Ainsi les grandes écoles dépendant du ministère de l'éducation nationale sont intégrées dans le système mis en place par ce projet.

Th. B.

APRÈS LES MANIFESTATIONS POLICIÈRES

Enquête rapide, sanctions au plus vite. Le président de la République lui-même a exigé que les conclusions des enquêtes de l'inspection générale de l'administration et de l'inspection générale de la police nationale sur les manifestations policières du 3 juin lui soient communiquées dès mardi. M. Michel David, inspecteur général de l'administration, est chargé de coordonner ces enquêtes, comme il le fit pour celle sur les incidents du 23 mars 1979. Samedi, au Bourget, M. Mauroy avait déclaré : *« Ceux qui ont failli à leur devoir doivent être sanctionnés. Au plus haut niveau, ils le sont déjà. Pour les autres, l'enquête en cours sera rapide et les sanctions seront immédiates. »*

Les responsables des deux manifestations non autorisées, l'une, le matin jusqu'au ministère de la justice, l'autre, l'après-midi, jusqu'aux grilles du ministère de l'intérieur, sont connus : Union des syndicats catégoriels, dont notamment le Syndicat indépendant de la police nationale (S.I.P.N.), pour la première ; Fédération professionnelle indépendante de la police nationale (F.P.I.P.) pour la seconde. Les responsables de ces organisations, en particulier MM. Rémy Halbwax pour le S.I.P.N., Didier Gandossi pour la F.P.I.P., sont entendus ce lundi.

Plusieurs faits sont établis. Le matin, à la préfecture de police, outre les huées à la fin de la cérémonie officielle, une bousculade visant physiquement MM. Defferre et Franceschi lors de leur départ, évitée grâce à un cordon de gardiens en tenue ; des volontés de s'en prendre physiquement à M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome du syndicat de police (FASP), proche de la majorité ;

La justice bouc émissaire

M. Badinter sera bientôt l'oiseau rare du gouvernement. C'est vrai et c'est extraordinaire : le garde des sceaux mène la politique pour laquelle la gauche a été élue – sur un malentendu, dirait M. Alain Peyrefitte – et le paye chèrement. Plus avare que le même M. Peyrefitte de libérations conditionnelles, il doit néanmoins se défendre du « laxisme » de la justice qui n'existe, les statistiques le prouvent (voir encadré), que dans l'esprit de ses détracteurs, lesquels bénéficient du soutien de M. Chirac, qui a voté l'abolition de la peine de mort.

La logique n'ayant rien à voir avec les incidents de ces derniers jours, il faut chercher ailleurs le ressort de ces événements qui mettent en cause l'autorité de l'Etat.

Il existe un secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique. Deux policiers tombent sous les balles de malfaiteurs, lourd tribut payé à la criminalité. S'il ne s'agit pas de cela, c'est la police qui est mal faite, mal entraînée ou trop exposée. Ou qui laisse courir les assassins. M. Franceschi va-t-il devoir répondre de ces meurtres affreux ? Pas du tout, c'est M. Badinter le coupable. Il est garde des sceaux, ministre de la justice ? Peu importe. Il faut un bouc émissaire.

A ce point, l'analyse relève davantage de la passion que de la raison, voire de la psychologie des profondeurs. M. Badinter est celui qui fit abolir la peine de mort. Depuis cette date, le nombre de policiers et de gendarmes tués en service a plutôt diminué. On lui doit la disparition de la Cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle aucun terroriste étranger ne comparut jamais. Qu'importe ! C'est lui le responsable des meurtres de l'avenue Trudaine et de la fusillade des Rosiers, sur laquelle plane l'ombre d'Abou Nidal.

M. Peyrefitte avait déjà joué de cette corde que fait vibrer dans les aigus M. Le Pen. Selon un raisonnement sommaire, toute mesure pénale qui n'a pas pour effet d'aggraver la répression serait un facteur de délinquance. Ce postulat fait des ravages parmi les candidats aux diverses élections y compris à gauche. M. Defferre l'a montré à Marseille pendant la campagne des municipales.

M. Badinter, qui n'est que militant socialiste de base à Châteauneuf-en-Thymerais (Eure-et-Loir) et n'a, à une exception malheureuse, à l'époque de la F.G.D.S., jamais brigué de mandat électif, serait, parce qu'il ne rentre pas dans ce jeu, un irresponsable et un rêveur. Cela n'est pas dit exactement sous cette forme, mais la querelle Defferre-Badinter sur les contrôles d'identité traduisait déjà cette divergence.

Le raisonnement d'après lequel plus de répression entraînerait moins de délinquance paraissant malgré tout simpliste aux grands esprits, M. Peyrefitte en tenait un autre en réserve. Selon cette explication, les peines d'emprisonnement, voire la peine de mort, viseraient moins à sanctionner les coupables qu'à apaiser l'émotion suscitée par leur crime. C'est la fonction sociale de la peine, son rôle « cathartique » sur lequel, en dernière analyse, l'auteur de la loi « Sécurité et libertés » fondait sa politique.

On est ici en pleine idéologie, un terrain sur lequel la gauche est censée se sentir à l'aise, on le lui reproche assez. Or, pour ce qui est de la sécurité, ce terrain a été abandonné à la droite. M. Badinter l'admet : il n'a pas réussi à desserrer l'étau dans lequel M. Peyreffitte a enfermé toute réflexion sur la justice. Il n'est pas seul responsable – MM. Defferre et Franceschi ne l'ont guère aidé. Ni même M. Mauroy, qui découvre aujourd'hui les dégâts que peut provoquer l'idéologie sécuritaire. Le premier ministre a raison de s'inquiéter : l'extrême droite, policière ou non, n'aurait jamais agi de cette façon si elle n'avait pas senti le terrain favorable et n'avait pas été persuadée que le cheval qu'elle enfourchait avait toutes les chances d'accroître son audience, au-delà de ses maigres troupes.

Placé devant un redoutable défi, le gouvernement a cru habile de jouer sur les deux tableaux : au ministre de la justice, la politique pour laquelle M. Mitterrand a été élu ; à MM. Defferre et Franceschi, le soin de s'en écarter ostensiblement lorsqu'il le fallait. Résultat de ce jeu de bascule : la gauche est aujourd'hui déçue et la droite se déchaîne, ayant senti le profit qu'elle pouvait tirer de ces hésitations.

M. Badinter a joué pendant des mois le rôle de bouc émissaire. Lui qui n'a « *jamais eu le souci, ni probablement le talent, d'être populaire* », comme il l'a confié récemment au journal *l'Arche*, a cristallisé une charge incalculable de haines. Juif et le revendiquant (« *né juif, je mourrai juif, sans avoir cessé de m'éprouver comme juif* »), il reçoit nombre de lettres avec pour toute signature une croix gammée. C'est la cible idéale pour les attaques antisémites dans la presse et ailleurs. Défenseur d'une autre politique, il est d'abord l'autre, le pelé, le galeux. Un des policiers qui manifestaient vendredi à Paris a confié cette réflexion à une journaliste de *Libération* : « *Badinter ? Il vient d'un pays étranger* ».

Depuis que la manifestation qui visait le garde des sceaux et ne visait initialement que lui est venue battre contre les murs de l'Élysée, le gouvernement s'émeut. On n'avait pas perçu une telle émotion le jour où les surveillants de prison étaient venus crier sous les fenêtres de M. Badinter, place Vendôme : « *Avocats, malfrats !* ». Celui-ci, qui fut pendant la campagne des municipales interdit de meeting, ou presque ; qui était à l'époque, selon son propre aveu, « *la cousine qu'on cache* », ne sert plus, depuis les manifestations de vendredi, de paratonnerre. C'est l'autorité du gouvernement tout entier qui est en cause. Le garde des sceaux doit en éprouver une amère consolation.

BERTRAND LE GENDRE.

UN « LAXISME » IMAGINAIRE

Le « laxisme » dont on accuse le garde des sceaux n'existe que dans l'esprit de ses détracteurs. Le ministère de la justice tient à le faire savoir et a diffusé, pour le démontrer, des statistiques qui prouvent que la justice est au contraire de plus en plus sévère.

● **Les condamnations** à des peines d'emprisonnement de dix à vingt ans sont en augmentation pour un nombre de procès qui ne varie guère. 1978 : 1547 ; 1979 : 1733 ; 1980 : 1850 ; 1981 : 2050 ; 1982 : 2187. Il en va de même pour les peines de réclusion à perpétuité. 1978 : 308 ; 1979 : 333 ; 1980 : 349 ; 1981 : 372 ; 1982 : 380.

● **Les libérations conditionnelles** sont accordées plus parcimonieusement. C'est le cas de celles que décident les services de la chancellerie (lorsqu'il s'agit de condamnés à des peines de plus de trois ans). 1978 : 880 ; 1979 : 681 ; 1980 : 534 ; 1981 : 559 ; 1982 : 719. Il en va de même pour les libérations conditionnelles décidées par les juges de l'application des peines (il s'agit de condamnations à moins de trois ans). 1978 : 4 383 ; 1979 : 5 568 ; 1980 : 5 327 ; 1981 : 4 124 ; 1982 : 3 876.

M. BADINTER : Le salut fasciste sous les fenêtres de la chancellerie

M. Robert Badinter, qui a regardé une partie de la manifestation des policiers de vendredi après-midi d'une fenêtre de la chancellerie, a déclaré ce lundi 6 juin sur Europe 1 : *« Il y avait des visages plein de haine, des invectives et des cris (...) et puis au milieu de* la Marseillaise, *d'un seul coup, aux mots* « l'étendard sanglant s'est levé », *j'ai vu un certain nombre de bras se lever.* (...) *Et ç'a été comme un retour de l'histoire* (...) *Tous ces bras levés, dressés, tendus, dans le salut qu'on connaît bien ».* Ivan Levaï lui ayant demandé : *« Vous reprenez l'argumentation de la manifestation fasciste »*, M. Badinter a répondu : *« Le salut était quoi, même avec les doigts écartés ? ».*

« Ce qui en cet instant-là m'a saisi le plus, a poursuivi le garde des sceaux, *c'est que je ne pouvais pas m'empêcher de penser aux deux hommes qui étaient morts, à ce que cela signifie* (...), *à la douleur de la famille et à l'exploitation qui en était faite, là sous mes yeux, indigne ».*

M. Badinter s'est défendu des accusations de « laxisme » qu'il a qualifiées de *« fable »* et a rappelé l'existence d'une circulaire envoyée par lui, le 1er juin 1982, aux procureurs généraux leur demandant de requérir, *« avec la plus grande célérité »*, *« des sanctions exemplaires et dissuasives »* contre les malfaiteurs qui tuent ou blessent des policiers.

A Ivan Levaï, qui lui demandait ce qu'il avait ressenti en entendant les manifestants le traiter d'*« assassin »*, le garde des sceaux a répondu : *« Je suis redescendu* [dans mon bureau] *et je suis allé travailler l'article 132 du nouveau code pénal ».* (Cet article concerne la peine de travail d'intérêt général destinée à éviter la prison aux petits délinquants »

L'EFFET TRUDAINE

Samedi 6 juin. Un fait divers banal. Un cambrioleur à la dérive s'attaque, seul, à une bijouterie parisienne, rue La Fayette. Des allures de professionnel : un pistolet (mais d'alarme), une entrée en force, un butin (une modeste montre). Au moment de « décrocher », le gangster improvisé abandonne dans sa fuite un paquet suspect. Il croise un passant, lui projette une bouffée de gaz lacrymogène dans les yeux. Fait divers banal.

Mais l'effet Trudaine est là. Mardi, deux policiers ont été tués de sang-froid en plein Paris. Un policier venu enquêter samedi sur les lieux de l'agression manquée de la rue La Fayette confie : *« S'il nous avait menacés de son arme, nous aurions tiré. Vous pouvez le mettre dans votre canard ».* Et les manifestations de policiers sur le pavé parisien, avec les débordements que l'on connaît ? *« Les manifs, d'accord. Mais dommage que Le Pen se soit propulsé en avant... »*

LES RÉACTIONS

● M. LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du P.S., a déclaré, dimanche 5 juin, à Limoges, au cours d'une réunion de militants socialistes : *« Que l'on fasse preuve de compréhension pour les forces de l'ordre, oui. Mais de complaisance pour les forces de désordre, alors non. Le P.S. sera aux côtés du gouvernement pour prendre les sanctions nécessaires. »*

● M. PAUL QUILÈS, membre du secrétariat national du parti socialiste : *« On ne peut pas accepter, de la police, de la gendarmerie ou de l'armée des attitudes comme celles que l'on a constatées* (dans la police). *Il faut se méfier de phénomènes qui ne sont pas récents mais qui ont été accentués récemment à la suite d'un certain nombre d'exploitations. Précisément, le parti socialiste dénonce l'exploitation qui a été entreprise par certains partis politiques et, pourquoi ne pas le dire, par le R.P.R. ».*

● *L'« HUMANITÉ-DIMANCHE »* dénonce dans son édition du 5 juin *« le caractère politicien »* des manifestations de policiers vendredi à Paris, et estime qu'*« à cette occasion se font jour à nouveau les intentions de destabiliser le gouvernement ».*

« Les manifestants rassemblés par les dirigeants d'organisations policières extrémistes autour de Le Pen ne pensaient pas aux deux jeunes policiers assassinés (...). On était aussi loin du grave problème de la sécurité dans les grandes villes », affirme dans son éditorial M. Roland Leroy.

Après avoir fustigé *« l'hypocrisie de ceux qui prétendaient rendre hommage aux policiers »* tout en consacrant des interviews *« à Albert Spaggiari, le gangster auteur du casse de Nice »*, M. Roland Leroy estime *« indispensable »* de *« faire face à une telle entreprise ».* *« Des sanctions sont sans doute nécessaires et justifiées »*, ajoute-t-il avant de souligner qu'*« il faut surtout régler les problèmes réels (...) ».*

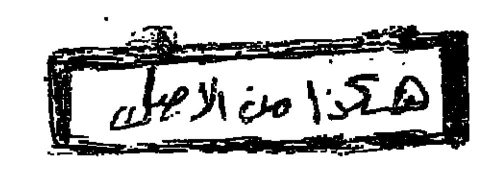
● M. BERNARD PONS, secrétaire général du R.P.R. : *« Depuis plusieurs mois et dans de nombreux domaines, le gouvernement a failli à son devoir ; c'est donc lui qui doit être sanctionné. »*

Cette déclaration, remise à la presse, vise, selon M. Pons, les propos tenus samedi matin par M. Pierre Mauroy concernant le directeur général de la police, M. Paul Cousseran, et le préfet de police de Paris, M. Jean Périer, après les manifestations des policiers de vendredi.

● M. RAYMOND MARCELLIN, ancien ministre de l'intérieur, député U.D.F. du Morbihan, que nous avons interrogé, considère qu'il s'âgit d'une *« affaire de gouvernement ».* *« La vérité,* dit-il, *est que l'époque actuelle, en France et ailleurs, est caractérisée par la montée de la délinquance violente. Il faut traiter ce problème, par priorité, par les moyens de la police et ceux de la justice. Le gouvernement doit considérer sans aucune ambiguïté cette lutte comme l'une de ses priorités. Tout délinquant violent – que ce soit le voleur de sacs à main ou l'auteur d'un hold-up – doit être puni exemplairement et accomplir sa peine jusqu'au bout. Alors, les motifs du mécontentement disparaîtront. »*

● LE SYNDICAT NATIONAL AUTONOME DES POLICIERS EN CIVIL (S.N.A.P.C.), plus de 68 % des voix aux élections professionnelles de 1982 chez les inspecteurs, *« condamne les agissements de certains policiers qui ont exploité la mort de deux fonctionnaires de police ».*

● LA FÉDÉRATION PROFESSIONNELLE INDÉPENDANTE DE LA POLICE (F.P.I.P.) – 2,8 % des voix aux élections professionnelles, – proche de l'extrême droite, *« remercie les milliers de policiers qui ont assisté vendredi dans le calme, le respect et le recueillement au dépôt de la gerbe de la dignité en hommage à nos collègues assassinés avenue Trudaine ».* La F.P.I.P. estime que *« l'exploitation partisane de la douloureuse colère de notre corporation par certaines organisations syndicales ou politiques est un intolérable affront dans de telles circonstances à l'égard de nos collègues ».*



LE GOUVERNEMENT S'APPRÊTE A PRENDRE DE NOUVELLES SANCTIONS

enfin une R 18 de la police nationale – immatriculée 19335 DB – ouvrait la voie au cortège « spontané » qui partit de la préfecture de police.

Précédée par une tournée de mobilisation, la nuit précédente, dans les commissariats parisiens, cette manifestation n'était cependant pas plus spontanée que celle de l'après-midi. A celle-ci, on remarqua des policiers en uniforme, notamment du Service de protection et de sécurité du métropolitain (S.P.S.M.). Nombreux étaient les policiers – en uniforme ou en civil – venus armés. Certains d'entre eux ont fait usage de mini-bombes lacrymogènes à l'encontre des passants.

Deuxième volet, le dispositif de maintien de l'ordre. Le matin, place Vendôme, les gardiens qui enlevèrent leur képi par solidarité appartenaient à la 6e compagnie de district. L'après-midi, le dispositif était plus complexe, mêlant des escadrons de gendarmes mobiles et des C.R.S., notamment de la C.R.S. 7 (Deuil-la-Barre). Pourquoi ont-ils cédé si facilement ? Deux versions sont en présence.

M. André Bégné, directeur de la sécurité publique à la préfecture de police, dit avoir lancé, lors de la progression des manifestants vers le ministère de l'intérieur, la consigne d'intervenir *« si besoin par la force avec tirs de grenades lacrymogènes »*. Il n'aurait pas été obéi, les premiers gendarmes mobiles casqués et munis de boucliers ne prenant position place Beauvau que lors de la dispersion des manifestants.

Les responsables sur le terrain – commissaire répondant à l'indicatif TI 25, commandant de la C.R.S 7 et lieutenant de gendarmerie – affirmeraient, à l'inverse, n'avoir reçu aucune consigne stricte de cet ordre. De plus, signe d'imprévoyance, la C.R.S. 7 avait été appelée précipitamment en renfort. Débat que devrait clarifier l'écoute des bandes magnétiques de la salle d'état-major.

Les sanctions pourraient être très importantes et aller jusqu'à la dissolution de certaines unités. Aussi voir la démission du préfet de police, M. Jean Périer, qu'il aurait présentée lui-même après les incidents du matin, et le limogeage du directeur général de la police nationale, M. Paul Cousseran, qui refusa de présenter sa démission comme le lui demandait M. Defferre, sont-elles avant tout des mesures symboliques et politiques.

E. P.

● LE SYNDICAT DE LA MAGISTRATURE, situé à gauche – 26,72 % des voix aux élections professionnelles de 1983 – a écrit au ministre de l'intérieur :

« L'assassinat de policiers est toujours un événement douloureux ; l'émotion suscitée et les réactions de solidarité des policiers sont légitimes et nous nous y associons. En revanche, comme le font certains, rendre la justice responsable de ces morts constitue une malhonnêteté et une aberration inacceptable : quel rapport entre la justice et ce drame ? La politique pénale soi-disant sécuritaire de M. Peyrefitte n'avait jamais empêché de tels actes.

» Ce rejet des responsabilités vers la justice, qui fait suite aux multiples incidents entre police et justice, provient de l'incapacité du gouvernement à définir une politique claire et cohérente en ce domaine.

» Les atermoiements, les revirements de votre ministère ont conduit à cette situation et n'ont fait qu'aggraver le malaise à l'intérieur de la police. »

● LE SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE (S.A.F.) souligne que *« le ministre de la justice Robert Badinter s'est employé, comme s'y était engagé le président de la République, à rétablir l'État de droit, à rendre à la justice ses pouvoirs et son autorité, à résoudre les phénomènes de délinquance et d'insécurité »*. Il poursuit : *« Personne ne peut soutenir, alors que les prisons sont à nouveau surpeuplées, que la répression ne s'exerce pas. Le gouvernement a eu le mérite de rechercher des solutions aux causes de la criminalité. On ne saurait infléchir une telle politique à raison de faits divers isolés, aussi tragiques soient-ils. »*

L'autre laxisme

(Suite de la première page.)

Car il faudra aussi répondre à la question : *comment* et *pourquoi* en est-on arrivé là ? S'il était prévisible qu'un pouvoir de gauche aurait quelque conflit avec une partie de sa police, on ne peut pour autant réduire les récentes manifestations à une fatalité, la police étant considérée, par essence, comme factieuse, propice aux complots contre la République. Ces fausses évidences ne tiennent pas compte du nombre des participants à ces défilés ni de leur impact sur le monde des commissariats parisiens. Des adhérents de syndicats de gardiens ou d'inspecteurs d'ordinaire classés à gauche ont, en effet, participé aux manifestations.

Les caricatures ne permettent guère de s'interroger sur les racines d'un mal qu'ont su récupérer, manipuler et radicaliser des organisations extrémistes, distillant racisme et intolérance. Elles empêchent de poser une question subsidiaire autrement dérangeante : celle de la responsabilité politique, qu'il faut chercher au secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique. M. Joseph Franceschi se veut le « patron » de la police : or comment nier qu'il n'a pas su prévoir ce malaise et surtout prévenir ses effets, malgré les avertissements anciens et répétés ? Et comment nier aussi que les excès des policiers extrémistes, lorsqu'ils s'en prennent à une justice bouc émissaire, se nourrissent paradoxalement de l'absence de réforme profonde de l'institution policière ? En somme, les « factieux » ont eu la partie facile : avant qu'ils ne « récupèrent » avec quelque indécence le meurtre de deux policiers, il y eut, en face, laxisme et attentisme.

Les signaux de l'automne

Laxisme. Les manifestations de vendredi ont eu lieu selon un scénario attendu. N'y *avait-il pas eu*, déjà, une répétition générale à l'automne ? Les organisateurs du défilé de l'après-midi du 3 juin avaient à l'époque voulu manifester devant le ministère de l'intérieur. Les responsables du cortège de vendredi matin avaient, quant à eux, tenu un meeting où l'on entendit des *« Badinter au poteau ! », « A Moscou, à Moscou ! », « Mort aux rouges ! »* On avait *alors souligné l'absence de volonté de réforme alimentant une tension qui n'était pas qu'artificielle (le Monde* du 30 septembre 1982).

Or les mêmes causes produisant les mêmes effets, la situation semble bien s'être aggravée depuis. *L*'attitude du secrétaire d'État, la semaine passée, l'illustre : pas de mise en garde contre l'utilisation politicienne de la mort des deux gardiens, pas de consigne au préfet de police visant à interdire des manifestations éventuelles, comme ce fut le cas en septembre 1982, pas d'inquiétude notable le jeudi soir, alors que toutes les informations, notamment en provenance de syndicalistes proches du parti socialiste, annonçaient une chaude journée... M. Franceschi a préféré abonder dans le sens de l'émotion légitime des policiers, *insister sur sa compréhension, sans* prendre ses distances avec d'éventuels débordements. Les manifestants n'auraient-ils pu, en conséquence, se sentir excusés par avance ?

M. Franceschi n'y insiste-t-il pas encore vendredi soir, dans un communiqué où il n'a pas un mot de *condamnation des manifestations*, pas un signe de solidarité avec un autre membre du gouvernement, conspué, abominé, cloué au pilori par les manifestants, M. Badinter ? Et, au fond, le faible dispositif de maintien de l'ordre ne montre-t-il pas que l'on avait accepté d'avance que ces manifestations aillent jusqu'au ministère de la justice et qu'il fallut leur prolongation jusqu'aux rives de l'Élysée et l'intervention du premier ministre pour que l'autorité soit enfin réaffirmée ? Laxisme donc, parce qu'on a suivi la ligne de plus grande pente d'un monde policier prompt aux surenchères.

Espoirs déçus

Attentisme. Car les surenchères ont leurs raisons : le dépit, l'espoir déçu. Les policiers, surtout les gardiens de la paix, ces O.S. de la sécurité, vivent profondément la crise. Ils sont aux premières loges : notre société se décharge à bon compte sur eux, confrontés au démembrement du tissu social qui fait le lit de la délinquance, affrontant sans cesse un envers social qui leur semble sans fond. Ce travail *tous* azimuts, mal défini, pour lequel ils sont mal formés et souvent mal encadrés, ils l'assurent difficilement. Un besoin de reconnaissance indéniable les anime, illustré en 1982 *par* un taux de participation exceptionnel à une enquête sur leur métier : 71 000 réponses, sur 110 000 fonctionnaires, à un questionnaire officiel comprenant... 86 questions !

Avant *que certains ne désignent* des boucs émissaires existait donc une attente, qui était loin d'être défavorable à la gauche, tant le pouvoir précédent s'était aliéné les multiples corporatismes, vivaces dans la police. Chance à saisir. Et, dans une certaine mesure, ce fut fait : jamais il n'y eut tant de concertation et de réflexion sur les problèmes de police – rapport *Belorgey – et de sécurité* – rapport Bonnemaison. Mais des écrits aux actes... De toutes ces propositions tendant à combler ce vide entre la police et la société, seule la dimension quantitative – à l'exception de la formation des personnels – a vu le jour. Effectifs, indemnités, retraites : on a donné beaucoup mais sans rien obtenir en échange, sans en profiter pour amener les divers corps policiers qui rivalisent à s'accorder sur des mesures réformatrices.

Certes cet attentisme était en germe avant la création du secrétariat d'État, *en* août 1982. *Mais* M. Franceschi l'a accentué. Des « coups » pour vanter la police, mais pas de politique d'ensemble. Un directeur général peu favorable à la concertation, une préférence pour le secret plutôt que pour la transparence, *une rivalité d'ambition à l'encontre* de M. Defferre... Le secrétaire d'État a fait un double choix cohérent : lutter avant tout contre le terrorisme, la petite et la moyenne délinquance – ce *« terrorisme du quotidien »*, dit-il – et être d'abord *« l'ami des policiers »*.

Dans le premier cas, le risque est d'oublier que cette lutte passe par une transformation de la police, de ses structures et de ses pratiques, afin d'éviter ce mythe de Sisyphe qu'est sa course solitaire contre la délinquance. Quant au second objectif, il n'est pas certain que les policiers attendent qu'on les séduise, mais bien plutôt qu'on les commande, qu'on leur dise clairement où l'on va. Ni les séduire ni les mater, d'ailleurs : réformer, disent-ils, et, curieusement, à droite comme à *gauche*. C'est l'occasion ultime à saisir.

EDWY PLENEL.

● *M. Yves Lancien*, député R.P.R. de Paris, conseiller du quatorzième arrondissement de la capitale, a adressé sa démission du groupe « Rassemblement pour *Paris » de l'Hôtel de Ville, qui réunit* les 92 élus municipaux R.P.R., C.N.I.P. et apparentés. La démission de M. Lancien n'a pas encore été acceptée par M. Romani, président du groupe R.P.P. Le conseiller du quatorzième doit être reçu prochainement par M. Chirac, à qui il exposera les griefs qu'il nourrit à l'égard de certains conseillers de son arrondissement. M. Lancien demeure cependant membre du R.P.R. et inscrit au groupe R.P.R. de l'Assemblée nationale.

CINQ ANNÉES D'ENQUÊTES DU CREDOC

Les Français parlent des Français

On vit le nez sur les sondages d'opinion, qui se succèdent au rythme des averses. Et on oublie, parfois, de prendre de la hauteur pour observer l'évolution — sur une longue période — des mentalités et l'idée que les gens se font de la vie qu'ils mènent.

Le Centre de recherche pour l'étude et l'observation des conditions de vie (CREDOC) vient de prendre, à cet égard, une bonne initiative en publiant une récapitulation des opinions exprimées chaque année, depuis 1978, par les Français âgés de dix-huit ans et plus au sujet de leurs « *conditions de vie* » et de leurs « *aspirations* » (1).

Ce travail montre les constantes de la société française et les points de tension entre passéisme et modernité, entre optimisme et morosité.

Les Français ont vécu un changement politique qui paraît avoir très peu affecté l'idée qu'ils se font de la société. Assurément leurs réponses aux sondages du CREDOC ne traduisent pas l'existence dans ce pays d'un processus révolutionnaire qui aurait perturbé le train-train des *valeurs, des désirs et des difficultés.* Ils estiment dans une proportion stable (73,3 % en 1982 contre 76,4 % en 1978) que « *la société française a besoin de se transformer profondément* ». Mais ils ne sont pas pressés : ils sont toujours deux sur trois à penser qu'il suffit de « *réformes progressives* », les partisans de « *changements radicaux* » n'étant pas plus nombreux en 1982 (32,7 %) qu'en 1978 (31,5 %).

Ces réformistes sages comptent légèrement *plus que par le passé sur* la science pour changer la vie (55,9 % contre 52,7 %). Mais ils observent sans enthousiasme l'intrusion de l'informatique. Les change*ments* qu'elle apportera dans la vie quotidienne leur paraissent encore « *peu souhaitables mais inévitables* » dans la proportion de 47,4 %. Le nombre des adversaires acharnés de l'informatique a même augmenté de 1978 à 1982, passant de 20,1 % à 21,1 % ! Forte résistance à la modernité du côté de l'énergie nucléaire : les opposants sont toujours là, dans la proportion de 18,5 %, les autres paraissant plus résignés que fanatiques.

C'est au sujet de la vie familiale que l'enquête du CREDOC apporte le plus d'éléments sur une transformation en cours dans la société française. La famille devient embarrassante à gérer et parfois à supporter. *Elle n'est plus un idéal absolu qui* passe avant tout le reste. En 1978, 28 % seulement des Français reconnaissaient que leur vie de travail entrait parfois en conflit avec leur vie personnelle ou familiale. En 1982, ils sont 43,5 % à faire état de ces tensions. Il est difficile de savoir *si les difficultés matérielles ont pro*voqué une dégradation de l'image de la famille, ou si c'est la dégradation de l'image de la famille qui rend plus sensible à sa compétition avec la vie professionnelle.

Famille grignotée

Il reste que l'institution familiale vacille sur sa base. « *La famille est-elle le seul endroit où l'on se sente bien et détendu ?* » A cette question à la fois frileuse et idyllique nos sondés répondaient *oui* à 69,7 % en 1978 mais ils n'étaient plus que 60,8 % en 1982. Même chose pour le mariage, qui est une « *union indissoluble* » pour 24,5 % des Français seulement (au lieu de 29,1 % en 1978). Le nombre de ceux qui y voient une union qu'un « *simple accord* » entre les deux parties peut dissoudre progresse régulièrement.

Ce n'est pas une révolution que traduisent ces réponses sur la famille, mais une évolution lente, profonde et en outre cohérente avec d'autres évolutions de l'opinion sur *le travail des femmes. La proportion* de ceux qui pensent qu'elles doivent travailler « *dans tous les cas où elles le désirent* » — qu'elles aient ou non des enfants en bas âge — passe en quatre ans de 29,5 % à 37,5 %. *Il s'agit de leur donner le* moyen concret (le travail) de participer librement à un contrat désacralisé (le mariage) pour échapper, le cas échéant, à une institution qui n'est plus un refuge (la famille).

Soumis à une rude remise en cause des valeurs, à une grave crise économique (36 % disent que leur pouvoir d'achat a diminué depuis dix ans), les Français ont, quand même, un sujet de satisfaction : leur cadre de vie quotidien, l'« *environnement* » de leur logement. 78 % sont « *satisfaits* » ou « *très satisfaits* ». Si la famille faiblit, au moins la maison tient-elle le coup... On est bien chez soi.

Mais il y a la crise, qui fait aussi partie du cadre de vie. Les Français ne se font pas d'illusions. 23,8 % seulement pensent que leurs conditions de vie vont s'améliorer au cours des cinq *prochaines années,* soit un peu moins qu'en 1978. 28,8 % pensent le contraire. On remarque qu'il y a eu, dans l'enquête CREDOC de *1981,* réalisée à l'automne, à la fin de « l'état de grâce » d'alors, comme une bouffée d'optimisme avec une montée à 30,7 % de ceux qui pen*saient que les choses iraient mieux* pour eux et une chute à 28,8 % de ceux qui pensaient que cela irait en empirant. L'année suivante, les optimistes retombaient à 23,8 % et les pessimistes *remontaient à 37,8 %*, niveau correspondant à celui du septennat précédent. Là apparaissent sans doute les fameux « *déçus du socialisme* » qui ont vu, en quelques mois, leurs aspirations s'éroder et leur réalisme sans illusions retrouver son étiage de toujours.

Faute de croire au paradis, on s'adapte. La proportion de ceux qui disent s'imposer des restrictions est passée en quatre ans de 52,4 % à 64,1 %. Pas de surprise : les vacances et les loisirs sont touchés en priorité. Ce qui est plus surprenant, c'est la proportion de ceux qui affirment faire des restrictions dans le domaine des *dépenses* pour les enfants : elle est passée, entre 1978 et 1982, de 5 % à 21,6 %. L'idée fait donc son chemin que les enfants peuvent trinquer pour la crise des grands. Encore une éraflure à la sacro-sainte famille.

Ce tableau montre que les Français se font de la qualité de leur vie une idée sage, centriste, peu « rayonnante », à mi-chemin entre la déprime que l'actualité engendre et les espérances folles que les mar*chands de bonheur n'osent plus* insuffler. La vie est terne, les aspirations sont médiocres, on s'adapte aux difficultés, on supporte la crise. Mais, derrière ce réalisme, les valeurs du passé s'effritent lentement et celles de l'avenir n'apparaissent pas.

BRUNO FRAPPAT.

(1) *Les enquêtes du CREDOC sont* faites chaque année à l'automne sur un échantillon représentatif de deux mille personnes. (*CREDOC : 142, rue du* Chevaleret, 75013, Paris. Tél. 584-14-20).

L'ABBÉ WRESINSKI A LA SORBONNE

L'avocat du quart-monde

Il est lui-même issu du sous-prolétariat, de ces familles de *pauvres parmi les pauvres.* Il n'a pas cessé de vivre de corps et d'esprit près de ces démunis. C'est peut-être pour cela qu'il n'y a pas meilleur avocat du *quart-monde que l'abbé Joseph* Wresinski, soixante-six ans, fondateur et secrétaire général du Mouvement international A.T.D.-Quart-monde.

Le grand amphithéâtre de la Sorbonne était trop petit, le 1er juin, pour accueillir toutes les personnes qui voulaient écouter sa conférence sur *« l'échec à la misère ».* Parmi elles, *des étu*diants, des intellectuels, des militants bien sûr, mais également des représentants du sous-prolétariat. Une assistance conforme *à l'esprit du mouve*ment qui ne veut pas être seulement le porte-parole du quart-monde mais aussi aider à son rapprochement avec les autres couches de la *population.*

Le « cercle vicieux » de la misère

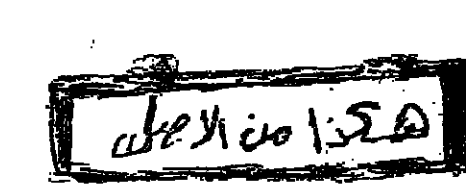
Donner la parole, écouter, échanger, tels sont pour l'abbé Wresinski les mots-clefs de la lutte contre la grande *pauvreté. C'est* ce message qu'il a délivré en invitant les universitaires à descendre de leurs chaires et les étudiants à sortir dans la rue. Son espoir est de voir ainsi naître de nouveaux *instru*ments de lutte contre la misère, les faibles structures existant actuellement étant totalement inadaptées. Certes, les œuvres charitables sont nécessaires pour la survie *mais il ne faut pas* confondre palliatif et remède.

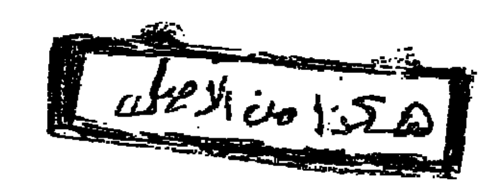
Quant aux aides sociales, on constate leur inadaptation à l'extrême pauvreté. Que *penser d'une administration* qui demande, avant d'octroyer ses aides, une somme grandissante de paperasserie à des gens qui, la plupart du temps, ne savent ni lire *ni* écrire ? Quand elle réclame à des hommes et à des femmes minés par la maladie et les privations, voués aux petits emplois souvent non déclarés, de fournir des certificats de *travail ou* des quittances de loyer, alors que leur préoccupation est plutôt de trouver à manger ?

L'abbé Wresinski invite à retracer *l'histoire* de ces démunis pour mettre au jour le « cercle vicieux » de la misère *« qui se reproduit par un ensemble de réactions en chaîne touchant tous les domaines de la vie personnelle et collective et s'étendant d'une génération à l'autre ».*

Retracer cette histoire permet de reconnaître une dignité aux miséreux et de repousser la notion de *« l'homme déchet »,* selon laquelle *« nés d'une humanité déchue,* [ces pauvres] *ne sont pas censés posséder un savoir utile ».* C'est *refuser* aussi, l'explication de la misère par les faiblesses caractérielles ou mentales des victimes.

CHRISTIANE CHOMBEAU.





Un grand livre d'espoir, jugé par ceux qui savent.

Pierre BÉRÉGOVOY,

ministre des Affaires Sociales et de la Solidarité Nationale.

"Dans "La Ressource humaine", Samuel Pisar invite la France à "inventer une démarche, un concept, une nouvelle force de l'esprit" à la mesure des défis de cette fin de siècle. La certitude de Pisar est la mienne : une nouvelle croissance est possible, grâce à la révolution scientifique, si nous savons faire appel à la principale de nos ressources : celle de l'intelligence de tous – et non de quelques-uns – éveillée, amplifiée, par le développement continu des connaissances".

Edgar FAURE,

de l'Académie Française, ancien Président du Conseil.

"Samuel Pisar peut répondre aux interrogations de l'angoisse par l'annonce d'une nouvelle Renaissance, la Ressource humaine."

Hélène AHRWEILER,

recteur de l'Académie de Paris.

"Cette "Ressource humaine", immense au bien et au mal, jardin des délices, jardin des supplices, est, devient notre seul, notre beau, notre inestimable souci."

Jean-Jacques SERVAN-SCHREIBER,

président du Centre Mondial.

"On cherche une stratégie de renaissance, la voici dans "La Ressource humaine". On voudrait la meilleure défense nationale, voici la seule. On rêve de posséder la science américaine, la capacité japonaise, le pétrole d'Arabie... Pisar en donne les moyens. On cherche enfin ce que va devenir notre jeunesse. Elle donnera vie à ce livre. C'est elle, on le sent, qui l'a dicté."

François PERROUX,

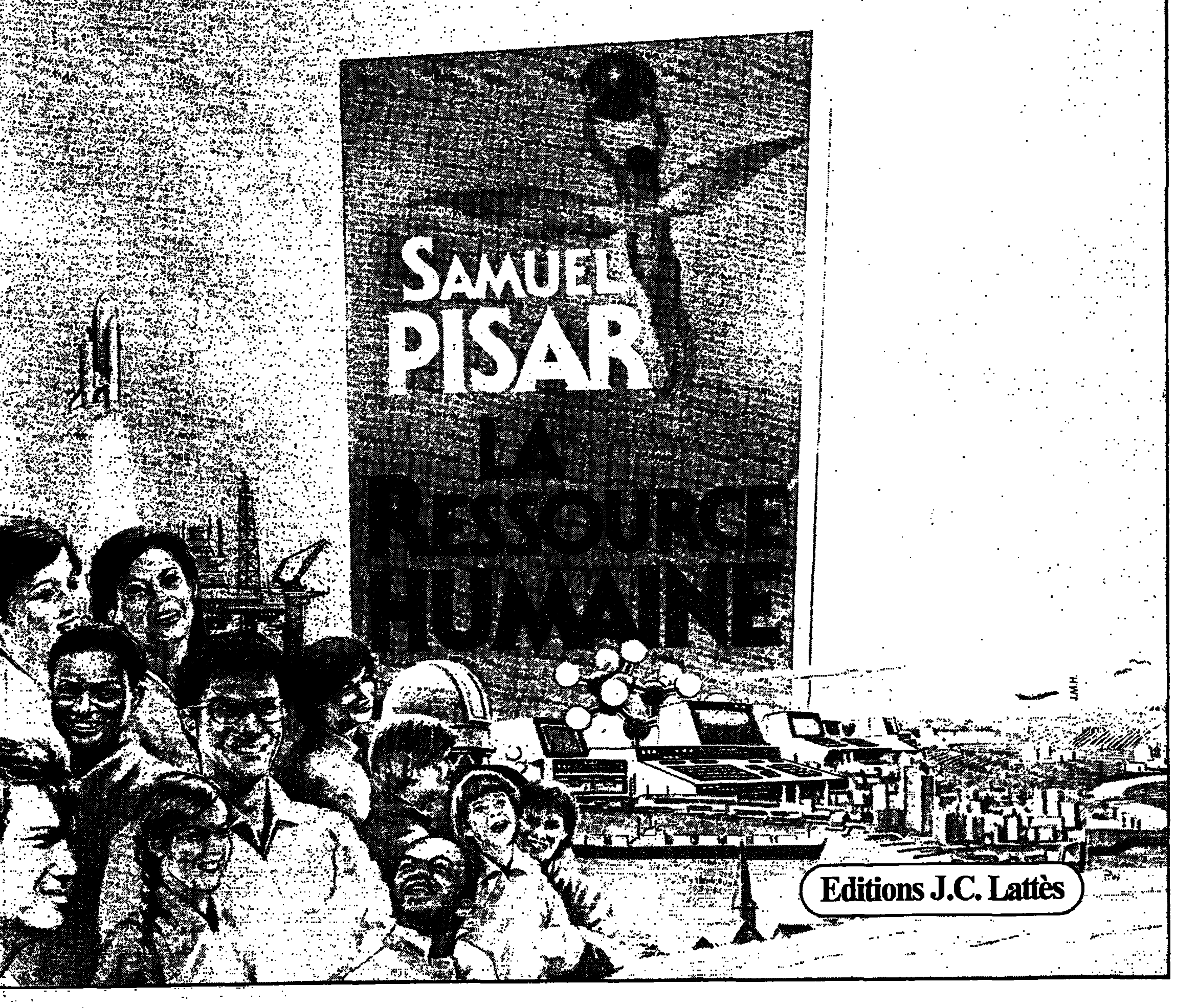
économiste, professeur au Collège de France.

"Voici un livre d'une originalité éblouissante où s'entrelacent les confidences d'une destinée tragique et glorieuse, l'étude fervente du monde contemporain et la profession d'une foi inébranlable dans l'inépuisable Ressource humaine. Le lecteur curieux découvrira à chaque page du livre l'adhésion à une doctrine où confluent la biologie, l'économie d'intention scientifique et les connaissances raisonnées relatives à la société."

Lionel STOLÉRU,

ancien ministre.

"Par "La Ressource humaine", Samuel Pisar apporte la vision planétaire de quelqu'un qui a vécu plusieurs vies."



Le Monde

sports

LES INTERNATIONAUX DE TENNIS DE ROLAND-GARROS

Tennis tropical pour les finales des Internationaux de Roland-Garros, samedi 4 et dimanche 5 juin. Tennis passion de Chris Evert-Lloyd, qui égale le record de cinq victoires de Margareth Smith-Court. Tennis typhon de Yannick Noah, qui balaye en trois sets Mats Wilander, le champion en titre. Tennis ovation des dix-huit mille spectateurs du Central et des téléspectateurs de quarante-trois pays.

Evidemment, mon cher Noah

Un ultime service gagnant ! Voilà. Noah vient d'accomplir *dimanche 5 juin*, à 17 h 28, son destin. Il a gagné les Internationaux de France de tennis. Instant d'*indicible bonheur* partagé par le joueur, les dix-huit mille spectateurs du Central et des millions de téléspectateurs conviés en direct dans quarante-trois pays à cette fête de la petite balle. Le héros du jour chavire de joie *dans les bras* de son père Zacharie, congratule son entraîneur Hagelauer, brandit le trophée remis par Marcel Bernard, sacrifie au rituel de l'interview... « *Hip, hip, hip, Noah !* »

Et le plus dur reste à faire, c'est-à-dire expliquer comment l'événement déborde du stade à la manière d'un flot de lave, comment le marathonien suédois n'a pas tenu la cadence du décathlonien français, comment le lièvre Noah a battu la tortue Wilander, comment, trente-sept ans après Marcel Bernard, un autre français est parvenu à inscrire son nom au palmarès.

Comment ? De la façon la plus naturelle qui soit sur un court, en étant plus régulier dans l'échange, plus agressif au filet, plus précis dans les « passing ». Le Suédois misait sur son endurance, Noah a fini *au sprint* avant d'avoir les jambes tétanisées par des crampes. Le Suédois tablait sur son rythme de métro*nome, Noah a imposé son meilleur* tennis pour ne pas se laisser engourdir sur la ligne de fond. Le Suédois *tentait des lobs, Noah a transformé* en missiles ces satellites. Le Suédois avait l'expérience de la finale gagnée *l'an passé, Noah a été porté* à la victoire par un public inconditionnellement voué à sa cause. Le tennis à sang chaud contre *le tennis à sang* froid. Le feu contre la glace. Cela donna une victoire sans bavure extirpée au *tie-break* (7-3) au troisième set (6-2 ; 7-5 ; 7-6). L'évidence même.

Toutefois, en y réfléchissant bien, était-ce tellement évident ? Quelle était la probabilité de voir un jour Yannick Noah, fils d'un joueur de football camerounais, disputer et gagner la finale de Roland-Garros ? Elle devait être ridiculement faible lorsqu'il vit le jour le 6 mai 1960 à *Sedan. Il a fallu, en effet*, la conjonction d'un nombre extraordinaire de facteurs favorables.

D'abord que son père, victime d'une double fracture à la jambe, interrompît sa carrière et rentre à Yaoundé, où il tailla dans une planche la première raquette du petit Yannick. Il fallut ensuite que le champion noir américain Arthur Ashe s'intéressât suffisamment au gamin à l'occasion d'une tournée de propagande en Afrique pour le signaler à l'attention de Paris. Il fallut encore que la Fédération française de tennis (F.F.T.) ait ouvert à Nice une section tennis-études, qui allait être la première pierre d'un édifice de détection et de formation des espoirs pour accueillir ce jeune garçon *de onze ans*. Restait alors à Noah à s'adapter au déracinement et à confirmer les espoirs placés en lui. *Bonne graine de champion, il se* hissa sans difficulté au rang des meilleurs de sa génération. En 1977, *il disputa la finale de l'Orange Bowl*, officieux championnat du monde juniors.

L'année suivante, il gagnait ses premiers tournois sur le circuit professionnel. Ensuite, il finissait l'année 1981 dans les vingt meilleurs mondiaux, et l'année 1982 dans les dix meilleurs.

Toutefois, à vingt-trois ans, Noah ne semblait pas encore avoir donné le meilleur de lui-même. Il n'était pas un petit robot de court programmé pour la victoire, comme il en était apparu dans le sillage de Borg. C'était un garçon dont la personnalité complexe prenait ses racines à la fois en Europe et en Afrique. Famille, amis, musique, étaient autant de pôles d'intérêt qui parasitaient son activité professionnelle. Cela laissait planer, chez les autres *comme* chez lui-même, un doute sur ses possibilités réelles.

Ce fut alors qu'intervint Patrice Hagelauer. Lié par une solide amitié à l'entraîneur national, Noah lui demanda de devenir son conseiller particulier fin 1980. Cette année-là, Noah fait scandale en accordant une interview où il abordait des sujets tabous comme le sexe et la drogue. Hagelauer lui permit de remonter la *pente sans devenir son gourou*, comme Tiriac l'avait fait avec Vilas, ou sa nounou, comme Bergelin pour Borg. *Ce fut sur cette base que se* produisirent en 1982 les deux déclics qui « *débridèrent* » définitivement le moteur Noah. *D'abord* la victoire sur Lendl dans un match de coupe Davis au couteau, victoire qui *ouvrit les portes de la finale à* l'équipe de France ; ensuite, la qualification pour le tournoi des Maîtres de New-York, arraché à Toulouse sans être dans une condition optimale. Bref, une vie de roman.

Ce concours de circonstances exceptionnel a permis l'accomplissement de cette lumineuse évidence : Noah pénétra dimanche sur le Central dans la peau d'un champion et en sortit avec le scalp du champion, après que les autres favoris, Vilas, Higueras, Lendl, Connors, eurent rendu les armes. Du haut de ses dix-huit ans, Wilander n'a pas encore acquis une dextérité suffisante au fi*let pour prendre* Noah à *son propre* jeu. Sa défaite était inscrite dans celle de Hambourg trois semaines auparavant. Et *la victoire de Noah* s'inscrivait dans l'irrésistible développement du tennis français.

Reconquérir la Coupe Davis

On la pressentait inéluctable depuis quelques années déjà. Il n'était pas pensable en effet que la Suède maintînt indéfiniment son hégémonie sur la brique pilée alors que le tennis national fournissait depuis *une quinzaine d'années les armes* de la reconquête dans ses sections sport-études. Avec 2,5 millions de pratiquants, *plus d'un million de li*cenciés, quelque cent mille joueurs classés, une équipe finaliste de la Coupe *Davis*, cela aurait bien été *le* diable si l'un ou l'autre de ses meilleurs éléments n'avaient pas fini par s'imposer.

Dans ce contexte, il n'est pas utopique de pronostiquer que cette victoire devait en annoncer d'autres. Les jeunes loups de la meute à Jean-Paul Loth, le directeur technique national de la F.F.T., devraient en avoir l'appétit aiguisé. Ils ont au moins donné la preuve qu'ils avaient les dents longues avec le titre junior de Pascale Paradis et la finale garçons disputée par Février. Des noms qui s'ajoutaient à la liste des Leconte, Forget, Courteau, Benhabilès, Herreman, Tanvier, Vanier... Un demi-siècle après les « Mousquetaires », la reconquête de la Coupe *Davis est bien un objectif concret.*

L'effet d'entraînement du succès de Noah devrait également se faire sentir sur *l'ensemble de l'économie* du tennis. L'écho considérable donné à cette finale fera que, dès aujourd'hui, un plus grand nombre d'enfants voudront s'engager sur ses traces. Cela signifie plus de raquettes et de balles vendues, plus d'équipements construits, plus de retentissement encore au prochain tournoi. Il était opportun, à cet égard, de permettre à la Fédération d'étendre son domaine au-delà de l'avenue Suzanne-Lenglen dès l'année prochaine. Un nouveau record d'affluence pourra être établi dans un cadre mieux adapté au déroulement de la compétition. Aspect non *négligeable des choses* ; la victoire de Noah acquise avec du matériel français (Le Coq sportif) devrait relancer la *consommation* d'équipements nationaux et tendre à rééquilibrer une balance commerciale assez largement *défavorable.*

En clair, l'avènement de Noah n'a pas seulement une dimension sportive. Il s'inscrit dans une dynamique socio-économique que le président de la République a lui-même souligné en envoyant immédiatement un télégramme de félicitations. Du coup, Noah va se trouver investi de nouvelles responsabilités. Jusqu'à dimanche, il était le « numéro un » français et il avait des problèmes de dimension hexagonale. Hier, il est devenu un sujet de curiosité internationale.

A ce titre, on peut dire qu'il a marqué un mauvais point pour les Britanniques *en annonçant qu'il* serait en vacances pendant le tournoi de Wimbledon. Il y a dans l'esprit anglais une sorte d'obligation morale faite au roi de la terre battue de venir mettre son prestige en jeu sur le gazon centenaire. Dans la logique du tennis-business actuel, un plus grand nombre de commanditaires devraient aussi investir sur le nom de Noah, lui créant de nouvelles obligations.

Le jeune champion saura-t-il résister à ces nouvelles « pressions » ? A cette question, Noah a donné un intéressant élément de réponse : « *J'avais dit que j'arrêterai le tennis après avoir gagné Roland-Garros. C'était une c... A l'époque, je ne pensais pas que je pouvais le faire. Mais, en réussissant, j'ai ressenti une émotion tellement intense, quelque chose de si fort, que j'ai envie de recommencer. Cela me motivera encore plus. Je sais que je peux le faire, et j'essaierai encore.* »

ALAIN GIRAUDO.

Les résultats

SIMPLE MESSIEURS
Finale

Noah (Fr. 6) b. Wilander (Suède 5), 6-2, 7-5, 7-6.

SIMPLE DAMES
Finale

C. Evert-Lloyd (E.-U. 2) b. Mima Jausovec (Youg. 44), 6-1, 6-2.

DOUBLE MESSIEURS
Finale

Jarryd-H. Simondsson (Suède) b. Stewart-Edmondson (E.-U., Austr.), 7-6, 6-4, 6-2.

DOUBLE DAMES
Finale

Fairbank-Reynolds (Afr. S.-E.-U.) b. Jordan-A. Smith (E.-U.), 5-7, 7-5, 6-2.

DOUBLE MIXTE
Finale

K. Jordan-Teltscher (E.-U.) b. L. Allen-Strode (E.-U.), 6-2, 6-3.

SIMPLE JUNIORS GARÇONS
Finale

Edberg (Suède) b. Février (Fr.), 2-6, 6-2, 6-1.

DOUBLE JUNIORS GARÇONS
Finale

Fratzmann-Youl Austr.) b. Chesnokov-Olkhovski (URSS), 6-2, 6-2.

SIMPLE JUNIORS FILLES
Finale

P. Paradis (Fr.) b. D. Spence (E.-U.), 7-6, 4-6, 6-1.

DOUBLE JUNIORS FILLES
Finale

Abderholm-Olsson (Suède) b. K. et M. Maleeva (Bulg.), 6-4, 6-1.

★ Entre parenthèses figure le classement A.T.P. des joueurs.

« Un sujet de fierté » pour le Cameroun

De notre envoyé spécial

Yaoundé. — Le Cameroun n'aura *sans doute pas failli à sa réputation* de premier consommateur africain de champagne quand, dimanche après-midi, sans même attendre la fin du troisième set de la finale de Roland-Garros, quelques dizaines de bouchons supplémentaires se sont mis à sauter. Yannick Noah, fils de Zacharie, aura eu l'insigne honneur d'être « *un sujet de fierté* » pour le président Biya et de recevoir les « *chaleureuses félicitations* » de l'ancien président Ahidjo. Le soir même, les bulletins d'information radiodiffusés se sont étendus sur son « *exploit* » et sur la joie populaire de voir un fils du pays remporter une grande compétition sportive.

On a sablé le champagne au Yaoundé Country Club, propriété de Zacharie, trois courts de tennis et une piscine perdus dans la verdure et les bougainvillées, un très beau petit coin fréquenté par des expatriés — beaucoup de diplomates — et remis en état lors du dernier passage de Yannick en décembre 1982. La grand-mère paternelle, âgée de quatre-vingt-trois ans, était de la partie. Mais un petit tournoi local n'en a pas moins suivi son cours et *les enfants ont continué de plonger* dans la piscine.

Le tennis au Cameroun reste l'af*faire de privilégiés*. Yaoundé, la capitale, ne compte que treize courts, et la cotisation au Yaounde Country Club s'élève, par *exemple*, à quatre mille francs l'année pour un couple, ce qui n'est sûrement pas à la portée de toutes les bourses. *La Fédération* nationale rassemblerait quelque cinq mille licenciés, mais ce chiffre est probablement gonflé.

L'engouement pour le tennis est également victime d'un très sévère handicap : l'absence jusqu'ici de télévision, principal véhicule de la vulgarisation d'un sport qui a, plus encore que les autres, besoin d'être vu. A l'écoute de leur poste de radio, seuls les plus fervents ont pu se faire une idée de l'enthousiasme suscité sur les gradins de Roland-Garros par la victoire de Noah. La grande majorité des Camerounais ne se passionnent toujours que pour un sport : le football.

« *Si Yannick avait perdu, il aurait été Camerounais* », disent ici en plaisantant ceux qui suivent sa remarquable progression. Comme on promet pour bientôt la télévision, les Camerounais pourront mieux se faire une idée de l'immense talent du gentil champion.

J.-C. POMONTI.

Chris pour le meilleur et pour le pire

Un contrôle absolu de la partie, une domination unilatérale dans tous *les compartiments du* jeu. Ce simple commentaire suffit à décrire la finale dames gagnée samedi en deux sets sans appel (6-1 ; 6-2) par Chris Evert-Lloyd, aux dépens de la Yougoslave Mima Jausovec. Cette cinquième victoire, l'Américaine l'aura remportée à vingt-huit ans sur un lot très relevé qui comprenait les premières raquettes féminines de l'heure : Martina Navratilova, Andrea Jaeger, Hanna Mandlikova, Tracy Austin, Evonne Goolagong, toutes championnes titrées.

Le plus étonnant dans le triomphe de Chris, *c'est l'amour* du tennis qu'expriment toutes ses actions sur le court, ce tem*pérament inaltéré qui allume ses* traits, sa détermination de poursuivre sa carrière et sa longanimité à *en supporter les épreuves.* Par comparaison, Borg, coincé dans sa cabine vitrée de la télévision *américaine*, portant cravate et les cheveux sur le front, sans ce bandeau génial qui en faisait *la terreur des courts*, paraissait devenu un obscur commis d'agent de change, aux ordres de Donald Dell et de McCormack, des patrons américains.

Ayant abandonné la queue de cheval et les petits rubans de couleur pastel qui seyaient à son charme faussement innocent de tendron, Chris Evert-Lloyd s'est assouplie et affinée. Ce qui donne aujourd'hui à sa silhouette une féminité redoutable. Mariée depuis quatre ans à l'ancien Daviscupman britannique John Lloyd, qui lui sert d'entraîneur et l'accompagne dans les moindres tournois du circuit *féminin*, apparemment elle est heureuse de cette vie itinérante et n'envisage *pour l'instant aucune maternité.*

Comblée par une réussite sportive dont la précocité rap*pelle celle de « Little Mo »* — Maureen Connolly — superstar à seize ans — riche d'une conforta*ble fortune en dollars, possédant* une maison de rêve sur une plage de sable blanc à Amelia Island, *au nord de la Floride, toujours* accueillie avec chaleur dans le grand bungalow de ses parents à *Fort Lauderdale, elle va rallier* demain avec son *mari* la maison où le ménage réside dans la verdure *de Wimbledon, juste à côté des* courts de l'All England Club.

Les Evert, à Fort Lauderdale, ne vivent que pour le tennis. Le père, Jimmy Evert, soixante ans, dirige le complexe *sportif des* vingt courts *municipaux de Holi*day Park. Le frère aîné, Drew, trente ans, gère l'ensemble *tennis-résidences à Amelia* Island. La sœur, Jane, vingt-six ans, l'autre frère John, vingt-trois *ans, enfin la cadette Clare*, seize ans, ne vivent qu'avec une raquette à la main. Quand Chris est de *passage et vient s'entraî*ner avec son père — qui demeure son unique « coach » à domicile — les gamins de la ville s'entraînent autour des terrains pour contempler le fameux revers à deux mains qui fait des ravages à travers les continents.

*Quand on considère l'exis*tence à plein temps des professionnelles du tennis, on se doute *qu'il reste peu d'instants pour les* étourdissements passionnels. Chris Evert sortait à peine de l'adolescence quand sa mère, l'ayant accompagnée pour son premier tournoi de Wimbledon, l'autorisa à un dîner rapide en compagnie de Jimmy Connors, qui passa aussitôt pour son fiancé. Après quoi, sans que ses succès lui aient tourné la tête, elle ne s'était permis que de rares flirts, son éducation catholique autant que sa discipline sportive la prévenant contre tout égarement.

Couple

Le couple qu'elle forme avec John Lloyd est ouvertement ce que les Anglo-Saxons appellent « *un succès* ». Lorsque Chris connut John, celui-ci était le numéro un britannique, occupant la seizième place du classement A.T.P. Très joli garçon, il était poursuivi alors par les cover-girls de Londres, qui se battaient — nou l'avons vu de *nos* yeux — pour être à ses côtés dans les tribunes de Wimbledon. Ces manœuvres photogéniques n'échappaient pas à l'amazone du Centre Court, qui en biglait de jalousie *entre deux revers gagnants*. Car, dans les rares moments de détente qu'elle s'octroyait sous les *tentes à thé, la championne* s'était amourachée du premier joueur de Grande-Bretagne. Et ce *que championne veut quand on* s'appelle Chris Evert ne saurait connaître la défaite ni le moindre délai. *En un tournemain, les* épousailles avaient eu lieu en territoire américain et le couple, en *manière de lune de miel, s'enfer*mait de longs mois derrière les grillages des courts de tennis.

A partir de ce moment, John Lloyd ne fut plus occupé que de la fortune de sa femme, et sa *propre carrière fit une dégringo*lade spectaculaire. En trois ans, il se retrouva à la 300e place du *classement mondial*, enregistrant défaite sur défaite. Jusqu'à ces Internationaux de Roland-Garros *où il fut incapable de passer le* premier tour, battu par l'obscur Américain Eric Fromm, non sans *avoir pris un excellent départ.* Car Loyd n'a nullement perdu ce fameux « toucher de balle » dont *on nous rebat les oreilles, et l'on* imagine facilement quel merveilleux partenaire d'entraînement il peut être *à plein temps pour sa* femme.

Quand elle assiste, *sur des gradins confidentiels au désastre* tennistique de son mari, Chris Evert garde bravement le sourire. Un sourire de connivence conjugale, plein de tendresse, comme celui que nous lui vîmes adresser samedi à sa sortie du Central.

Mais cette minute-là, rayonnante de bonheur, sans arrière-pensée elle la savourait en gagneuse.

OLIVIER MERLIN.

Marcel Bernard, il y a trente-sept ans...

Il y a exactement trente-sept ans qu'un Français n'avait pas gagné les *Internationaux* de France. Le 28 juillet 1946, Marcel Bernard avait remporté la finale aux dépens de Jaros*lav Drobny d'une façon* extraordinaire.

C'était le premier grand tournoi sur terre battue d'après la guerre et le tennis français avait le vent en *poupe* : Yvon Pétra, causant une énorme surprise, venait de gagner les *Championships* de Wimbledon, et *ses jeunes camarades de l'équipe de* France Bernard Destremau et Pierre Pellizza étaient loin d'être des valeurs *internationales négligeables. Quant à* Marcel Bernard, il incarnait à trente-deux ans, le partenaire de double idéal. *Il n'avait pas voulu disputer* Wimbledon et ne s'était engagé dans les simples de Roland-Garros qu'afin de s'entraîner : son seul objectif était l'épreuve du double hommes, qu'il devait d'ailleurs enlever associé à Yvon Pétra.

On disait avant la guerre, en une *ellipse hardie, que Marcel Bernard* était la plus belle volée de France. Avec un doigté d'artiste, un jeu de gaucher entièrement *déroutant, il* possédait d'instinct la place idéale où ses balles trouvaient des angles ou des contrepieds qui terminaient les points. Que retenait-on à son crédit comme joueur de simple ? Un set fulgurant pris sur le central au von Cramm de la grande époque en 1936 et un titre de champion de France sur courts couverts en 1937.

La canicule de la fin juillet 1946 *égalait celle qui accablait les tribunes* pour la finale d'hier. Toute la première semaine de ces Internationaux, *Marcel Bernard progressa avec une* réussite qui le surprit agréablement. Lorsqu'au cours de la deuxième se*maine il se vit éliminer tour à tour* Pancho Segura, Budge Patty et Yvon Pétra lui-même pour se retrouver en *finale contre Drobny il commença* alors vraiment à croire à sa chance. Ce fut la finale à retournement la plus *curieuse à laquelle j'ai assisté.*

Le Tchèque Jaroslav Drobny venait d'être à vingt-cinq ans la révélation de Wimbledon, où il avait rallié la demi-finale après avoir éliminé Jack Kramer en personne. Mais sa défaite sans appel des mains de l'Australien Geoff Brown était inexplicable. Dans sa tête murée d'intellectuel à lunettes et sous son aspect massif, Drobny cachait, commme souvent les gauchers, une nervosité secrète qui autorisait quelques espoirs dans le cœur des Français.

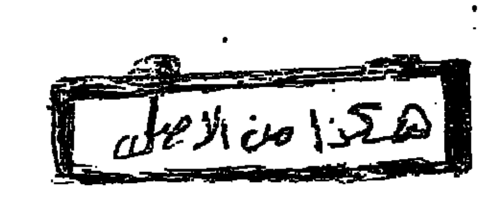
Ces espoirs ne tardèrent pas à être déçus dès les premiers jeux. Durant plus d'une heure d'horloge, en effet, *Marcel Bernard fut littérale*ment exécuté par le Tchécoslovaque, qui, distribuant le jeu à sa guise, n'eut aucun mal à mener par 6-3 et 6-4. Pourtant, Marcel Bernard ne paraissait nullement abattu. En parfaite condition physique, il affichait dans l'adversité cette élégance qui en faisait un modèle de sportivité sur le court. *Pourquoi Drobny se relâcha*-t-il au troisième set ? Comment Marcel Bernard, qui ne jouait guère mieux qu'au début, mit-il la marque de 6-1 à son actif ? Mystère.

Pendant le repos, néanmoins, pas une seconde on n'entrevoyait la victoire de notre représentant. *C'est à ce moment que la partie prit une op*tique nouvelle. Drobny devint très mauvais, et devant ses *incroyables* erreurs *Marcel Bernard* saisit brusquement sa chance. Tandis que Drobny, le masque hermétique, restaitcantonné au fond du court, tandis que ses balles perdaient toute longueur et tout mordant, Marcel faisait pleuvoir une série de volées gagnantes qu'il avait l'air de placer avec la main et qui fusaient dans toutes les directions. Il avait retrouvé la veine brillante de ses victoires précédentes et à présent, inspiré comme jamais, il semblait incapable de commettre *la* moindre faute. Drobny dès lors s'enfonça. Etrange passivité pour un homme qui une heure plus tôt distillait des amorties au millimètre et ne ratait pas un smash. Son formidable service, qu'il canonnait avec bonheur, ne passait même plus ; pis il faisait des doubles fautes !

Très vite, un résultat inverse de *celui que l'on craignait ne fit plus de* doute. Le match se solda finalement sur le score de 3-6, 2-6, 6-1, 6-4 et 6-3. *Jaroslav Drobny sortait sans* qu'un muscle de son visage ne tressaille, de ce central où il *reviendrait deux années de suite en vainqueur* (1951, 1952), et Marcel Bernard récoltait la plus belle ovation de sa car*rière.*

La leçon de ce match historique m'était donnée le soir même, quand *la nuit orageuse tombait sur le stade,* par le champion yougoslave Mitic, crocodile au moral inaltérable : « *Ne pas chercher à comprendre... tennis voilà tout* ».

O. M.



BASKET-BALL

L'ITALIE CHAMPIONNE D'EUROPE

« Super-Dino »

De notre envoyé spécial

Nantes. – Victorieuse 105-94 de l'Espagne, l'Italie est devenue le 4 juin, à Nantes, championne d'Europe de basket-ball. L'U.R.S.S. a pris la troisième place en battant les Pays-Bas 105 à 70 et la France s'est classée à la cinquième place en s'imposant devant Israël 92 à 88. Avec l'U.R.S.S. qui dominait le basket-ball européen depuis trente ans, la Yougoslavie est la grande perdante de ce championnat.

Un jeu de fillettes. *Il* était de bon ton autrefois de railler le basket-ball. Le contact y était proscrit ; seule la rapidité et l'adresse avaient cours. Les Soviétiques, dans les années 60, ont eu l'idée de lancer dans le grand bain international un géant de 2,17 mètres du nom de Krouminch ; les Français trouvèrent aussi une perle rare de 2,18 mètres du nom de Jean-Claude Lefebvre. Une solution pour résoudre les difficultés posées par la hauteur – 2,50 mètres *au-dessus du sol – du panier où* la balle doit être déposée.

A l'Est et à l'Ouest, on s'aperçut *néanmoins que sélectionner des non-*sportifs sur le critère de leur taille posait problème. Les choses, en vingt ans, ont bien changé. Le basket-ball a formé ses géants et est devenu un sport athlétique.

A trente-trois ans, l'Italien Dino Meneghin est de la race des géants qui se sont forgés une carrière de superstar. Gueule de boxeur au nez cassé, mains énormes capables d'assommer un bœuf. Du haut de ses 2,04 mètres, il est considéré comme le *meilleur* pivot d'Europe. *Intraitable* en défense où sa taille lui permet de récupérer la balle au rebond, il excelle *dans le rôle de meneur de* jeu. Curieusement, car Dino, apparemment, n'est pas de la race des intellectuels comme l'Espagnol Juan-Antonio Corbalan.

« Super-Dino », comme on le surnomme de l'autre côté des Alpes, est un personnage qui fait partie des mutilés du sport. Ce ne sont pourtant pas les fractures des deux bras, des deux mains et du nez qui ont eu jusqu'ici raison de son exceptionnelle constitution. L'Italien a bien cru pourtant mettre un terme à sa carrière de basketteur quand il a été blessé sérieusement aux ménisques. Ce ne fut finalement pour lui qu'un accident comme les autres. Trois mois plus tard, il retrouvait sa place dans l'équipe de Milan pour obtenir son huitième titre national.

L'homme, néanmoins, n'est pas une « bête féroce » comme on l'a écrit parfois. C'est à coup sûr, en revanche, un battant qui fait merveille en équipe d'Italie. Il n'a certes pas non plus l'élégance du meneur de jeu espagnol, mais il a en tout cas l'efficacité des machines à broyer.

Un géant espagnol de 2,14 mètres, Fernando Romay, s'y est même cassé les dents au cours de la finale. Les comptes entre les deux hommes se sont réglés à coups de muscles et de corps à corps dignes des meilleures mêlées de rugby.

Les Italiens sont friands de ces combats qui tiennent autant du basket que de la commedia dell'arte. Dino n'a pas en effet son pareil pour fusiller du regard l'arbitre qui vient de le prendre la main dans le sac. Le spectacle est alors partout. Dino se jure de punir *le* coupable : ce maudit Espagnol l'a proprement envoyé à terre, le maître peut difficilement accepter pareille situation.

Cet homme, pourtant, a conscience de sa trop grande force. Quand *s'est déclaré* l'autre jour à Limoges le pugilat (*le Monde* du 2 juin) entre Yougoslaves et Italiens, Dino Meneghin se montra certes menaçant à l'égard du Yougoslave Kicanovic, mais il ne fit cependant pas de gestes déplacés. Il peut même être franchement désolé des incidents qui se sont déroulés dans le feu de l'action.

Un comportement qui s'explique par la passion que déclenche le sport en Italie. Dino superstar a quitté Varèse, son club, après avoir gagné en douze années de bons et loyaux services sept titres nationaux, cinq coupes d'Europe, une coupe des coupes et trois coupes intercontinentales. Il a choisi Milan, qui l'a accueilli avec un chèque d'une valeur de 2 millions de francs. Encore n'est-ce rien comparé au transfert de *Zampolini, qui a signé au début de* l'année, à Pesaro, pour 7 500 000 F. Des sommes énormes qui n'empêchent pas les Italiens de payer grassement leurs vedettes. Le salaire de l'Américain John Gianelli, qui joue dans l'équipe de Ford Cantu, se monte à 120 000 dollars par an, celui de l'Américain Edward Murphy, à Limoges, s'élèverait à 70 000 dollars.

GILLES MARTINEAU.

Les résultats

Athlétisme

RECORDS DU MONDE

La Roumaine Anisoara Cusmir, âgée de vingt et un ans, a amélioré, le 4 juin à Bucarest, son record du monde du saut en longueur de 0,22 m en réalisant un bond de 7,43 m.

L'Allemand de l'Ouest Juergen Mingsen (2 m et 97 kg) a repris, le 5 juin à Filerstadt, le record du monde du decathlon, que lui avait ravi le Britannique Daley Thompson en 1982 avec 8 744 pts; en totalisant 8 777 pts grâce notamment à un « chrono » de 10 sec. 92 sur 100 mètres et un saut de 2,15 m. en hauteur.

Automobilisme

GRAND PRIX F1 DE DETROIT

Le Grand Prix de formule 1 de Detroit, offrait aux moteurs atmosphériques l'une de leurs dernières chances de s'imposer cette saison. L'Italien Michele Alboreto et sa Tyrrell à moteur conventionnel ont su la saisir pour gagner devant le Finlandais Keke Rosberg (Williams) et l'Irlandais John Watson (McLaren). Deux « turbo » avaient pourtant mené la course, René Arnoux (Ferrari) jusqu'au trente et unième tour, puis Nelson Piquet (Brabham) avant de rétrograder à la quatrième place par suite de la dégradation de ses pneumatiques.

Cyclisme

TOUR D'ITALIE

Giuseppe Saronni, qui avait fait de la figuration au Tour d'Espagne, a repris l'initiative en gagnant le tour d'Italie pour la seconde fois, sa première victoire datant de 1979. Toutefois, il est resté jusqu'au bout sous la menace de Visentini, classé deuxième à 1 min 07 sec seulement après avoir dominé le porteur du maillot rose dimanche 5 juin, au cours de la dernière étape contre la montre Gorizia-Udine. – J. A.

Judo

CHAMPIONNAT DE FRANCE PAR ÉQUIPES

Le J.C. Villiers-le-Bel des frères Vachon s'est imposé pour la quatrième année consécutive en finale du championnat de France par équipes de club, en battant, le 4 juin à Paris, le R.C.F. par 4 à 3.

Rugby

CHALLENGE YVES-DU-MANOIR

Eliminé en championnat par le R.R.C. Nice, le S.U. Agenais a pris, le 4 juin, sa revanche sur le rugby azuréen en battant le R.C. Toulonnais en finale du challenge Yves-Du-Manoir par 29 à 7 (5 essais contre 1) devant dix mille spectateurs.

Voile

TRANSAT EN DOUBLE

Eugène Riguidel, qui envisage de renoncer à la compétition dans deux ans pour devenir chercheur de trésors sous-marins, a obtenu, samedi 4 juin, à 12 h 18 min. (heure de Paris), son premier coffret de louis d'or pour avoir viré en tête à la bouée des Bermudes, située à mi-parcours de la Transat en double organisée par le Point *et Europe 1. Partis de Lorient le 22 mai, Riguidel et son équipier Jean-François Le Menec ont mis 12 jours 23 heures 16 minutes avec leur trimaran géant* William-Saurin *pour parcourir les 2 900 milles (5 400 kilomètres), soit 5 jours 17 heures 11 minutes de moins qu'Eric Tabarly et Marc Pajot sur le* Paul-Ricard *en 1979. Neuf concurrents avaient déjà viré aux Bermudes, lundi 6 juin, en début de matinée, dans l'ordre suivant :* 1. Riguidel-Le Menec (*William-Saurin*), 12 jours 23 heures 16 minutes ; 2. Morvan-Le Cam (*Jet-Services*), à 2 heures 46 min. ; 3. Gilard-Mabire (*Brittany-Ferries*), à 2 heures 51 min. ; 4. Fountaine-Follenfant (*Charente-Maritime*), à 3 heures 19 min. ; 5. Fehlman-Terlain (*Meccarillos*), à 7 heures 22 min. ; 6. F. Arthaud-Maurel (*Biotherm-II*), à 10 heures 36 min. ; 7. Birch-Peyron (*Transat-Tag-Quebec*), à 14 heures 42 min. ; 8. Poupon (*Fleury-Michon*), à 16 heures 36 min. ; 9. Gabbey-Devictor (*Charles-Heidsieck-V*), à 23 heures.

CARNET

Décès

– Le directeur, le personnel et les élèves de l'Ecole normale supérieure de Saint-Cloud,
Le président de l'amicale des anciens élèves,
Et ses très nombreux amis,
ont la grande tristesse de faire part du décès de

Henri CANAC,
ancien élève de l'E.N.S. de Saint-Cloud
(promotion 1921),
secrétaire général de l'E.N.S.
de 1937 à 1961,
directeur adjoint de 1961 à 1970,
décédé le 25 mai 1983 à Meudon-la-Forêt.

– M. et Mme Bertrand de Tourtier et leur fils Alexandre,
ont la douleur de faire part du décès de
M. Robert CLAUZEAU,
leur père et grand-père.
Les obsèques ont eu lieu le 6 juin en l'église de Bessy-sur-Cure.

– Dieu a rappelé à Lui

M. Aimé DUBOST,
directeur général des Houillères
du bassin du Nord et du Pas-de-Calais,
ancien élève de l'Ecole polytechnique,
ingénieur de l'Ecole supérieure
d'électricité,

décédé subitement à Paris le vendredi 3 juin 1983 dans sa soixantième année.

La messe de funérailles sera célébrée le mardi 7 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Sarre à Lambres-lez-Douai, et sera suivie de l'inhumation au cimetière *dudit lieu.*

Réunion en l'église Saint-Sarre, à 14 h 30.

La famille recevra les condoléances à l'issue de la cérémonie religieuse.
De la part de
M. et Mme Philippe Régnier,
Céline, David, Lætitia,
Le docteur et Mme Pierre Dubost,
Alexandre, Anne,
Le docteur et Mme Luc Cambier,
Aline, Marion, Jimmy, Nicolas,
M. et Mme Louis Dubost,
Sabine, Delphine,
M. Jacques Dubost,
M. et Mme Luc Toulotte,
Claire, Laure,
ses enfants et petits-enfants,
M. Louis Teyssier, son beau-frère
Mme Georges Ferry, sa sœur,
Mme Jean Dubost, sa belle-sœur,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles parentes et alliées,
La direction et le personnel des Houillères *du bassin du* Nord et du Pas-de-Calais,
Résidence Pasteur,
Boulevard Pasteur, 59500 Douai.
Les Fougères, Champlau,
74190 Le Fayet.
38, boulevard Saly,
59300 Valenciennes.
2, rue André-Malraux,
59139 Wattignies.
3, avenue de Bordeaux, 33740 Aref.
Résidence Magdeléna,
59110 La Madeleine.
Ladern-sur-Lauquet,
11250 Saint-Hilaire.

– Le président et les membres du conseil d'administration des Houillères *du bassin du Nord et du Pas-de-Calais,*
La direction et le personnel des Houillères du bassin du Nord et du Pas-de-Calais
ont la douleur de faire part du décès de

M. Aimé DUBOST,
directeur général des Houillères
du bassin du Nord et du Pas-de-Calais,
ancien élève de l'Ecole Polytechnique,
ingénieur
de l'Ecole supérieure d'électricité,

décédé subitement à Paris le vendredi *3 juin 1983 dans sa soixantième année.*
La messe de funérailles sera célébrée le 7 juin, à 15 heures, en l'église Saint-Sarre à Lambres-lez-Douai, et sera suivie de l'inhumation au cimetière dudit lieu.
Réunion en l'église Saint-Sarre, à *14 h 30.*

– M. et Mme A. Fresco,
Vincent Fresco,
Ainsi que toute la famille,
ont l'immense douleur de faire part du décès de leur fils et frère,

Michel,

survenu le 3 juin 1983.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Pantin, entrée principale, le mercredi 8 juin 1983, à 14 h 30.
6, rue Edouard-Pouard,
10000 Troyes.
16, rue d'Armaillé,
75017 Paris.
Ni fleurs ni couronnes.

– Mme Farid Gabali,
Emmanuelle et Gil-Renaud Gabali,
Le docteur et Mme Francis Gabali,
M. et Mme Edmond Gabali,
Mme Marguerite Gabali,
Ses beaux-frères, belles-sœurs, neveux et nièces,
ont la très grande peine de faire part du décès de

M. Farid GABALI,
chargé de mission,
inspecteur de banques
(Crédit lyonnais et B.D.A.F.).

L'incinération aura lieu au crématorium du cimetière du Père-Lachaise le jeudi 9 juin 1983, à 14 h 30.
On se réunira au crématorium à 14 h 30 où une bénédiction sera donnée.
L'inhumation se fera le même jour au cimetière de Bagneux-Parisien.
41-49, rue de Passy,
75016 Paris.

– Mme Bernard Madre,
M. et Mme Benoît Madre
et leurs enfants,
M. Denis Madre et son fils,
M. et Mme Michel Gagneraud
et leurs enfants,
Mlle Germaine Meunier,
Mme André Madre et ses enfants,
Mlle Bernadette Perrier,
Ses nombreux amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Bernard MADRE,
docteur en droit,

survenu le 3 juin 1983, à Paris.
La cérémonie religieuse aura lieu le mercredi 8 juin, à 12 heures précises, en la basilique de Saint-Benoît-sur-Loire (Loiret).
Ni fleurs ni couronnes.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Mme Jean Peyron-Aublet,
Le docteur et Mme Jacques Peyron,
Le docteur et Mme Rémi Peyron
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-François Pilliard
et leurs enfants,
M. Laurent Peyron,
font part du décès de
M. Jean PEYRON,
ingénieur des arts et manufactures,
officier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1914-1918
et 1939-1940,
président d'honneur
du Syndicat des tubes électroniques
et des semi-conducteurs,
ancien directeur
de la Compagnie des lampes.
Que Dieu a rappelé à Lui, le 30 mai 1983, dans sa quatre-vingt-huitième année.
Les obsèques ont eu lieu dans la stricte intimité.
« Je vous donne Ma paix. »
Jean, chap. 14, verset 27.

Remerciements

– Les familles Balensi, Cherqui, Vuong,
Enfants et petits-enfants,
très touchés des nombreuses marques de sympathie qui leur ont été témoignées lors des obsèques de

M. Serge BALENSI,

prient toutes les personnes, amis et connaissances, qui se sont associées à leur douleur, de trouver ici l'expression *de leurs sincères remerciements.*

Anniversaires

– Pour le premier anniversaire du décès du

docteur Paul Beuve-Méry,
professeur
à la faculté de médecine de Caen,

une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.
Une messe sera célébrée à la chapelle Saint-Ignace, 33, rue de Sèvres, *Paris-6e, le vendredi 10 juin, à 18 h 30.*

– Ceux qui l'aiment se souviennent que
Réla KRIVINE,
née Weisbrod,
les quitta le 7 juin 1980.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ÉTAT

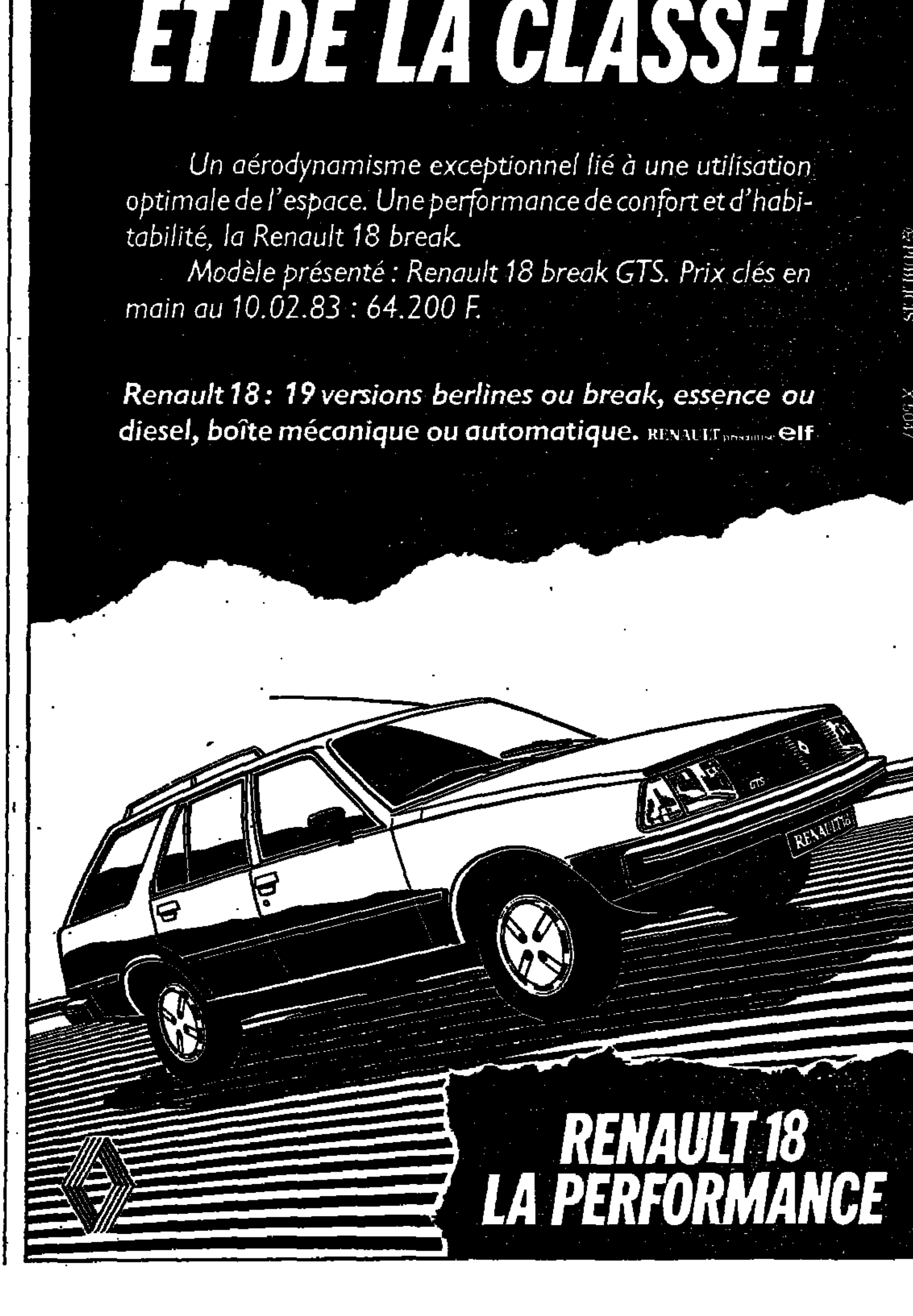
– Université Paris-I (Panthéon-Sorbonne), mardi 7 juin, à 14 heures, amphithéâtre Bachelard (Sorbonne), M. Bertrand Lechevalier : « Philosophie de l'enfance et psychologie de l'enfant ; les conceptions françaises de Fourier à Wallon ».

– Université Paris-IV (Sorbonne), jeudi 9 juin, à 14 heures, salle des actes, M. *Michel Gras* : « Trafics tyrrhéniens archaïques ».

Entraide

– La vente annuelle de l'Œuvre de secours aux enfants (O.S.E.) a lieu, à l'occasion du cinquantenaire de l'association, dans les salons de la mairie du 16e arrondissement à Paris, le mardi 21 juin, de 11 heures à 19 heures. Le bénéfice est destiné aux colonies de vacances. L'O.S.E. exerce une double activité : auprès des enfants en difficulté et de leur *famille*, et médico-sociale. O.S.E., 9, passage de la Boule-Blanche, 75012 Paris.

– *L'abbé Pierre recevra, lundi* 20 juin, à 17 h 30, au palais du Luxembourg, le prix d'honneur de l'association Courage quotidien. Ce prix, d'un montant de 50 000 F, récompense les personnes qui ont fait face à d'importantes épreuves et sont devenues ensuite utiles aux autres. Courage quotidien, *B.P.* 200 75226 Paris Cedex 05. Tél. : 354-45-89.



Le Monde

culture

THÉATRE

LES PARAVENTS, à Nanterre

Carnaval insolent

Saïd vit avec sa mère et sa femme. Il rêve de partir pour la France. Il est si pauvre qu'il n'a pu acheter que la fille la plus laide du village. Si laide qu'elle porte une cagoule. L'histoire se passe en Algérie dans les années 50. Il y a un pays mythique et la réalité de la misère. il y a la splendeur des mots, les fureurs mortelles, des meurtres de hasard, les premières peurs de la guerre, l'éternelle aventure de la vie, l'éternelle victoire de la mort.

Jean Genet écrit en préface aux *Paravents* comment il voit le décor : un théâtre en plein air, un plateau délimité par des hautes planches inégales « *disposées de telle façon que des plates-formes à différents niveaux pourront sortir de droite et de gauche, de sorte qu'on possédera un jeu très varié de scènes de niveaux et de surfaces différents* ». Par les espaces ménagés doivent apparaître les comédiens et les paravents sur lesquels sont peints des paysages et des objets. « *Auprès des paravents, il doit toujours y avoir au moins un objet réel — brouette, seau, bicyclette, — destiné à confronter sa propre réalité avec les dessins.* »

A Nanterre, le Théâtre des Amandiers n'est pas en plein air, et le décor c'est la salle elle-même, devenue un grand cinéma style années 50 — fauteuils rouges râpés, balcon aux contours sinueux, qui forme un faux plafond auquel sont accrochées des loupiottes bleues. Un grand cinéma terni, fermé depuis longtemps. Le fond du plateau est caché par un écran fatigué, grisâtre, un peu taché, qui tient toute la largeur et qui, parfois, se fait transparent. Derrière, on aperçoit la cheminée d'un colombarium... Devant, au milieu, une ampoule sur tige. Le plateau représente la route, un jardin pauvre, le domaine de la mort, où l'on entre en crevant un panneau translucide : salle d'attente sans âge, avec quelques fauteuils, un plancher triste, des murs granuleux comme une peau malsaine.

La plupart des actions se passent dans la salle, dont on a gardé la pente des gradins. Elle est ce « *jeu varié de scènes de niveaux et de surfaces différents* » dont parle Genet. Les comédiens arrivent de partout, d'en haut, de côté. Ils se glissent, courent entre les rangs, s'affrontent sur les endroits libres. Ils ont pour eux tout cet espace dont fait partie le public, qui fait masse comme une colline irrégulière où les déplacements sont malaisés. Nous sommes dans une nature caillouteuse, et en même temps dans ce vieux cinéma, et en même temps chez les colons — simplement les fauteuils rouges où ils sont assis — et au bordel sans franfreluches où opèrent les filles enroulées dans de multiples drapés chatoyants, sous lesquels leur corps abrite la mort « *tranquillement au travail* », dit leur reine.

Patrice Chéreau montre ce travail tranquille et ses accélérations passionnelles, le mouvement d'énergie frénétique entraîné par les phrases bondissantes de Genet, et qui éclate en rires glorieux, en révoltes brusques, en élans de désirs. Rien n'est statique, la vie grouille, pittoresque et intensément vraie, frimeuse et secrète, généreuse et violente comme sur les boulevards, entre Anvers et Barbès, autour de la façade délabrée où s'écaille l'enseigne « Palais Rochechouart ».

Il n'est pas question de cérémonial. Chéreau désacralise Genet, donne la réalité matérielle des mots, le comique acerbe des situations — oui, on rit. Les gens sont des hommes et des femmes minables et grandioses, Arabes crâneurs et déchirés dans l'âme, colons volubiles, descendants des bourgeois de Labiche, et dont le regard trop sagace d'un enfant (David Benend, *le Tambour* de Schloendorff) dénonce les turpitudes, mâles narcissiques en uniformes de paras, tous héros dérisoires d'une folle épopée picaresque, d'un carnaval insolent interrompu par des moments d'amour sans limite, si vaste, si aigu, qu'il devient d'une cruauté insoutenable.

Comme l'histoire du présent se relie à celle du passé et se fabrique avec les souvenirs déformés, les morts dialoguent avec les vivants, parlent des traces qu'ils laissent, de l'oubli, de la vie qui va. Ils attendent, hors du temps.

Avec *les Paravents*, Patrice Chéreau se renouvelle et se hausse encore. Jamais il n'a été aussi maître du théâtre, de sa sombre beauté. Jamais il n'en a montré la complexité d'une manière si dépouillée, si claire. Il organise le grouillement vaudevillesque et épique avec rigueur, met en scène le public à l'intérieur du spectacle parmi les acteurs que domine Maria Casarès, belle autant que la terre éternelle, sauvagement vitale. Et il y a Laurence Bourdil, la femme laide, claudicante « elephant-woman », farouche et pathétique, Hammou Graïa (Saïd), Didier Sandre (le lieutenant), Serge Merlin, Michèle Oppenot et Jacques Debary, Raymond Jourdan, Chantal Bronner, Maria Verdi (les colons), Benoît Regent (le gendarme), Boudjema Bouhada... La distribution est presque entièrement réussie ; le spectacle, dès que la fin sera aussi au point que la première partie, sera une perfection. Il dure quatre heures, un moment trop court de bonheur.

COLETTE GODARD.

★ Nanterre, Théâtre des Amandiers, 20 h 30. Dans la petite salle, à partir de ce lundi 6, reprise de *Combat de nègres et de chiens*, à 20 h 30 également.

Odéon 66

Jean Genet a écrit les Paravents *en 1958. La pièce a été créée dans la mise en scène de Roger Blin, en avril 1966 à l'Odéon, alors Théâtre de France, dirigé par Jean-Louis Barrault. Elle n'a jamais été montée depuis en France et a pris valeur de légende, à cause du « scandale ».*

L'action se passe en Algérie — la guerre avait pris fin depuis seulement quatre ans. Son message n'est pas politique, il est celui, poétique, de la révolte. Plus près des mouvements de 1968 que de la révolution, Jean Genet montre des femmes, épouses, mères, putains fortes et fières, des soldats enfermés dans leur monde d'homme. En 1966, l'homosexualité est considérée comme une tare, une insulte à l'armée française. Une partie de la presse se déchaîne contre le sacrilège, la grossièreté du langage, et en particulier à propos d'une scène où les soldats saluent leur mort par un concert pétomane. « L'air de la France », *disent-ils.*

Plusieurs représentations sont alors troublées par le groupe activiste de droite Occident. Le service d'ordre de l'UNEF protège le spectacle, qui devient prétexte à affrontement politique. André Malraux, ministre des affaires culturelles, le défend à l'Assemblée nationale devant des députés indignés qu'il soit produit par un théâtre subventionné, « avec l'argent du contribuable ».

Le 4 juin 1983, Jack Lang, ministre de la culture, et plusieurs membres de son cabinet assistent à la première représentation des Paravents, *à Nanterre, dans la mise en scène de Patrice Chéreau, les décors de Richard Peduzzi, les costumes de Jacques Schmidt. L'accueil justifie ce que Bertrand Poirot-Delpech écrivait dans* le Monde *du 23 avril 1966 :* « La rumeur n'a pas menti : c'est bien un scandale qui vient d'éclater à l'Odéon. De ceux qui jalonnent les grandes heures de l'aventure théâtrale et qu'avant d'en perdre l'habitude on nommait plus humblement... des chefs-d'œuvre. »

C. G.

« *LE PRINCE TRAVESTI* », *à Chaillot*

Des chausse-trapes sur fond blanc

Marivaux, parfois, cherche la *complication. Les données simples* le laissent froid. Il a des choses claires à dire, à propos des hommes, des femmes, de la société. Mais il n'entreprend l'œuvre que s'il s'entoure d'abord d'un appareil de quiproquos, de faux-semblants, de truquages. Comme s'il se procurait, à l'avance, dans la résolution progressive de toutes ces difficultés, un terrain ferme, sur quoi il saura courir.

Ce tarabiscotage affecte sensiblement et les propos de la pièce et l'écoute des spectateurs. Il y a, dans *le Prince travesti*, une étude, par le théâtre, de l'attachement amoureux et de la jalousie. Et de l'arrivisme des politiciens. Il y a aussi l'observation prolongée d'un protagoniste, Arlequin, qui est un homme du peuple, comme l'on dit, et qui intervient dans les affaires des grands avec énergie et *savoir-faire*. Marivaux s'emploie ici à donner des coups de sonde dans une philosophie des rapports de forces.

Mais pour le spectateur qui les voit, les écoute, au vol, toutes ces substances ne sont perçues que de loin, derrière les malentendus, les tromperies, les illusions, les chausse-trapes, que Marivaux glisse sous nos pas. Qui plus est, ces mystères auxquels se complait alors Marivaux ne nous touchent guère, à présent. Les faux gentilshommes, les faux ambassadeurs, les fausses manigances d'une dame désireuse de connaître les sentiments d'un monsieur, franchement que nous importe ? Ce qui nous frappe le plus, lorsque nous assistons à la représentation du *Prince travesti*, c'est la somme de complaisance qu'il nous faut concéder pour nous intéresser deux ou trois heures à une comédie de mœurs du dix-huitième siècle, même si cette comédie est d'une écriture et d'un talent très rares. Et c'est la somme d'inventions interprétatives que doit faire le metteur en scène pour donner un peu de raison d'être à son projet.

Antoine Vitez met en scène *le Prince travesti*. Lisons ses déclarations, dans l'imprimé distribué au public. Dans l'esprit d'Antoine Vitez, Arlequin, par exemple, le valet de Marivaux, c'est « *le Diable* », c'est le « *yahoo* » de Jonathan Swift, c'est « *le singe* », c'est « *la bête immonde* », c'est « *l'Autre si proche de nous* », c'est « *l'Homme* », c'est « *Caliban* » aussi, c'est « *Ariel* » encore, et « *l'enfant* ». C'est « *l'ange* » et « *le personnage des tarots* ». Rien que ça, et Vitez installe cet Arlequin dans un bel arbre bleu aux fruits d'or, pour ajouter encore au personnage une allusion au paradis, aux Hespérides, et aux Mille et Une Nuits.

Tout se passe comme si le metteur en scène, bouclant en catastrophe ses bagages culturels, ne pouvait animer la pièce qu'il doit faire jouer qu'à travers ce qu'elle n'est pas — plus loin, Vitez nous dira que *le Prince travesti*, c'est aussi *Cosi fan tutte* et *la Chartreuse de Parme*. Comme si le metteur en scène tentait de remédier à l'éloignement de la pièce, à ses complications, en convoquant d'autres œuvres plus proches de nous, qui nous « disent » plus.

Des jeux disparates

Mais Vitez a beau faire, nous n'avons devant nous, sur la scène du théâtre, que les répliques du *Prince travesti*, dites par des comédiens.

Ces comédiennes et comédiens réunis ici par Vitez pratiquent des jeux disparates.

L'une, dont le rôle serait de se tenir en souveraine, pousse des cris de souris, des gémissements de biche blessée, simule des évanouissements ou l'on ne sait quelles mines sombres de conjuré rasant les murs, ou bien, sautillant, imite une maman ouistiti à la recherche de sa marmaille ; bref un festival de chichis et, syncopes que Marivaux, en l'occurrence, n'a pas prévu.

L'autre, qui doit jouer une femme réaliste capable de conduire sa barque, affecte des allures de grande devineresse fatiguée, et susurre, très lentement, du bout des lèvres, sur un même ton blanc, vide et très « articulé » tout son texte, comme s'il s'agissait de chuchoter un secret et, en même temps, de se faire comprendre par des débiles mentaux, à tel point que les paroles qu'elle prononce ne nous parviennent pas, car nous sommes seulement sensibles au style si fantomatique de cette élocution-mystère.

L'étrange est que les deux interprétations arbitraires, aberrantes, de ces deux comédiennes constituent tout le spectacle, car les autres acteurs de ce *Prince travesti* n'ont pas de présence personnelle. Comme s'ils dévidaient leur texte pour la forme, sans engagement de leur part. Avec énergie, avec perfection. On dirait des machines animées, qui exécutent des pas et produisent des paroles. Et ce sont certes les paroles du *Prince travesti*, mais entièrement déconnectées. Le courant de la pièce est ainsi privé de corps conducteur, alors que Daniel Mesguich, lorsqu'il avait mis en scène *le Prince travesti*, parvenait à nous faire oublier les embrouilles de Marivaux, tant les comédiens étaient concernés, convaincus, passionnés, survoltés, libertaires.

Ce déséquilibre de l'interprétation du *Prince travesti* est, à Chaillot, bien sûr intentionnel : dans le livret de cette comédie, Vitez aura vu l'occasion de représenter deux femmes, un univers de femmes, isolées dans un monde sans hommes — où les hommes ne sont que des volontés illusoires.

Vitez a choisi, pour ce *Prince travesti*, des décors tout blancs, et il semble que la couleur blanche n'aille pas bien à Marivaux. Il y a des auteurs qui charrient des couleurs tragiques, violentes, qui charrient des guerres et des révolutions, des crimes, des gouffres, des démences, ou, au contraire, des teintes chaudes, ou pures, des réalités picaresques, du pain, des chevaux, et tout, et ces auteurs-là s'accommodent de la couleur blanche parce qu'elle est comme un cadre libre dans quoi tous les accents et les éclairs se découpent avec netteté.

Mais Marivaux est lui-même sans couleur forte, il est une intelligence qui manipule des faux-semblants et qui en rajoute en transparence sur la subtilité des mouvements d'âme. Le Marivaux joué chez Vitez, c'est blanc sur blanc, on ne distingue pas grand-chose. (Le « carré blanc sur fond blanc » de Malevitch est un paradoxe, car rien n'est blanc dans cette toile.)

Plus tard, en retournant voir ce *Prince travesti*, en regardant ce que le spectacle est devenu à l'usage, découvririons-nous peut-être ce que Vitez a en en tête, et pourquoi il a choisi de faire jouer cette pièce. Pour l'instant, cette soirée nous intrigue.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre national de Chaillot, 20 h 30.

ROCK

Les mésaventures de David Crosby

Le guitariste américain de rock David Crosby, qui doit effectuer une tournée d'été en France avec Stephen Stills et Graham Nah, a été reconnu coupable, vendredi 3 juin, par un tribunal de Dallas de possession de cocaïne et de port illégal d'arme. Le musicien, âgé de quarante-deux ans, encourt une peine maximale de trente ans de prison et une amende de 15 000 dollars. Le juge a reporté au 15 juillet le prononcé de la sentence. Les concerts prévus en France, notamment le 11 juin, pelouse d'Auteuil, ne sont donc pas compromis.

David Crosby avait été arrêté le 13 avril 1981 dans un night de Dallas en train de prendre de la cocaïne. La police avait également trouvé sur le musicien un pistolet automatique de calibre 45 chargé. Depuis cette interpellation, le guitariste avait été arrêté à trois reprises pour les mêmes motifs.

Vendredi, David Crosby a passé la plus grande partie du procès à tenter de rester éveillé. Malgré ses efforts, il s'est endormi plusieurs fois, ronflant bruyamment, la tête rejetée en arrière et la bouche grande ouverte.

VARIÉTÉS

Le cirque de Barbarie

Sous un chapiteau installé près du Théâtre Présent, porte de Pantin, le cirque de Barbarie offre un spectacle détonnant, non seulement parce qu'il est exclusivement composé de femmes (musiciennes, jongleuses, trapézistes, clowns) mais parce qu'avec les moyens artisanaux il renouvelle le style, il joue sur un changement d'esthétique qui emprunte au cinéma muet sa naïveté et sa grandiloquence, son burlesque et ses « Bathing Beauties ».

Constamment inventif, le cirque de Barbarie multiplie les gags, développe une drôlerie jamais trop appuyée. Les figures classiques présentées par les numéros visuels sont proprement exécutées mais elles sont en quelque sorte transcendées par la grâce de l'ensemble du spectacle, par la magie comique de l'emballage.

C.F.

★ *Jusqu'au 10 juin*, mercredi 14 h 30 et 17 heures ; mardi et vendredi à 20 h 30 ; samedi à 14 h 30 et 20 h 30.

JAZZ

Tamia et Pierre Favre

Tamia emploie sa voix, ou plutôt ses voix, lancées parfois simultanément, comme un stupéfiant instrument. On pourrait en dire autant de bien des vocalises, mais il y a toujours chez les chanteuses et les chanteurs une autre destination avouée à l'usage de la voix. Chez Tamia, la voix n'est qu'un hommage rendu à elle-même. Nul mot, nulle tradition reconnaissable, nul texte, nulle partition ne vient la garantir. Pourtant, on reste constamment à côté de l'exploit pour lui-même ou de la démonstration. Comme énigmatiquement reliée à toutes les techniques et à toutes les pratiques venues de la nuit des temps, la voix de Tamia créée sans relais une sorte d'émotion pure.

Autre surprise, cet exercice dont l'enregistrement pourrait souvent laisser imaginer qu'il est fabriqué à coups de recettes électroniques. Cet exercice où se croisent les souvenirs épurés de toutes les voix possibles, de tous les cris, demeure naturellement spectaculaire et saisit. Depuis quelques mois, Tamia précise sa recherche en compagnie du percussionniste Pierre Favre. Lui, bouclé librement dans une étonnante cage de tambours, de cloches suisses, de balafons, de toms, de crotales, de cymbales et de gongs, ne fait jamais de bruit : il transforme tout ce qu'il touche en mélodie et rythme, sans y penser, toutes les mélodies qu'il invente.

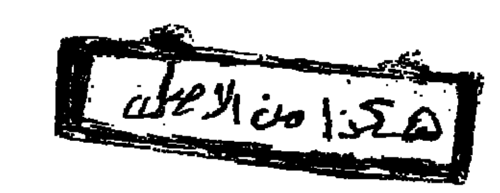
Echange heureux de bons procédés : ce mélange de voix et de sons, la délicatesse des deux personnalités n'ont d'exemple dans aucun genre bien catalogué. Leurs prestations sont rares. Les scènes qui leur sont le plus ouvertes, sans doute à cause de leur présence frappante dans le groupe qu'avait présenté Michel Portal à Châteauvallon en 1972, sont celles du jazz et des musiques improvisées. Mais comment persuader ceux qui ne sont pas forcément familiers de ces concerts-là qu'une force étrange, dans les climats sonores que les musiciens développent, s'adresse aussi à eux ?

FRANCIS MARMANDE.

★ Tamia et Pierre Favre, Bobino, 6 juin, 20 h 45. Discographie : *Blues for Pedro Arcanjo*, T-Gem 1003.

MERCREDI





SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

TRIO - American Center (321-42-20), 21 h.
LES PARAVENTS - Nanterre, Amandiers (721-22-25), 20 h 30.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : Luisa Miller.
COMÉDIE-FRANÇAISE — (296-10-20), 20 h 30 : le Médecin volant/Amphitryon.
BEAUBOURG (277-12-33). — Débats et rencontres-musées : 19 h : En avant-première de Polyphonix 5. — Cinéma-vidéo : 16 h : Petit Pierre, le Théâtre du triangle, Châteaux de sable ; Images, rue, images ; 19 h : En finir avec la faim ; 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain. — Danse : Soirée solos, à 18 h 30 : « White Light-White Heath », par M. Lelièvre ; à 19 h 30 : « Appeau ». « Version solo d'un ballet en cours de création », par R. Kovich ; à 20 h 30 : « D.D.Blue. Gold Digger », par D. Petit.
THÉÂTRE MUSICAL DE PARIS (261-19-83) : 20 h 30 : Hippolyte et Aricie.

Les autres salles

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIERE (508-09-46), 20 h 30 : Lit vers Léthé.
CINQ DIAMANTS (580-18-62), 21 h. : Monsieur Milord.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'Elysée.
COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : Si Guitry m'était chanté.
DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit.
DECHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : Mourir à Colone.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : Abraham et Samuel.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : la Mouette.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : la *Cantatrice chauve* ; 20 h 30 : *la Leçon* ; 21 h 30 : Théâtre d'ombres ; 22 h 30 : les Atours de Nell.
LUCERNAIRE (544-57-34) I. 20 h 30 : les Mystères du confessionnal ; 22 h 15 : Archéologie. — II. 18 h 30 : Fragments ; Petite salle 22 h 15 : Permis de séjour.
MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : le Plaisir berlinois.
ŒUVRE (874-42-52), 20 h 30 : Sarah ou le Cri de la langouste.
POCHE (548-92-97), 21 h : Vera Baxter.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : Six heures au plus tard.
TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79) I. 20 h 30 : l'Ecume des jours.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h : Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35) 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51) 19 h 30 : Touchez pas au frichti.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II. 20 h 15 : Les caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ? ; 22 h 30 : Version originale.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02) I. 20 h 15 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 22 h : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.
LE FANAL (233-91-17) 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova babies.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48) 20 h 30 : Fais voir ton cupidon ; 21 h 30 : Les huîtres ont des bérets ; 22 h 30 : Romeliette et Julot.

Les comédies musicales

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il signor Fagotto.

La danse

A DEJAZET (887-97-34), 22 h 30 : M. Vossen, S. Kessler.
EPICERIE (547-50-85), 20 h 30 : S. Hyedas, Rubens Danse...

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-28 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 6 juin

Les concerts

RADIO-FRANCE, Auditorium 106, 18 h 30 : Musiques de l'Inde du Nord ; Grand Auditorium, 20 h 30 : M. Dalberto, G. Dangain, R. Pidoux (Brahms).
THÉÂTRE DU ROND-POINT, 20 h 30 : Ensemble Intercontemporain, dir. P. Eotvos (Rolin, Carter, Depraz, Schoenberg).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : Ensemble orchestral de Paris, dir. J.-P. Rampal (Cimarosa, Marcello, Stamitz).
THÉÂTRE LA BRUYÈRE, 20 h 30 : Ensemble La Bruyère (Ibert, Milhaud, Auric...).
ACADÉMIE DE PIANO P. DUVAUCHELLE, 20 h 30 : H. Surmelian (Mozart, Schumann, Liszt, Gelalian).

Jazz, pop, rock, folk

BATACLAN (700-30-12), 20 h : Eloy.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : Four Bones.
ESPACE BALARD, 21 h : Cerrone.
FORUM (297-53-39), 21 h : Gwendal.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h : Lounge Lizards.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : S. Distel.
PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : J.-L. Chautemps, L. Fuentes, R. Urtreger, A. Cullaz, Ch. Bellonzi.

Festivals

VIIe SOIRÉES DE SAINT-AIGNAN (354-96-60)

L. Wright, J.-Cl. Diot, R. Loewenguth (Haydn, Martinu, Beethoven...).

En région parisienne

ASNIERES, C.C.A., (790-63-12), 20 h 45 : Orchestre P. Kuentz.
NANTERRE, Th. des Amandiers (721-18-81), 21 h : Combat de nègre et de chiens.
VERSAILLES, XXe Festival (950-71-18), Château, 21 h : Saint-Simon-le-Voyeux.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)

En avant-première de la série « Par Ordre du Roy » : 20 h 30, le Paravent de la princesse ; Madame Piquet ; la Marquise de Ganges, de M. Mitrani.

BEAUBOURG (278-35-57)

17 h, Festival de Cannes 83 - Semaine de la critique : Menuet, de L. Rademakers ; 19 h, Panorama du cinéma indien : le Crépuscule, de G. Aravinda.

Les exclusivités

AMÉRIQUE INTERDITE (A., v.f.) (**) : Rio Opéra, 2e (742-82-54).
L'ARGENT (Fr.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).
ATOMIC CAFÉ (A., v.o.) : Saint-Séverin, 5e (354-50-91).
LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).
LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A., v.o.) : Danton, 6e (329-42-62) ; (v.o., v.f.) : Normandie, 8e (359-41-18) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94).
LA BALANCE (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Maxeville, 9e (770-72-86).
BANZAI (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).
LA BELLE DE SAIGON (A., v.o.) : Bonaparte, 6e (326-12-12).
BERLIN HARLEM (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
BLADE RUNNER (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).
BRISBY ET LE SECRET DE NIMH (A., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16) ; Cinoches St-Germain (H. sp.), 6e (633-10-82).
CARBONE 14, LE FILM (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).
LE CHOIX DE SOPHIE (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. *Odéon, 6e (325-71-08)* ; *Rotonde, 6e* (633-08-22) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44).
CIRCULEZ Y'A RIEN A VOIR (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).
COUP DE FOUDRE (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).
DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14 Juillet Racine, 6e (326-19-68).
DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).
DAR L'INVINCIBLE (A., v.o.) : Ermitage, 8e (359-15-71) ; (v.f.) : U.G.C. *Montparnasse, 6e (544-14-27)* ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).
DARK CRYSTAL (A., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).
LE DERNIER COMBAT (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).
LES DERNIERS MONSTRES (It., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).
DERRIERE LA PORTE (It., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Biarritz, 8e (723-69-23).
DIALOGUE DE ROME (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).
L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Studio, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Bienvenue Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Victor Hugo, 16e (727-49-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (636-10-96).
LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Quintette, 5e (633-70-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85) ; *Murat, 16e (651-99-75)* ; *Secrétan, 19e* (241-77-99).
DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Palace Croix-Nivert (H. sp.), 15e (374-95-04) ; Paris Loisirs Bowling, 18e (606-64-98).
E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A., v.o.-v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).
L'ÉVENTREUR DE NEW-YORK (A., v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86).
FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).
LA FEMME DE CAUCHEMAR (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
FUCKING CITY (All., v.o.) (**) : Marais, 4e (278-47-86).
GALIJN (Bré., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).
GANDHI (Brit., v.o.) : Movies, 1er (260-43-99) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-19-08) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; (v.f.) : Français, 9e (770-33-88) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Miramar, 14e (320-89-52).
L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Publicis Matignon, 8e (359-31-97) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-

SPECTACLES

66-44) : U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) : Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) : Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) : Paramount Maillot, 17e (758-24-24) : Images, 18e (522-47-94).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) : Bretagne, 6e (222-57-97) ; Pagode, 7e (705-12-15) : Ambassade, 8e (359-19-08) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) : Nations, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Olympic, 14e (542-67-42) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

J'AURAI TA PEAU (A., v.f.) (*) : Lumière, 9e (246-49-07).

LE JEUNE MARIÉ (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Élysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

MORTELLE RANDONNÉE (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Cinoches, 6e (633-10-82) ; Biarritz, 8e (723-69-23).

LA MORT DE MARIO RICCI (franco-suisse) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64).

LE MUR (Franco-Turc, v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; 14 Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; (v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45) ; (v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ŒIL DU TIGRE : ROCKY III (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83).

PENITENCIER DE FEMMES (Fr.-It., v.f.) (**) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount City, 8e (562-45-76).

PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Paramount Opéra, 7e (742-56-31) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

QUARANTE-HUIT HEURES (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; (v.f.) : Maxeville, 9e (770-72-86) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

RAMBO (A., v.f.) (*) : Arcades, 2e (233-54-58) ; Gaité Rochechouart, 9e (878-81-77).

ROCK AND TORAH (Fr.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41) ; Paramount Opérz, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34).

SARAH (Fr.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

SUPERVIXENS (A., v.o.) (**) : Boîte à Films (H. sp.), 17e (622-44-21).

T'ES FOU JERRY (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

THE VERDICT (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; (v.f.) : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevards, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Forum Cinémas, 1er (297-53-74) ; Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Murat, 16e (651-99-75).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; (v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LE VENT (Mal., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : Forum Orient Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14) ; (v.f.) : Capri, 2e (508-11-69).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38).

VIE PRIVEE (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

Y A-T-IL ENFIN UN PILOTE DANS L'AVION ? (A., v.f.) : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40).

ZIG ZAG STORY (Fr.) : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

ZOMBIE (A., v.o.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; (v.f.) : Hollywood Boulevards, 9e (770-10-41) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Mistral, 14e (539-52-43).

LES FILMS NOUVEAUX

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS, film australien de Peter Weir, v.o. : Forum 1er (297-53-74) ; Saint-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

BALLADE A BLANC, film français de Bertrand Gauthier : Paramount Marivaux, 7e (296-80-40) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

C'EST FACILE ET ÇA PEUT RAPPORTER... 20 ANS, film français de Jean Luret : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Montmartre, 14e (606-34-25) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

FAITS DIVERS, film français de Raymond Depardon : Saint-André des-Arts, 6e (326-48-18) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

FURYO, film japonais de Nagisa Oshima, v.o., Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Élysées, 8e (359-04-67) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; v.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Wepler, 18e (522-46-01).

LA MAITRESSE DES SINGES, film américain de Larry Buchanar, v.f., Max Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

RADIO-TÉLÉVISION

Lundi 6 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

20 h 35 Film : Section spéciale.
Film français de Costa Gavras (1975). Avec L. Seigner, M. Lonsdale, I. Garrani, F. Maistre, R. Bertin (Redif.).
1941. A la suite d'un acte de résistance appelant les représailles des autorités d'occupation, le gouvernement de Vichy et des membres de la magistrature plient le genou devant les Allemands. Loi, à effet rétroactif, création d'une section spéciale pour condamner à mort des communistes déjà emprisonnés. Jorge Semprun et Costa-Gavras ont parfaitement reconstitué cette page d'histoire honteuse (d'après un essai d'Hervé Villeré). Ce film n'a pas eu le succès de Z ou de l'Aveu, *bien qu'il soit conçu et réalisé de la même manière. Politiquement, il était trop gênant !*

22 h 30 Téléthèque : la Mégère apprivoisée.
Émission de B. Goulay.
Extraits de la Mégère apprivoisée *de Shakespeare adaptée pour la télévision par Pierre Vidal, commentée par Christian Bernadac et le réalisateur.*

23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE : A2

20 h 35 Musique au cœur, Rossini.
Des extraits de Tancrède *du* Barbier de Séville.

21 h 55 Théâtre pour demain : Othello sur Seine.
de B. Mazeas, réal. J.-P. Askenasi. Avec V. Garrivier.
Un homme endosse chaque soir le costume d'Othello, qui est-ce ?

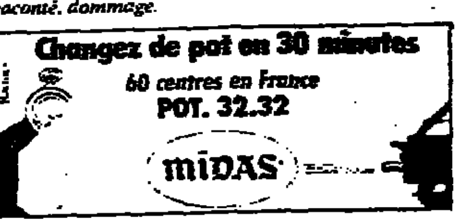
22 h 25 Document : Adresse provisoire, les Molines, prod. INA.
Robert Bober a filmé pendant une semaine la vie quotidienne de gitans installés à la périphérie d'Angoulême. Il n'a pas forcé le dialogue. C'est la qualité et le défaut de ce document.

23 h 25 Histoires courtes : cinéma d'animation
de J.-J. Bernard : La légende d'un bossu.
Début d'une mini-série de trois courts métrages d'animation : un instant de magie.

23 h 35 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Feuilleton : l'Année des Français, l'espoir est à l'ouest.
de M. Garvey d'après le roman de T. Flanagan. Avec J.-Cl. Drouot, N. O'Brien, P. Floersheim...
Suite du feuilleton franco-irlandais sur l'arrivée d'une colonne française sur la terre d'Irlande en 1798. Il s'agissait d'aider les nationalistes à se libérer des Anglais, un épisode peu connu, sinon totalement inconnu de notre histoire, un peu schématiquement raconté, dommage.



21 h 30 Journal.

21 h 50 Magazine : Thalassa.
de G. Pernoud.
La Torche : championnat du monde Sun Cup 1983.

22 h 28 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album imaginaire de Sarah Moon, commenté par Michel Frizot, historien de la photographie.

22 h 30 Prélude à la nuit.
« Concerto pour trompette et orgue en do mineur », de Marcello par B. Soustrot (trompette) et F.-H. Houbart (orgue).

FRANCE-CULTURE

20 h, Au sein de sa famille, d'A. Picot.
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : la théorie de l'instinct religieux.
22 h 30, Nuits magnétiques : sans image.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Fréquence de nuit : paysages du Danube (Les Carpathes) : 21 h., concert : « Der Wampyr » de Marschner par l'Orchestre et les Chœurs de la R.A.I. de Rome, dir. G. Neuhold ; 21 h 30, « Symphonie n° 3 », troisième mouvement d' Enesco, par l'Orchestre symphonique de Cluj-Napoca, dir. I. Baciu, « concerto pour piano et orchestre » de Gheorghiu par l'Orchestre national R.T.F., dir. C. Silvestri ; 22 h 30, musique populaire roumaine ; 23 h 30, rencontre avec *Panait Istrati* à Braïla ; 0 h 5, musique contemporaine roumaine.

Mardi 7 juin

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

11 h 45 Vision plus.
12 h HF 12 (info.)
12 h 30 Atout cœur.
13 h Journal.
13 h 45 Féminin présent
14 h 10 Feuilleton : La chute des aigles ; 15 h 20 Dossier : Fréquences ; 16 h 15 Librairie et variétés ; 16 h 30 Série : Section contre enquête.
18 h C'est à vous.
18 h 25 Le village dans les nuages.
18 h 50 Histoire d'en rire.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Théâtre : Lili Lamont.
D'A. Whitney, mise en scène R. Dupuy, réal. E. Logereau, avec M. Presle, V. Pradal, M. Berto, M. Jansen...
Dans un fan-club aux Etats-Unis, des illuminés célébrant le culte d'une star oubliée.
22 h 40 Temps X.
Magazine de science-fiction des frères Bogdanoff.
23 h 30 Journal.

DEUXIÈME CHAINE

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Jeu : l'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
13 h 50 Série : Les amours des années folles.
14 h 5 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Série : D'Artagnan amoureux.
16 h 05 Reprise : La chasse aux trésors.
En Thaïlande (dif. le 5 juin).
17 h 5 Entre vous.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
20 h 35 Les dossiers de l'écran : Le général a disparu.
Les derniers jours du mois de mai 1968 et la disparition du général de Gaulle le 29, les rues de Paris livrées aux manifestants : cette reconstitution réalisée par Y.-A. Hubert réduit l'événement à un ennuyeux ballet d'acteurs.
22 h Débat : Mai 68, le voyage à Baden : comment ? pourquoi ?
Avec l'amiral F. Frohic, MM. B. Tricot, secrétaire général de l'Élysée en 1968, M. Jobert et O. Guichard, anciens ministres, le colonel J. Richard, les généraux J. Massu et E. Mathon, et P. Lefranc, scénariste du téléfilm.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
18 h 55 Tribune libre.
Association française d'amitié et de solidarité aux peuples d'Afrique
19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Vagabul.
20 h Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord.
(I.N.C.) Le prix des pièces détachées.
20 h 35 Film : la Main à couper.
Film français d'E. Perrier (1974). Avec L. Massari, M. Bouquet, B. Blier, M. Serrault, D. Doll (Redif.).
Une bourgeoise adultère, un amant assassiné, un maître-chanteur, voilà un beau sujet pour Chabrol... Etienne Perrier en a tiré un suspense policier et psychologique aux ressorts bien huilés. A consommer, tranquillement dans son fauteuil. Très bien interprété.
22 h 05 Journal.
22 h 25 Espace francophone.
Expressions québécoises.
La vie culturelle au Québec, avec le chanteur Gilles Vigneault, le comique Marc Fauveau et le cinéaste Arthur Lamothe.
23 h 05 Journal.
23 h 18 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
L'album de Sarah Moon, commenté par un vendeur de primeurs.
23 h 20 Prélude à la nuit.
« Suite n° 5 en ut pour violoncelle » de Bach, par J.-M. Gamard (soliste).

FRANCE-MUSIQUE

13 h, Les nouvelles muses en dialogue.
14 h 4, Chasseurs de son stéréo.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, *D'une oreille l'autre :* œuvres de Bizet, Balakirev, Dvorak, Hindemith.
17 h 5, Les intégrales : œuvres de Boulez.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-Concert (en direct du studio 106) : œuvres de Taira, Risset, Lenfant, Soccio, Reich, avec P.Y. Artaud, flûte.
19 h 35, L'imprévu.
20 h 30, Concert (*donné à Anvers le 19 octobre 1982*) : œuvres de Purcell, Cesti, Durante, cantates de Haendel, par le Concerto Vocale, dir. R. Jacobs, sol. : J. Nelson, R. Jacobs, R. Kohnen, P. Pierlot.
22 h , Fréquence de nuit : tableaux d'en France : œuvres de Croset, E. Wiener, Tazartes, Comelade, Racaille, Portella, Zouzou.

FRANCE-CULTURE

14 h, Sons.
14 h 5, Un livre, des voix : « la Baleine des Malouines », de P. Boulle.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires retrouvés ; à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
18 h 30, Feuilleton : Pareils à des enfants.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : désordre et ordre.
20 h, Dialogues franco-portugais : le Portugal d'hier ou d'aujourd'hui ?
22 h 30, Nuits magnétiques : entretien avec Nathalie Sarraute.

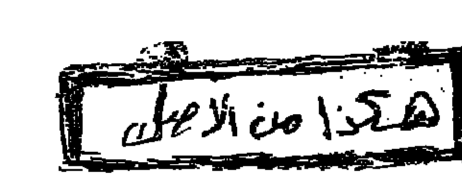
TRIBUNES ET DÉBATS

LUNDI 6 JUIN

— *M. Georges Séguy*, ancien secrétaire général de la C.G.T., répond aux questions des auditeurs dans l'émission « Face au Public » à 19 h 15.

● *Mme Michèle Cotta*, présidente de la *Haute Autorité* de la *communication audiovisuelle*, a répondu assez sèchement à la lettre de M. Georges Fillioud, secrétaire d'Etat chargé des techniques de la *communication*, à *propos de l'autorisation* accordée à Radio-Express (*le Monde* du 3 juin). Dans une lettre du 3 juin, la Haute Autorité rappelle que, depuis la loi sur l'audiovisuel, elle est la *seule instance habilitée* à délivrer les autorisations aux radios privées locales. Elle regrette le manque de coordination et la polémique qui s'est instaurée publiquement entre elle et le *secrétariat* d'Etat. Au cours d'une réunion tenue ce même jour avec M. Jacques Fournier, secrétaire général du gouvernement, il a été convenu que les notifications d'autorisation seraient désormais envoyées au secrétariat d'Etat en même temps qu'à l'Hôtel Matignon.

● *Deux representants de la radio privée locale Alouette- F.M.* (92,35 MHz) ont été expulsés jeudi 2 juin de la salle où se déroulait le congrès de l'union départementale de la C.F.D.T. à la Roche-sur-Yon (Vendée). M. Gérard Brunet, auteur de la motion d'exclusion votée par les délégués, explique cette décision par « *l'attitude discriminatoire dont fait systématiquement preuve cette radio d'obédience patronale à l'égard des points de vue de la C.F.D.T.* ». Les responsables d'Alouette-F.M. protestent pour leur part contre « *l'entrave au libre exercice de l'information* ».



COMMUNICATION

Le groupe Hersant se considère comme « en guerre » contre le gouvernement

La direction du groupe de presse Hersant, dans une déclaration à l'Agence France-Presse, donne quelques précisions sur les dernières « affaires » auxquelles le groupe est mêlé.

A propos du procès gagné au *Dauphiné libéré* par M. Robert Hersant, ce dernier, dans *« la logique économique du groupe »* de dimension nationale qu'il anime, se trouve *« condamné à poursuivre »*.

Selon la direction du groupe, *« sur le plan fiscal, rien ne corrobore l'information d'un redressement de quelque 190 millions de francs diffusée par la presse, en violation du secret fiscal, avant toute notification aux intéressés (1) »*. D'autre part, un budget d'*« un milliard et demi de centimes de publicité émanant des entreprises publiques a été annulé, et des projets ont été détournés au profit des journaux de gauche »*, affirme-t-on à la tête du groupe Hersant, qui entend répondre à ces attaques par la « fermeté ». S'interrogeant sur la volonté du gouvernement de *« multiplier les coups en vue d'un démembrement du groupe »*, celui-ci se considère comme *« en guerre »*, et estime que *« tous les coups sont permis »*.

(1) Au cours d'une conférence de presse réunie le 11 mai (*le Monde* du 13 mai), M. André Audinot, directeur général du groupe, avait confirmé l'existence de notifications, mais indiqué que *« les quelques redressements reçus ne permettent pas de savoir si les chiffres annoncés sont exacts »*.

L'audiovisuel public

M. PHILIPPE ROSSIGNOL EST NOMMÉ PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DE COMMERCIALISATION

M. Philippe Rossignol a été nommé, mercredi 1er juin, président de la Société de commercialisation des œuvres et documents audiovisuels (SCODA), créée par décret le 26 avril dernier. M. Philippe Rossignol a été élu par le conseil d'administration de la société où il siégeait en tant que représentant de la Sofirad, actionnaire majoritaire la SCODA (33,33 %). Le nouveau président devrait nommer un directeur général très prochainement.

[Né en 1920, M. Philippe Rossignol assure la direction des Éditions Denoël jusqu'en 1970. Il entre ensuite dans le groupe Hachette où il est responsable de la coordination des éditions. En 1978, il devient président-directeur général de la Librairie générale française, puis directeur général adjoint pour les éditions de livres du groupe Hachette. A partir de 1981, il a été responsable de la branche littéraire d'Hachette et conseiller auprès du directeur de l'édition.]

A.N.P.E. : DES OFFRES D'EMPLOI A LA TÉLÉVISION

Depuis le 14 mars, l'A.N.P.E. diffuse chaque jour sur FR 3, à *18 h 25, des informations* destinées aux candidats à un emploi et des offres d'emploi que l'agence ne peut pas satisfaire par le recours à ses seuls fichiers de demandeurs. Les postes à pourvoir seront illustrés au crayon électronique et explicités par une voix hors champ (off). Ces *diffusions quotidiennes, de* caractère national, doivent compléter celles qu'effectuent déjà trois fois par semaine les centres régionaux de l'A.N.P.E. par l'intermédiaire des différentes stations régionales de FR 3.

● *Une conférence des ministres de la communication des pays francophones* se tiendra à Djakarta, a déclaré M. Fillioud, secrétaire d'État chargé des techniques de la communication, parlant jeudi 2 juin devant l'Union internationale des journalistes et de la presse de langue française. Cette conférence est organisée par l'Agence de coopération culturelle et technique qui siège à Paris et qui groupe les pays francophones.

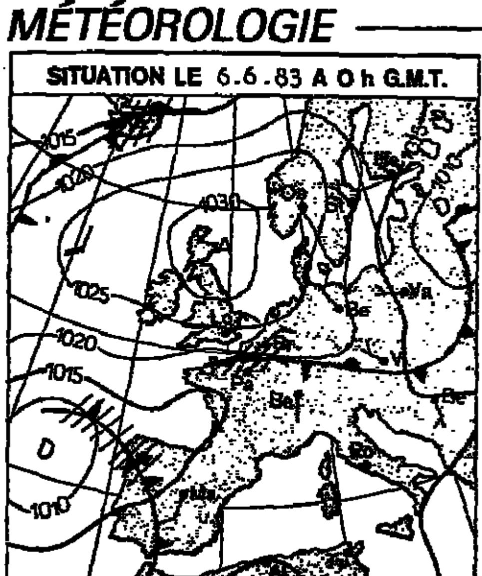
● *La cour d'appel de Paris* a annulé, par un arrêt du jeudi 26 mai, la « sentence arbitrale » rendue par M. Jean Pierre-Bloch en faveur de M. Gaston Boyer, ancien administrateur du *Petit Méridional*. Celui-ci réclamait à la Société nationale des entreprises de presse (SNEP) plus de 20 millions de francs pour le transfert, illicite à ses yeux, de son ancien journal à la SNEP. La cour s'est en outre déclarée compétente pour juger sur le fond ; l'audience aura lieu le 10 novembre.

● *Le Financial Times*, quotidien des milieux d'affaires londoniens, n'a pas paru samedi 4 juin pour la quatrième fois consécutive, en raison d'une grève. Vingt-quatre contrôleurs ont cessé le travail à la salle des machines et formulent, selon la direction, des revendications salariales « injustifiées car elles ne seraient accompagnées d'aucun travail supplémentaire ». L'édition de Francfort du quotidien anglais n'a pas paru non plus en raison d'une grève de solidarité. Par ailleurs, la direction de l'agence britannique Press Association a annoncé avoir reçu un préavis de grève du Syndicat national des journalistes pour le soir des élections générales, le 9 juin prochain.

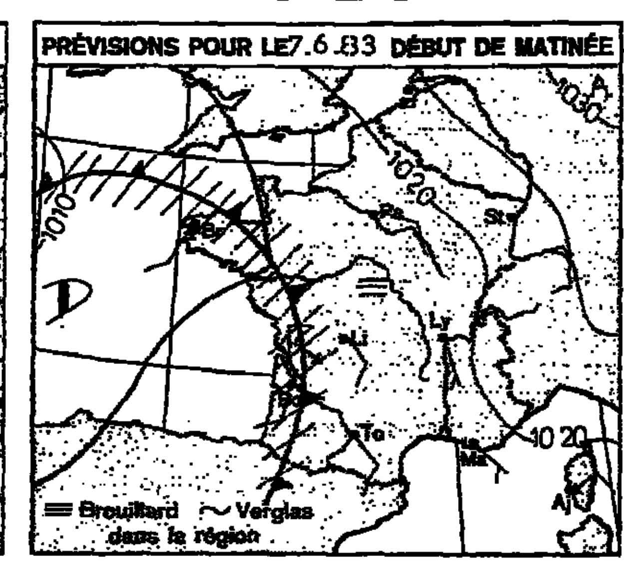
INFORMATIONS « SERVICES »

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 6.6.83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 7.6.83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le lundi 6 juin à 0 heure et le mardi 7 juin à minuit.

Demain, un front à caractère orageux abordera les côtes atlantiques en début de matinée dans un flux de sud-sud-ouest et avancera lentement pour concerner la moitié ouest du pays en fin de journée.

Demain matin, le ciel sera très nuageux de la Bretagne à l'Aquitaine ; peu nuageux, malgré quelques nuages élevés qui voileront par moments le soleil, du Cotentin au Centre, au Midi pyrénéen et aux régions du Sud-Est. Le temps sera bien ensoleillé après dissipation des brumes matinales ailleurs.

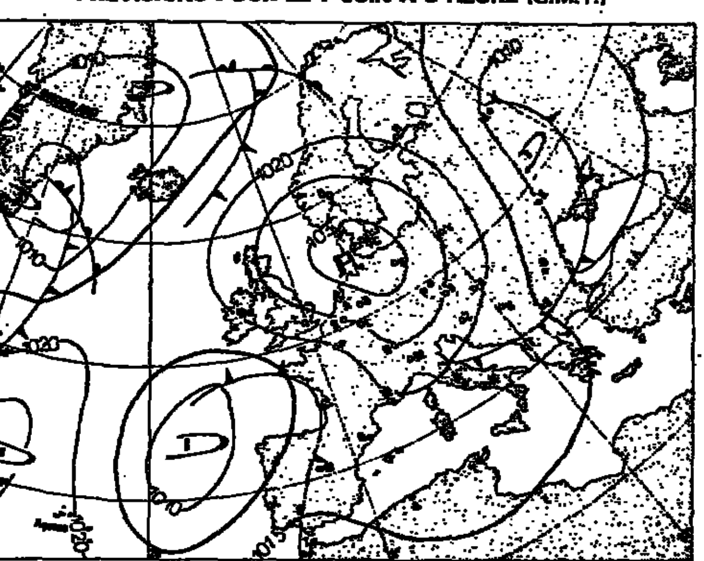
Au cours de la journée, le ciel très nuageux envahira toutes les régions allant des Pyrénées occidentales et centrales au Cotentin, avec des foyers orageux accompagnés d'ondées. Sur le pourtour méditerranéen, les Alpes et la vallée du Rhône, le beau temps ensoleillé se maintiendra. Sur le reste du pays, le ciel se voilera par des nuages élevés.

Les vents souffleront du sud-est par rafales.

Le thermomètre au lever du jour marquera 11 à 13 degrés dans le Nord-Est et le Centre-Est, 14 à 15 degrés dans l'Ouest et le Sud-Ouest, 18 degrés près de la Méditerranée, 15 à 17 degrés ailleurs. L'après-midi, il fera 22 à 25 degrés de la Manche orientale aux frontières du Nord-Est, 27 à 30 degrés au sud de la Loire, sauf près des côtes méditerranéennes, 25 à 27 degrés ; dans l'Ouest, il fera 26 à 27 degrés sauf près des côtes de la Manche occidentale 20 à 22 degrés.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, le 4 juin, à 8 heures, de 1 018,2 millibars, soit 763,7 millimètres de mercure.

PRÉVISIONS POUR LE 7 JUIN A 0 HEURE (G.M.T.)



Ajaccio, 27 et 15 degrés ; Biarritz, 30 et 16 ; Bordeaux, 32 et 17 ; Bourges, 30 et 20 ; Brest, 19 et 12 ; Caen, 26 et 13 ; Cherbourg, 18 et 10 ; Clermont-Ferrand, 32 et 18 ; Dijon, 29 et 17 ; Grenoble, 29 et 17 ; Lille, 21 et 11 ; Lyon, 29 et 17 ; Marseille-Marignane, 31 et 16 ; Nancy, 28 et 15 ; Nantes, 30 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 16 ; Paris-Le Bourget, 28 et 16 ; Pau, 32 et 17 ; Perpignan, 28 et 16 ; Rennes, 30 et 14 ; Strasbourg, 28 et 15 ; Tours, 30 et 19 ; Toulouse, 30 et 17 ; Pointe-à-Pitre 33 et 26.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 26 et 18 degrés ; Amsterdam, 21 et 9 ; Athènes, 28 et 20 ; Berlin, 19 et 10 ; Bonn, 22 et 12 ; Bruxelles, 21 et 10 ; Le Caire, 32 ; îles Canaries, 24 et 16 ; Copenhague, 15 et 8 ; Dakar, 30 et 23 ; Djerba, 26 et 17 ; Genève, 31 et 15 ; Jérusalem, 25 et 10 ; Lisbonne, 20 et 15 ; Londres, 21 et 9 ; Luxembourg, 23 et 12 ; Madrid, 30 et 16 ; Moscou, 20 et 11 ; Nairobi, 23 ; New-York, 25 et 16 ; Palma-de-Majorque, 35 et 16 ; Rome, 30 et 16 ; Stockholm, 10 et 4 ; Tozeur, 22 et 14 ; Tunis, 30 et 15.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

AUTOMOBILE

L'Alfa Romeo 33 : un virage

L'histoire d'Alfa Romeo avec l'apparition de sa nouvelle berline 33 marque un virage. Comme toutes les entreprises qui cherchent à *élargir leur clientèle, la firme* au trèfle a été amenée à gommer les aspects traditionnels de son image de marque pour produire finalement une berline moyenne plus familiale que sportive. Ce choix ne met pas en cause une certaine conception de l'automobile, mais l'on vise désormais délibérément un autre type de conducteurs.

Voiture de route à deux volumes et à cinq portes, les Alfa 33 se présentent en trois versions de 1 300 m3 ou de 1500 m3 et une version de luxe. Des groupes-moteurs connus, puisqu'il s'agit des quatre cylindres *à plat à double arbre à cames*, très souples, dont étaient dotées les Alfa-Sud désormais remplacées. (79 et 85 chevaux-moteur).

L'essentiel des éléments mécaniques et des structures générales de la caisse sont les mêmes, avec toutefois dans le détail la suppression d'un certain nombre de caractéristiques qui avaient fait l'originalité des modèles précédents. Ainsi les disques de freins avant, qui étaient placés en sortie de différentiel, se retrouvent maintenant dans les roues – emplacement traditionnel. Ainsi a-t-on mis des tambours à l'arrière à la place des disques.

Mais à côté de cela le constructeur italien a cherché à améliorer l'équipement de base, prouvant par là, s'il en était encore besoin, son souci de flatter une clientèle tout aussi sensible à ce que peut représenter pour un automobiliste la réputation d'une marque sportive qu'à certaines considérations plus terre à terre et qui touchent au confort de conduite.

Dès la 1,3 litre de base en effet, *les vitres sont teintées, la lunette* arrière thermique, les lève-glaces sont électriques à l'avant, le rétroviseur extérieur a une commande intérieure, et le tableau de bord est solidaire d'un volant réglable, ce qui assure dans tous les cas une lecture de cadrans aisée.

Pour l'essentiel, la conduite des Alfa 33 rappelle tout à fait celle des Alfasud. C'est dire que le comportement est sain, le freinage efficace, mais qu'il faut savoir qu'une tendance à *sous-virer peut entraîner* certaines précautions de conduite. Les suspensions indépendantes à l'avant (de type Mc Pherson) et à essieu rigide à l'arrière, comme dans les Alfasud, prédisposaient cette « traction-avant » à ce phénomène. Aussi bien, une grande démultiplication de la direction réclamera de l'attention en conduite rapide dans les virages serrés.

Dans l'ensemble, le comportement est donc agréable, avec une bonne surprise du côté du niveau sonore.

Comme pour les Giulietta, lors de leur apparition *sur les routes*, l'arrière tronqué de la voiture, dont la construction est largement robotisée, risque de surprendre, mais la silhouette brisée qu'entraîne cet effet de ligne ne manque pas d'élégance.

CLAUDE LAMOTTE.

★ *Les prix selon les modèles vont de* 58 500 à 66 500 F.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du dimanche 5 juin :

DES DÉCRETS

● Relatif à la coordination de l'action à l'égard des professions libérales ;

● Portant publication des amendements au règlement international de 1972 pour prévenir les abordages en mer ;

● Modifiant le décret du 23 juin 1971 instituant un comité de développement des industries françaises de l'ameublement et créant une taxe parafiscale au profit de ce comité.

BREF

EXPOSITIONS

SCULPTURES DES ANNÉES 80. – *Le conseil général des Hauts-de-Seine* et la ville de Meudon viennent de s'associer pour promouvoir les arts plastiques et la sculpture contemporaine. L'exposition Sculptures des années 80 pour collectionneurs d'aujourd'hui présente les œuvres récentes d'une quarantaine de sculpteurs contemporains.

L'exposition sera présentée du 3 juin au 3 juillet au Musée d'art et d'histoire, maison d'Armande Béjart, 11, *rue des Pierres, 92190* Meudon; du 12 juillet au 31 août, à la galerie de l'Esplanade de la Défense, et de la mi-septembre à la mi-octobre au Musée du château de Dourdan (Essonne).

★ **M. J.P. Trousset, 167-177, avenue Joliot-Curie, 92013 Nanterre, Cedex. Tél. : 725-95-00.**

STAGES

PÉNICHE ET MARIONNETTES. – Du 12 au 26 juin 1983, la Direction *départementale Temps libre* – Jeunesse et Sports de la Gironde organise *un stage en péniche* avec une approche de la *technique des marionnettes*.

A *chaque escale* : une découverte touristique du lieu (bicyclette, canoë, bus) et un atelier de marionnettes.

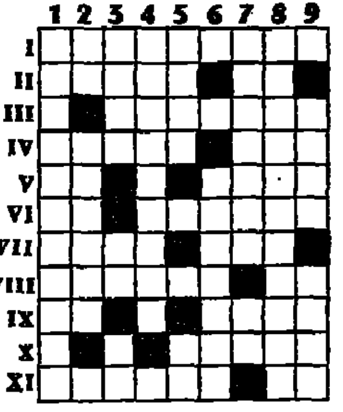
Sur la péniche : un atelier.

Coût total 1 600 F, comprenant : hébergement, nourriture, frais pédagogiques, encadrement, utilisation du matériel sportif et culturel.

★ **Direction départementale Temps libre, Jeunesse sports de la Gironde, 4, rue d'Avian, 33082 Bordeaux Cedex. Tél. : (56) 52.13.52 Poste 45.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3465



HORIZONTALEMENT

I. Doivent être épluchées quand elles semblent trop salées. – II. Souvent gros pour le canon. Deuxième d'une série. – III. Où l'on peut voir de nombreux moutons. – IV. Demeure de glace. Se jette dans le Rhin. – V. Terme de jeu. Mineure autrefois. – VI. Participe. Qu'on ne peut donc plus évoquer. – VII. Une ville sur un golfe du même nom. A beaucoup à apprendre. – VIII. Des couverts qu'on peut emporter. Peut être représenté par un point. – IX. En France. Rejoint la mer du Nord. – X. Sur lequel on ne peut pas compter. – XI. Qui ont fait l'objet d'une inscription. Préposition.

VERTICALEMENT

1. Quand elle est profonde, on n'a pas la parole. – 2. Note. Grandes, pour une vie fastueuse. – 3. Une rencontre dangereuse. Préposition. S'en va parfois de la poitrine. – 4. Qui n'ont donc pas de bagages. – 5. Sépare la Finlande de la Norvège. Lettres de préavis. – 6. Qui n'ont donc plus de dents. – 7. Discours tenu devant une bière. Dont on s'est donc nourri. – 8. Adjectif de quantité. – 9. Patrie de philosophes. Ville de l'Orne.

Solution du problème n° 3464

Horizontalement

I. Accoucheuse. Cap. – II. Chic. Austerlitz. – III. Cet. Impétrant. – IV. Emetteur. Tertre. – V. Li. Usine. Gris. – VI. Enfin ! Terrées. – VII. Rouleur. Us. Ta. – VIII. Atèle. Agénésies. – IX. Gê. Eve. Are. Ri. – X. Epi. Etalage. – XI. Usée. Al. Ménage. XII. Rengagement. Eté. – XIII. Usager. Ut. Rein. – XIV. Id. Les. Ut. Ai. Et. – XV. Louée. Grammaire.

Verticalement

1. Accélérateur. Il. – 2. Cheminot. Pseudo. – 3. Cité. Fuégiens. – 4. Oc. Taille. Egale. – 5. Née. Agée. – 6. Caïeu. Etages. – 7. Humus. Ravaler. – 8. Esprit. Gel. Ur. – 9. Ute. Névé. Ameuta. – 10. Setter. Nagent. – 11. Erre. Ruèrent. AM. – 12. Largesse. Ria. – 13. Cintre. Egée. – 14. Attrister. Etier. – 15. Pz. Es. Asie. Ente.

GUY BROUTY.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 8 JUIN

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).

« Manet », 19 heures, Grand Palais (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Atelier d'un restaurateur d'éventails », 10 h 30, 2, boulevard de Strasbourg (La France et son passé).

CONFÉRENCES

17 h 30, 6, rue Ferrus, A. Guetta, R. Steckhan : « Réponse des institutions de Bretton-Woods face à la crise internationale » (IFRI).

18 h 30, Centre Georges-Pompidou, salle d'actualité, « Le cerveau et la pensée, à propos du livre de J.-P. Changeux : *« l'homme neuronal »*.

19 h 30, 1, rue Victor-Cousin, Bachelard, J.-J. Salva : « L'homéopathie » (Université populaire de Paris).

ENTRAIDE

UN APPEL DES PETITS FRÈRES DES PAUVRES. – Les Petits Frères des pauvres cherchent des bénévoles pouvant accompagner dans Paris, soit en taxi (frais remboursés), soit avec leur voiture, les personnes âgées qui partent en vacances en juin, juillet, août et septembre.

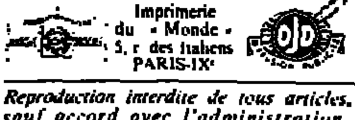
Ces transports se feront essentiellement en semaine et principalement à l'heure du déjeuner et en fin d'après-midi, dans Paris et la proche banlieue, au départ ou à l'arrivée des cars et des trains.

★ **33, avenue Parmentier, 75011 Paris. Tél. : 355-39-19.**

Edité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)


Imprimerie du « Monde » 5, r. des Italiens PARIS-IXe

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.

Le Monde

régions

Ile-de-France

« *Les villes nouvelles existent, il faut tout faire pour les renforcer et les faire réussir.* » C'est ce qu'a déclaré récemment M. Jean Le Garrec, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé du Plan. Une fois n'est pas coutume, le gouvernement et le conseil régional de l'Ile-de-France sont d'accord sur la nécessité de conforter les *cités-champignons entourant* Paris. Une d'entre elles au moins a bien besoin qu'on s'occupe d'elle : c'est Marne-la-Vallée, plantée sur les terres à blé de la Brie, à l'est de la capitale. Le rythme d'installation des ateliers et des bureaux y a fléchi depuis trois ou quatre ans. Aussi le gouvernement a-t-il décidé de lui insuffler une bouffée d'oxygène en y déplaçant quelques établissements d'enseignement, des services publics et des laboratoires.

Marne-la-Vallée : une ville nouvelle à l'âge ingrat

Mais n'est-ce pas découvrir Paris pour couvrir Marne-la-Vallée ? « Expédier » des activités vers la périphérie, c'est obliger les habitants de l'Ile-de-France, déjà pénalisés par l'immensité de l'agglomération, à des déplacements supplémentaires.

D'où, par voie de conséquence, une politique des transports qui « dévore » les trois quarts des crédits régionaux.

En outre, une ville ne se décrète pas. Marne-la-Vallée, qui a bien de la peine à se trouver une âme, est encore une ville-enfant. L'opération lancée par le gouvernement et l'Exposition universelle *qui pourrait* installer là-bas une partie de ses installations la feront-elle passer à l'âge adulte ?

A la recherche d'une image de marque

LE comité interministériel d'aménagement du territoire du 22 mars dernier a pris plusieurs décisions concernant la ville nouvelle de Marne-la-Vallée. Des décisions ou des vœux pieux ? Certes, pour soutenir le décollage difficile de la ville neuve et pour rééquilibrer l'agglomération parisienne on veut déplacer vers l'est des bureaux, des unités de recherche et d'enseignement, des équipements culturels. On souhaiterait que s'y développent en même temps des équipements de loisirs, des logements et même des industries.

Marne-la-Vallée ne manque pas d'atouts. L'autoroute A 4 et le R.E.R. la relient commodément à Paris. La Marne, qui borde la cité sur toute sa longueur, offre bien des possibilités. Exemple : les premières installations de la base de loisirs de Vaires-Chelles ouvriront dans quelques mois.

Restent l'identité de la ville nouvelle, l'esprit qui y règne, son image de marque, séduisante ou pas. Apparemment c'est ce qui manque le plus à Marne-la-Vallée. Trop vaste peut-être. Entre Noisy-le-Grand, banlieue urbaine à quinze kilomètres de la tour Eiffel, et les petits villages plantés en rase campagne dans la région de Lagny, qu'y a-t-il de commun ?

Aussi les pouvoirs publics semblent-ils vouloir dessiner un nouveau profil à la cité neuve. Celui d'une agglomération axée sur l'informatique, la recherche, les industries de pointe. Une touche d'« ultra-modernité » en somme. Marne, c'est le progrès. Cela se concrétiserait dans la future « cité Descartes » où l'on prévoit de réunir des grandes écoles, des centres de formation de l'administration et (déjà) un musée.

Mais, pour l'instant, le site champêtre du « Bois de grâce », situé pourtant à proximité de la gare du R.E.R. du Champy, n'exerce pas une attraction considérable sur les administrations. Si les plans de localisation des ministères prévoient des implantations à Marne-la-Vallée, dans la plupart des cas les projets n'en sont qu'au stade de l'étude. Seule certitude du côté du ministère de l'urbanisme et du logement : la location de 3 000 à 4 000 mètres carrés dans un bâtiment livré en avril 1984 pour l'École nationale des Ponts-et-Chaussées trop à l'étroit dans ses locaux de la rue des Saints-Pères.

Les autres opérations annoncées par le ministère (Centre informatique de gestion, Centre de formation de la direction du personnel et Centre d'études du ministère des transports) se heurtent aux impératifs budgétaires et à la DATAR qui, elle, plaide pour la province.

Même tiédeur au ministère de l'économie et des finances. On admet que le déménagement à Bercy devrait faciliter le déplacement de certains autres services vers la ville nouvelle. Mais, là aussi, les 25 000 mètres carrés annoncés par le secrétaire d'État ne sont pas près d'être occupés. Comme l'explique un haut fonctionnaire : « *Si l'étude est bien avancée au niveau de l'Établissement public de Marne-la-Vallée, rien n'est encore défini.* » Quant au coût avancé par M. Le Garrec (*150 millions de* francs), c'est une simple estimation, à partir d'un prix de vente moyen de 6 000 francs le mètre carré, pratiqué dans un secteur de la ville nouvelle.

De son côté, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris, qui conserve dans ses cartons un projet d'École supérieure des ingénieurs en informatique et électronique, a envisagé sérieusement de venir à Marne-la-Vallée. Un obstacle demeure cependant : la ville nouvelle est située en dehors du « territoire » de la C.C.I. qui, tout en poursuivant l'étude, continue à chercher un emplacement « plus favorable » dans la capitale.

Une bibliothèque-musée

La seule vraie note d'optimisme vient de la Bibliothèque nationale. L'administrateur général, M. Alain Gourdon, rêve de mener à bien le projet conçu il y a vingt-cinq ans par Julien Cain : regrouper en un seul lieu les collections du département des arts et du spectacle. Selon lui, ces collections, actuellement dispersées entre la Bibliothèque nationale, la bibliothèque de l'Arsenal, les annexes de Versailles et le Musée des arts asiatiques, feraient de la Maison des arts et du spectacle la « bibliothèque-musée » la plus riche du monde. « *Marne-la-Vallée est bien située,* dit-il, *et facilement accessible. Je ne crois pas que la distance soit un problème. D'autre part, le prix de l'ensemble est à la mesure de ce que nous voulons réaliser. Pour 40000 mètres carrés, cela coûtera 200 millions de francs. Le montage financier devrait se faire à l'aide d'emprunts, de subventions, d'investissements et, je l'espère, d'un financement complémentaire par la région d'Ile-de-France.* »

Manifestement séduit par le projet de cité Descartes, M. Alain Gourdon estime que son musée pourrait être prêt fin 1988, « *juste à temps pour l'Exposition universelle* ».

Après le démarrage rapide des années 70, le rythme d'installation des ateliers, des bureaux et des commerces à Marne-la-Vallée a fléchi depuis 1980. « *Il faudrait garnir une quinzaine d'hectares par an pour que la ville nouvelle trouve son équilibre,* estime M. Jean-Michel Barrier, directeur du service « activités économiques » de l'établissement public. *En 1982, nous avons placé près de 12 hectares de zone industrielle, ce qui représente 10 % de ce qui s'est créé dans toute l'Ile-de-France.* »

Si les industriels sont sensibles à la facilité d'accès et au prix du terrain, le secteur tertiaire est davantage soumis à la mode. Cela peut contribuer à renforcer l'image de marque « informatique » de Marne-la-Vallée. Ainsi, après Control Data, qui vient de regrouper les six cents membres de son personnel autour d'un ordinateur qu'on présente comme le plus puissant du monde, la société Bull (ex-C.I.I.-Honeywell Bull) envisage de construire sur 20000 mètres carrés un centre de formation pour ses techniciens et ses clients. Cependant, la réalisation n'interviendra pas avant trois ans.

Dans le secteur est, le plus rural de la ville nouvelle, les pouvoirs publics essaient de favoriser l'installation d'entreprises artisanales. Au sud de Lagny, sur les 1 800 hectares déjà acquis, ils prévoient de créer aussi des logements groupés en trois nouveaux villages : Croix-Blanche, les Arpents et les Coudrais. Pour les relier au reste de la ville nouvelle, il faudrait prolonger le R.E.R. de 2 ou 3 kilomètres.

Les élus, qui ne sont pas tout à fait favorables à l'expansion de Marne-la-Vallée, prennent cette extension avec un certain fatalisme. Selon M. Gérard Willaume (P.S.), maire de Chanteloup, il est trop tard pour chercher à s'opposer à la ville nouvelle. « *Ce que nous voulons,* dit-il, *c'est qu'on s'occupe davantage des besoins des habitants que de ceux des architectes. Ne dénaturons pas l'identité de nos villages et sachons profiter de la création de parcs artisanaux. Elle s'est déjà traduite chez nous par la réalisation d'équipements collectifs : cantines, garderies, salles des fêtes, etc. A Chanteloup, nous avons fait passer l'idée de ville nouvelle. C'est un début. Dans quelques années, les choses iront mieux...* »

CHRISTIAN-LUC PARISON.

Le temps des pionniers

MÊME si l'on sait où l'on va, on n'est pas sûr d'y arriver... Du moins, en temps et en heure. Pas de problème, par exemple, d'Auber-Opéra à Noisy-le-Luzard : le R.E.R. vous y emmène en trente-cinq minutes. C'est, du reste, l'un des principaux arguments des promoteurs de Marne-la-Vallée : le R.E.R. et les autoroutes (réalisées ou en construction) constituent l'épine dorsale de la ville nouvelle, dont les trois quarts des habitants travaillent à Paris.

Mais, une fois sur place — c'est-à-dire planté dans le hall de la station, — c'est un début de panique : pas de plan, pas de taxis. Les gens auxquels vous vous adressez ne savent pas, et « l'autochtone » en profite pour se plaindre de la « fantaisie » des bus : circuits et, surtout, fréquence. Bref, si vous n'avez pas *un mentor pour vous accueillir*, c'est Kafka qui est au rendez-vous.

Marne-la-Vallée, vingt-six communes, un domaine égal à une fois et demie la superficie de Paris *intra-muros*. Heureusement, nous ne nous proposons d'explorer que le Val-Maubuée, qui comprend les communes seine-et-marnaises de Noisiel, Torcy, Lognes, Champs-sur-Marne, Croissy-Beaubourg et Emerainville. Dans l'intention d'y voir, en visiteur *d'un jour, comment vivent ces nouveaux conquérants de l'Est.*

Parachuté tant bien que mal dans le « quartier », grâce à l'obligeance d'un aborigène, c'est une nouvelle angoisse : pas de panneau de signalisation, rien, aucune indication. Il faut faire du saute-mouton entre les renseignements des rares passants pour trouver la rue recherchée. « *Cette absence de points de repère,* convient M. Vincent Eblé, rédacteur *au service d'information du syndicat communautaire d'aménagement (S.C.A.) de l'agglomération de Marne-la-Vallée - Val-Maubuée, constitue indiscutablement un handicap pour le visiteur. Beaucoup de médecins, eux aussi, se plaignent de perdre un temps précieux.* »

Ce n'est plus Kafka, c'est Ubu : les concepteurs ont jugé inutile d'installer des plans de quartier ou des panneaux de signalisation tant que la ville nouvelle ne sera pas entièrement terminée. Motif : les noms de lieux ou de rues pourraient être modifiés.

Des villes-fantômes

Deuxième surprise : que l'on se promène de Lognes à Noisiel, en passant par Torcy, on ne rencontre pratiquement personne, l'après-midi en semaine, sur les mails ou dans les artères. Les cités ressemblent à autant de villes-fantômes. Mais on ne devrait pas s'en étonner : la plupart des habitants de Marne-la-Vallée, on le sait, travaillent dans la capitale. En outre, hormis les chômeurs et les femmes au foyer, il n'y a pas d'inactifs : le Val-Maubuée est une agglomération sans vieux. Les difficultés *internes de transport, l'éloignement* des commerces, la conception futuriste de l'aménagement urbain, n'ont pas attiré ici les personnes âgées.

Le foyer-type est un ménage de 30-35 ans, dont les deux conjoints travaillent, avec deux enfants de moins de dix ans. Ce qui les a attirés ici ? Les possibilités d'accession à la *propriété, avec des aides au logement* et les loyers évidemment moins chers qu'à Paris. Séduits aussi par l'existence *d'équipements sociaux* importants (notamment écoles et crèches) et par un environnement très vert, avec les deux grands parcs de Champs-sur-Marne et de Noisiel, ou avec, par exemple, l'allée des Bois, longue de deux kilomètres, qui traverse cette dernière commune.

Sans jeunes ni vieux

Mais beaucoup se sont installés à Marne-la-Vallée plus par nécessité que par choix. C'est le cas de Marie-Claire, employée de bureau, dont le mari, agent à Air France, a été muté à Roissy, et qui cherchait, pour l'un de ses quatre enfants, un établissement scolaire qui enseignât le russe. Ou de Marceline, secrétaire, venue de Roanne dans la région parisienne, après un changement d'affectation de son mari, policier. L'une et l'autre avouent que, au début, elles se sont senties très « *déracinées* ». « *J'ai beaucoup pleuré,* ajoute Marceline. *Et je regrette Roanne, où j'ai toute ma famille et mes amis.* »

L'impression désertique que donne le Val-Maubuée, avec aussi des lotissements qui sont loin d'être tous des réussites architecturales, la difficulté d'y nouer des relations, malgré une vie associative très active — « *Si l'on ne fait pas partie d'une association,* dit Marie-Claire, *on est effectivement très isolé.* » —, ne sont sans doute pas étrangères à ce spleen. Est-ce aussi cela, et la pénurie d'emplois, qui font fuir les jeunes de 18-25 ans ? *Ville nouvelle sans* vieux, Marne-la-Vallée est aussi une ville sans jeunes, du moins de cette *tranche d'âge. Que l'on interroge* Pierre, Paul, Jacques ou Ahmed, qui viennent par exemple s'en plaindre à *Sonia, secrétaire* d'accueil à la Maison pour tous de la Ferme du Buisson à Noisiel, c'est la même litanie : il n'y *a pas assez*, pour eux, de points de rencontre. En particulier, les bistrots, où l'on peut boire un café, en faisant un « *flip* », sont très rares. Tout est fermé après 21 heures. Il n'existe, pour tout le secteur — en dehors des ciné-clubs de quartier — qu'un seul cinéma (six salles) à Noisy-le-Grand. Alors, les 18-25 ans « montent » à Paris...

Une cavalcade quotidienne

Au siège du syndicat communautaire d'aménagement (S.C.A.), quartier de l'Arche-Guédon à Torcy, une affiche proclame : « *Un choix politique fondamental : les élus du S.C.A. souhaitent que les équipements de la ville nouvelle profitent à tous les habitants, en tenant compte de leur pouvoir d'achat.* »

Encore faudrait-il que ces équipements existent. Les installations sportives et les aires de jeux aménagées sont rares. Les enfants jouent au ballon un peu n'importe où, au grand dam de certains. A Champs-sur-Marne, on voit des gosses dévaler la butte herbeuse du quartier des Deux-Parcs, assis sur des boîtes en carton, en guise de luges...

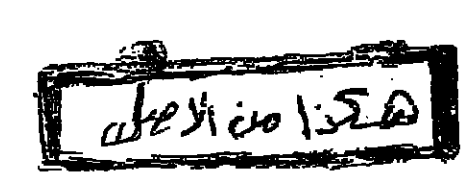
Le Val-Maubuée, c'est aussi le culte de l'automobile. Sans voiture, la vie pratique de tous les jours serait un enfer, sur cette étendue de quinze kilomètres. Une quatre-roues est indispensable tout bonnement pour faire ses courses. Généralement, on fait le plein des « grosses » provisions, le samedi, dans les deux seuls hypermarchés du secteur. Les achats « fins » (chaussures, habillement, etc.) se font à Chelles ou à Paris. Pour le reste, c'est la cavalcade quotidienne.

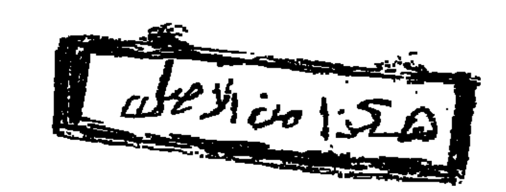
Certes, un marché vient de s'ouvrir, trois fois par semaine, à Torcy. Certains quartiers sont équipés en petits commerces mais sans choix et sans concurrence, et ils pratiquent parfois des prix prohibitifs. Explication de la patronne de la fromagerie La Ferme Saint-Hubert à Noisiel : « *Il faut faire 800 mètres pour acheter son pain, 500 mètres pour acheter sa viande, etc. J'ai une clientèle insuffisante, parce que les gens préfèrent évidemment regrouper leurs achats.* » Tout simplement, souvent, en ramenant de Paris le dîner quotidien. *Et il faut être prévoyant ; si l'on* est fumeur c'est la croix et la bannière pour trouver un bureau de tabac.

La raison donnée çà et là est toujours la même : par souci de rentabilité, les promoteurs ont d'abord voulu remplir les logements avant de créer autre chose. Chaque habitant de la ville nouvelle fait ainsi figure de pionnier.

Un paysage dominé par des grues géantes, des terrains vagues, où *s'élèveront ici une piscine, là un centre commercial, ailleurs des pavillons* ou une usine, tel est le décor de Marne-la-Vallée. Il faudra revenir, quand tout sera terminé, pour voir si la ville nouvelle est devenue adulte et s'est forgé une âme. Pour l'instant, c'est encore, comme le dit joliment Marie-Claire, « *une ville-nourrisson* ».

MICHEL CASTAING.





Le Monde
ECONOMIE
MATIÈRES PREMIÈRES

SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

Un enjeu du développement

AVEC ce supplément spécial sur le caoutchouc, *le Monde* lance une série d'enquêtes consacrées aux matières premières tant végétales (café, cacao, coton...) que minérales (cuivre, étain, plomb...). *Il s'agit de décrire* l'itinéraire de ces produits de la plantation – ou de la mine – jusqu'à la table –, ou l'usine – des pays consommateurs. Coupant à travers les continents, faisant apparaître les différents acteurs de la chaîne, ces *enquêtes ont pour propos* de mieux illustrer l'enjeu des échanges internationaux et du développement.

Le sort de nombreux pays du tiers-monde dépend en grande partie des matières premières qu'ils détiennent et de l'évolution de leurs cours, liées elle-même au climat, mais aussi à la conjoncture mondiale. La VIe Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), qui se réunit du 6 au 30 juin, à Belgrade, *ne manquera pas*, une nouvelle fois, de souligner cette dépendance. Selon ses experts, les prix – en termes réels – des produits de base sont, en 1982, tombés à leurs niveaux le plus bas depuis la crise de 1929. En deux ans, de 1980 à 1982, leur chute aurait coûté aux cent vingt-cinq pays en développement une vingtaine de milliards de dollars, avant qu'un redressement ne s'amorce début 1983.

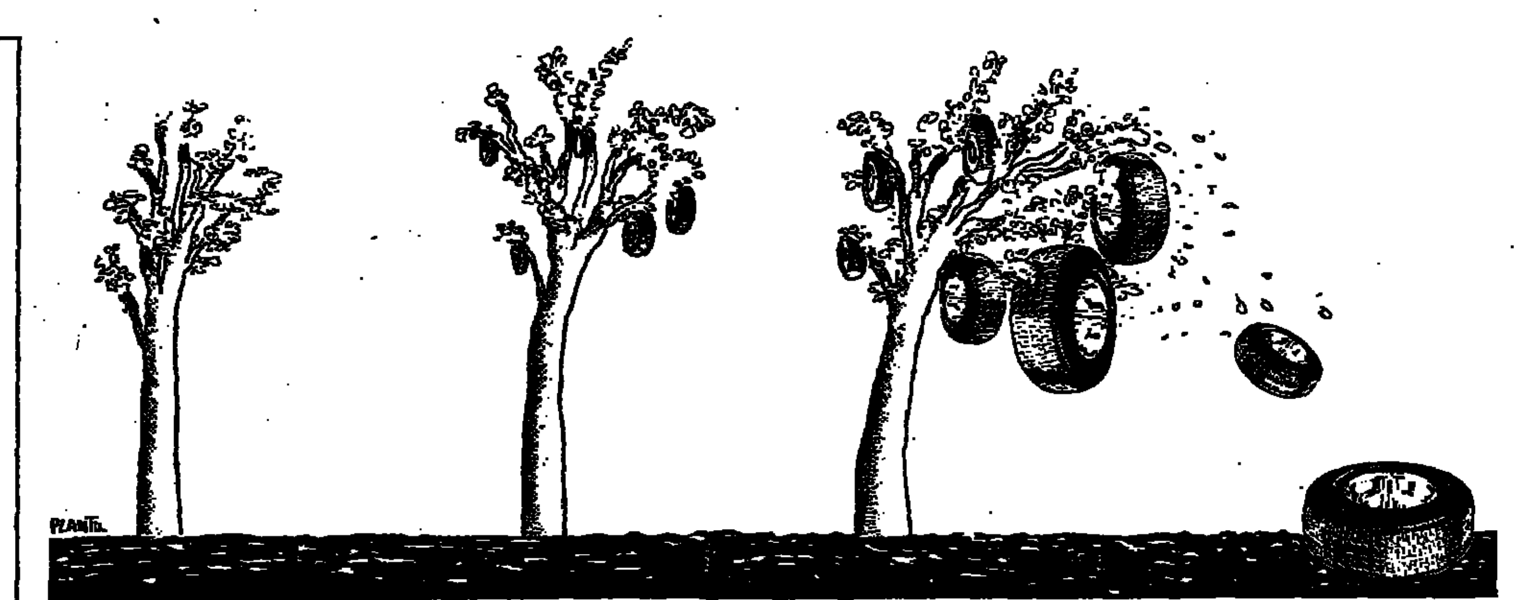
Afin de stabiliser les cours *des matières premières*, la IVe CNUCED avait, en 1976, à Nairobi, adopté un programme intégré qui comportait la création d'un fonds commun pour dix-huit produits de base. En fait, pour des raisons tant politiques qu'économiques, l'initiative *n'a pas encore recueilli* un nombre suffisant de ratifications. *Le seul nouvel* accord lié à ce programme a été signé en 1979 pour le caoutchouc.

Cet accord, qui a commencé à fonctionner en 1982, a, grâce au jeu d'un stock régulateur, permis une certaine stabilisation des cours. Le résultat a été acquis aussi grâce à la politique de la Malaisie, qui, représentant – avec 1,5 million de tonnes – 40 % de la production mondiale de caoutchouc naturel, a fait *preuve de modération, tout* en procédant indirectement à des achats de soutien sur le marché.

Originaire du Brésil – qui ne se souvient de l'opéra de Manaus, – l'arbre à gomme, l'hévéa, a été transplanté en Asie du Sud-Est, et de la cueillette on est passé à la plantation du *« bois qui pleure »*, avec l'intervention des grands groupes fabricants de pneumatiques : Goodyear, Dunlop, Pirelli et autres Michelin. Le développement du caoutchouc est lié, pour l'essentiel, à l'essor de l'industrie automobile ; mais les guerres eurent pour effet dans les pays coupés de leur approvisionnement, comme l'Allemagne, de provoquer la naissance et la croissance du caoutchouc de synthèse, qui intervient maintenant à raison des deux tiers dans la production totale – près de 12 millions de tonnes – de cette matière première.

Cependant, pour les spécialistes, le caoutchouc naturel a un bel avenir devant lui, les progrès génétiques permettant des gains de productivité. Ainsi s'est déroulée et continuera à se dérouler l'histoire mouvementée et exemplaire du caoutchouc. Depuis les seringueros de la forêt amazonienne jusqu'aux petits planteurs d'Asie, le destin d'une partie de l'humanité est lié aux rebonds de ce qui servait autrefois de *balle aux Indiens*.

MICHEL BOYER.



(Dessin de PLANTU.)

De l'Amazonie à l'Extrême-Orient

UN jeu de balles élastiques : c'est sans doute la première vision qu'un Européen, en l'occurrence Christophe Colomb, a pu avoir du caoutchouc. Cela se passait entre 1493 et 1496 en Haïti. Il faut attendre 1615 pour qu'un dénommé Juan de Torquemada décrive l'usage, par les indigènes du Mexique, du produit d'un arbre appelé *ule* : l'imperméabilisation des vêtements. Puis, entre 1736 et 1744, un savant français, La Condamine, *expédie à Paris quelques morceaux* de latex provenant d'un arbre d'Amérique du Sud appelé *hévé*.

En Amazonie, les Indiens maïnas appelaient, eux, le produit qui coulait de cet arbre, caoutchouc, mot *composé* venant de *caa*, qui signifiait bois, et *o-chu*, qui voulait dire pleurer. Un ingénieur français, Fresnau, songe dès lors aux utilisations possibles de ce produit. Mais, pour son emploi industriel, il faut attendre trois découvertes : celle, en 1761, de la dissolution du caoutchouc, qui permettait de redonner au latex expédié en France sous forme d'une masse coagulée les qualités *de façonnage du latex frais* ; celle, en 1819, de la mastication, qui accentuait ces qualités et permettait *l'adjonction de poudres diverses* ; celle enfin, en 1831, par un certain Charles Goodyear, de la vulcanisation, qui donne au caoutchouc cru des propriétés mécaniques nouvelles.

L'industrie du vêtement imperméable existait alors depuis 1823, lancée par un M. Mackintosh. L'idée de comprimer de l'air dans une enveloppe de caoutchouc revient à Robert William Thomson, en 1845. Son invention dûment brevetée, tomba dans l'oubli. Ce ne fut pas *le* cas du vétérinaire irlandais Dunlop, qui eut, en 1888, la même idée pour la bicyclette de son fils. Avec le vélo puis l'automobile, l'aventure du caoutchouc démarrait, une aventure où les progrès agronomiques et industriels allaient de pair et qui devait donner naissance à de puissants groupes.

En 1982, la production mondiale de caoutchouc naturel a été de plus de 3,7 *millions de tonnes, soit environ* 30 % de la production totale de caoutchouc. Les exportations ont représenté *3 millions de tonnes pour* une valeur de 4,5 milliards de dollars. Le fait que le sort du caoutchouc naturel *soit lié à celui* du pneumatique, qui en absorbe environ les quatre cinquièmes, est à la *fois un avantage et un inconvénient* : avantage, car l'industrie automobile, celle des engins et des transports en *général, a tiré la culture de l'hévéa* ; inconvénient, car cette production suit les aléas de la conjoncture. *Depuis plusieurs années, elle est donc* sinon stagnante, du moins en faible progression.

Pourtant, les projections de la Banque mondiale pour l'horizon 2000 indiquent que la consommation totale de caoutchouc atteindra environ 20 millions de tonnes. Si le « naturel » conserve son pourcentage actuel, il faudra en produire 6 millions de tonnes. S'il augmente et passe à 40 %, comme on l'envisage avec optimisme dans les milieux français du caoutchouc, l'hévéaculture devra fournir d'ici vingt ans le double de la production actuelle.

La part du « naturel » peut augmenter pour plusieurs raisons : parce que l'utilisation de « caoutchouc *roulant » va s'accroître dans* les pays neufs ou en développement, même s'il y a récession dans les pays industrialisés ; *parce que, à l'inverse du* pétrole dont on tire le caoutchouc synthétique, l'hévéa est un produit *renouvelable*; *parce que l'impact* socio-économique de la filière caoutchouc naturel sur les pays est plus *grand que celui apporté par une* usine de caoutchouc synthétique. Quant à la concurrence par le prix, *qui peut être bénéfique au « naturel » si*, peu ou prou, le prix du pétrole continue d'augmenter, elle ne *s'exerce en réalité que sur le tiers de* la consommation. Pour des raisons techniques, le synthétique est irrem*plaçable pour un tiers des produits* (pour les chambres à air, par exemple), et le « naturel » est, lui, irremplaçable pour un tiers, celui qu'absorbe l'industrie des pneumatiques. La concurrence joue donc sur le tiers restant. Voilà pour l'acte de foi en faveur du « naturel ». Mais la réalisation se heurte à bien des obstacles.

La culture de l'hévéa se fait entre les 13es parallèles nord et sud de part et d'autre de l'Équateur. Pour des raisons climatiques et de nature des sols, l'extension possible des zones de culture est limitée. Des essais d'adaptation dans des terres marginales, avec la création de variétés résistant au froid et à la tempête se font en Thaïlande, en Chine (avec succès) et en Afrique. Mais quels pays, quelles régions du globe peuvent réaliser le pari de l'expansion du caoutchouc naturel ?

L'Amérique du Sud, berceau de l'*Hevea Brasiliensis*, possède le plus grand réservoir de terres. Malheureusement, depuis l'origine, les plantations brésiliennes sont atteintes d'une maladie dont on ne vient pas à bout. Ford a ainsi perdu 15 000 hectares au Brésil.

Chez les grands producteurs d'Extrême-Orient – Malaisie, Indonésie, Thaïlande, Sri-Lanka, Inde (*où la production s'est fortement accrue*), – on se trouve confronté au problème des terres disponibles. En *outre, les gouvernements de ces pays* freinent leurs programmes, effrayés qu'ils sont par l'évolution défavorable *des cours. Le cas du Cambodge* et du Vietnam est différent. La production de la péninsule indochinoise, *de l'ordre de 65 000 tonnes du* temps des colonies, est tombée à 40 000 tonnes officiellement – *30 000, pense-t-on plutôt. Mais ces* pays disposent d'un potentiel de terres considérable d'environ *500 000 hectares, auxquels pourrait* s'ajouter la réhabilitation des plantations existantes.

JACQUES GRALL.

(Lire la suite page 22.)

Les ambitions de la Malaisie

IL *n'a ni* la force et la *majesté* du chêne ni la souplesse et l'élégance du peuplier. Il existe de *cet arbre banal, même très banal, né* au Brésil, de multiples variétés et sous-variétés que les ingénieurs de l'*Institut de recherche du caoutchouc* (R.R.I.), en quête de performances, manipulent au gré de leur savoir. Cet *hévéa malaisien pousse en général* sur les sols les plus pauvres du pays, les meilleurs terrains étant réservés *aux cultures du cacaoyer, du palmier* à huile et du riz. Malgré tout, on relève ici les plus forts rendements du *monde. La clé de la réussite : « le management et la recherche »*, assure le directeur du R.R.I., qui ne *compte pas moins* de deux cent vingt experts, dont quatre-vingts titulaires d'un doctorat.

Il faut attendre *sept ans avant que* l'hévéa, mis en terre, ne soit bon à saigner, S'il l'est avec adresse, il peut produire du latex pendant une trentaine d'années. Pour éviter des ruptures de récolte, environ 3 % des superficies cultivées doivent donc être replantées chaque année; ce qui représente, pour la Malaisie, quelque 50 000 mille hectares, Ces contraintes techniques pèsent lourdement sur le compte d'exploitation des petites propriétés. *Impossible* pour les paysans pauvres d'attendre, les bras ballants, que la nouvelle génération d'arbres à gomme arrive à maturité. Les voilà obligés d'abandonner provisoirement leurs champs *pour aller chercher ailleurs, le plus* souvent en ville, un complément de revenu.

Aussi, les *ingénieurs* du R.R.I. sont-ils en train d'étudier les *moyens* de réduire cette période de maturation. Il ne faudrait alors – s'ils réussissent – au jeune hévéa, élevé pendant deux ans en pépinière, que trois ans en pleine terre pour être livré au couteau du saigneur. Et encore, les petits propriétaires pourraient-ils, selon ces experts, cultiver du soja, par exemple, dans le même champ la première année et *élever* de la volaille et des moutons les deux années suivantes, en attendant que coule le latex.

Les bons saigneurs

L'hévéa a environ 45 centimètres de « tour de taille » lorsqu'il commence à produire. Son tronc est saigné au mieux un jour sur deux, au pis un jour sur quatre ; il l'est par demi-circonférences – on passe tous les cinq ans de l'une à l'autre – à partir de 2,50 mètres de hauteur jusqu'au sol ; l'arbre peut atteindre 20 à 30 mètres. La cueillette du latex se fait de très bonne heure le matin : à la fraîche, ce « lait » s'écoule plus aisément.

La sagesse voudrait qu'en février et en mars, pendant l'hivernage, lorsque les hévéas perdent leurs feuilles, *on les laisse au repos, d'autant que* leur rendement diminue alors de moitié. Mais, dans cette grande plantation, on ne respecte pas cette trêve. *« C'est un problème social,* dit son directeur. *De quoi vivraient nos employés si on les mettait au chômage technique ? »*

L'ensemble *des* opérations, de l'incision du tronc jusqu'à la collecte du latex, durent une matinée. Un bon *saigneur peut arriver à traiter environ* cinq cents arbres par jour, soit 1 hectare, si les sujets sont jeunes et si le *terrain s'y prête. Les ingénieurs du* R.R.I. étudient la possibilité de doubler cette cadence soit en remplaçant *les scarifications par des piqûres, soit* en équipant d'une batterie les couteaux à saignée.

Il y a un demi-siècle, le rendement moyen par hectare et par an ne dépassait pas 500 kilos. Aujourd'hui, il est d'environ 1,5 tonne *dans* les grandes plantations, de 1 tonne dans les petites propriétés. Les ingénieurs *du R.R.I. ont réussi, dans les stations* expérimentales de Sungei Buloh et de Kota Tinggi, à franchir le cap des *3 tonnes. Ils ne désespèrent pas* d'atteindre 4 tonnes, voire davantage avec de nouvelles variétés d'hévéas *importées du Brésil en 1981 et* grâce à l'utilisation de stimulants chimiques.

Les grandes plantations qui en ont sur place les moyens techniques transforment, dans des centrifu*geuses, le latex brut à 30 % de te*neur en caoutchouc en latex concentré à 60 %, dont la Malaisie produit *environ 200 000 tonnes par an et* qui sert notamment à la fabrication de mousses et de gants. Il est expé*dié par camions-citernes vers Port*-Klang et embarqué, au moyen de pipe-lines à air comprimé, sur des na*vires porte-conteneurs.*

Le procédé le plus traditionnel et le plus long – cinq à sept jours – de traitement du latex brut est sa transformation en feuilles après coagulation, roulage, fumage ou séchage à l'air chaud. Le repérage des « grades », en fin d'opérations, repose sur des qualités visuelles tenant aux impuretés et aux couleurs. Environ 80 % de ces feuilles sont produites par les petits propriétaires, qui, premières manipulations faites avec des moyens rudimentaires, les *livrent à l'intermédiaire chinois où à* l'usine d'État pour être déshydratées.

Les autorités de Kuala-Lumpur ont introduit, dans les années 60, un procédé de transformation du latex brut en granulé, le Standard Malaysian Rubber (S.M.R.), qui a, sur le précédent, l'avantage d'être plus rapide – les usines peuvent traiter, selon leurs capacités, de 2 à 30 tonnes par jour, – économe en main-d'œuvre (puisqu'il est facile d'automatiser les chaînes de fabrication) et, en fin de compte, d'un moindre coût de production.

Ces « pains » noirs ou dorés répondent à des spécificités techniques très précises ; ils sont livrés avec un certificat d'analyse. Très récemment, une nouvelle qualité de granulé a été lancée sur le marché local, le Standard Malaysian Rubber General Purpose (S.M.R.G.P.), un agrégat de latex brut, de feuilles et de produits secondaires dits de *« fond de tasse »*, récupérés, après coup, dans les godets fixés aux hévéas.

Affaire de goût : si de gros *consommateurs de caoutchouc naturel*, comme Dunlop et Goodyear, se sont convertis au granulé, d'autres, en revanche, comme Michelin, demeurent envers et contre tous fidèles à la feuille, qui représente encore près de 40 % de la production totale malaisienne. Le souci des responsables de Kuala-Lumpur de simplifier les procédés de transformation du latex brut est quelque peu contrarié par l'obligation qui leur est faite, *dans une conjoncture assez maussade*, de satisfaire leurs clients, surtout lorsque ceux-ci portent un nom *prestigieux...*

Ces gros clients, pour la plupart fabricants de pneumatiques – Michelin fait venir de Malaisie plus de la moitié de ses approvisionnements en *caoutchouc naturel, – signent directement avec les producteurs des* contrats d'achats annuels, mensuels, *voire au jour le jour, selon leurs besoins* et l'évolution des cours.

JACQUES DE BARRIN.

(Lire la suite page 22.)

Cette enquête a été réalisée à PARIS par André Dessot et Jacques Grall, à LONDRES par Serge Marti et à KUALA-LUMPUR par Jacques de Barrin.

SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

Le premier accord de stabilisation victime de son succès

MALGRÉ le ralentissement général de la demande en caoutchouc naturel, les cours qui avaient vivement baissé en 1981 ont pu être stabilisés en 1982. C'est un succès à mettre à l'actif de l'Accord de stabilisation des prix du caoutchouc naturel (INRO en anglais) qui a été signé en 1979 entre les principaux pays producteurs et consommateurs sous l'égide de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Il s'agit du premier accord du genre qui fonctionne aujourd'hui. Les pays producteurs et consommateurs se partagent à égalité le financement d'un stock régulateur dont la capacité d'absorption normale est fixée à 400 000 tonnes, et auquel s'ajoute un stock dit d'urgence de 150 000 tonnes, à créer si les circonstances l'imposent.

L'objectif de l'accord est de maintenir le prix du caoutchouc naturel à l'intérieur d'une fourchette : si le prix est au plafond, le directeur du stock doit obligatoirement revendre ; s'il est au plancher, il doit obligatoirement acheter. Mais il peut aussi acheter, à un prix intermédiaire, pour intervenir assez tôt sur le marché avant que les cours ne chutent.

C'est ce qui s'est produit depuis novembre 1981. Toutefois, devant l'évolution défavorable des cours, le Conseil international du caoutchouc naturel a revisé en baisse, le 8 mai 1982, cette fourchette de prix (de 1 %). Au total, l'an dernier, le directeur du stock avait acheté 270 000 tonnes environ. Le chiffre exact est gardé secret pendant deux mois après la date des opérations, afin que celles-ci n'influent pas sur les marchés en cours.

Aujourd'hui, on commence à s'inquiéter du succès de l'accord. En novembre 1982, déjà, le Conseil international recommandait au directeur du stock de ne plus intervenir automatiquement au niveau du prix supérieur d'intervention, mais à un niveau intermédiaire entre ce prix et le prix d'achat obligatoire, cela afin de ménager les réserves financières du fonds. C'est que les pays consommateurs craignent de devoir compléter le financement obligatoire au cas où l'INRO serait amené à acheter des tonnages supplémentaires, et à atteindre ainsi les plafonds en volume prévus par l'accord. De leur côté, certains pays producteurs estiment que l'accord n'a pas réussi à faire remonter les cours, notamment pour les petites plantations familiales. Et des voix s'élèvent pour réclamer des limitations de production, ce qui impliquerait des quotas d'exportation, contraires à l'accord.

Si la conjoncture continue à être défavorable, dans l'automobile notamment, on peut craindre pour la pérennité de l'accord, dans sa forme actuelle du moins. Toutefois, d'après les statistiques de l'analyste londonien *Landell Mills Commodities*, la consommation en 1983 de caoutchouc naturel devrait être supérieure à la production (avec respectivement 3 850 000 tonnes et 3 795 000 tonnes). Cette estimation est plausible du fait de la stagnation de la production et d'un début de reprise de l'industrie automobile aux États-Unis. Dès lors, les stocks de l'INRO pourraient se dégonfler.

J. G.

Changement de propriétaire

CE « cher Henry » Ridley avait eu du nez ! Directeur des Jardins des colonies des détroits à Singapour autour des années 1890, il avait eu tout loisir de constater que l'*Hevea brasiliensis* s'acclimatait fort bien sur place. Cet homme de science dut, pourtant, entreprendre, semences en poche, une longue croisade solitaire avant de se faire entendre des planteurs locaux. Il fallut, pour convaincre définitivement ces entêtés, que les cours du café et du sucre s'effondrent, que John Dunlop invente le pneu de bicyclette et que Henry Ford monte des automobiles. Au début du siècle, la Malaisie se lançait dans la culture de l'hévéa à grande échelle : Rubber Ridley, comme on l'appelait alors, avait gagné son pari.

De guerres en crises, la Malaisie s'enfiévra pour le caoutchouc naturel jusqu'à en devenir, au début des années 60, le premier producteur mondial devant l'Indonésie. Les sociétés britanniques menèrent le jeu : dans les années 50, les grandes plantations (« big estates ») contrôlaient environ les deux tiers de la production locale, les petites propriétés (« small holdings ») représentant le tiers restant. Les unes s'étendent sur des milliers d'hectares, les autres ne dépassent pas 40 hectares.

Plusieurs événements obligèrent ensuite les groupes étrangers à modifier leur stratégie, à ralentir leurs investissements : la guérilla communiste et l'état d'urgence, les menaces de l'Indonésie et sa politique de « confrontation ». On cessa de distribuer des concessions ; pour gagner du terrain, les grandes plantations défrichèrent leurs réserves de jungle et achetèrent, ici ou là, des parcelles. Le calme revenu, la Malaisie indépendante, le gouvernement de Kuala-Lumpur définit, en 1971, une « nouvelle politique économique » (NEP), qui visait à « *rendre le pays maître de ses ressources naturelles* ».

Ce « changement de propriétaire » se fit de la manière la plus commerciale qui soit. Tour à tour, les firmes britanniques passèrent sous contrôle malaisien : Harrisons and Crosfield, Sime Darby, Barlow, United Plantations, Dunlop, etc. A cet égard, l'O.P.A.-surprise sur Guthrie, réalisée en septembre 1981 à la Bourse de Londres, fut la plus spectaculaire des opérations de reconquête de son patrimoine conduite par le gouvernement de Kuala-Lumpur. Seule, la société franco-belge Socfin, qui posséderait quelque 25 000 hectares d'hévéa, demeure encore sous maîtrise étrangère. Cette « anomalie », due au fait que les actions de ce groupe ne sont pas cotées et qu'il en détient la majorité, devrait disparaître d'ici à 1990. Le but de la NEP est, en effet, de construire, à cet horizon, un système dans lequel 70 % de la propriété industrielle et financière seront détenus par des Malaisiens.

Un monde clos

Aujourd'hui, les grandes plantations qui, pour tenir compte des orientations du marché, ont diversifié leur activité, notamment en direction du palmier à huile, ne contrôlent plus que 28 % des superficies cultivées en hévéas, soit environ 473 000 hectares ; elles assurent seulement 40 % de la production locale de caoutchouc naturel, qui est de l'ordre de 1,5 million de tonnes, soit 41 % de la production mondiale. Il n'empêche que ces « big estates » continuent de donner le ton.

Même si les colons britanniques ont plié bagages, il y a encore, dans ce monde clos des grandes plantations, une ambiance à la Somerset Maugham ! Jadis recrutés dans les Indes voisines, les Tamouls forment le gros de la main-d'œuvre. Tout leur est fourni sur place : logement, eau, outils de travail, lopin de terre. Et, mieux encore : garderie d'enfants, école primaire, dispensaire, terrain de sports, boutiques, temple, et... cimetière. « *Certains chefs de famille n'ont jamais été en ville* », raconte ce directeur de plantation qui est, parfois, appelé à rendre la justice. Sa femme, quant à elle, tente de résister, dans sa villa de maître, aux maladies de la solitude, au milieu de cet « enfer vert » peuplé de bons génies et de mauvais esprits...

Cet univers-là est en train de s'effondrer. Les « big estates » ont de plus en plus de mal à recruter du personnel. Comme partout ailleurs, les usines leur font concurrence. Un bon « saigneur » peut arriver à gagner, primes de rendement comprises, environ 11 ringgits (37 francs) par jour mais, dans le bâtiment, le salaire quotidien d'un ouvrier non qualifié est de l'ordre de 15 ringgits (50 francs) sans avantages en nature. Aussi, l'âge moyen des « saigneurs » s'élève, et le métier se féminise. Pourtant, les travailleurs des plantations sont mieux défendus que quiconque en Malaisie. Leur syndicat, la National Union Plantations Workers, discute d'égal à égal avec la Malaysian Planters Association (Mapa) les termes d'une sorte de convention collective triennale.

Le Chinois d'à côté

Les petits propriétaires, la plupart d'ethnie malaise, qui sont environ quatre cent douze mille à se partager 1 227 000 hectares — soit en moyenne quelque 3 hectares par famille, — subissent, eux aussi, les rigueurs du temps. Installés sur leurs terres depuis au moins deux générations, ils voient, aujourd'hui, leurs enfants s'en aller en ville chercher un emploi. Plus grave encore : les lois sur l'héritage contribuent au morcellement des exploitations, dont, selon des experts, 70 % ne sont maintenant plus rentables — le rapport de 1 hectare d'hévéa varie entre 1 500 et 2 000 ringgits (500 à 700 francs) par an, — même si les intéressés font des efforts pour diversifier leur production au profit de cultures plus lucratives, comme paraissait l'être le palmier à huile.

L'interlocuteur familier de ces petits propriétaires était « le Chinois d'à côté » auquel ils vendaient leur latex brut ou coagulé sous forme de feuilles non séchées, charge à lui de les « fumer ». Souvent, ces paysans s'étaient endettés auprès de ce Chinois, qui se remboursait sur la récolte à venir, achetée « sur pied ». Le gouvernement malaisien s'est donc inquiété de leur venir en aide, de les distraire des griffes d'intermédiaires parfois peu scrupuleux.

Le Rubber Industry Smallholders Development Authority (RISDA), qui a pour mission première d'accorder un soutien technique et des facilités financières aux petits propriétaires, s'en est adjoint une autre, celle de leur acheter leurs feuilles de latex et de les « fumer ». La Corporation pour le développement du caoutchouc malaisien (MARDEC), quant à elle, se charge de ramasser le latex brut et de le transformer en granulé (S.M.R.), dont ses usines sont le plus gros producteur.

Toutefois, ces établissements étatiques ne sont pas en mesure de régler au comptant les paysans, qui, dès lors, ont tendance à se retourner vers « le Chinois d'à côté », toujours prêt à leur « rendre service » dans la seconde. L'Autorité fédérale pour le développement agricole (FELDA), qui a, aujourd'hui, sous surveillance environ 185 000 hectares d'hévéas, a, pour sa part, distribué des terres à ceux qui n'en possédaient pas et s'est employée à les assister de A à Z. Ce « cher Henry » Ridley ne manque plus d'émules...

J. de B.

De l'Amazonie à l'Extrême-Orient

(Suite de la page 21.)

Un obstacle économique mais aussi politique empêche en fait de compter sur eux.

L'Afrique est marquée par un double phénomène : celui du recul de la production, dû essentiellement à l'instabilité propre à certains pays (Nigéria et Zaïre), mais aussi celui du développement de l'hévéaculture dans d'autres pays, et en tout premier lieu la Côte-d'Ivoire. Si la production totale de caoutchouc naturel africain peut passer de 170 000 tonnes à 300 000 ou à 400 000 tonnes d'ici vingt ans, la Côte-d'Ivoire, partie de peu il y a vingt-cinq ans, atteindra à elle seule les 200 000 tonnes en l'an 2000 et deviendra le premier producteur africain devant le Libéria, où pourtant les surfaces plantées sont deux fois plus importantes.

C'est que finalement la solution au problème posé réside dans les gains de productivité. Nécessaires sur le plan économique pour assurer un revenu aux planteurs tout en permettant une diminution relative des coûts d'approvisionnement pour les utilisateurs, ces gains de productivité sont possibles par les progrès génétiques. D'ici dix ans, on pourrait doubler le rendement à l'hectare d'une bonne culture qui fournira alors 4 000 kilos contre 2 000 kilos aujourd'hui. Ces gains de productivité sont encore plus appréciables si l'on considère la faiblesse des rendements actuels de la majorité des plantations villageoises, qui donnent entre 400 kilos et 500 kilos par hectare.

Sur un total de 7 millions d'hectares, ces plantations villageoises représentent 75 % des terres et seulement 60 % de la production. Mais les rendements des plantations industrielles peuvent eux aussi être améliorés, car, si l'on se livre à un calcul de moyennes, on s'aperçoit qu'elles ne produisent en fait que 1 000 kilos par hectare.

Si le matériel génétique est disponible, se pose en réalité la question de l'encadrement technique, inexistant dans de nombreux endroits pour les plantations villageoises. Leur extension est encore difficile, car, bien que la culture de l'hévéa, dit-on, soit rentable, l'investissement nécessaire à de nouvelles plantations est le plus souvent hors de portée.

Du côté des cultures industrielles, la tendance est au désinvestissement pour des raisons sociologiques, mais économiques aussi : les coûts d'infrastructure des grandes plantations sont considérables. Firestone, qui contrôlait le Libéria, cherche à céder aujourd'hui ses plantations de 40 000 hectares. L'exemple de Michelin est intéressant : après avoir perdu les terres d'Indochine, le fabricant français n'a jamais recherché l'intégration et la sécurité d'approvisionnement par la culture de domaines énormes, mais a souhaité, avec de petites plantations, avoir les outils de référence qui lui permettraient de connaître les conditions qu'il pouvait imposer à ses fournisseurs. Une fois encore l'exemple de la Côte-d'Ivoire, pays dans lequel l'école française du caoutchouc, représentée par l'IRCA (*Institut de recherche du caouthouc*), a retrouvé les conditions de son succès et de sa notoriété d'autrefois en Indochine, mérite donc d'être cité. Dans ce pays, Michelin assure son appui technique à une plantation de 13 500 hectares, plantation qui appartient au gouvernement ivoirien.

Finalement, c'est vers une solution mixte que vont les préférences de l'IRCA, notamment, qui permet aux plantations villageoises de progresser en synergie avec des blocs industriels, à condition que ceux-ci jouent le jeu du développement commun. De là à savoir si la production de caoutchouc naturel peut doubler en vingt ans, rendez-vous en l'an 2000.

JACQUES GRALL.

Les ambitions de la Malaisie

(Suite de la page 21.)

Certains ne se privent pas, compte tenu de l'importance de leurs commandes, de contrôler par eux-mêmes la qualité, soit dans les plantations d'hévéas, soit dans les usines de traitement du latex. Il leur arrive souvent de passer par l'intermédiaire de négociants, comme la Société anonyme française pour l'importation de caoutchouc (SAFIC), qui les assurent contre les risques techniques, financiers et politiques.

Selon les saisons et les guerres

Le cours du caoutchouc naturel varie selon les saisons, car la qualité du latex brut n'est pas identique d'un bout à l'autre de l'année. Il évolue aussi en fonction de la situation économique en général et de l'état du marché des véhicules utilitaires en particulier. Restent les imprévus politiques : ainsi, début avril, l'offensive vietnamienne le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, non loin des grandes plantations d'hévéas, a-t-elle provoqué une flambée des prix sans lendemains, liée au subit gonflement des stocks. Néanmoins, le marché du caoutchouc naturel est un marché moins spéculatif que ceux de matières premières comestibles comme le sucre, le café, le cacao. L'an dernier, la moyenne des prix s'est située autour de 2,20 ringgits (1 dollar) le kilo ; il y a, entre la feuille et le granulé, quelques cents de différence seulement. Aujourd'hui, la conjoncture est maussade : « *Nous ne voyons pas de reprise avant la fin de l'année* », disent des négociants. Mais d'aucuns annoncent une pénurie de caoutchouc naturel autour des années 90. Le gouvernement malaisien s'efforce donc, sous couvert d'incitations financières, de remonter le moral des producteurs locaux qui seraient tentés de chercher autrement leur salut.

Le caoutchouc naturel ne représentait plus que 10,28 % de la valeur totale des exportations malaisiennes en 1982, au lieu de 38 % en 1964. Sur chaque kilogramme vendu à l'étranger, le gouvernement de Kuala-Lumpur prélève aujourd'hui 3,7 cents pour alimenter un fonds de recherche et 9 cents pour financer le renouvellement des plantations. Ces sommes, ajustées aux cours en vigueur, sont gérées par le Comité de développement et de recherche du caoutchouc malaisien, dont dépendent notamment les onze « bureaux » qui en sont les « vitrines » à travers le monde.

L'ambition de la Malaisie est de pouvoir traiter sur place une part honorable de cette matière première brute qu'elle expédie partout dans le monde — environ un quart de sa production va vers les pays de la Communauté économique européenne (C.E.E.). Les deux cent seize usines locales, dont celle de la firme française Hutchinson, n'en ont absorbé que 65 000 tonnes. Dunlop, Goodyear, IT International en transforment sur place le plus gros en pneumatiques. Michelin, pour sa part, aurait récemment rejeté une invitation qui lui aurait été faite de suivre leur exemple. La Malaisie compte bien tenir, un jour, les deux bouts de la chaîne.

JACQUES DE BARRIN.

A LIRE

Le Caoutchouc, par Jean Le Bras. PUF, coll. « Que sais-je ? », n° 136, 1969, 20 F.

Caoutchoucs et plastiques, revue mensuelle éditée par la Société d'expansion technique et économique, 5, rue Jules-Lefebvre, 75009 Paris.

Ancien ministre et roi de la gomme

DE la jungle du Negri Sembilan où, dès l'âge de sept ans, il prêtait main-forte à son père, qui cultivait alors, pour son propre compte, 1 hectare d'hévéas, jusqu'au vingt et unième étage de cette tour de Kuala-Lumpur, d'où il brasse des affaires dont le caoutchouc n'est pas la moindre des « *matières premières* », la route a été longue et dure pour Ghafar Baba, cinquante-huit ans, aujourd'hui au faîte du pouvoir et des honneurs. « *Les jours de congé, je travaillais à la plantation ; il n'y avait pas de chemin pour y aller ; il fallait couper à travers la forêt*, se rappelle-t-il. *Je marchais pieds nus ; je n'avais pas de bicyclette. Je devais transporter les seaux de latex à bout de bras pendant des kilomètres.* »

Orphelin de père et de mère à dix ans, Ghafar doit, pour quelques cents, toucher aux petits métiers dès la sortie des classes : caddy sur les terrains de golf, ramasseur de balles sur les courts de tennis, vendeur de glaces, etc. Nommé, en 1939, instituteur à Malacca, il commence à militer dans les rangs de l'Association de la jeunesse malaisienne, dissoute par la suite par l'occupant japonais. Il retrouve, après guerre, son poste d'enseignant et adhère au Parti nationaliste malais, supprimé en 1948 par les autorités britanniques en raison de l'état d'urgence.

Lorsque, en 1951, le prince Abdul Rahman, le « père de l'indépendance », pour lequel il nourrit une vive admiration, s'inscrit à l'United Malays National Organization (UMNO), Ghafar lui emboîte le pas. A trente ans, il est élu député de Malacca, mandat qu'il n'a jamais cessé d'exercer depuis lors, battant ainsi le record de longévité parlementaire. Il ne s'arrête pas en si bon chemin. De 1959 à 1967, il est « chief minister » de l'État de Malacca, puis, de 1968 à 1976, ministre des terres et des mines, ensuite du développement national. Secrétaire général du Front national depuis sept ans, et vice-président de l'UMNO, le parti dominant de la coalition gouvernementale, depuis vingt-deux ans, ce Bumiputra — ce « Fils de la Terre » — avoue : « *Je n'ai jamais été battu.* »

Pour l'heure, Ghafar Baba fait des affaires. « *Je me suis lancé dans le business dès que j'ai quitté le gouvernement*, explique-t-il ; *j'avais une famille de dix enfants à nourrir.* » Goodyield Plaza, qui le prend à son service, et Pegi Malaysia, sa filiale, sont aujourd'hui sous son contrôle. Lorsque, en septembre 1981, Multi-Purpose Holdings, bras séculier de la toute-puissante Malaysian Chinese Association (M.C.A.), se porte acquéreur de 51 % du capital que possédait la firme britannique Dunlop Holdings dans la société des plantations Dunlop, une « joint venture » — Pegi Multi-Purpose Holdings — est aussitôt créée pour les besoins de la cause, dont ce représentant de l'ethnie malaise se voit confier la présidence. Le voilà alors à la tête d'une « propriété » de quelque 30 000 hectares d'hévéas...

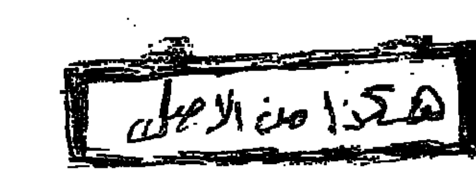
Ghafar fait encore parler de lui en avril dernier, lorsque Pegi Malaysia porte à 26,1 % sa participation dans le capital de Dunlop Holdings et en devient ainsi le principal actionnaire. Cet homme d'affaires avisé, qui possède *Utusan Malaysia*, le premier quotidien de langue malaise, et qui a créé, avec ses cinq fils, une société familiale G and G, n'est pas à court de projets. Il envisage de racheter à Multi-Purpose Holdings la part de l'actif qui, selon les directives gouvernementales, doit revenir, avant 1990, aux Bumiputras ; il cherche à prendre le contrôle de Dunlop Malaysia Industries, qui fabrique sur place des pneumatiques. « *Si la société franco-belge Socfin veut se séparer de certaines de ses plantations, je suis preneur* », indique-t-il sans forfanterie, assuré qu'il est d'obtenir tous les concours bancaires nécessaires.

« *Parce qu'il n'a pas de substitut valable, à la différence de l'huile de palme, le caoutchouc naturel a encore un bel avenir devant lui* », assure Ghafar. A son avis, « *le caoutchouc synthétique n'est pas d'aussi bonne qualité et, en outre, il faut du pétrole pour le fabriquer* ». Il n'empêche que Pegi Malaysia possède 42 % du capital de Synthetics Resins Malaysia...

Ce n'est pas un heureux hasard si ce politicien-né a si bien réussi dans les affaires et singulièrement dans tout ce qui touche, de près ou de loin, au caoutchouc. Comme « patron » de l'État de Malacca, puis comme ministre du gouvernement fédéral, il s'était intéressé au développement rural et, par la force des choses, à la culture de l'hévéa. Il pouvait d'autant moins ignorer l'« industrie » de l'arbre à gomme que celle-ci occupe près de trois millions de Malaisiens. Une force politique à prendre en considération. La moindre influence que Ghafar exerce dans les allées du pouvoir n'est peut-être pas sans rapport avec la moindre importance que cette matière première joue dans la vie économique du pays.

Qu'importe ! « *Je suis heureux comme ça* », dit ce musulman fervent qui a fait cinq fois le pèlerinage de La Mecque. En montant des « coups », en consolidant son empire, Ghafar Baba cherche-t-il, comme d'aucuns le laissent entendre, à préparer une possible rentrée sur la scène politique ? Aurait-il donc pris goût au pouvoir ? Cet homme comblé n'exclut pas de revenir au gouvernement « *si la situation l'exige* »...

J. de B.



LONDRES : un marché en proie à la concurrence

DEPUIS le début de cette année, les cours des principales matières premières industrielles, centralisés, pour la plupart, dans la capitale britannique, ont fortement progressé. Ce mouvement, déjà perceptible à la fin de 1982 dans la perspective, surtout, d'une reprise économique mondiale, a été particulièrement bénéfique à des produits tels que le caoutchouc naturel.

Cotée à environ 550 livres sterling *par tonne sur le marché à terme londonien* au début janvier, la feuille fumée numéro un *(Ribbed smoked sheet number one)*, plus communément appelée R.S.S. n° 1, – longtemps admise comme étalon sur le marché mondial du caoutchouc – a atteint jusqu'à 856 livres le 31 mars dernier, effectuant ainsi un bond de *55 % en trois mois*, avant de faire progressivement marche arrière pour s'établir aux environs de 750 livres à la fin mai.

La brusque flambée des cours, alors qu'ils étaient encore en janvier à leurs plus bas niveaux depuis l'amorce de la chute des prix du caoutchouc naturel, en 1981, n'a d'ailleurs pas manqué d'intriguer la communauté financière britannique.

« *La récente progression des cours du caoutchouc naturel s'explique essentiellement par les opérations de restockage auxquelles procèdent les usines consommatrices et par les conditions climatiques qui ont affecté certains pays producteurs tels que Sri-Lanka* », explique M. Belt, l'un des spécialistes de Rouse Woodstock Ltd, un des principaux courtiers du London Commodity Exchange, la Bourse de commerce londonienne. « *Cette hausse a un côté un peu artificiel car elle reflète en partie la faiblesse de la livre sterling par rapport à la fermeté du dollar, auquel sont directement liées les monnaies de Malaisie, principal pays fournisseur puisqu'il représente à lui seul plus de 40 % de la production mondiale et de Singapour* », ajoute-t-il.

M. Belt estime que, après un léger palier, les cours devraient remonter au second semestre 1983 en raison des besoins de l'industrie, notamment automobile et pneumatique, mais à des degrés divers selon les catégories de caoutchouc concernées puisque, par exemple, le T.S.R. 20 *(Technically specified rubber n° 20)*, très utilisé dans l'industrie du pneumatique, n'est pas coté à Londres où l'on traite seulement le R.S.S. n° 1.

La courbe des stocks

Cette opinion est confortée par Landell Mills Commodities Studies qui constate une reprise plus marquée des cours du caoutchouc sur les catégories destinées à l'industrie (le Standard Malaysian Rubber – S.M.R. 20, – notamment) alors que le mouvement est plus atténué sur les feuilles fumées (1). « *Aux États-Unis et au Japon, la consommation s'est améliorée au cours des derniers mois de 1982 (en dépit de la baisse de 2,8 % constatée outre-Atlantique pour l'ensemble de l'année dernière et d'une consommation étale au Japon). Durant le premier trimestre 1983, la nécessité de reconstituer les stocks de pneumatiques tombés à des niveaux très bas aux États-Unis et le récent coup d'arrêt porté à la baisse régulière de la production automobile japonaise constatée depuis dix-huit mois, ont constitué un stimulant pour le marché mondial du caoutchouc* », constate cet organisme. De plus, ajoute-t-il, « *les stocks de caoutchouc naturel au Japon, qui avaient pratiquement été réduits de moitié durant le second semestre 1982, essentiellement en raison de la spéculation sur les monnaies, ont atteint à présent un niveau d'où ils ne peuvent que progresser. Par contre, la consommation continue à stagner en Europe* ».

Pour les professionnels du marché londonien, suivre au plus près la courbe des stocks dans les pays consommateurs en même temps que les perspectives de production industrielle est une véritable idée fixe et pour comprendre cet impératif, il suffit de savoir que l'industrie du pneumatique, essentiellement tournée vers le T.S.R. 20, consomme à *elle seule 70 % du caoutchouc naturel* produit dans le monde entier.

Au vu des dernières statistiques les plus fiables, celles de l'International Rubber Study Group dont le siège est à Londres et qui publie

Cents malaisiens par kilo

RIBBED SMOKED SHEETS N°1

450 · 400 · 350 · 300 · 250 · 200 · 150 · 100 · 85

1972 1973 1974 1975 1976 1977 1978 1979 1980 · 1981 · 1982

Source : Safic-Alcan

régulièrement un bulletin très documenté servant de base de référence à toute la profession, le *Rubber Statistic Bulletin*, la production mondiale de caoutchouc naturel a progressé de 1,3 % en 1982, passant à 3,73 millions de tonnes contre 3,68 millions l'année précédente tandis que la consommation – étrange coïncidence – baissait dans d'égales proportions pour revenir de 3,70 millions à 3,65 millions de tonnes. Il s'est dégagé ainsi un excédent de 80 000 tonnes, tandis que le stock final passait de 1,61 million à 1,70 million de tonnes.

A titre de comparaison, la production de caoutchouc synthétique a, en 1982, représenté 7,80 millions de tonnes seulement, soit une baisse de 7,8 % sur l'année précédente (8,46 millions). La consommation mondiale, elle, régressait de 9,3 % pour s'établir à 7,65 millions de tonnes (contre 8,44 millions en 1981), *les stocks étant réduits de* 50 000 tonnes pour s'établir à 2,03 millions de tonnes.

Une trentaine de qualités

Les incertitudes de la conjoncture *internationale* – outre les interrogations que suscite l'évolution future du prix du *pétrole* – ont un peu freiné les initiatives et la place de Londres en ressent les effets avec un volume d'affaires tombé à cent quatre-vingts ou deux cents lots certains jours au mois de mai sur le London Rubber *Terminal Market* alors que plus de mille lots étaient négociés quotidiennement sur ce marché aux plus beaux jours du mois de janvier dernier Londres commence à craindre une désaffection de ses investisseurs.

Longtemps considérée comme la première place mondiale de négociation du caoutchouc à terme, la capitale britannique se heurte à présent à un double obstacle : le fait d'avoir axé toute son activité sur un monoproduit *(le R.S.S. n°1, alors que la plupart des consommateurs de caoutchouc naturel utilisent le* T.S.R. 20 ou le S.M.R. 20 au détriment des feuilles fumées, seules cotées dans la City) et la concurrence de plus en plus vive des autres marchés à terme existants alors même que de nouvelles places pourraient *bientôt voir* le jour.

« *Le R.S.S. (la feuille fumée) n'est plus adapté aux besoins du monde industriel, alors que celui-ci peut disposer d'une trentaine de qualités différentes de caoutchouc naturel* », admet M. Christian de Saint-Hilaire, président de Hecht, Heyworth and Alcan Ltd (filiale de Safic-Alcan, à présent détenue à 80 % par le groupe Agnelli-Fiat), le plus important vendeur de caoutchouc naturel à partir de Londres, grâce à un réseau implanté dans cinquante-quatre pays. « *Les caractéristiques des feuilles fumées remontent à 1920, alors que les spécifications des autres catégories, beaucoup plus modernes, ont été définies en 1965* », fait-il valoir, ajoutant que sur les 3,7 *millions de* tonnes produites dans le monde en 1982, près de la moitié (environ 1,5 million) sont constituées par les seules qualités T.S.R.

« *Le succès des marchés à terme de Kobé et de Tokyo est là pour prouver la nécessité de définir d'autres standards. Une grande activité s'est en effet développée sur ces marchés japonais où, seuls, les négociants et les spéculateurs locaux peuvent intervenir. Les qualités traitées y sont sans doute inférieures à celles qui sont négociées sur le marché à terme de Londres mais elles sont aussi moins sensibles aux fluctuations, étant donné qu'elles sont destinées uniquement au marché automobile domestique, le circuit fonctionnant en vase clos.* »

« *A l'inverse*, constate M. de Saint-Hilaire, *les deux marchés à terme du caoutchouc qui avaient été créés aux États-Unis, il y a quelques années, ont rapidement périclité en raison du nombre insuffisant de spéculateurs attirés par cette activité, alors que les marchés à terme de produits financiers connaissaient un succès croissant au détriment des matières premières. D'autre part, les grands fabricants de pneumatiques n'intervenaient pas sur ces marchés à terme (Goodyear dispose de ses propres exploitations de caoutchouc naturel en Asie du Sud-Est) et ces marchés ont dû fermer leurs portes.* »

Face à Singapour et, surtout, à la Malaisie, Londres peut encore rivaliser en raison des importantes ramifications financières qui transitent par la capitale britannique, mais celle-ci devra faire preuve d'imagination pour offrir de nouveaux contrats aux intermédiaires internationaux *si elle veut damer le* pion aux pays producteurs mus par le désir légitime de créer un marché spécifique à l'endroit même où se trouve la richesse naturelle : sur leur propre sol.

SERGE MARTI.

(1) Les quelque trente différentes catégories de caoutchouc sont réparties en deux groupes : les feuilles fumées *(ribbed smoked sheet)* classées de 1 à 5 par ordre de qualité décroissante et les caoutchoucs spéciaux (T.S.R. et S.M.R.) en granulés compressés dans des balles de 33 kilos.

Dans l'ancienne Halle au blé

SITUÉ au cœur de la City, plus précisément à quelques mètres de Plantation House, cet élégant bâtiment aux portiers en livrée qui abrite notamment le célèbre London Metal Exchange – la Bourse des métaux, – le London Commodity Exchange (L.C.E.) se tient depuis plus de deux cents ans à Mark Lane, sur l'emplacement même de la Halle au blé. Depuis 1746, les quatre-vingts niches distinctes qui permettaient aux négociants en blé de présenter leurs divers échantillons ont successivement accueilli d'autres produits tels que le café, le cacao, le sucre ou encore le thé, vendus chaque jour aux enchères.

Aujourd'hui, onze associations professionnelles président aux destinées de la Bourse de commerce, chacune d'entre elles disposant d'un siège au conseil d'administration du L.C.E. où sont élaborées les grandes lignes – et les nouveaux projets – des marchés à terme londoniens. Ceux-ci sont actuellement au nombre de huit : le café, le cacao, le caoutchouc, les tourteaux de soja, le sucre, les huiles végétales, la laine et, le dernier d'entre eux, les produits pétroliers.

Sur le marché à terme du caoutchouc, le London Rubber Terminal Market, le volume d'affaires exprimé en tonnes n'a guère varié d'une année à l'autre (1,18 million de tonnes contre 1,24 million en 1981), loin derrière d'autres contrats, notamment le cacao (6,26 millions de tonnes en 1982), le café (4,88 millions de tonnes) et, surtout, le sucre avec 45,65 millions de tonnes négociées en 1982.

Au total, vingt-trois négociants *(dealers)* sont représentés sur le marché *(floor)* tandis qu'une douzaine de courtiers *(brokers)* ont également un représentant à la corbeille. Celle-ci n'est pas matérialisée par la traditionnelle enceinte en bois telle qu'on la connaît à la Bourse de Paris, mais par une série de *pupitres disposés en fer à cheval* d'un seul tenant face au bureau du président de séance *(chairman)* qui conduit les opérations et procède aux cotations « à la criée ».

Le tout se déroule dans une enceinte ultra-moderne, constellée d'écrans de visualisation et de nombreux terminaux d'ordinateurs qui permettent la transmission (et la réception) des cours en temps réel entre Londres et les autres places internationales.

Un projet est à l'étude depuis plusieurs années pour essayer de regrouper au même endroit tous les marchés commerciaux égaillés dans la City, mais il se heurtait jusqu'ici à d'importants problèmes financiers. La situation devient aujourd'hui urgente étant donné que le bail d'occupation de la Cereal House va bientôt venir à expiration.

Parmi les projets envisagés, celui qui a le plus de chances d'être retenu est celui qui transfère toutes les installations à Billingsgate, sur l'ancien marché au poisson. Les discussions s'accélèrent et l'opération pourrait s'effectuer en 1986, permettant *ainsi à ces marchés de retrouver* l'endroit où ils ont vu le jour au dix-huitième siècle : sur les bords de la Tamise.

S. M.

SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

KUALA-LUMPUR : après les chuchotements, la criée

LE gouvernement de Kuala-Lumpur en faisait presque une question d'honneur : premier producteur mondial de caoutchouc, la Malaisie se devait d'avoir, à l'égal de Londres, sa Bourse à la criée. M. Paul Leong, ministre des industries primaires, vient donc d'annoncer qu'à compter du 8 mars 1984, *après une période transitoire* de six mois, le marché du « papier » serait complètement séparé du marché « physique », que les opérations spéculatives seraient ainsi transférées du Malaysian Rubber Exchange (M.R.E.) au Kuala Lumpur Commodity Exchange (K.L.C.E.).

Cette Bourse ne traitait, depuis sa création en octobre 1980, que l'huile de palme (environ 40 % de la production locale en 1982, *au lieu* de 29 % l'année précédente). L'objectif gouvernemental est d'étendre progressivement ses activités à toutes les autres matières premières dont la Malaisie est le premier fournisseur mondial : étain, poivre, contreplaqués. Au départ, *une seule qualité* de caoutchouc – la feuille fumée n° 1 (RSS 1), qui représente 37 % de la production locale – se négociera au K.L.C.E. Le granulé (S.M.R.) sera introduit ultérieurement sur ce marché.

Jusqu'à maintenant, les transactions s'opéraient par l'intermédiaire de sept courtiers qui travaillaient, téléphone en main, indépendamment les uns des autres. Le remplacement de ces « chuchotements » *(whispering system)* par une criée devrait donner davantage de transparence au marché du caoutchouc et attirer au K.L.C.E. des *sociétés* internationales, prêtes notamment à jouer des écarts de change sur les Bourses de Kuala-Lumpur et de Londres.

Le K.L.C.E. aura du mal à ravir le leadership aux Bourses de Londres et de Singapour. Cette dernière, qui continuera de fonctionner selon le *whispering system*, dispose, pour défendre ses positions, d'un personnel hautement qualifié et d'excellentes infrastructures de télécommunications, ce que le gouvernement malaisien ne peut encore mettre au service de ses ambitions. Ces obstacles *n'entament pas sa détermination* de relever le défi de cette ville-État voisine qui, sur son minuscule territoire, ne cultive pas un seul hévéa et entend, néanmoins, faire un peu la loi sur le marché du caoutchouc...

J. de B.

MATIÈRES PREMIÈRES

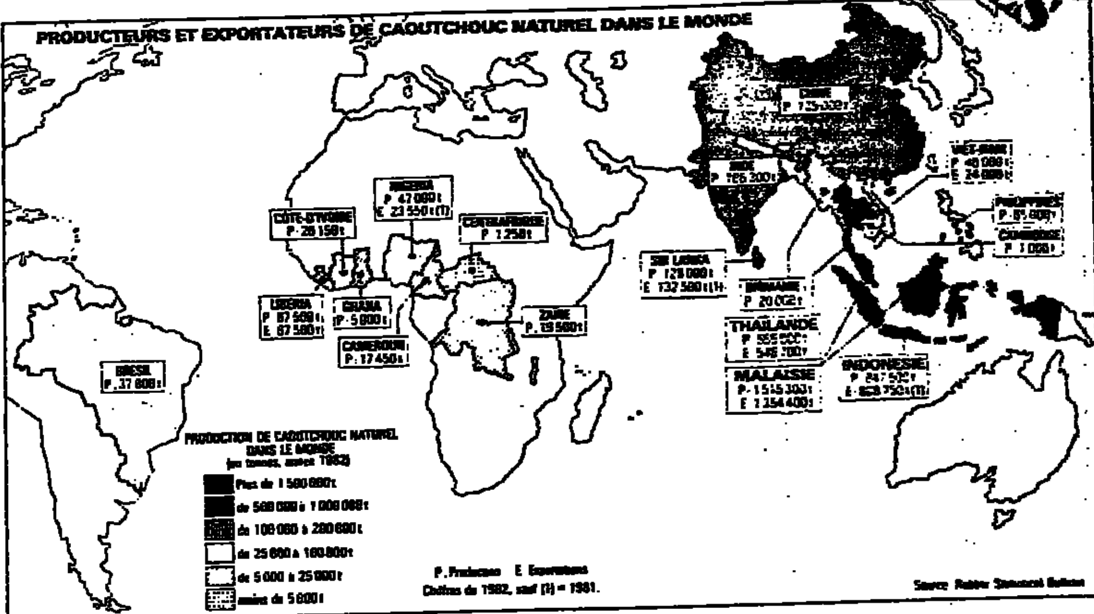
SUR LA PISTE DU CAOUTCHOUC

L'élastomère, dangereux rival ?

UN dangereux rival ? Les statistiques le démontrent clairement. Après avoir couru quarante-cinq ans derrière le caoutchouc naturel, le caoutchouc synthétique l'a non seulement rattrapé, mais très largement distancé, en termes de quantités consommées du moins, depuis une génération déjà. Distancé, mais non surpassé, et, depuis sept ans, il est arrivé au bout de ses possibilités. Les experts sont formels : l'écart se maintiendra en l'état une vingtaine d'années encore et ne recommencera à se creuser qu'au vingt et unième siècle. Affaire de propriétés.

Quatre siècles se sont écoulés entre la découverte fortuite du caoutchouc naturel, faite par les conquistadores espagnols regardant jouer les Indiens d'Amérique avec des balles aux rebonds étonnants, et l'invention de de son succédané. La mise au point de ce qui fut d'abord un mauvais ersatz nécessita de longs travaux, exécutés tour à tour par l'Anglais William parvenu, en 1860, par distillation du caoutchouc naturel, à mettre l'isoprène (substance chimique) en évidence, par le chimiste français Bouchardat (conversion, en 1879, de l'isoprène en un solide analogue au caoutchouc), enfin par Tilden, en 1884 (production d'isoprène de synthèse par décomposition de l'essence de térébenthine).

Cependant, la fabrication du caoutchouc synthétique (ou élastomère), à l'échelle industrielle, ne devait débuter qu'en 1916, après qu'Hofmann, en Allemagne, eut réussi à remplacer l'isoprène par le diméthylbutadiène, plus facile à produire. L'empereur Guillaume II eut le privilège d'être le premier à rouler dans sa Mercedes sur des pneus en élastomère.



Pour tout dire, le produit n'était pas encore vraiment au point, n'ayant qu'une élasticité limitée. Mais les Allemands allaient l'améliorer par polymérisation (réunion de plusieurs molécules identiques pour former une nouvelle molécule plus grosse) du butadiène et du styrène ou du butadiène et de l'acrylonitrile. Ils obtinrent le fameux « Buna » sur lequel roulèrent les véhicules de guerre du IIIe Reich durant la seconde guerre mondiale (179 000 tonnes/an produites dès 1939).

Le conflit obligea les Américains à s'intéresser au procédé, auquel ils apportèrent un élément de plus (copolymérisation du styrène et du butadiène). Ainsi naquit, dès l'après-guerre, le S.B.R. (styrène butadiène rubber), toujours l'élastomère le plus consommé (50 % du marché du synthétique).

Avec l'automobile

Avec l'essor de l'industrie automobile, le développement du caoutchouc synthétique fut foudroyant. En 1938, ce dernier ne comptait encore que pour 2,2 % dans la production globale de caoutchouc dans le monde. Douze ans après, le taux était monté à 22,2 % (534 000 tonnes fabriquées). Au début des années 60, les productions de synthétique et de naturel se rejoignirent (1,88 million de tonnes pour l'un ; 1,99 million de tonnes pour l'autre). Puis elles divergèrent radicalement pour atteindre, en 1970, respectivement 8,85 millions de tonnes (65,4 %) et 3,1 millions de tonnes.

Pour une percée ce fut une percée, puisque, en l'espace d'un quart de siècle — l'année 1950 étant prise comme point de départ, — la production de caoutchouc synthétique fut multipliée par seize alors que celle de naturel augmentait seulement du double. Mais le taux d'utilisation du caoutchouc artificiel allait cesser de monter en 1976 (70 %). Depuis lors, il se maintient à ce niveau.

La crise consécutive aux deux chocs pétroliers est-elle responsable du phénomène ? La réponse à cette question n'est pas évidente. Inférieurs à ceux du naturel, au début des années 70, les prix du synthétique ont grossièrement suivi la hausse des hydrocarbures. Mais le marché du naturel, par le jeu de la spéculation, a connu d'intenses moments de fièvre : entre le mois d'août 1972 et décembre 1973, les cours avaient triplé, avant de rechuter brutalement durant les dix mois suivants, puis de quadrupler d'octobre 1974 à mai 1980. Depuis, ils ont baissé de plus de moitié. Ces bouleversements, parfois amplifiés par les désordres monétaires ou atténués par les surcapacités, ont tour à tour avantagé puis pénalisé le synthétique.

Frappés de plein fouet, les deux clients de l'industrie du caoutchouc, les fabricants de pneus, de loin les plus importants — ils absorbent de 60 à 65 % des quantités produites (autant de naturel que de synthétique), — et l'industrie du caoutchouc industriel (bandes transporteuses, courroies, tubes, tuyaux, tapis, revêtements, articles de sports, etc.), auraient pu chercher, pour abaisser le coût de leurs matières premières, à moduler leurs achats et à privilégier tel ou tel produit dans leurs fabrications en fonction des prix de marché, le synthétique quand ses prix étaient concurrentiels, le naturel redevenu moins cher depuis deux ans après ses excès à la hausse. Si quelques transferts se sont bien produits, aucune véritable distorsion n'a toutefois été enregistrée dans les habitudes de consommation.

La demande s'est contractée (– 10 %) en l'espace de trois ans, surtout sous l'effet du dégonflement des stocks (11,55 millions de tonnes consommées en 1982, contre 13 millions en 1979, tous produits confondus). Mais la crise n'a pas fait la distinction, et la baisse des achats n'a pas plus affecté le synthétique que le naturel. Revenus à leurs niveaux de 1976, l'un et l'autre conservent leurs positions (70 % et 30 % respectivement). Le facteur prix n'a donc pas été déterminant pour dégeler une situation figée depuis sept ans.

Les mélanges des pneus

La raison en est que les élastomères n'ont pas tenu toutes leurs promesses. Le phénomène est étroitement lié aux propriétés des deux produits. En quarante ans, des progrès considérables ont été accomplis dans la chimie du caoutchouc. Néanmoins, les chercheurs n'ont pas réussi à mettre au point des élastomères en tout point identiques au naturel.

Certes, les problèmes de résistance, d'élasticité, d'inaltérabilité ont été résolus.

La fabrication du produit est aisée ; elle met en œuvre un équipement beaucoup moins lourd, plus souple, capable de travailler en continu, et elle se fait en grande série. La qualité est constante. Autant d'avantages dont le caoutchouc naturel ne peut se prévaloir, assujetti qu'il est, de surcroît, au facteur saisonnier (cru des récoltes).

Mais le synthétique a encore trois défauts : il manque d'adhérence, ce qui est fâcheux pour des pneus ; son hystérésis est moins importante, autrement dit il s'échauffe davantage à chaque cycle détente-écrasement ; enfin, comme liant, le caoutchouc synthétique offre de moins bonnes caractéristiques que le naturel.

Tous les utilisateurs ont donc leurs recettes, surtout les fabricants de pneus. Chaque manufacturier effectue de savants mélanges tenus rigoureusement secrets. La proportion dans un pneu est en général de trois quarts de synthétique et un quart de naturel en France ; deux tiers et un tiers à l'étranger. La qualité supérieure du pneu Michelin réside dans le dosage. Cependant, les chimistes ne pensent pas pouvoir trouver le caoutchouc synthétique idéal avant au moins vingt ans.

Comme le cuir, que son succédané n'a jamais réussi à supplanter, le caoutchouc naturel a donc encore de beaux jours devant lui. Malgré l'avancée spectaculaire du synthétique, la consommation de caoutchouc naturel n'a presque jamais cessé de croître. Elle a décuplé de 1920 à 1980 et a de bonnes chances d'augmenter encore. Avec la pénurie de butadiène (produit chimique dont 75 à 80 % des quantités servent à fabriquer du synthétique) qui menace, avec les fermetures de vapocraqueurs en Europe, décidées pour réduire les énormes surcapacités dans la pétrochimie, le naturel possède un atout de poids.

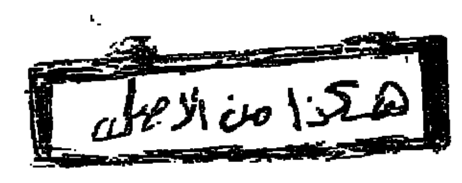
ANDRÉ DESSOT.

LES PRINCIPAUX PRODUCTEURS DE CAOUTCHOUC SYNTHÉTIQUE

(en tonnes)

U.R.S.S.	1 970 000
États-Unis	1 805 000
Japon	930 740
France	475 112
Allemagne fédérale	383 850
Brésil	228 142
Italie	215 000
Pays-Bas	213 200
Grande-Bretagne	190 236
Canada	181 701

(Source : Rubber Statistical Bulletin pour 1982)





ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/col. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
NOUVELLEMENT CRÉÉE EN FRANCE
FILIALE D'UNE SOCIÉTÉ AMÉRICAINE
CONNAISSANT UNE CROISSANCE IMPORTANTE AUX U.S.A. ET EN EUROPE

spécialisée dans le développement et la fabrication de postes téléphoniques et de terminaux transactionnels

recherche

INGÉNIEUR CHEF DE PROJET POSTES FUTUR DIRECTEUR TECHNIQUE

Le candidat retenu devra posséder une expérience confirmée dans les domaines analogique et logique appliqués à la téléphonie.

Il aura une bonne connaissance des semi-conducteurs. Il pourra être amené à défendre des solutions techniques dans le cadre des procédures d'agrément auprès des administrations ou des principaux clients.

Après avoir lancé les activités techniques de la filiale française, en liaison avec les bureaux d'études de la maison-mère aux U.S.A., *il aura une ouverture sur la direction technique de la société française dans le cadre de son* expansion et de l'implantation d'unités de production et de développement prévues en France.

La connaissance de l'anglais est indispensable et des voyages, notamment aux U.S.A., pourront être nécessaires.

Envoyer lettre manuscrite et curriculum vitae à RÉGIE-PRESSE sous n° T 040.774 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

DIRECTEUR DE LA LOGISTIQUE

Cette Entreprise (plus d'un millier de personnes, un milliard de francs de CA) étudie, *fabrique et commercialise en très grande série des produits complexes destinés à la fois à* des marchés professionnels et grand public. Première, et de loin, sur son marché, ses performances et sa croissance sont exceptionnelles.

Au sein de sa Direction de Production, nous proposons aujourd'hui le poste de Directeur de la Logistique. En liaison étroite avec les services commerciaux et les Unités de fabrication, le titulaire du poste est responsable de l'une des fonctions-clés de l'Entreprise. A partir des prévisions de vente, il planifie et gère l'ensemble des approvisionnements, achète et organise le transport et dirige, au niveau central, toutes les phases de préparation de la production, comprenant l'ordonnancement et le lancement. Pour assurer sa mission, il s'appuie sur une équipe d'une quinzaine de personnes dont de nombreux Cadres.

Pour ce poste de haut niveau, nous souhaitons rencontrer un candidat expérimenté (âgé d'au moins 32 ans), de préférence diplômé de l'enseignement supérieur technique, économique ou de gestion. Sa carrière s'est déroulée en partie à un niveau de poste équivalent, soit dans une fonction similaire, soit dans une fonction achats, organisation ou gestion de production. La pratique de l'outil informatique est indispensable et la connaissance de l'anglais nécessaire. Il doit, par ailleurs, posséder d'excellentes qualités de *négociation et d'animation. Le poste est basé dans la région parisienne.* Les conditions offertes et le caractère très évolutif du poste sont de nature à intéresser un candidat de grande valeur.

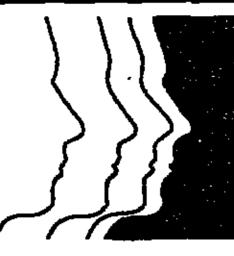
Pour recevoir informations complémentaires, écrire sous référence M 14600 F. à :

EGOR S.A.
8 rue de Berri 75008 Paris.

egor

PARIS LYON NANTES TOULOUSE MILANO PERUGIA ROMA DÜSSELDORF LONDON MADRID MONTREAL

média system



Directeur Général
Sidérurgie
350 000 F +

Cette société (120 personnes), nouvellement constituée par deux entreprises solides du secteur de la sidérurgie, fabrique et distribue des aciers spéciaux pour lesquels elle se situe déjà en position de premier plan en Europe. La montée en production doit lui permettre de dépasser, dès l'année prochaine, 7000 tonnes/an.

Votre formation d'ingénieur, votre expérience de la sidérurgie et, surtout, votre compétence de généraliste de haut niveau (production, gestion financière, sociale et commerciale) acquises par exemple dans la direction effective d'un établissement industriel, vous permettront de prendre en charge l'intégralité du management d'une entreprise en cours d'investissements importants.

Vous serez appuyé, pour cela, par un conseil d'administration compétent issu des deux sociétés mères et par des collaborateurs immédiats de très bon niveau.

Le poste est situé dans la région **Midi-Pyrénées.**

Merci d'écrire sous la référence 305184 M à :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

GROUPE INTERNATIONAL
fabriquant et commercialisant une large gamme de matériels pour les marchés pétrole, pétrochimie et gaz
recherche
pour son siège du Midi de la France

LE DIRECTEUR
DE SA DIVISION PRODUITS TECHNIQUES
Age environ 35 ans
250.000 F +

Il disposera d'une solide formation d'ingénieur et aura une large expérience des marchés du groupe en France et à l'étranger.

Il sera capable de dynamiser l'équipe de vente de la division, de concevoir et de promouvoir une politique de développement de ces produits.

Adresser candidature sous n° 263.969 M à Régie-Presse, 85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris, qui transmettra.

2 usines pour commencer!

*Rejoignez-nous dans l'**Essonne** pour prendre la **Direction** de 2 de nos usines.*
*Diplômé d'une école d'ingénieurs **ECP, AM, P et C, ETP**, vous avez acquis une expérience de management industriel et commercial.*
A 35 ans, vous êtes bien décidé à tirer le meilleur parti de votre potentiel.
Réussir à ce poste vous ouvre la voie vers des responsabilités plus importantes au sein d'un groupe international leader dans le secteur du bâtiment.
Notre société (CA 200 millions, 500 personnes) est spécialisée dans la fabrication industrielle d'éléments en béton cellulaire autoclavé.
Si notre proposition vous intéresse, contactez Gestion et Méthodes, chargé de cette recherche, en téléphonant au 579.07.49. entre 11h et 12h ou en écrivant pour convenir d'un rendez-vous.



GESTION ET METHODES
CONSULTANTS D'ENTREPRISES.
1 bis Place du Commerce 75015 Paris.

MEMBRE DE SYNTEC

média-system

emplois internationaux emplois internationaux
(et départements d'Outre Mer)

directeur juridique et financier

PARIS **175.000 +**

Une société de services très solide, traversant la crise sans difficulté, crée le poste de :

DELEGUE AUX AFFAIRES GENERALES

Votre mission comportera la défense des intérêts de la société sur le plan juridique et contentieux, le montage de financements, la gestion d'une importante trésorerie, la représentation de la société auprès des administrations et de la profession, et des missions internes diverses.

Vous êtes le candidat idéal si, jeune cadre, âgé de 28 ans au moins, **diplômé d'études supérieures de droit**, vous avez déjà 5 ans d'expériences juridiques et financières variées, acquises dans l'assurance, l'immobilier ou la banque d'affaires.

Ce poste fonctionnel est rattaché directement à la Direction Générale. Il est à pourvoir d'urgence.

Adressez votre dossier avec lettre manuscrite, C.V., photo, rémunération souhaitée, à M.S. REYMOND, 24 place Charles Fillion, 75017 Paris, qui étudiera confidentiellement votre candidature, sous référence DAGM 2

FU BERLIN

An der Freien Universität Berlin sind folgende Stellen zu besetzen :

Fachbereich Philosophie und Sozialwissenschaften II
Institut für Ethnologie

2 Stellen Professor/in (C4)

Aufgabengebiet : Ethnologische Theorie, Empirische Forschungen. Einstellungsvoraussetzung : 134 Berliner Hochschulgesetz. Erwünscht ist ferner : a) regionale Kompetenz in Afrika, vorzugsweise Nord- bzw. Ostafrika. b) régionale Kompetenz in Asien, vorzugsweise Naher und Mittlerer Osten. Bewerbungen mit den *üblichen Unterlagen innerhalb von 6 Wochen unter* Angabe der kennziffer a) E/1/83bzw. b) E/2/83 an Fachbereich Philosophie und Sozialwissenschaften II, Habelschwerdter Allee 45, D-1000 Berlin 33.

Die Freie Universität ist bemüht, Wissenschaftlerinnen besonders zu fördern und strebt eine Erhöhung des Anteils von Frauen am wissenschaftlichen Personal an.

Nous sommes une importante société minière exerçant son activité au TOGO, nous proposons les postes suivants :

INGENIEUR RESPONSABLE D'UNE SECTION D'ENTRETIEN

Vous devez avoir une bonne expérience de l'entretien préventif et des interventions sur de gros ensembles de terrassement du type roue-pelles ou convoyeurs ou équipements similaires - des compétences solides en mécanique générale et charpentes métalliques.

INGENIEUR ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ELECTROMECANIQUE

Nous demandons une expérience de quelques années de l'entretien préventif d'installations industrielles importantes - sidérurgie - chimie ou similaire. Des connaissances en moteurs thermiques seraient appréciées.

Ces postes conviendraient à A.M. — I.C.A.M. — E.N.I. ou équivalent. Rémunération intéressante - Avantages sociaux - Logement *en villa sur lieu de travail* - Scolarisation *enfants* possible - Congés annuels 5 jours par mois.

Envoyer C.V., prétentions sous N° 8483 à PARFRANCE ANNONCES - 4, rue Robert Estienne - 75008 PARIS qui transmettra

P.M.I. LEADER DANS SON CRÉNEAU MÉDICO-CHIRURGICAL
C.A. 80 M.F., EXPORT 20 M.F., 200 SALARIÉS
Filiale d'un groupe multinational européen très dynamique et très performant

recherche un

DIRECTEUR EXPORT

PROFIL SOUHAITÉ :
- Environ 30 ans ;
- Parfaitement bilingue (anglais);
- Diplômé grande école (ing. ou commerciale);
- Expérience négociation internationale.

POSTE A POURVOIR A PARIS

Env. lettre man. et c.v. sous n° T 040.786 M
RÉGIE-PRESSE, 85 bis, r. Réaumur Paris-2e.

INSTITUT INTERN. PRIVÉ
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
recherche pour Paris

DIRECTEUR
d'établissement

ayant déjà eu responsabilité à l'échelon direction IMPÉRATIVEMENT

Ecrire sous le n° 265.491 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Ass. loi 1901, ch. directeur, centre post-cure toxicomanes, région Haute-Normandie, 8 salariés. 10 résidents-Sal. conv. collective, enfance inadaptée mars 1966.

Ecrire avec C.V. M. le Directeur de l'AREJ, 12, rue Marin-Le Pigny, 76000 ROUEN.

SOCIETE DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale
recherche pour le

MOYEN ORIENT

INGENIEURS INFORMATICIENS

- 2 ans expérience minimum,
- Ils devront avoir le souci constant d'entretenir de bonnes relations avec les contractants,
- Connaissant IDS/2 - TDS,
- Excellente maîtrise de l'anglais,
- Séjour de longue durée ; salaire attractif et avantages.

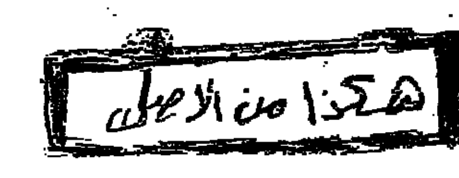
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét.
à N. 3119 - PUBLICITÉS RÉUNIES
112, Bd Voltaire - 75011 Paris

GROUPE INTERNATIONAL
RECHERCHE POUR GROSSE UNITÉ
implantée en
AFRIQUE DE L'OUEST D'EXPRESSION FRANÇAISE

UN INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Environ 32 ans.
Formation Arts et Métiers ou équivalent + diplôme gestion.
Expérience en mécanique.
Production et/ou montage d'engins (agricole, transport...).
Expérience ou connaissance de l'informatique appréciée.
Langue anglaise et expérience de l'expatriation souhaitées.

Adresser curriculum vitae, photo au Cabinet VECTEUR,
58, avenue Kléber, 75784 PARIS Cedex 16.





DIRECTIONS . DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

le directeur, en Franche-Comté, de notre département CAO/DAO

Notre P.M.I. (200 p. - 70 M.F. de C.A.) est le leader en Europe pour la fabrication et, bien sûr, la vente d'équipements pour les services techniques et les B.E. Nous poursuivons notre *développement* et nous diversifions en attaquant le marché des logiciels et des matériels pour l'informatique graphique.

Vous participez à la conception de nos produits, les lancez et gérez votre département comme un centre de profit autonome.

A 35 ans environ, H.E.C. ou Sup. de Co, *vous êtes aujourd'hui responsable d'une équipe de vente de produits* techniques, ou mieux, d'informatique. Vous cherchez plus de responsabilités et vous sentez capable d'être un vrai patron.

Notre consultant, D. MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 871 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

directeur des ventes

ELECTRONIQUE GRAND PUBLIC

Nous sommes la filiale française d'une entreprise multinationale, leader mondial dans son secteur d'activité. Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge la direction des ventes de notre division Grand Public (Chiffre d'Affaires 750 Millions de francs). Celui-ci, rattaché au Directeur de la division, participe à la définition de la politique commerciale, anime et contrôle l'ensemble de notre force de vente composée de *chefs de vente régionaux et d'attachés commerciaux (55 personnes), négocie avec* les grands clients nationaux, gère son budget de fonctionnement. Ce poste convient à un homme de 35 ans environ, pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de Direction de Vente d'une équipe importante, acquise soit dans le secteur de l'électronique Grand Public, soit dans les produits blancs, la photo, etc. ; il doit connaître tous les circuits de distribution (revendeurs, distribution moderne, chaînes) *et être sensibilisé aux contraintes d'une politique de marque. Le poste est à pourvoir à Paris.*
Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier sous référence A 257.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

PA

Directeur d'usine — Picardie

Industrie agro-alimentaire - Réalisant un chiffre d'affaires annuel de 400 millions de francs, cette société en expansion dispose en Picardie d'une usine importante, moderne et automatisée pour laquelle elle recherche le directeur. Sous l'autorité du directeur général et animant l'ensemble des services techniques (200 personnes), il aura en charge l'ensemble de la gestion industrielle de l'entreprise (production, études, commandes, travaux neufs, entretien, organisation, formation...) en se souciant du maintien d'une politique motivante de communication. Ce poste de haut niveau intéresse un ingénieur diplômé (Arts et Métiers ou équivalent), âgé d'au moins 37 ans, possédant une expérience significative dans des responsabilités importantes de production ou de maintenance qui auront permis de faire valoir ses qualités techniques et humaines. La rémunération, accompagnée d'avantages divers, saura motiver un candidat de valeur. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2405M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Une société française de biens d'équipements industriels, l'un des leaders mondiaux en son domaine (effectif 800 personnes réparties dans plusieurs établissements Paris, Province et Etrange., CA annuel : 200 millions de francs) recherche son

Directeur Financier

PARIS-NORD — 300.000 F +

Dépendant directement du Directoire dont il sera le conseil au plan de la politique financière de la *société* et de ses filiales, il en dirigera et en contrôlera les activités en matière de gestion financière, de trésorerie, de comptabilité et de fiscalité. Il fournira aux différents départements l'assistance technique et statistique nécessaire et conduira les opérations d'audit au sein des différents *établissements tant en France qu'à l'étranger. Il rendra compte au directoire de la situation permanente de l'entreprise en établis*sant et en appréciant toutes études, surveillance des coûts et analyses des rapports périodiques d'exploitation qu'il fera établir. Ce poste de grande compétence et responsabilité ne peut convenir qu'à un diplômé de l'enseignement supérieur, 35 ans minimum, ayant complété sa formation par le DECS ou une école de gestion. Il justifiera de plusieurs années d'une expérience analogue acquise en secteur industriel à vocation internationale ainsi que celle de l'usage de systèmes informatisés. Cette fonction implique la maîtrise de l'anglais, la pratique des procédures financières internationales ainsi que l'acceptation de missions fréquentes mais de courte durée tant dans les établissements en France que dans les filiales étrangères. (Réf. 8179M)

Chef de la Comptabilité Analytique

PARIS NORD ET PROVINCE OUEST — 200.000 F +

Sous l'autorité du Directeur Financier, il sera responsable de la conception, de la mise en œuvre et de la gestion des opérations de calcul de prix de revient et des coûts de fonctionnement. Il analysera et rendra compte des écarts entre objectifs budgétaires et réalisations et suggèrera, le cas échéant, les mesures correctives appropriées. Participant étroitement à l'établissement des budgets annuels pour chaque centre de profit, Paris, province et étranger, il conseillera les responsables de départements et de filiales dans l'établissement et le suivi de leurs budgets. Il réalisera toutes études spécifiques qui lui seront demandées par la Direction de l'entreprise.
*Ce poste de grande mobilité sera confié à un diplômé d'un institut de gestion, âgé de 30 ans minimum qui possèdera une expé*rience réussie de plusieurs années acquise dans un domaine similaire au sein d'une entreprise industrielle dotée d'un système efficace de comptabilité analytique lié à un outil informatique dans lesquels il aura pris lui-même une part active. Durant les 6 premiers mois, il consacrera l'essentiel de son temps à l'une des unités de production de la région de Tours. La maîtrise de l'anglais est très souhaitée. (Réf. 8180M)

Conexhom
Conseil en Recrutement

Envoyer lettre manuscrite et C.V. en précisant la référence correspondante à François ROUSSEAU - CONEXHOM - 212, avenue Paul Doumer 92508 RUEIL MALMAISON CEDEX qui garantit la plus totale discrétion.

Organisation et Publicité

*Vous êtes **INGENIEUR GRANDE ECOLE***
*Vous exercez des responsabilités en **Informatique**, vous permettant de vous situer à un niveau de Direction.*
*Vous avez une réelle pratique des méthodes actuelles de **Gestion** d'Entreprise.*
Vous recherchez une fonction de

Direction des systèmes d'information

Nous sommes LA PLUS IMPORTANTE FILIALE d'UNE GRANDE SOCIETE INTERNATIONALE, fabricant et commercialisant des produits de grande consommation.
*Si vous avez un **fort potentiel**, nous pouvons vous proposer une **évolution** de carrière intéressante dans notre groupe.*
Si cette opportunité correspond à vos attentes, vous voudrez bien nous adresser votre dossier professionnel que nous examinerons avec toute la rigueur et la discrétion requises, sous réf. 7555.
Média-System, 104 rue Réaumur 75002 Paris.

média-system

F.J.T.
431 lits jeunes filles
recherche

DIRECTEUR(TRICE) ADJOINT(E)

- Gestion administration.
- Permanences.

Poste à pourvoir : 1er septembre.

Ecrire à F.J.T.
13, av. du Président-Wilson,
92150 SURESNES.

Sociétés d'éditions recherchent

DIRECTEUR DES VENTES

Excellent vendeur, véritable animateur des ventes. Il aura la responsabilité d'une équipe de représentants exclusifs, de *l'administration* des ventes, assurera les contacts avec les différents services de distribution. Ce poste nécessite une excellente culture générale et un sens aigu des contacts humains. Une préférence sera donnée à un candidat ayant une parfaite connaissance du marché du livre.
Discrétion de rigueur.

Envoyer lettre manuscrite + c.v. + photo sous réf. 9774 M à PUBLISCOPE JUNIOR, 13, rue Royale, 75008 PARIS.

Société de Publicité de METZ rech. son

DIRECTEUR COMMERCIAL

Le candidat recherché est un véritable directeur commercial au tempérament de gagneur, compétent et dynamique. Homme d'action, son contact avec les clients doit servir l'image de la société dans un souci d'efficacité.

Une bonne connaissance de la publicité, de ses méthodes et de ses techniques est indispensable.

Déplacements France entière.

Rémunération suivant expérience et résultats.

Adresser C.V. avec photo et prétentions à nº 265.235 M, RÉGIE PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde *Publicité* » ou *d'une agence.*

SOCIÉTÉ CHAMPENOISE
DE CONSTRUCTION MÉCANIQUE

140 millions de chiffre d'affaires

recherche

directeur financier

diplômé ou autodidacte

Les candidats, âgés d'environ 35 ans, devront allier diplomatie, autorité et forte compétence.
Ils possèderont la langue anglaise, à l'écrit comme à l'oral.

Le poste débouche sur la direction générale de l'entreprise.

envoyer lettre détaillée, CV et photo récente, sous réf. 83.62, à :

FRANÇOIS REBOUD & CIE
CONSEILS EN RECRUTEMENT
9, rue Thiers - 51100 Reims



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

THOMSON-TITN Provence

Société d'inginiérie informatique, 650 personnes, *crée un centre de génie logiciel dans son établis*sement d'Aix-en-Provence et recherche

Ingénieurs logiciels

Grandes écoles ou DEA, DESS option informatique, débutants et expérimentés pour études et réalisations de logiciels de base portables dans *les domaines des bases de données,* de la gestion de transactions des systèmes répartis (référence CLR/CGL/1).

Ingénieurs

Pour la rédaction technique de notices, l'industrialisation de logiciel et le suivi de projets (référence CLR/CGL/2).

• • •

Envoyer C.V., photo et prétentions à **THOMSON TITN** - 7, rue Louis-Armand - Z.I. d'Aix-en-Provence - 13763 LES MILLES.

THOMSON-CSF
COMMUNICATIONS

MEDIA PA

Ingénieur export en pays industrialisés

Ce sont les nations hautement industrialisées qui sont intéressées pour leurs fabrications en série par nos automatismes, des produits nouveaux quoique issus d'une technique traditionnelle, le pneumatique. Grande-Bretagne, Suède, Allemagne, ... sont des pays où l'ingénieur qui nous rejoindra passera *beaucoup de temps, directement auprès de nos clients prenant à cœur de les assister dans la résolution* de leurs problèmes techniques, ou accompagnant nos agents dans leur prospection.

C'est pourquoi à côté d'un goût prononcé pour la technique, les automatismes en particulier, il lui faudra avoir de solides qualités de contact et un anglais absolument courant. Une certaine pratique de l'allemand lui serait utile. Enfin une grande autonomie, un large esprit d'initiative faciliteront sa tâche. Car il sera souvent seul.

Seul en effet à l'export, parce que si nous avons l'avantage d'appartenir à un groupe industriel d'une dizaine de milliers de personnes, nous ne sommes dans les faits qu'une petite équipe, assumant sa propre rentabilité, fière de ses réalisations et promise à une expansion certaine. Ceci grâce à notre avance technique, sur des marchés porteurs particulièrement dans le domaine des circuits de puissance.

Alors rejoignez-nous vite, aux environs immédiats de Marseille, pour nous aider à bâtir et mettre en œuvre notre stratégie commerciale à l'exportation. Adresser sous référence 8335 LM au cabinet de recrutement CLEAS une lettre de candidature indiquant vos intérêts et vos expériences, votre niveau de rémunération actuel.

CLEAS

6, place de la République Dominicaine - 75017 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ D'ASSURANCES
Recherche pour :

- Isère – Savoie
- Bourgogne

COMMERCIAUX

pour former, animer et contrôler leur réseau d'agents généraux et de courtiers.

Nous offrons :
- Une rémunération motivante ;
- Une possibilité d'évolution vers des responsabilités hiérarchiques importantes.

Nous souhaitons :
- Baccalauréat + complément de formation (niveau universitaire DEUG, école de commerce) ;
- Le sens du contact humain, le goût de la vente. Beaucoup de dynamisme.

Aucune expérience professionnelle n'est requise. Une formation complète et rémunérée étant assurée à notre siège social (Paris).

Adr. lettre man., C.V. détaillé, photo (ret.) et prét.
GENERALI, J.-M. COLLOMB,
76, rue Saint-Lazare, 75009 Paris.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

Vallée du Rhône

Directeur technique

transformation des matières plastiques

Cette PME dynamique est spécialisée dans l'enduction. Le directeur technique placé sous l'autorité du Directeur Général, bénéficie d'une très forte autonomie. Responsable de la gestion de la production, il supervise également la recherche et le développement, encadrant une trentaine de personnes. Ce poste convient à un ingénieur chimiste de trente cinq ans minimum, possédant l'expérience de la production dans le domaine de la transformation des matières plastiques (film, couchage, impression en continu...) et des connaissances en mécanique. Une bonne sensibilisation dans le domaine des adhésifs serait appréciée. Les perspectives d'évolution de carrière sont intéressantes en raison des possibilités de diversification. Adresser lettre man. CV et prétentions s/réf. 4017/M à Guy PELLAE - Sélé-CEGOS Rhône-Alpes, 6 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival



Chef département informatique

Nous sommes l'entrepôt national de distribution des biens non alimentaires du **Groupe COOP**, qui comprend 6000 magasins en France. Nos effectifs sont de 300 personnes, notre C.A. de 1 milliard 200 millions. Notre Chef du Département Informatique sera dans quelques mois promu dans le Groupe et nous cherchons son successeur. Rattaché directement au Directeur Général, il aura une large autonomie et gérera un budget de l'ordre de 10 millions. Il dirigera une équipe d'une trentaine de personnes. Matériel IBM 43/41 et 43/31 modèle 2, imprimante à laser, 80 terminaux. Il aura pour objectifs *d'adapter en permanence les techniques informatiques, d'optimiser l'organisation et les coûts et d'assurer le développement d'applications très importantes.* Ce poste est de nature à motiver un candidat diplômé Ingénieur ou MIAGE âgé de 35 ans environ, ayant une expérience de Chef de Service Etudes Informatiques ou déjà Responsable de Service Informatique et désireux d'évoluer vers des responsabilités plus importantes dans un groupe de 35.000 personnes au sein duquel il pourra faire carrière. Lieu de travail : environs d'AMIENS. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV détaillé précisant votre niveau actuel de rémunération sous réf. 11678/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion, Sélé-CEGOS, Tour Chenonceaux, 204, Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Provence

Chef de projet informatique

Applications gestion de personnel

De création récente, le service informatique de cette grande société phocéenne du secteur public, renforce son potentiel. Le collaborateur recherché se verra confier les études et le développement des applications « gestion de personnel ». Il participera activement à l'évolution du service et de son environnement informatique. Cette mission implique prise d'initiatives et de responsabilités. Elle convient à un jeune ingénieur ou universitaire expérimenté dans la conduite de projets, *en particulier dans le domaine de la gestion de personnel. La pratique du matériel IBM est indispensable. L'équipe à* diriger est jeune, le cadre de travail particulièrement agréable. Merci d'adresser lettre manuscrite et CV s/réf. 4019/M à Guy PELLAE - Sélé-CEGOS Rhônes Alpes, 2 rue du Musée Guimet 69006 LYON.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Ingénieur Agro, Agri technico-commercial

La Rochelle — 100 000 F +

La Compagnie **ANGIBAUD**, leader européen des fertilisants organiques, effectifs 150 personnes, 5 unités de production, C.A. 100 *millions, recherche pour faire face à son développement* un Ingénieur Technico-commercial. Rattaché à la Direction Générale, ses fonctions comporteront de très nombreux contacts avec les services officiels et avec la clientèle sur toute la France, auprès de laquelle il interviendra en appui technique à notre force de vente. Il sera chargé également d'études de nouveaux produits et jouera le rôle de Chef de Produit pour les amendements. Entre outre, il sera responsable de la formation technique de l'équipe commerciale et de la rédaction des documentations. Basé à la Rochelle, il se déplacera environ 50% de son temps. Ce poste intéresse un ingénieur Agro, Agri..., débutant ou ayant une première expérience, désireux d'occuper un poste très actif et diversifié. Merci d'adresser lettre man. et CV détaillé s/réf. 11679/M en précisant votre rémunération actuelle à D. de LARIVIERE qui étudiera *votre dossier en toute discrétion, Sélé CEGOS, Tour Chenonceaux, 204 rond-point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE*

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC Publival

Ingénieurs électroniciens

Filiale du **groupe MATRA, PICART LEBAS**, spécialiste des **systèmes d'intercommunication** et **d'autocommutation électroniques** *assure sa diversification et recherche des* **ingénieurs électroniciens.**

Vous êtes **débutant ou confirmé**, disponible immédiatement ou dans quelques mois.

Nous vous proposons de participer selon vos compétences :

- *soit au* **développement et à l'industrialisation** de nouveaux systèmes en radio-téléphonie,
- soit au développement et à la **conception de logiciels** dans le *domaine de la commutation privée.*

Lieu de travail : **Châteaudun.**

Merci d'adresser C.V. détaillé photo et prétentions sous référence M/6 à **TPL** - Service du personnel - B.P. 89 - 28200 CHATEAUDUN.

PICART LEBAS

MATERIELS TELEPHONIQUES ET TELEMATIQUES



MEDIA BA

BANQUE DE DEPOT

DE DIMENSION MOYENNNE

récemment nationalisée, implantée sur l'ensemble du territoire recherche pour diriger en second sa filiale de Haute-Normandie, un

exploitant confirmé

CLASSE VI ou VII

Dynamique et ambitieux, le candidat retenu travaillera en étroite collaboration avec son directeur et sera en mesure d'exprimer ses qualités d'animateur et d'homme de contacts. Ayant une expérience bancaire de 5 à 10 ans, il possède une solide formation initiale (études supérieures, ITB, CESB ...) et il a déjà exercé une fonction analogue (ou la direction d'un important guichet). Il a une bonne pratique du crédit clientèle et en particulier des opérations sur l'étranger.

Une connaissance de la région serait appréciée. Intéressantes perspectives d'évolution au sein du groupe. Facilités de logement.

Envoyer CV + lettre manuscrite + photo et prétentions
sous référence 481/M à Madame A. BERNY
CEPIAD 135, avenue de Wagram 75017 PARIS
qui instruit le dossier et vous garantit la discrétion.

SALOMON

ANNECY

• Un C.A. de 1000 M (dont 85 % à l'export).
• Une progression de 20 à 30 % par an.
• *Des produits innovateurs et leaders dans leur domaine* : fixations et chaussures de ski alpin et nordique.

Nous créons la fonction

Assistant du contrôleur de gestion

Sous la responsabilité du Contrôleur de Gestion du Groupe, votre mission sera d'aider les différents Responsables de l'Entreprise à perfectionner leurs outils de gestion (prix de revient, mesure de l'activité, recherche d'améliorations).

Une expérience de 3 à 5 ans vous aura permis de compléter votre formation supérieure en gestion ; mais vous saurez surtout valoriser votre compétence technique par des qualités relationnelles *et pédagogiques prononcées.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et rémunération actuelle) à :
Michel COUPAT - SALOMON - Chemin de la Prairie Prolongée
74000 ANNECY



emplois internationaux

(et départements d'Outre Mer)

ANNONCES CLASSÉES TÉLÉPHONÉES
296-15-01

LA FILIALE PETROLIERE
D'UN DES PREMIERS GROUPES INDUSTRIELS FRANCAIS
recherche :

INGENIEUR DE MAINTENANCE

POSTE :
Responsable de la fonction maintenance au sein de l'équipe de production sur un complexe pétrolier :

- application des méthodes et des logiciels de maintenance,
- contrôle des coûts et des délais des opérations de maintenance,
- administration des hommes et de la logistique,
- recherche d'intégration et d'optimisation de la maintenance au sein de la production.

PROFIL :
Ingénieur diplômé d'une grande école ou d'une université, de formation mécanique, électrique ou process, mais ayant acquis une polyvalence suffisante pour maîtriser l'ensemble des technologies présentes sur un site pétrolier.

EXPERIENCE :
5 ans d'exploitation et de maintenance sur un site pétrolier dans un département *production, méthode, maintenance.*

PERSPECTIVES :
Le candidat retenu sera appelé à participer activement aux orientations et développements des centres d'activité de la Société, en fonction de son esprit d'entreprise.

Anglais courant et mobilité exigés.

Poste basé à l'étranger, en rotation ou en famille.

Prière d'envoyer curriculum vitae détaillé, références, photo et niveau de rémunération (discrétion assurée) sous référence S 779 à CONTESSE PUBLICITE 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

SONÉ INFORMATIQUE rech. pour le Cameroun les **INFORMATICIENS** expérimentés. Ecrire B.P. 5117 Yaoundé.

International Crops Research InstituteFor the Semi-Arid Tropics (*ICRISAT*)

recherche

pour son siège à *Hyderabad en Inde* un PHYTOSELECTIONNEUR (PETIT MIL).

Ce phytosélectionneur devra *planifier et réaliser*, au sein d'une équipe de chercheurs internationaux, des recherches visant à créer des cultivars améliorés et un matériel de *sélection destinés à la diffusion*, ainsi qu'à développer des méthodes de sélection adaptées au petit mil.

Cette offre s'adresse à un candidat ayant un doctorat en sélection végétale, une excellente carrière académique, une expérience d'au moins cinq ans en amélioration des plantes, préférablement du petit mil, et en organisation et coordination de la recherche. L'aptitude scientifique sera démontrée par la publication d'articles scientifiques. Une expérience de travail dans les zones tropicales semi-arides, une participation à une recherche coopérative et la connaissance de l'anglais sont souhaitables.

Le traitement sera lié aux qualifications et à l'expérience ; des indemnités supplémentaires attrayantes sont aussi offertes.

Prière d'adresser votre c.v. avec trois références, avant le 30 juillet 1983, à : Director General, ICRISAT, Patancheru P.O., Andhra Pradesh 502 324, Inde.

DIPLOME(E)S D'UNE GRANDE ECOLE SCIENTIFIQUE OU COMMERCIALE

Bull

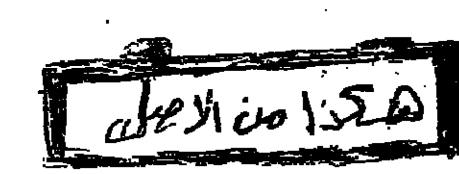
vous propose de débuter votre carrière dans son centre industriel d'Angers.

Au cours des deux premières années, vous seront confiées successivement plusieurs missions dans les différents services de la Direction Financière d'Angers. Parallèlement, vous suivrez une formation théorique et pratique de haut niveau aux **méthodes modernes de gestion.**
Vous serez amené(e)s ensuite à développer progressivement vos compétences et vos responsabilités au sein d'un univers industriel très moderne, selon vos goûts et l'orientation que vous souhaitez donner à votre future carrière.
Bull, par la variété de ses activités, de ses métiers et par son implantation mondiale, vous permettra d'envisager de larges possibilités d'évolution.

Adresser votre candidature à :

Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX

Bull



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

ALSTHOM ATLANTIQUE

TRANSFORMATEURS DE DISTRIBUTION – TRANSUNEL
Etablissement de FOURCHAMBAULT (Nièvre)

INGENIEUR METHODES
futur adjoint chef de service

INGENIEUR AM - ENI - ENSA type ELECTROMECANICIEN.

Expérience de quelques années au sein d'un service méthodes ou fabrication serait souhaitable.

LE POSTE :

- Amélioration des moyens de fabrication par une mise en place d'automatismes de robot... etc.
- Analyse, remise en cause des modes opératoires; Proposition d'amélioration.
- Constitution de cahier des charges, recherche de fournisseurs ou de sous-traitants, suivi et réalisation.

Toute candidature, accompagnée d'un CV et d'une photo, sera à envoyer à ALSTHOM-ATLANTIQUE FOURCHAMBAULT dépt. TRANSUNEL Service du Personnel 58600 Fourchambault

CONSEILLER EN RECRUTEMENT

C'est le rôle de notre Organisme auprès de ses entreprises adhérentes.
C'est la fonction dominante du CONSULTANT qui viendra s'intégrer à notre petite équipe de RENNES et à qui nous demanderons :

- une bonne appréhension des structures, fonctions et emplois dans les entreprises
- une approche adaptée suivant leur taille et leur branche d'activité
- une analyse des critères d'adéquation homme-poste à la fois rigoureuse et prospective
- une première expérience en cabinet ou quelques années de pratique dans un service de gestion des ressources humaines.

Envoyer C.V. + lettre à HAVAS sous référence 5122 AT 16 avenue de Crimée 35100 RENNES



Responsable service ingénierie — Rhône-alpes

Electricité, électronique, réseaux, bâtiment - Cette importante entreprise du secteur tertiaire pour assurer un fort développement, installe et gère un grand nombre de locaux et de matériels (automates, télétraitement, périinformatique, vidéo...). Elle recherche un *responsable de service ingénierie* basé à Lyon. Dans le cadre d'une large autonomie il aura pour mission de gérer des implantations de locaux, de matériels de traitement de l'information et d'automates, et recherchera des solutions nouvelles dans ces domaines. Il s'appuie dans son action d'une part sur une équipe importante de cadres et de *techniciens d'autre part sur des entreprises extérieures. Enfin il assure le suivi* de son budget sur le plan fonctionnement et investissements. Cette réelle opportunité s'adresse avant tout à des ingénieurs de haut niveau ayant de bonnes connaissances en électricité, électronique, réseaux, bâtiment et qui auront acquis une expérience d'au moins cinq ans dans la conduite de projets *d'ingénierie faisant appel à ces techniques. La réussite dans cette fonction* exige de solides qualités de gestionnaire, de négociateur et d'imagination. De larges perspectives d'évolution sont offertes pour un élément de valeur. La rémunération liée à l'acquis professionnel du candidat retenu pourra atteindre 200.000 francs si l'expérience le justifie. Ecrire à D. de VERNEUIL.
Réf. A/3741M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
78, boulevard du 11 Novembre - 69100 VILLEURBANNE - Tél. (7) 893.90.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable comptabilités industrielle et fournisseurs — Le havre

Filiale d'une importante entreprise internationale, et basée au Havre, cette société (chiffre d'affaires de 600 millions de francs - effectif de 800 personnes), spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'équipements de haute technicité pour l'industrie énergétique, recherche son responsable *comptabilités industrielle et fournisseurs. Dépendant du directeur financier, et* animant ces deux services (18 personnes), il sera chargé de déterminer les prix de revient, d'intégrer la comptabilité à l'informatique et d'affiner, de manière générale, les procédures. Elaborant le budget usine, il tiendra, outre la comptabilité fournisseurs, les comptabilités stocks et pièces détachées, en collabo*rant à la mise en place d'un logiciel de gestion de production et en dévelop*pant les méthodes comptables. Ce poste conviendrait à un candidat, de solide formation générale et comptable, justifiant d'une expérience significative en milieu industriel dans ces domaines. La pratique du système comptable anglo-saxon sera un atout supplémentaire. La rémunération tiendra compte de l'acquis professionnel. Ecrire à J. HAXAIRE. Réf. A/2364M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Marketing industriel — Alsace

Etudes de marché - La SOCIETE ALSACIENNE de construction de matériel textile implantée à Mulhouse conçoit, réalise et vend des équipements de réputation internationale. Elle souhaite renforcer ses structures et développer la direction marketing et commerciale en intégrant un jeune spécialiste en *marketing industriel. Il aura pour mission, auprès du directeur, de recenser les* données quantitatives et qualitatives sur le terrain et auprès de la force de vente, de constituer et de gérer le système d'informations stratégiques, de mener les études de marché, de concurrence et autres. Il participera enfin à la définition du plan marketing et de développement. Ce jeune professionnel sera *diplômé d'une école de commerce réputée et aura, si possible, parfait son goût* pour les études marketing à travers une expérience réussie dans une entreprise industrielle ou une société spécialisée. La pratique de l'anglais est indispensable, la connaissance de l'allemand serait appréciée. Ce poste évolutif est à pourvoir rapidement et les conditions de rémunération sont motivantes *pour un candidat de valeur. Ecrire à Marie* GILET. *Réf. A/6196M*

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, quai Kléber - 67055 STRASBOURG Cedex - Tél. (88) 22.01.54

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



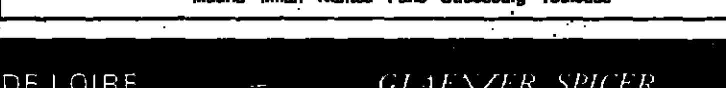
Contrôleur de gestion — 180.000 F

Rennes - Un groupe industriel français (chiffre d'affaires 250 millions de francs) à vocation internationale (12 filiales à l'étranger), leader dans le domaine des composants mécaniques, recherche son contrôleur de gestion. Basé à Rennes et placé sous l'autorité du directeur financier, il assumera, en *liaison avec les divers responsables du groupe,* les responsabilités classiques liées à sa fonction et sera en outre personnellement chargé de l'optimisation de la comptabilité budgétaire et du développement d'un système de contrôle des coûts de production s'appuyant sur la méthode des coûts standards. Il aura également à mettre en œuvre des procédures générales de "reporting". Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 27 ans minimum, diplômé d'une grande école commerciale ou équivalent et justifiant d'une première expérience du contrôle de gestion en milieu industriel acquise, si possible, dans un groupe international. La rémunération annuelle de départ de l'ordre de 180.000 francs sera fonction des qualités proposées. Ecrire à J.M. JACLOT.
Réf. A/R9014M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Ingénieurs diplomés grandes écoles

Responsable méthodes

Celui-ci encadrant une importante équipe de techniciens expérimentés, sera chargé de tous les problèmes concernant l'industrialisation des produits et l'évolution des moyens de production à moyen et long terme. Il sera, *à ce titre, l'interlocuteur des études et des services de* production. Réf. 559/M

Responsable préparation d'unité de production

Encadrant une importante équipe de techniciens et gestionnaires, il aura une large autonomie pour assurer *avec le responsable de l'unité, la production en quantité,* délais, qualité et coût. A ce titre, il aura la responsabi*lité directe des fonctions ordonnancement-lancement,* méthodes d'application et qualité. Réf. 560/M

Pour ces deux postes, nous cherchons des ingénieurs diplômés grandes écoles (AM, IDN, INSA, HEI ...) ayant 1 à 2 ans d'expérience industrielle. Les candidatures de débutants seront prises en considération.

Niveau de rémunération élevé : 140 — 180.000 F /an. Larges perspectives d'évolution à court terme.

Adresser CV détaillé avec lettre manuscrite et prétentions à J.M. LEGRAND, *en précisant la référence*

CENTRE DE PSYCHOLOGIE DU TRAVAIL - 3, Bd René Levasseur 72000 LE MANS.

LE MANS - ANGERS - LIMOGES

COFAP



Jeune ingénieur électrotechnicien — Sud-ouest

***Bureau d'études appareillage électrique** - Cette société en forte expan*sion (250 millions de chiffre d'affaires), dont le siège (400 personnes) est situé dans le sud-ouest de la France, est le leader national sur le marché du matériel électrique de distribution publique basse tension et MT/BT (35 % du marché français). Particulièrement attachée à poursuivre son avance technique, elle *recherche pour son bureau d'études (20 personnes) un jeune ingénieur électro*technicien. Rendant compte au responsable du service et s'intégrant à une équipe de trois ingénieurs, il se verra confier l'entière responsabilité d'études importantes pour la France et l'export (cahier des charges, études de matériels, recherche de technologies nouvelles). Il soutiendra ses dossiers auprès de la direction générale et les suivra jusqu'à la phase de fabrication. Ce poste s'adresse à un jeune Supelec, ENSI... pouvant justifier, si possible, d'une expérience en bureau d'études de matériel électrique. La rémunération sera essentiellement fonction des qualités et de l'expérience du candidat retenu. Le poste est basé dans une agréable ville du Sud-Ouest. Ecrire à M. FABRE.
Réf. A/T7011M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
71 bis, allées Jean Jaurès - 31000 TOULOUSE - Tél. (61) 63.70.63

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Première entreprise française dans son secteur (5 000 personnes) notre établissement de LYON accroît ses activités de prestation de services techniques pour des secteurs industriels très avancés – Le marché est prometteur et nous disposons de sérieuses références en France et à l'étranger – Nous recherchons notre

RESPONSABLE DE LA STRATÉGIE COMMERCIALE

chargé de l'analyse des marchés et de la définition des objectifs et des moyens de notre développement.

Agé d'environ 35 ans, le candidat souhaité est un *Ingénieur diplômé ayant complété, si possible, sa formation par un 3e cycle* de marketing ou de management et possédant une bonne expérience de la commercialisation de produits ou de services industriels.

Sa réussite dans ces fonctions lui assurera de réelles perspectives d'évolution professionnelle au sein de l'établissement ou dans d'autres unités de notre groupe.

La connaissance de l'anglais est exigée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence 80119 M à notre Conseil.

MILO M.R.H 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

ingénieurs informaticiens votre avenir en Rhône-Alpes

Sopra, l'un des premiers groupes français d'ingénierie et de services informatiques, poursuit son expansion rapide dans la région Rhône-Alpes (Annecy, *Grenoble, Lyon,).*

Notre métier : concevoir et réaliser les systèmes informatiques de nos clients *en nous appuyant sur la maîtrise des techniques avancées de l'informatique.*

Vous êtes un chef de projet, un architecte de logiciel expérimenté, un jeune ingénieur avec une formation informatique.

Vous souhaitez travailler dans un groupe de taille nationale jeune et dynamique privilégiant l'initiative et l'évolution.

Vous voulez être à la pointe des techniques informatiques et participer à des projets alliant minis, réseaux, bases de données.

Votre avenir est chez nous, écrivez-nous en joignant photo, CV et prétentions sous référence 606 à Sopra Recrutement 90 rue de Flandre - 75019 Paris.

SOPRA.
Constructeur d'informatique

média-system

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux




Nous sommes l'un des premiers producteurs européens de semences de maïs
Nous recherchons

2 ingénieurs technico-commerciaux

(Ouest et Nord-Est)

qui viendront renforcer notre équipe de vente en prenant la responsabilité d'un secteur géographique.
Ils seront formés aux produits qu'ils commercialiseront et auront l'opportunité de réaliser une expérience valorisante face à des interlocuteurs de haut niveau (Direction Générale des coopératives ou négociants). Réf. 358 RT

2 responsables développement

qui seront chargés du développement de notre image de marque par l'animation de notre réseau (essais, distributeurs, techniciens).
Ils seront également des techniciens capables de participer au développement de nos produits. Réf. 359 RT

Ces postes conviendront à des ingénieurs agri-agro, ayant quelques années d'expérience dans des activités similaires ou à des débutants.
Une connaissance du milieu agricole sera un facteur favorisant.
Les possibilités de développement de carrière et la rémunération sont motivantes.
Lieu de résidence : Pau.

SCOTI *Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence du poste choisi à* 33 rue de Miromesnil, 75008 Paris.
Discrétion assurée.

média-system

GROUPE COOPÉRATIF DE L'OUEST DE LA FRANCE

recherche

pour sa branche « Fermes et Jardins » spécialisée dans la vente de quincaillerie, bricolage, jardinerie, équipement ménager et matériaux dans le milieu rural

UN SPÉCIALISTE DE LA DISTRIBUTION

Professionnel, ayant plusieurs années de pratique dans la grande distribution. Il sera chargé :
- de l'animation commerciale d'un réseau de 70 magasins couvrant 3 départements en liaison avec le service achats ;
- de la mise en place d'outils informatiques modernes, pour la gestion du linéaire et les procédures d'approvisionnement.

Le poste évolutif s'adresse à une personne de 30 ans minimum, passionnée par la distribution moderne dans le monde rural.

L'anglais parlé, un diplôme d'une école supérieure de commerce, seraient appréciés.

Envoyer un C.V. détaillé, photo, en précisant la rémunération actuelle et prétentions sous n° T 040.684 M à
RÉGIE PRESSE
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Métaux en feuille : leur transformation... Etes-vous ergonomiste... ?

Etablissement Industriel (Premier Centre Européen de Fabrication de Systèmes Informatiques, 3500 personnes, situé à Angers) recherche pour son secteur Tôlerie Peinture, le

RESPONSABLE DES METHODES

Ingénieur AM option mécanique, ICAM, ou équivalent, après quelques années d'expérience, vous connaissez les divers procédés de transformation des métaux en feuille, l'analyse du travail, l'ergonomie, la sécurité.
Nous vous proposons : à travers l'animation d'un groupe de préparateurs, de participer à la recherche de l'amélioration de nos produits et de nos coûts (automatisation des moyens de production).
Homme de dialogue, vous négocierez avec les bureaux d'études et les ateliers de production.
Envoyer lettre manuscrite, CV, photo et prétentions à :

Cii Honeywell Bull
Direction du Personnel
331, avenue Patton
49005 ANGERS CEDEX.



UN GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
recherche
pour l'une de ses plus importantes unités de production
120 km Ouest de Paris, un

ORGANISATEUR CONFIRME

Responsable d'une équipe d'organisateurs et d'informaticiens et rattaché directement au Directeur de l'Organisation et de l'Informatique, il sera chargé de mener à bien des projets depuis l'étude du problème jusqu'à sa réalisation, sa mise en place et son suivi. Ces études, ponctuelles ou de longue durée, porteront aussi bien sur la gestion de production que sur l'organisation de la production à l'intérieur d'un atelier ou sur l'analyse des flux physiques à l'intérieur du groupe.

Vous avez une formation supérieure scientifique ou commerciale et justifiez d'une expérience réussie de 5 à 10 ans dans l'organisation et l'informatique en milieu industriel.

Vous souhaitez intégrer un Groupe dont la dimension permet les évolutions de carrière les plus diversifiées sur le plan national et international.

Ecrivez sous référence 307/A à A.L CONSEIL
102, Bd Malesherbes 75017 PARIS qui garantit discrétion et réponse.

AL conseil

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
ET COSMETOLOGIQUE
FILIALE D'UNE IMPORTANTE
SOCIETE MULTINATIONALE
recherche pour son usine

INGENIEUR PACKAGING & SECURITE

PACKAGING
Il sera responsable :
- de la définition et du développement des emballages nouveaux, pour leur compatibilité avec les machines de conditionnement.
- de la modification des emballages existants (amélioration de la rentabilité et de la qualité).

Il devra animer une petite équipe (techniciens, dessinateur).
Il aura des contacts étroits avec Achats et Fournisseurs, Laboratoire de contrôle, services Entretien, Conditionnement etc.

SECURITE
Il sera responsable de la SECURITE au niveau de l'USINE : prévention INCENDIE, prévention ACCIDENTS DU TRAVAIL, animation (C.H.S.), suivi technique de la réglementation.

PROFIL RECHERCHE :
Ingénieur ayant environ 5 ans d'expérience :
- dans la maintenance (entretien et réglage) de lignes de conditionnement,

ou
- dans l'étude des emballages, avec connaissance des machines de Conditionnement.
- *sens du management,*
- connaissance de l'anglais indispensable.

Lieu de travail : ville moyenne - région Centre.

Ecrire sous réf. 72053 à CONTESSE Publicité
20, av. Opéra 75040 PARIS Cedex 01, qui transmettra.

CHEF DE PRODUITS MOBILIER

La Camif, un des grands de la vente par correspondance, recherche pour sa Direction Mercatique un(e) *spécialiste du mobilier, particulièrement du mobilier de style.*

Si vous avez une bonne connaissance de ce marché (expérience de 5 à 10 ans), si vous possédez une qualification professionnelle type ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE et *avez l'esprit marketing, le sens de la négociation* et une bonne pratique de l'anglais.

Ecrivez-nous en adressant dossier de candidature et prétentions à :
CAMIF
Département Personnel
79039 NIORT Cédex



Leader français du mobilier contemporain de haut de gamme, propose à un

JEUNE CADRE COMMERCIAL

à fort potentiel

d'être l'ADJOINT de son DIRECTEUR COMMERCIAL FRANCE. Ce poste s'adresse à un jeune diplômé de l'enseignement commercial supérieur, HEC, ESSEC, ESCP, SUP de CO LYON... qui secondera le Directeur Commercial dans toutes ses activités pour évoluer de façon autonome vers de larges responsabilités impliquant des missions allant de la participation à l'élaboration de la politique commerciale et à la définition puis à la mise en oeuvre du marketing-mix jusqu'au suivi du réseau de vente. Quelques années d'expérience acquises dans la distribution des biens de consommation apparaîtront comme un atout certain, mais les qualités d'homme d'action ainsi qu'une personnalité de valeur seront les éléments déterminants face à ce poste d'avenir au sein d'une société particulièrement performante.

Résidence près du Siège de la Société, à **BRIORD**, dans la campagne de l'AIN à 60 kms EST de LYON.

Ecrire au **CABINET GATIER**, *32 rue Barrême* **69006 LYON**, sous réf. **042 M.**

Cabinet Gatier

média-system

I.N.R.S. NANCY
recrute

INGÉNIEUR-FORMATION ou UNIVERSITAIRE 3e Cycle

Les candidats devront posséder quelques années d'expérience dans le domaine de la formation scientifique et technique, ainsi que dans celui de la conception ou de la mise en œuvre des machines automatisées et des installations électriques.
Ils organisent et conduisent des stages destinés à des ingénieurs ou à des techniciens concernés par la sécurité, et ils élaborent les aides pédagogiques.
Faire offre de candidature par lettre manuscrite + C.V. détaillé à l'attention de M. BARTOLI

ANPE 12, place Croix-de-Bourgogne, 54042 Nancy Cedex.

SOCIETE DE PRODUITS CHIMIQUES
située à 150 km Nord de Paris

recherche

technicien chimiste ou génie chimique

pour un poste de

assistant technique

Vous avez 25 ans minimum. Vous possédez une expérience professionnelle de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Votre mission principale : assurer un soutien technique (essais industriels, tests, analyses, formation des agents et clients) pour renforcer la position commerciale de l'entreprise.

L'intérêt de ce poste porte, en partie, sur des déplacements à l'étranger (Europe, Afrique, Moyen-Orient).

L'anglais est indispensable.

Si vous avez les capacités requises pour remplir ces fonctions d'assistance, veuillez adresser lettre manuscrite, CV, photo *et prétentions sous référence n°* 5514 à

Emplois et Entreprises
18, RUE VOLNEY 75002 PARIS

LE CENTRE DE MISE EN FORME DES MATÉRIAUX ÉCOLE DES MINES DE PARIS

recherche
pour son laboratoire de SOPHIA-ANTIPOLIS (A.M.)

CHERCHEURS DÉBUTANTS

FORMATION GRANDE ÉCOLE D'INGÉNIEURS AGRÉGATION

Ils mèneront des recherches sur les procédés de transformation des métaux et des polymères (mécanique de la déformation, études des structures, phénomènes de frottement).

Ils auront la possibilité de préparer une thèse. Ils seront rémunérés par une BOURSE DE RECHERCHE DU MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE *(6.400 F net par mois).*

Envoyer curriculum vitae : Ecole des Mines
SOPHIA-ANTIPOLIS - 06565 VALBONNE.
Tél. : (16-93) 33-05-58.

A ANNECY

Diriger une Filiale ...

Important groupe d'ingénierie bâtiment tourné pour l'essentiel de notre C.A. vers l'exportation, nous venons de créer, pour satisfaire *entre autres la demande de nos propres chantiers*, une unité de fabrication de menuiseries spéciales.

Assurer la direction opérationnelle de cette unité autonome de 100 *personnes en s'appuyant sur l'équipe* technique et commerciale déjà en place, telle sera la mission du directeur que nous recherchons.

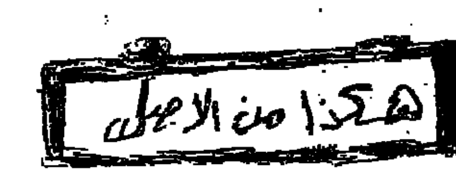
Avant tout un gestionnaire et un généraliste, il aura néanmoins *conforté son autorité par une* expérience de direction d'unité de fabrication, de préférence dans le domaine de la menuiserie industrielle, du meuble ou du bois.

Cette *nouvelle usine sera* opérationnelle dès le 1er juillet. Nous souhaitons donc vous rencontrer rapidement. Merci de prendre contact en envoyant un C.V. complet indiquant votre rémunération actuelle à notre conseil ALGOE. Ecrivez sous réf. 792M à Carole de Chilly.

ALGOE 9 bis, route de Champagne- 69130 ECULLY.

MEMBRE DE SYNTEC

Dessein





emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux



recherche pour son service méthodes

INGENIEUR

De formation Arts et Métiers, INSA ou équivalent, (dominante physique industrielle), débutant ou confirmé, il sera chargé de la **mise au point industrielle de procédés ou de produits nouveaux** dans le domaine de la formulation *et de l'enduction de masses adhésives.*

Pour ce poste basé à Deville-les-Rouen, la parfaite connaissance de l'anglais (lu et parlé) est indispensable, allemand souhaité.

Envoyez C.V. + photo à
CHARGEURS S.A. Direction du Personnel,
3, boulevard Malesherbes 75008 PARIS.

Cadre de direction de personnel

Une importante société industrielle du

SUD-OUEST

recherche un cadre de direction du personnel.

Au sein d'une équipe dynamique, dont la mission générale est le développement du potentiel humain de l'entreprise, bénéficiant d'une grande autonomie, il assumera personnellement la responsabilité du recrutement et de la gestion qualitative de l'ensemble des cadres de la société.

Il devra justifier :

- *d'une formation supérieure (Un diplôme d'ingénieur sera fortement apprécié),*
- d'une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction identique,
- *d'un goût prononcé pour les relations sociales.*

Les candidats devront adresser une lettre manuscrite motivée, un C.V. et une photo sous référence 6408 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.

ENERTEC

Au sein du groupe SCHLUMBERGER, la Division Instrumentation Générale conçoit et réalise, à ST ETIENNE, des appareils de mesure de haute technicité.

Dans le cadre du développement de nouveaux produits dans le domaine des hyperfréquences, nous recherchons

Ingénieurs d'études
ESE, ENSERG, ISEP, ISEN...

débutants ou première expérience.

Rapidement, ils se verront confier la responsabilité d'un groupe de techniciens pour l'étude et le développement d'appareils de mesure. Tous ces postes offrent de larges perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature et prétentions, sous la référence S 304, à J. BERAUD, ENERTEC, 5, rue Daguerre, 42030 ST ETIENNE.

ENERTEC
Schlumberger

Un important Groupe de Distribution
(C.A. 20 milliards) recherche pour sa filiale de
la région Sud-Ouest :

un Responsable Administratif et Comptable

Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, titulaire d'un DECS ou équivalent, possédant une expérience confirmée de la comptabilité informatisée, ce collaborateur sera chargé d'animer une équipe comptable de 4 personnes, de tenir les comptabilités générales et analytiques d'un entrepôt et d'une usine de production de boissons, de l'établissement du bilan fiscal, de la mise en place du contrôle de gestion et de la gestion de trésorerie.
Recherché pour sa compétence professionnelle, le candidat pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe, véritable communauté d'intérêts. **réf. 8886**

un Responsable de la Logistique

Sous l'autorité du Directeur d'Exploitation, ses responsabilités porteront sur l'approvisionnement et la distribution de boissons hygiéniques, vins et spiritueux, la gestion des stocks (entrées et sorties des marchandises), l'animation du service Transport, les relations avec les clients, les recrutements et les affectations aux postes de travail, la discipline et la sécurité.
Agé d'environ 35 ans, il aura une formation supérieure (ESC ou IUT spécialisation marketing ou commercial) + une formation professionnelle de plusieurs années acquise au sein de la Grande Distribution.
Nous recherchons un homme d'envergure qui devra mener son action comme un véritable Professionnel de la Distribution. Un candidat ayant réussi dans cette fonction pourra compter sur une évolution de carrière au sein du groupe. **réf. 8887**

un Acheteur Régional

Possédant une expérience confirmée des achats de boissons hygiéniques, des vins et spiritueux, acquise dans la Grande Distribution. Ce collaborateur sera responsable des marges d'un entrepôt approvisionnant 80 supermarchés, des achats dans le cadre d'une politique nationale de référencement, et des relations avec les fournisseurs. **réf. 8888**

Envoyer lettre manuscrite + CV + prétentions,
en précisant la référence du poste choisi,
à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.

Levi Tourndy

SAC société auxiliaire de crédit

Etablissement Financier d'Importance Nationale, crée à son siège de LILLE un poste d'

ASSISTANT FORMATION *HF*

qui secondera le responsable dans l'élaboration des programmes, l'animation et la gestion des stages. Déplacements courts et fréquents. Les candidats, âgés de 28 ans minimum, et de niveau BAC + 2, justifieront de plusieurs années d'expérience dans un établissement financier ou une banque.

Adressez votre candidature avec prétentions sous référence F 83.01 à la SOCIETE AUXILIAIRE DE CREDIT Service des Relations Humaines B.P. 189 – 59018 LILLE CEDEX

Filiale d'un important groupe Américain recherche

INGENIEUR MECANIQUE (ou ELECTRO-MECANIQUE)

pour le littoral région NORD.

Dans un premier temps, il sera responsable du service entretien au sein duquel il animera une équipe de 50 personnes environ, puis, à bref délai, il prendra en *charge la totalité du secteur* **entretien** et **travaux neufs.**

Ce poste s'adresse à un Ingénieur grandes écoles (Arts et Métiers, ICAM, Ecole Mécanique de Nantes ou équivalent), âgé de 34 ans environ, possédant déjà une expérience de plusieurs années dans un service de maintenance (ou production) d'une usine (industrie lourde de préférence) ayant dirigé du *personnel* et géré ses budgets.

Maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Adresser lettre manuscrite + C.V. détaillé + photo et prétentions *s/réf. 3417 M à* **PIERRE LICHAU S.A.,** 10/21 résidence Flandre 59170 CROIX qui transmettra.

C.R.C.A.M. du Sud-Est

un organisateur, à Lyon

Notre informatique sait aussi parler bureautique, télématique... et chez nous ce ne sont pas que des mots. Notre service organisation (20 p.) est l'interface entre les services informatiques et les utilisateurs.

Ingénieur diplômé ou miagiste, vous avez une première expérience informatique ou bancaire. Vous cherchez à élargir vos champs d'intervention : chez nous, ils sont larges et... fertiles.

Notre consultant, D.-MARTINON, vous remercie de lui écrire (réf. 870 LM) à **"Carrières de l'Informatique".**

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

---

assistant (e) contrôleur de gestion

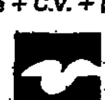
Nous sommes une des premières mutuelles françaises, l'une des plus dynamiques aussi : 3,7 milliards de C.A., 2300 salariés.

Nous recherchons un jeune assistant du Contrôleur de Gestion, diplômé d'une Ecole de Commerce, débutant ou ayant une première expérience.

Il aura pour mission de participer :
- à l'établissement et au suivi du budget prévisionnel, à l'analyse des écarts, et il proposera des mesures correctives.
- à la mise au point des applications *informatiques nécessaires.*

Le poste est à pourvoir à **Rouen-Belbeuf,** au Siège de la Société.

Envoyer lettre *manuscrite + C.V. + photo + prétentions* à :



MUTUELLES UNIES
Mme Mauhourat
3037 X
76029 ROUEN CEDEX

SOCIETE AERONAUTIQUE 500 personnes
TOULOUSE

Responsable service du personnel

Nous cherchons un nouveau collaborateur qui, placé sous l'autorité du Chef d'Etablissement, prendra en charge les différentes responsabilités incombant à cette fonction : • gestion et administration du personnel (rémunération, recrutement, gestion des carrières, formation, conditions de travail...) • *information du personnel* • *relations avec les* partenaires sociaux. La nature de la fonction nécessite une personnalité affirmée, une formation supérieure ainsi qu'une solide pratique de la fonction Personnel et des relations sociales en entreprise, si possible industrielle.

Nous vous remercions d'adresser C.V., photo et prétentions sous référence 6409 à :

Organisation et Publicité

2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra.



nous recherchons pour NOYON (OISE)

RESPONSABLE DU SERVICE EMPAQUETAGE

Rattaché au Directeur d'Usine, le poste s'adresse à un Ingénieur A & M ou équivalent, ayant le goût et l'expérience de l'animation des hommes (120 personnes) *et attiré par l'exercice autonome de ses* responsabilités humaines et techniques.

INGENIEUR TRAVAUX NEUFS

Jeune Ingénieur (A & M, ICAM, ECAM...), il a une première expérience industrielle en Bureau d'études ou en production.

Sous la responsabilité du Directeur technique, il étudie et réalise les installations nouvelles, suit et coordonne leur *montage* et leur *mise en route.*

Le développement de notre implantation en France *(3 usines, 500 personnes.) ouvre à terme de réelles* possibilités d'évolution.

Merci d'envoyer, C.V. *détaillé en précisant le poste* choisi et la rémunération actuelle sous réf. 377 M à Denis JOUSSET –

plein emploi

10, rue du Mail - 75002 PARIS
Conseils en Ressources Humaines.



SERVICES TECHNIQUES AUX INDUSTRIES DE POINTE.

Première société française d'ingénierie, nous recherchons pour notre établissement de **LYON**, spécialisé dans la prestation de services techniques *pour des secteurs industriels très avancés, notre* **responsable**

ADMINISTRATION/COORDINATION COMMERCIALE

Agé d'environ 30 ans et diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion, vous avez acquis une première expérience commerciale dans *la vente de produits ou services destinés à l'industrie.*
Nous vous proposons de prendre en charge la gestion des offres, le suivi des contrats et l'analyse des résultats.
Ces fonctions couvriront la coordination et la supervision des actions commerciales sur les plans financiers et administratifs : coûts, conditions, prévision des ventes, *suivi de réalisation,...*
Adressez votre dossier de candidature sous référence 80118 M à notre conseil.

MILO M.R.H
43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine.

HAVAS CONTACT

CETIM

Le centre technique des industries mécaniques

recherche

DELEGUE REGIONAL

EN NORD - PAS DE CALAIS
basé à DOUAI

INGENIEUR MECANICIEN

DIPLOME

Chargé des relations d'aide technique aux entreprises de *la mécanique* et *des liaisons* avec les instances régionales et organismes locaux de recherche et d'enseignement.

Ce poste aux larges responsabilités exige des qualités de contact et de dynamisme ainsi qu'une solide expérience acquise dans des directions techniques (BE et fabrication) d'entreprises mécaniciennes.

Adresser C.V., photo et prétentions à
CETIM, Service du Personnel
52, Avenue Félix Louat
60304 SENLIS Cedex.

Importante association du secteur social
recrute
pour son secteur
développement :

UN CADRE

motivé par le développement de l'aide à domicile en milieu rural, (aide-familiale, aide ménagère, auxiliaire de vie, soins, etc.) pour sa région : Sud-Ouest.
- *Motivé par la vie associative rurale.*
- Formation supérieure ou expérience.
- *Bonne connaissance* en gestion.
- Qualités relationnelles indispensables.
- *Sens des responsabilités.*
- Grande disponibilité *et mobilité.*

Env. *C.V* + photo + prét. à l'attention du Directeur général de l'U.N.A.D.M.R., 12, rue Jacquemont, PARIS-17e.
Poste à pourvoir : immédiatement.

PROFESSEUR DE FRANÇAIS

Langue étrangère pour septembre 83 au CAREL ROYAN, certifié de lettres, parlant couramment anglais ou arabe, ayant expérience enseignement du français aux étrangers par méthode audio-visuelle et formation d'enseignant.

En attendant la publication de ce poste au B.O.E.N., les candidats sont priés d'envoyer C.V. à M. le Directeur du CAREL, 17205 *ROYAN cedex.*
Tél. (46) 05-31-08.

Sud du Jura

Entreprise industrielle, 350 personnes, se développant rapidement (CA triplé en 5 ans) grâce au dynamisme de ses dirigeants et à un souci de productivité qui la classe parmi les toutes premières en Europe dans sa spécialité, *offre une opportunité de carrière dans la* fonction

Comptabilité Gestion

Directement rattaché au Directoire, membre de l'équipe de Direction, il animera un service de 7 personnes, *supervisera le bon déroulement des opérations* comptables courantes ainsi que l'établissement des situations mensuelles et trimestrielles et participera à la *clôture du bilan en liaison avec l'expert-comptable.* Il sera en outre chargé de mettre en place le contrôle de gestion.
Evolution possible à moyen terme vers une direction administrative et financière. *Ce* poste appelle une formation D.E.C.S. ou E.S.C. (option finances-comptabilité) *complétée par une première expérience si possible* en milieu industriel.

Les candidatures précisant la rémunération souhaitée seront étudiées avec la plus grande discrétion par Josette Vanden Borre, sous réf. 213.

v.d.b conseil

Chamandre, 01340 Foissiat.

média-system

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

contrôleur de gestion

avec une expérience de plusieurs années en cabinet d'expertise et/ou en grande entreprise

IMPORTANTE SOCIETE ELECTRONIQUE,
filiale d'un puissant groupe industriel,
recherche pour son département (9000 personnes) situé en banlieue sud-ouest de Paris.

UN CONTROLEUR DE GESTION

Il assistera le responsable du contrôle central de gestion pour la mise en place et le suivi des tableaux de bord du département, l'analyse des indicateurs, ainsi que pour les prévisions d'évolution et la coordination des procédures financières.
Pour ce faire, il sera amené à encadrer un ou plusieurs contrôleurs de gestion et réalisera différents rapports de synthèse.
Pour ce poste à responsabilité, le candidat devra faire preuve de grandes qualités de rigueur, d'analyse et de synthèse.

Adresser lettre manuscrite + CV détaillé, sous référence 44059 à *projets publicité* 12, rue des Pyramides 75001 Paris qui fera suivre en toute discrétion.

Message à un
JURISTE

Vous souhaitez entrer dans un grand groupe français (C.A. 20 milliards). Le Directeur Juridique cherche à intégrer à son équipe un juriste de haut niveau, intéressé par le droit commercial, la législation sur les prix et le droit des affaires.

C'est l'occasion de faire acte de candidature, si vous avez un très bon bagage juridique et qu'à 30 ans environ vous avez une expérience significative acquise dans un cabinet d'avocats, de conseils juridiques ou au sein d'une société importante.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV détaillé et rémunération actuelle sous référence M/216/N à notre conseil.

mcp CABINET Henri PHILIPPE
106 boulevard Haussmann - 75008 Paris

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE
GERANT SON PROPRE PATRIMOINE
(6.800 logements sociaux)
recherche son

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Ce collaborateur de haut niveau prendra en charge :
- la comptabilité générale.
- la *gestion financière,*
- la gestion du personnel.
- l'informatique.

Il dirigera une équipe de 9 collaborateurs.
Ce poste s'adresse à un comptable diplômé de l'enseignement supérieur (Ecole de gestion + DECS).
De 35 ans minimum.
UNE BONNE CONNAISSANCE DE L'IMMOBILIER SERAIT APPRÉCIÉE.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo, rémunération actuelle et prétentions à SARCO - 27, rue du Mont-Thabor, 75001 PARIS.

JEUNES DIPLOMES ESC
VOUS ETES NOTRE POTENTIEL AVENIR !

Nous sommes un Groupe français à vocation internationale solidement implanté dans le secteur de la production et de la distribution d'énergies. Notre chiffre d'affaires est de 3 Milliards de francs.
Notre métier nous a fait débuter dans le négoce de charbon puis de produits pétroliers pour finalement maîtriser les techniques de production. Il nous faut être dynamique, souple et inventif sur un marché énergétique évolutif et d'importance nationale. *Notre souci est de préparer l'avenir autant que de faire le présent.* Pour cela nous sommes prêts à intégrer un grand nombre de **JEUNES CADRES**. Ils seront assurés d'une progression de carrière, et d'acquérir un métier après une période d'intégration.
Jeunes diplômés, si vous êtes motivés par une fonction commerciale, administrative, ou de contrôle de gestion, écrivez-nous en précisant vos centres d'intérêt. Nous vous informerons sur vos perspectives de carrière.

Adressez votre candidature sous référence 209/173 M à




128, boulevard Haussmann
75008 PARIS

GROUPE
SG2

Ingénierie Informatique:
Entreprendre.

SG2 est le 1er groupe européen de sociétés d'ingénierie informatique et systèmes d'information: programmes d'investissements créatifs dans les domaines les plus novateurs; maîtrise d'œuvre de projets techniques complexes; création permanente d'emplois nouveaux.
Cette position privilégiée nous permet de proposer une grande variété d'opportunités et de spécialisations à des

Diplômés d'Études Supérieures Scientifiques
Écoles d'Ingénieurs ou Universités

désireux d'enrichir leur première expérience professionnelle, acquise ou non dans le domaine de l'informatique.
Une formation rigoureuse vous permettra de participer rapidement, avec nos équipes opérationnelles, aux principaux axes d'intervention:
• *conseil de direction et organisation* • *systèmes de bases de données* • *grands réseaux informatiques* • applications «clés en mains» pour PME-PMI • automatismes industriels et robotique • informatique scientifique • bureautique, monétique,...

Innovation technologique constante. Environnement intellectuel de haut niveau. Perspectives d'évolution diverses: avec SG2, donnez-vous les moyens de CONSTRUIRE votre carrière d'informaticien.

Votre dossier de candidature est à adresser, sous référence YR 08 à SG2 - 12/14, avenue Vion-Whitcomb - 75116 PARIS.

HAVAS CONTACT

IMPORTANTE SOCIETE D'INGENIERIE NUCLEAIRE
en banlieue Sud-Ouest de Paris, recherche :

INGENIEURS

MECANICIEN (ECP, ENSAM, ECL, ENSI, INSA...)
Pour études et suivi de réalisations (manutention, chaudronnerie, petite mécanique).
Cinq à dix ans d'expérience.

ANALYSE DE FONCTIONNEMENT ET DE SURETE
(Débutant Grande Ecole ou quelques années d'expérience - Génie Atomique souhaité).

ELECTRICITE - CONTROLE - COMMANDE
• SUPELEC ou équivalent — Dix ans d'expérience
• SUDRIA ENSI — Cinq ans d'expérience.

GENIE CIVIL (INGENIEUR ETP ou assimilé)
Cinq ans d'expérience.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions en précisant la spécialisation sous No 71785 à CONTESSE Publicité – 20, av. Opéra *75040 PARIS CEDEX 01*, qui transmettra.



emplois régionaux

M.J.C. *recherche*
ANIMATEUR permanent (DEFA)
Libre 1er juillet.
Env. C.V. à : M. le Directeur rue Louise-Michel 61000 ALENÇON.

Le Comité régional du Tourisme de Franche-Comté recrute un cadre responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre de son schéma régional. Solide expérience exigée.
Adresser C.V. à M. le Président du C.R.T. sous pli fermé avec mention « recrutement C.R.T. » avant le 11 juin à l'Office du Tourisme. 25000 BESANÇON.

IMPTE ENT. FRANÇAISE CHAUX ET CIMENTS
recherche son

RESPONSABLE DE BUREAU D'ÉTUDES

Implanté en région Rhône-Alpes

Le candidat, de formation ENSAM ou équivalent, possèdera une *expérience minimum* de 3 à 5 ans dans les installations lourdes (Mines, Carrières, Sidérurgie, Métallurgie, etc.) et devra aimer personnellement le dessin.
Il aura la responsabilité avec son équipe, de la conception et de l'extension des usines sur toute la France.

Env. C.V. manus., photo et prét. ss no *705, à Cab. Colomb Payen,* 36, av. Maréchal-Randon, 38000 Grenoble.
Dis. absolue, Rép. assurée si enveloppe av. adr. jointe.

ROSSIGNOL
SKIS - TENNIS
VOIRON 38
recrute
pour son service
Recherche Développement
UN INGÉNIEUR
Formation : Centrale, Sup-Aéro, Mines, Ensta, Insa, A.M. ou équivalent. Expér. 1 à 3 ans.
Le candidat devra posséder de sérieuses connaissances en calcul des structures (éléments finis).
L'expérience des mesures de vibration et du traitement du signal sera appréciée. Allemand courant et pratique du Tennis à haut niveau vivement souhaités. Sous la responsabilité du Chf de Département, il étudiera *les paramètres qui régissent* le comportement et la résistance des structures composant *nos* produits. Env. C.V. manuscr., photo et prétent ss no 706 A à :
*I.F.P.A., 36, av. Maréchal-*Randon, 38000 Grenoble.
Discr. absolue, rép. assurée si enveloppe av. adr. jointe.

MONTPELLIER
INRA
recherche

Responsable service
DOCUMENTATION BIBLIOTHÈQUE
En économie rurale

Licence Éco ou Socio + dipl document.,
1re expérience professionnelle *souhaitée.*
Candidatures + C.V. avant 15 juin sous no 265.642 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, Paris 2e.

LA VILLE D'OULLINS
recrute

UN RESPONSABLE DE CENTRE D'ANIMATION

Gestion de 3.200 m² de locaux : responsabilité du personnel, ctre de serv. associatifs, animations dans la ville.

Diplômé de l'ens. *supérieur* exigé.

Connaissances de la vie associative et du fonctionnement adm. d'un centre d'animation.

Rémunération mensuelle : 7.000 F net.

Poste à pourvoir le 1er août 1983.

Envoyer C.V., lettre manuscrite et photo avant le 12 juin à :
M. le Maire,
Mairie d'Oullins, B.P. 87
69923 OULLINS Cedex.

HOSPICE CIVIL DE LYON
recrute

ADJOINT TECHNIQUE

Spécialiste génie bio-médical, niveau I.U.T., option électronique ou automatisme pour assurer maintenance système inf. gestion lab. et participer à mise en place système gestion informatisé matériels bio-médicaux.

Pr inf. complémentaires Tél. Service du Personnel Hospice Édouard-Herriot, 853 81-11 (Poste 30-49).

Contrôleur de gestion

Les **Laboratoires HOECHST**, ensemble de sociétés regroupant des activités industrielles et commerciales dans les domaines pharmaceutiques et biologiques, recherchent un **Contrôleur de gestion.**

Vous avez une **formation supérieure en gestion** renforcée par une **expérience de 3 ans minimum du contrôle de gestion.**

Nous vous proposons d'animer une équipe de 4 assistants responsables, au niveau des branches d'activités, de l'élaboration et du suivi des budgets et des plans ainsi que de la réalisation des études de gestion et du reporting.

Vous prendrez plus particulièrement en charge l'élaboration et le suivi des budgets et plans consolidés au niveau du groupe.

Vous assurerez par ailleurs la réalisation d'études de synthèse et la mise en place de nouveaux outils de gestion.

Lieu de travail : **La Défense.**

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence CG/P à la Direction des Relations Humaines - **LABORATOIRES HOECHST** - Tour Roussel-Nobel - 92080 PARIS-LA DEFENSE CEDEX 03.

MEDIA BA



Vous avez des idées, de l'énergie, des compétences certaines:

jeune financier a fort potentiel

Raychem vous propose d'intégrer son équipe «finance».

Vous avez un bon niveau (Grandes Ecoles de Commerce, DECS, CHART. ACC. ...) et votre pratique de l'anglais est excellente. Votre première expérience de deux ans environ en entreprise ou en cabinet d'audit vous permet de maîtriser la comptabilité anglo-saxonne ainsi que la fiscalité.

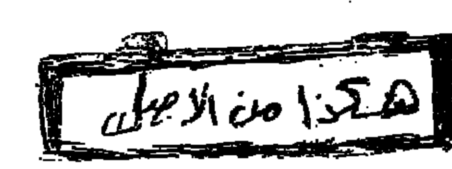
Vous aurez la responsabilité de la comptabilité générale, dirigerez une équipe de dix personnes et assurerez un reporting mensuel de grande qualité. Vous participerez activement à la définition des besoins informatiques et à la mise en place des applications correspondantes.
Votre cadre professionnel sera évolutif: son développement sera fonction de votre succès.

Nous sommes la filiale française d'un groupe américain présent dans 73 pays et qui génère une croissance annuelle de 20%.
Notre technologie de pointe dans le domaine des polymères conducteurs, des plastiques thermorétractables et des métaux à mémoire apporte des solutions originales dans des secteurs industriels porteurs.

Rencontrez-nous : envoyez votre CV avec photo et prétentions, sous référence 523 M. à : RAYCHEM, Direction du Personnel, BP 738, 95004 Cergy Pontoise Cédex.

Raychem

media system



OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

INFORMATIQUE DE GESTION

INGENIEURS ET CADRES

NOUS OFFRONS à des candidats motivés, décidés à développer leurs compétences et à élargir leur champ d'action, l'opportunité de rejoindre notre équipe pluridisciplinaire d'INGENIEURS CONSEILS.

IL FAUT être diplômé d'une grande école, pratiquer l'anglais, avoir déjà acquis, en qualité d'ingénieur ou de cadre, une expérience opérationnelle de 3 à 5 ans dans l'analyse des besoins d'informations de l'entreprise, la conception et la mise en place de grands systèmes de gestion.

NOUS SOMMES membre d'un groupe international qui emploie 1.500 consultants dans le monde ; sur le plan national et international nos interventions de haute qualité concernent des entreprises de secteurs très diversifiés et de toutes dimensions.

Basé à Paris, des déplacements fréquents sont à prévoir.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, C.V., photo (retournés) et prétentions sous réf. 10.350-M à Coopers & Lybrand Associates 11, av. Delcassé 75008 Paris.





Chef de produit senior — 200.000 F

Paris - Une importante société française, très réputée dans son secteur et spécialisée dans la fabrication et la vente de biens de grande consommation, recherche un chef de produit senior. Personnellement impliqué dans la gestion d'une gamme de produits de grande notoriété, et placé sous l'autorité immédiate du Directeur du Marketing, il aura pour mission première d'assurer le suivi d'un important budget publicitaire. Il entretiendra également, avec les diverses directions opérationnelles, les liaisons qu'impose une action marketing sur un marché dynamique, qu'elle concerne le développement de produits nouveaux ou la définition d'une politique commerciale. Ce poste intéresse un candidat âgé de 30 ans minimum, diplômé de l'enseignement supérieur commercial (HEC, ESSEC, ESC ou équivalent) et justifiant d'une expérience, d'au moins 5 ans, de la gestion de produits de grande consommation (cosmétiques, lessives, "food"...). Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 200.000 francs sera fonction des compétences et du potentiel présentés. *Ecrire à J.M. JACLOT.*

Réf. A/R9015M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse



Responsable commercial export — Paris

Biens d'équipement - Filiale d'un des tout premiers groupes industriels français, cette société (600 personnes, 300 millions de francs de chiffre d'affaires) produit et commercialise des biens d'équipement. Elle recherche un responsable de zone export pour l'Europe. Sous l'autorité directe de la direction commerciale export, il sera chargé d'élaborer une stratégie adaptée à chaque pays et structurera le réseau de distributeurs, visitera les clients et négociera les contrats. Le poste intéresse un candidat âgé d'au moins 30 ans et de formation supérieure. Une expérience de vente en R.F.A. serait appréciée. La pratique de la langue allemande est nécessaire ; celle de l'anglais serait souhaitée. La rémunération sera fonction de l'expérience offerte. Ce poste, qui implique de fréquents déplacements, est basé au siège de la société à Paris. Ecrire à J. MOUNIER.

Réf. A/2406M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

SAFT Groupe CGE

Composants électroniques - Vendeur de 1re force

Nos chercheurs ont mis au point une gamme de piles au lithium à très hautes performances parfaitement adaptées aux besoins de l'électronique industrielle et militaire (alimentation de mémoires RAM C-MOS, stimulateurs cardiaques, systèmes embarqués). Grâce à leurs caractéristiques, nos produits sont appelés à un développement considérable au cours des prochaines années.

NOUS RECHERCHONS UN PROFESSIONNEL CONFIRME DE LA VENTE DE PRODUITS LIES A L'ELECTRONIQUE.

Vous aurez à prospecter les milieux industriels concernés tant en France qu'à l'étranger ; vous étudierez leurs besoins et vous proposerez les solutions adaptées en liaison avec nos ingénieurs chefs de produits.

Vous êtes un homme de terrain, habile négociateur, vous parlez l'anglais couramment et une autre langue étrangère. Vous êtes prêt à vous impliquer totalement, sachant que vos résultats justifieront votre salaire élevé.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et salaire actuel) sous référence 1/SV/LM à notre Conseil qui garantit toute discrétion.

MEDIA BL



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS



Vendre à l'industrie pharmaceutique — 150.000 F

Un important laboratoire anglo-saxon, leader mondial dans sa spécialité, recherche un cadre de haut niveau pour promouvoir ses produits intermédiaires pour l'industrie pharmaceutique en France et en Belgique. Il devra suivre et développer une clientèle de laboratoires et l'assister dans l'utilisation des produits, et aborder le terrain avec un sens du marketing et de la stratégie permettant une réelle efficacité à long terme. Le poste est basé à Paris et implique au moins 60 % du temps en déplacements. Une excellente formation permanente sera assurée au siège européen, en Suisse, auquel le poste est directement rattaché. Nous recherchons un homme jeune et disponible, diplômé d'une grande école de commerce (ESSEC, ESC,...) ou bien pharmacien, parlant l'anglais, et ayant acquis une première expérience de quelques années si possible dans la vente de produits consommables, de matières premières ou de conditionnements à l'industrie pharmaceutique ou para-pharmaceutique. Nous proposons une carrière évolutive et une rémunération variable selon l'expérience et qui avoisinera 150.000 francs, avec en outre une voiture de fonction et bien sûr le remboursement des frais. Ecrire à D. HATT.

Réf. A/6195M

Aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Adresser C.V. en rappelant la référence à :

PA Conseiller de Direction S.A.
3, rue des Graviers - 92200 NEUILLY - Tél. 747.11.04

Amsterdam - Bruxelles - Francfort - Lille - Londres - Lyon
Madrid - Milan - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

LE CRÉDIT LYONNAIS

recrute pour sa

DIRECTION DE L'INFORMATIQUE et DE L'ORGANISATION

des

Diplômé(e)s Grandes Écoles

Scientifiques ou Commerciales

(débutant(e)s ou avec au maximum deux années d'expérience en informatique).

Les fonctions qui leur seront proposées leur permettront d'acquérir une double formation informatique et bancaire, débouchant sur des postes de responsabilités au sein de cette Direction.

Ils pourront, notamment, participer aux études de développement d'applications et de systèmes, déjà considérés comme parmi les plus avancés (bases de données, réseau de plus de 10.000 équipements terminaux, vidéotex, messagerie et bureautique).

Un profil de carrière très ouvert devrait leur permettre d'évoluer dans les différents services de la Banque, tant en France qu'à l'étranger.

Cette évolution exige non seulement des compétences techniques indiscutables mais aussi des aptitudes à la gestion, à la négociation et à l'exercice de responsabilités d'encadrement.

Les candidatures, accompagnées d'un CV, et d'une photo, sont à adresser, sous sous référence M /02, au



CRÉDIT LYONNAIS
RECRUTEMENT DES CADRES
25, RUE DU 4-SEPTEMBRE 75002 PARIS

HAVAS CONTACT

AUDITEURS

H.E.C., E.S.S.E.C., D.E.C.S. ...

L'inspection générale de la Confédération Nationale du Crédit Mutuel, vous offre

- dans un des premiers groupes bancaires
- dans une organisation décentralisée

après une période de formation, de prendre en charge au sein d'une équipe, le diagnostic sur l'ensemble des fonctions et sur la gestion des établissements bancaires affiliés au groupe.

Ce poste comporte des déplacements fréquents. Il peut déboucher, *à terme, sur une évolution de carrière.*

Nous vous remercions d'adresser votre candidature à Michel MAYER sous Réf. 331 C.N.C.M. 88 rue Cardinet 75017 PARIS.

Curriculum

Crédit Mutuel

Responsable informatique

Notre entreprise industrielle et commerciale, située à la périphérie de Paris, se caractérise par sa solidité financière et technique ainsi que par la place qu'elle occupe sur son marché en France.

Nous voulons concevoir davantage notre informatique comme un outil d'aide à la décision et *promouvoir sa décentralisation. Nous vous proposons de préparer et de conduire cette évolution,* à la tête d'un département d'une vingtaine de personnes, équipé d'un DPS7 et d'un réseau de terminaux. Vous élaborez le plan informatique et procédez à des développements importants qui impliquent, en particulier, la refonte complète des applications en Temps réel avec Bases de Données.

Est déterminante votre expérience de responsabilités hiérarchiques équivalentes et de la direction de projets Temps réel. Avoir participé à des choix et à des implantations de matériels constituerait un avantage.

Nous vous remercions d'écrire, sous référence M/2591, à Hélène REFREGIER qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION 49, av. de l'Opéra 75002 Paris

La Direction du SCAT
(Service Clientèle d'Assistance Technique)
recherche pour son unité Support et Développement

INGENIEUR PROGICIEL

C'est un Chef de Projet qui aura la responsabilité de la mise en place d'un progiciel de gestion comptable, financière, et de contrôle de gestion, fonctionnant sous GCOS 64 et TDS.

Il intervient dans les entreprises de taille moyenne, possédant un système informatique. Dans le contexte de notre direction du SCAT, il sera intégré à une équipe dont la mission comprend les phases de qualifications, de conseil en organisation, de formation des utilisateurs, d'assistance à la mise en œuvre du système, et du suivi.

Le poste convient à un ingénieur ayant une expérience de la gestion financière en Entreprise. Des connaissances en Informatique constituent un atout supplémentaire.

Lieu de travail : Région Parisienne (déplacements *courts et fréquents en Province).*

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en *précisant la réf. 287 M à Cii Honeywell Bull* - PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75990 PARIS CEDEX 20



AVIONS MARCEL DASSAULT – BREGUET AVIATION



recherche, pour son établissement de **BOULOGNE** un

ingénieur de fabrication

Après une période de formation de 4 à 6 mois au Bureau d'Études, il effectuera un stage de 6 mois à *SECLIN (Nord) au Centre d'Etudes Appliquées à la* **ROBOTIQUE**. *Il sera ensuite* affecté à Boulogne comme Ingénieur de Fabrication.

Le profil recherché est celui d'un Ingénieur Mécanicien (**Arts & Métiers, IDN, INSA, ...**), débutant ou de faible expérience. La sélection portera sur des candidats à forte personnalité, curieux intellectuellement et adaptables.

Adressez C.V., photo et salaire souhaité sous référence 37.30/IF/542 à ADEQUATION 62-64 Avenue Emile Zola - 75015 Paris.



Nous sommes l'un des premiers groupes français d'ingénierie à vocation internationale. Nos réalisations concernent des domaines variés : chimie, offshore, agro-alimentaire, techniques avancées, bâtiment. Nous recherchons pour différents services de la société des ingénieurs de valeur. Leur efficacité *leur permettra de saisir d'intéressantes opportunités de carrière.*

CHEF DE PROJET CONFIRME (Réf. 742)

Vous êtes ingénieur diplômé et au cours d'une dizaine d'années d'expérience vous avez été confronté à l'ensemble des problèmes qu'implique la conduite de projets complexes (coordination technique, relation clients, suivi budgétaire et animation des hommes). Nous vous proposons d'être l'un de nos chefs de projet senior à qui nous confierons la responsabilité de projets variés...

INGENIEUR ESTIMATION HAUT NIVEAU (Réf. 631)

Après des études d'ingénieur, vous avez consacré une partie importante de votre carrière à la réalisation de projets d'investissements (en engineering ou en entreprise). Vous pratiquez l'estimation depuis plusieurs années selon des méthodes rigoureuses et avez le souci de l'optimisation de vos outils. Nous vous confierons la responsabilité de vos estimations au travers de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

INGENIEUR ELECTRICIEN (Réf. 744)

Vous êtes ingénieur diplômé d'une école d'électricité et avez une expérience d'une dizaine d'année principalement dans le domaine de l'industrie lourde (offshore, techniques avancées, pétrochimie...). Nous vous confierons l'animation de ce secteur au sein de notre service électricité-contrôle. Vous aurez la responsabilité de la supervision technique de l'ensemble des affaires traitées ainsi que de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens.

INGENIEUR COMMERCIAL CHIMIE (Réf. 743)

Ingénieur diplômé d'une école de chimie, vous avez une expérience de 3 à 5 ans. Après une première étape technique (études de conception d'installations chimiques, études de process chimique), vous vous êtes orienté vers une activité d'ingénieur d'affaires. Sur la base de notre récente étude de marché et de nos nouveaux objectifs, vous aurez pour mission de prospecter et de négocier des affaires dans le secteur de l'industrie chimique.

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, sous référence choisie, à Joël OLLIEUZ, SERETE, 86 rue Regnault 75640 Paris Cédex 13.

serete ingénierie

média-system

En progression rapide dans un métier sympa mais essentiel, sur un nouveau marché. Sté de services, un des leaders dans son domaine recherche

JEUNE RESPONSABLE (H/F)
avec un bon potentiel d'évolution

- Directement rattaché(e) à la direction nationale, après formation approfondie vous disposerez d'une large autonomie pour promouvoir les résultats économiques et commerciaux, contrôler la gestion du réseau de Franchises Paris et région.
- Vous avez de préférence une première expérience et une formation commerciale supérieure mais nous recherchons surtout la personnalité l'aptitude à une collaboration étroite. Peu de déplacements.
- Réelle possibilité d'avenir si vous aimez avoir beaucoup de travail et participer activement à la vie de l'entreprise. Adresser candidature manuscrite, photo et dernière rémunération. Discrétion assurée. Ecrire sous Réf. N° 6335

Le Monde, annonces classées, 5 rue des Italiens 75009 PARIS

LA MUTUALITE AGRICOLE

- équipée d'un IBM 3033.U12 sous MVS/SP 1.3.
- télétraitement CICS/VS,
- bases de données,

recherche pour son service "SYSTEME"

informaticien(ne)

- Formation supérieure.
- Debutant ou 1 a 2 ans d'expérience.
- Connaissances bases de données appréciées.
- Sens de la communication.

Lieu de travail : R.E.R. Nanterre-Préfecture.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions à U.C.C.M.A.
Departement Gestion du Personnel
8/10, rue d'Astorg - 75380 PARIS CEDEX 08

Ingénieurs mécaniciens

Pour notre complexe industriel de **BEAUCHAMP (95)**, nous recherchons **2 jeunes ingénieurs mécaniciens.**

Ingénieur organisation

Formation : Centrale Lyon, A.M., ENSI... IEA ou similaire apprécié.

Il sera intégré à l'équipe intervenant dans tous les domaines (ateliers, magasins, services administratifs...) pour en définir et améliorer le fonctionnement.

Ingénieur mise au point

Formation : ENSI, ENI...

Il participera :
- à la mise en place et au développement des procédés de conversions de nos produits,
- à la définition et au choix des équipements nécessaires aux projets actuels,
- à la coordination des actions de nos différents services (packaging, maintenance, engineering, production...).

L'aspect créatif et diversifié du travail devrait permettre aux candidats retenus de progresser à l'*intérieur* de notre Groupe.

Anglais apprécié.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo (retournée) à

A. BOUREAU
3M FRANCE
Avenue Boulé
95250 BEAUCHAMP

3M

MEDIA PA

1ère société industrielle française sur son marché, 800 personnes, en croissance continue *depuis sa création, 75 % de son C.A. à l'export, nous souhaitons encore améliorer* nos performances.
L'usine, située en Bourgogne est la 1ère en Europe ayant mis en place un atelier flexible et des technologies très avancées dans son domaine d'activité.
Afin d'optimiser les méthodes de conception et de réalisation de nouveaux produits nous créons le poste d'

ingénieur système

De formation ingénieur et informaticien de métier vous serez le maître d'œuvre de la conception et de la fabrication assistée par ordinateur et aurez vraiment la possibilité de vous exprimer et de vous réaliser dans votre métier. Rompu aux progiciels de CFAO *type Euclide et Titus vous évoluerez dans un environnement Digital (VAX 780).*
Si vous êtes cet ingénieur système, sachez que nous mettrons tout en œuvre pour répondre à vos aspirations, vous parler de nos systèmes de valeur et de votre avenir.
Si vous souhaitez nous recontrer et visiter l'usine, soyez assez aimable de bien vouloir téléphoner ou écrire à notre Conseil chargé de cette recherche, sous référence 6438



nervet pont conseil

15, rue du Louvre - 75001 Paris - Téléphone (1) 233.09.27

Un des plus importants cabinets d'audit internationaux recherche pour son bureau de Paris des

AUDITEURS CONFIRMES

Ils travailleront sur des missions variées auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Ils recevront une formation de haut niveau aux techniques d'audit de notre cabinet.

Les candidats devront être diplômés d'une grande école commerciale (HEC, ESSEC, ESCP, SC-PO / *Eco Fi) avec une expérience de 2 à 3 ans en cabinet français ou international.*

Merci d'adresser lettre de candidature, CV détaillé, photo et salaire actuel à BCA - A l'attention de P. Narain - 18, place Henri Bergson - 75008 PARIS.

BCA

Correspondant de Price Waterhouse

Dessein

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

Nous sommes le leader européen de l'Entreprise Electrique, notre société connait un développement spectaculaire. *Ses commandes à l'exportation ont quadruplé de 1980 à 1982. Pour faire face à ce développement,* **nos services travaux extérieurs 1300 personnes, 100 chantiers dans 70 pays recherchent**

RESPONSABLE DU RECRUTEMENT éventuellement débutant (e)

Placé sous l'autorité du Chef du Personnel il aura à établir et à mettre en œuvre le plan de recrutement et à collaborer à la gestion de notre personnel, nous lui confierons notamment la tâche d'améliorer l'information et l'aide que nous apportons au personnel détaché à l'Etranger. Il bénéficiera pour ses différentes tâches de l'aide d'un système informatique adapté et *performant.*
Outre une solide formation en psychologie nous attendons du candidat retenu sens pratique, efficacité et disponibilité.

Ecrire avec CV à CGEE ALSTHOM - Services des Travaux Extérieurs - 13, *rue* Antonin Raynaud
92309 LEVALLOIS-PERRET CEDEX

SOCIETE DE PROMOTION IMMOBILIERE FILIALE D'UN PUISSANT GROUPE FINANCIER DU SECTEUR PUBLIC
recherche pour sa Direction Régionale de la proche *banlieue* nord.

cadre financier

Diplomé d'enseignement supérieur IEP. Sup. de Co ou équivalent, complété si possible par un diplôme comptable du type DECS.
Il sera responsable de l'animation d'une équipe et sera chargé de l'administration financière, de la trésorerie et de la tenue de la comptabilité des Sociétés Immobilières dont il aura la charge.
Il est demandé une première expérience professionnelle dans les secteurs financiers et comptables.
Nous pouvons offrir une évolution de carrière intéressante au sein du Groupe *à un candidat de valeur.*
Nous vous invitons à adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions *sous réf. 3838* à

Lion Publicité
2, *rue des Dardanelles*
75017 Paris
qui transmettra.



sigma conseil



ORGANISATION
TRAITEMENT DE L'INFORMATION

recrute

4 INGÉNIEURS INFORMATICIENS

(2 INGÉNIEURS-CONCEPTEURS
2 INGÉNIEURS D'APPLICATIONS)

5 ANALYSTES-PROGRAMMEURS

- *Travail en équipe avec des ingénieurs en organisation.*
- Sens des responsabilités.
- Rémunération élevée en rapport avec le haut niveau de qualification souhaitée.
- *Diplômés* grandes écoles ou universitaires et quelques années d'expérience.
- Les analystes-programmeurs débutants sont également acceptés. Après formation complémentaire, ils seront appelés à s'intégrer aux équipes avec bonnes perspectives d'avenir pour candidats de valeur.

Adresser C.V. + photo à SIGMA-CONSEIL,
12, rue Marbeuf, 75008 PARIS.

MELUN (77)
SOCIÉTÉ COMMERCIALE (QUINCAILLERIE)

175 PERS. - 200 MILLIONS F
FORTE NOTORIÉTÉ et EN EXPANSION
recrute par suite de promotion interne

CHEF DES VENTES
15 vendeurs : 77 - 94 - 91

Adjoint du D.C. pour l'ANIMATION, le PERFECTIONNEMENT et le CONTROLE DE L'ÉQUIPE DE VENTE. Clientèle : Bâtiment - Artisans - Usines - *Administrations,...*

INDISPENSABLE
DOUBLE EXPÉRIENCE
- **DE QUINCAILLER** (gros marchands de fer, négoces matériaux,...)
- **DE CHEF DES VENTES** homme de terrain, animateur de vendeurs.

DISCRÉTION ABSOLUE. Lettre manusc., C.V. dét., rémunér. et photo ss réf. 5095 à

SC sélection conseil
98, AV. DE VILLIERS, 75017 PARIS

TUILLET et Cie
CABINET DE REVISION COMPTABLE

recherche
pour faire face à son développement

REVISEURS CONFIRMES

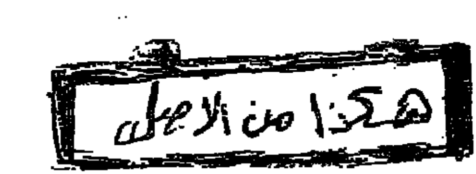
- 2 à 4 ans d'expérience en Cabinet français ou international
- Formation supérieure exigée

ASSISTANTS DEBUTANTS OU AYANT DEJA CONNU UNE PREMIERE EXPERIENCE

- DECS complet
- Diplômés de l'enseignement supérieur

NOUS VOUS OFFRONS :
- la possibilité de vous intégrer dans une structure souple et évolutive
- une activité axée sur la région parisienne
- une variété de missions permettant une préparation adaptée aux exigences des certificats supérieurs.

Ecrivez-nous :
Cabinet TUILLET et Cie
22, rue de la Banque
75002 - PARIS



OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS



La Division Conseil et Réalisation

- représentant un très large potentiel d'affaires, offre un champ d'investigation et de développement permanent aux candidats de valeur
- recherche pour concevoir et réaliser des systèmes d'information locaux ou répartis

Jeunes ingénieurs ou diplômés

ayant 1 à 2 ans d'expérience en dans les domaines suivants :

- **Organisation**
- **Bureautique**
- **Micro-Informatique**

Associés à des projets motivants, ils s'intégreront dans des équipes à taille humaine.

Merci d'envoyer lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence DSP 16 à M.J. COUPPEZ - SLIGOS, 26, rue des Pavillons, 92807 PUTEAUX

Publival

Fiscaliste

Expérience fiscalité française et internationale

CECA S.A., avec plus de 60 % de son C.A. réalisé à l'exportation, se situe parmi les leaders internationaux dans la chimie de spécialités. Nous recherchons un **Fiscaliste**.

Vous êtes titulaire d'un *D.E.A.* ou d'un *D.E.S.S. de Droit* avec une option fiscale ou d'un diplôme d'une École Supérieure de Commerce avec une formation complémentaire de type DECS ou d'un diplôme de l'École Nationale des Impôts.

Votre expérience de 3 ans environ dans le domaine de la fiscalité française et internationale vous incite à intégrer une entreprise performante, largement représentée à l'étranger.

Nous vous proposons de rejoindre l'équipe de notre service juridique et fiscal pour :
- assurer le suivi permanent des questions fiscales courantes concernant notre société et ses filiales,
- jouer un rôle de conseil interne à la CECA.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et prétentions sous référence F/M à CECA S.A., D.P.R.S. - 11, avenue Morane-Saulnier - 78140 VELIZY.



MEDIA 84

jeune Sup de Co Paris ou équivalent

Vous possédez le DECS et avez acquis une première expérience de 3 à 4 ans, de préférence en cabinet d'Audit.

La SOCIETE DES TUYAUX BONNA groupe de 2500 personnes, CA 900 MF - qui possède de nombreuses implantations en France et à l'étranger, vous propose un poste de **CADRE COMPTABLE** basé à son siège social.

Vous serez chargé sur le plan comptable, de l'élaboration et de la maintenance des procédures, de la mise en place du nouveau plan, ainsi que de l'Audit.
Vous participerez également à la centralisation des comptes.



Si ce poste vous intéresse, merci d'adresser votre candidature avec c.v. et prétentions s/réf. 2769 à

SOCIETE DES TUYAUX BONNA

Boite Postale 371 - 08
75365 PARIS CEDEX 08.

Axel Publicité

arnould

L'électricité ? Un bon créneau...

Nous fabriquons de l'appareillage électrique d'installation et avons une très *bonne image de marque auprès des professionnels.*

Nous renforçons notre réseau commercial en accueillant de ***jeunes technico-commerciaux*** attirés par la vente

- Si vous avez une expérience pratique du métier d'un ou d'eux ans,
- ou si vous êtes débutant avec une formation de type BTS, IUT (Electro-Technique, Technique de Commercialisation, Technico-Commercial, etc...) UNIVERSITAIRE ou ESC, désireux de réussir une carrière dans la vente,
- et si vous êtes mobile géographiquement.

alors n'hésitez pas à répondre à notre offre. Nous avons des postes à pouvoir à **Paris, Nancy, Clermont-Ferrand, Rennes, Marseille.**

Nous vous invitons à adresser votre dossier (lettre manuscrite + C.V) en indiquant vos prétentions, sous réf 23 M 102 à notre Conseil C.P.A., 3 rue de Liège. 75009 Paris.

CPA — MEMBRE DE SYNTEC

media-system



Parce que demain rien ne se fera sans l'informatique...

C'est maintenant une évidence : l'informatique pénètre chaque jour davantage au plus profond du tissu économique français. De la multinationale à la PME, chaque entreprise s'est informatisée, s'informatise ou s'informatisera. Phénomène économique et social, l'informatique sera demain familière à l'univers de chacun. Au moment où, jeune diplômé(e), vous choisissez votre voie, nous vous proposons un secteur d'avenir qui se développera longtemps encore.

Parce que demain le conseil sera indispensable aux entreprises...

Les conseils les plus écoutés dans ce domaine sont certainement l'ingénieur commercial et l'ingénieur technico-commercial. Chez nous, ce sont de jeunes diplômés d'une maîtrise scientifique ou de gestion qui reçoivent une formation alternée et rémunérée leur permettant de jouer pleinement leur rôle d'assistance, de formation et de conseil auprès d'entreprises diverses. Ils analysent le besoin du client, l'étudient, soumettent une solution adaptée, aident au démarrage du système et suivent le client.

Parce que demain comme hier IBM innovera...

Présente dans tous les pays du monde par ses laboratoires, ses unités de production et son réseau commercial, IBM développe constamment des produits nouveaux, destinés à des utilisateurs nouveaux.
La Compagnie IBM France est l'une de ses plus importantes filiales : 20.000 Français sont employés par IBM. Un centre d'études et de recherches, quatre usines et un réseau dense d'agences et de directions régionales, installées à Paris et dans les principales villes de France, font de la compagnie une grande entreprise française, proche de ses clients pour leur assurer le meilleur service.

Pour toutes ces raisons nous avons besoin de vous, JEUNES UNIVERSITAIRES titulaires d'une maîtrise scientifique ou de gestion

Si vous terminez vos études cette année, ou si vous avez déjà une première expérience professionnelle, IBM France vous propose un métier et, si vous le *souhaitez, une carrière. Grâce à la formation permanente, vous pourrez avoir* accès à des fonctions variées. Avec autonomie, vous exercerez pleinement vos responsabilités, à PARIS ou en PROVINCE, dans le cadre d'une grande entreprise, beaucoup moins contraignante qu'on ne l'imagine.
Outre les qualités inhérentes à un tel poste, nous vous demandons d'accepter le principe de la mobilité géographique et d'avoir de bonnes connaissances en anglais.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature, même si vous n'avez pas encore terminé vos études, à :

IBM FRANCE
(Référence EM 02) - Département Recrutement - Orientation - Conseils
2, rue de Marengo - 75001 PARIS

Organisation et Publicité

TRAVAUX PUBLICS : des ingénieurs grande école

Une des plus importantes entreprises de Travaux Publics recherche des ingénieurs Grande Ecole *qui, après une période de formation aux méthodes de l'entreprise, se verront confier des responsabilités à la mesure de leurs compétences.*

Possédant une première expérience ou plus confirmés, ils rejoindront nos équipes existantes dans les secteurs

TRAVAUX - ETUDES - METHODES - COMMERCIAL - GESTION

Pour ces postes, une formation spécifique complémentaire sera un atout supplémentaire.
Une première prise de contacts permettra d'envisager toutes les possibilités d'intégration dans notre entreprise, selon vos souhaits et nos besoins, au siège social en Région Parisienne, ou sur nos chantiers, en France ou à l'étranger.

Merci d'adresser votre candidature à M. BOUHAYE - 149, rue Saint-Honoré
75001 PARIS, qui transmettra.

Ingénieurs, débutez par la finance

L'une de nos filiales jeune et de taille humaine (120 personnes) a connu une croissance très rapide en créant des produits d'épargne originaux et performants. Elle crée 2 postes de cadre d'avenir :

— l'un pour seconder le responsable actuel de la PLANIFICATION ET DU CONTROLE DE GESTION : Modélisation - simulation financière - analyse budgétaire - études diverses pour la Direction Générale

— l'autre pour participer à la GESTION DU PORTEFEUILLE ET DE LA TRESORERIE tant au niveau de l'analyse financière, que des interventions sur les marchés de valeurs mobilières.

Si en plus de votre diplôme d'ingénieur (Centrale, Pont, Mines... ou ENSAE..., complété de préférence par une formation financière ou économique) vous êtes créatif et prêt à vous donner à fond dans l'une de ces activités, de réelles perspectives d'évolution vous attendent dans notre groupe où la promotion interne est largement pratiquée.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo) sous référence 151 à Michèle Chiron

Compagnie Bancaire - Service Orientation, Recrutement
5 avenue Kléber - 75791 Paris Cedex 16.



SOURCES

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

2 chefs de produits HF

PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

Nous sommes la filiale française d'un groupe international fabriquant et commercialisant plusieurs lignes de produits dans le domaine de la cosmétologie, de l'hygiène et de la beauté. Nous recrutons deux Chefs de Produits :

- le premier se verra confier la gestion et le développement de deux gammes de **produits d'hygiène,** vendues en **pharmacie** et leaders sur leur marché,
- le second sera chargé de la gestion et du développement d'une ligne de **produits capillaires** à très forte notoriété, distribuée dans le **circuit alimentaire.**

Ces deux Chefs de Produits auront la charge de présenter et de défendre leurs plans marketing devant la Direction Générale, et la responsabilité d'en assurer l'exécution avec l'assistance de leur chef de groupe. Nous recherchons des diplômés d'Ecole de Gestion (HEC, ESSEC, ESC...) justifiant d'une expérience de 2 ans minimum à un poste similaire et ayant géré des budgets publi-promotionnels importants. Une expérience de la communication télévision et des circuits de distribution concernés est nécessaire. *La pratique de l'anglais est indispensable. Le développement de nos activités* en France nous incite à choisir des collaborateurs à fort potentiel, susceptibles de grandir avec nous. Des "passerelles" entre les circuits pharmacie et alimentaire peuvent être envisagées ultérieurement.

Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence A 262.83 M à notre conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS

CB Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité

chef de produit

SPORTSWEAR FEMININ

Notre entreprise avec un chiffre d'affaires de 200 millions de francs est *dans le peloton de tête des industriels* français du sportswear. Nous recherchons un collaborateur capable de prendre en charge l'élaboration et la coordination des collections de notre ligne de produit "Femme", marque de forte notoriété, positionnée haut de gamme. Celui-ci rattaché au Directeur du département, participe à la définition du plan de collection, assure la recherche matières, modèles, coloris, en liaison avec des stylistes, coordonne la réalisation avec l'aide d'un adjoint. *Ce poste convient à un homme ou une femme pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de la fonction création dans une entreprise d'habillement.* La rémunération peut être élevée pour un candidat performant. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre dossier de candidature sous référence 272.83 M à notre Conseil - 61, boulevard Haussmann - 75008 PARIS.



Chantal Baudron. s.a.

MEMBRE DE SYNTEC

Organisation et Publicité



services

BANQUE PRIVEE - PARIS
recherche

son RESPONSABLE de la COMPTABILITE et du CONTROLE INTERNE

Le candidat devra justifier d'un niveau Expertise et d'une expérience bancaire confirmée. Il sera agé de 35 ans minimum et aura participé activement à l'informatisation des traitements comptables.
Le poste proposé offre de réelles perspectives d'avenir dans un établissement à taille humaine.
(réf. 2070 M)

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
liée à un Groupe Important
recherche

INSPECTEUR

Age minimum 30 ans, grande école de commerce, HEC, ESSEC, SUP de CO et/ou expertise comptable.
Expérience de 5 ans minimum dans service d'audit interne ou d'inspection d'une grande banque ou d'un organisme financier.
Posté basé à Paris - Quelques déplacements *en province de durée variable.*
Retour à Paris en fin de semaine assuré.
(Réf. 4040 M)

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
recherche

CLASSE IV/V

POUR IMPORTANT SERVICE TITRES

Expérience 5 ans minimum pour poste à responsabilités au sein de son service conservation.
(Réf. 6030 M)

OBC

BANQUE
ODIER BUNGENER COURVOISIER
(total bilan : 1,5 milliard - 250 personnes)
quartier Etoile

Nous mettons en place une nouvelle opération d'applications informatiques et bureautiques bancaires et proposons à des

GRADES/CADRES DE BANQUES

de rejoindre notre Service

ORGANISATION

Diplômés de l'enseignement supérieur, les candidats auront une solide expérience bancaire *(comptabilité, fiscalité, gestion) complétée par* une formation Informatique.

Ces postes en création nécessitent un fort potentiel, un esprit d'équipe et un réalisme indispensables. (Réf. 8060 M)

Nous recherchons également

UN JEUNE INSPECTEUR POLYVALENT

confirmé dans les techniques bancaires (administration comptable, engagements, informatique).

Diplômé d'une Ecole de Commerce - 2 ans *d'expérience minimum* - diagnostic rigoureux, sens du risque, esprit de synthèse, faculté de rédaction, esprit d'équipe et capacité d'animateur sont requis. (Réf. 9040 M)

Pour tous ces postes, la classification, la rémunération et les possibilités d'évolution seront fonction du champ d'expérience et des capacités de chacun.

services

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence du poste choisi à OCBF 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

vous assiste dans le recrutement bancaire

INGÉNIEURS : TROIS OPPORTUNITÉS DANS LA PREMIÈRE SOCIÉTÉ FRANÇAISE D'INGÉNIERIE...

réalisant de grands ensembles industriels.

MESURE ULTRASONS

Pour renforcer l'équipe du LABORATOIRE ULTRASONS, nous recherchons un jeune INGENIEUR GRANDE ÉCOLE, qui sera chargé de **conduire des études en RECHERCHE & DÉVELOPPEMENT** et de mener à bien des prestations de service.
Ce poste complet permettra à un Ingénieur attiré à la fois par la conception et les aspects opérationnels, de valoriser des qualités **d'innovation.** *Une première expérience dans le domaine de l'instrumentation* est souhaitée. Lieu de travail : région de MONTLHÉRY (91). Réf. 80111/1

DÉVELOPPEMENT DE L'OUTIL INFORMATIQUE

Nous souhaitons intégrer dans une équipe performante de physiciens et d'informaticiens, un INGÉNIEUR SYSTÈME chargé de **développer de nombreux outils informatiques.** Il définira des matériels et concevra des logiciels destinés au traitement et à la représentation de résultats de mesure physique. *Pour mener à bien sa mission, il devra posséder une première expérience des techniques informatiques* et des systèmes d'acquisition de données. Connaissance du matériel HEWLETT-PACKARD appréciée. Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE. Réf. 80111/2

TRAITEMENT DU SIGNAL

Jeune INGÉNIEUR formation GRANDE ÉCOLE, il sera chargé des **essais de systèmes informatiques adaptés au traitement de mesures spéciales.** De ce fait, il participera à la conception et au suivi de réalisation. Il assurera la définition et la préparation des essais.
A l'aise dans les techniques informatiques, il trouvera dans la fonction la possibilité de mettre en œuvre *des qualités d'autonomie et de contact.* Lieu de travail : PARIS-LA DÉFENSE. Réf. 80111/3

Ces trois opportunités sont naturellement très évolutives, dans le contexte d'une entreprise réellement *performante dans ses différents domaines d'activité.*

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo), **en précisant la référence du poste choisi** à notre Conseil :

MILO M.R.H 43 bis, bd Victor-Hugo 92200 Neuilly-sur-Seine

HAVAS CONTACT

Chargé d'Etudes Gestion Commerciale

E.S.C. débutant ou première expérience

De formation supérieure en gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience en entreprise impliquant de la gestion commerciale. Vous possédez un sens aiguisé de l'analyse et des chiffres, êtes organisé et méthodique. Vous recherchez une entreprise pratiquant une gestion commerciale élaborée et connaissant une forte croissance.
Dans ce cas, vous pouvez, à Aubervilliers, participer au développement du
GROUPE AIRÉLEC RADIAL BRUNNER
leader sur le marché français du chauffage électrique (C.A. et résultats multipliés par 3 en 3 ans).
Rattaché au Directeur Commercial, vous prendrez en charge l'élaboration, la présentation, l'analyse des résultats du réseau de vente. Vous disposerez d'un outil informatique performant. La réussite dans cette mission doit vous conduire à moyen terme à des responsabilités plus étendues au sein de la fonction gestion commerciale.
Merci d'adresser rapidement lettre manuscrite, C.V. et rémunération actuelle sous référence 5502 M à notre Conseil.

EQUIPES ET ENTREPRISES
33, rue Vivienne 75002 PARIS

afpa deux spécialistes de la formation de cadres

La vocation de l'AFPA est la Formation Professionnelle des Adultes. Notre effectif total de 10.000 personnes comprend 500 cadres de direction.

Or, la compétence et l'efficacité du personnel d'encadrement de nos Centres jouent *un rôle déterminant* dans l'accomplissement de cette vocation.

La formation et le perfectionnement de nos cadres constituent donc pour le Service Central de Formation des personnels de l'AFPA un objectif prioritaire.

C'est pourquoi nous recherchons aujourd'hui deux nouveaux collaborateurs chargés d'analyser les besoins, de concevoir des plans de formation, de mettre en place les ressources formatives, d'organiser et animer les stages, d'en évaluer les résultats.

Basés au siège, quelques déplacements de courte durée dans nos établissements de province sont à prévoir.

Les candidats, impérativement diplômés de l'enseignement supérieur, auront une solide expérience dans la formation de cadres, exercée si possible en milieu industriel.
Leur rémunération sera fonction de leurs références.

Une formation-information personnalisée leur fera connaître les objectifs généraux de notre institution, ses modes de gestion et ses méthodes pédagogiques.

Mme Lagane étudiera avec attention et discrétion votre dossier de candidature. Adressez-lui votre C.V. détaillé en mentionnant votre salaire actuel au siège de l'Association Nationale pour la Formation Professionnelle des Adultes *13, place de Villiers 93100 MONTREUIL*

colly

Notre équipe de direction, jeune et dynamique a su créer un nouvel état d'esprit dans le domaine de la MACHINE-OUTIL.

Elle recherche pour sa direction régionale de Paris

DES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

qui seront chargés de commercialiser des biens d'équipements et des systèmes de haute technologie : robots, automatismes, ateliers flexibles... sur les régions Nord-Aisne, Oise-Val d'Oise, Marne-Aube, Sud-Paris-Normandie.
Entre 25 et 35 ans, ils auront acquis une formation de préférence technique ainsi qu'une expérience commerciale dans le domaine des biens d'équipements industriels.
Les postes à pourvoir sont évolutifs et la rémunération motivante.
Les candidats retenus bénéficieront d'une large autonomie après avoir été formés au siège et dans les usines de Villeurbanne (69).
Les candidats sont remerciés par avance d'adresser leur dossier puis de téléphoner pour un rendez-vous à fixer entre le 13 et le 17 juin avec

M. PEUCELLE - Directeur Régional
COLLY
10, rue Louis-Philippe - 92220 NEUILLY
Tél. (16-1) 745.45.50

colly
LA PRÉCISION EN MOUVEMENT

Cohérence Lyon

Explorez notre avenir informatique et télématique

Entreprise de pointe dans l'utilisation des nouvelles technologies, la RATP crée 2 nouveaux postes pour développer son avance dans les domaines de la télématique, de l'informatique et de la bureautique. Elle recherche

2 INGENIEURS ESE - TELECOM - ENSTA - INSA - ENSI... HF

passionnés par les évolutions et les applications dans ces domaines. Ils seront chargés d'une réflexion sur les nouveaux produits et leurs applications optimales au sein de la RATP.

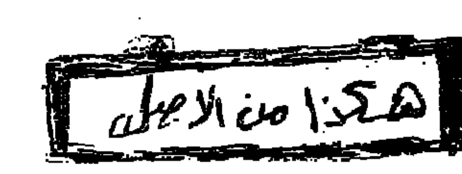
Le 1er poste implique, en amont, une dynamique de découverte et de contacts, tournée vers les constructeurs et les centres de recherche. Dynamique qui sera répercutée, en aval, au sein de l'entreprise afin de lui faire connaître les évolutions dont elle peut tirer parti.
Si une fonction tournée à la fois vers l'intérieur et l'extérieur de l'entreprise vous intéresse, si vous avez des aptitudes au contact et à l'animation,

Le 2ème poste prend le relais au niveau de l'organisation et de la coordination d'expériences pilotes au sein des différents services. Une évaluation sûre des applications potentielles à la RATP permettra de réussir la mise en oeuvre puis la diffusion du savoir-faire acquis.
Si vous êtes intéressé par une approche organisationnelle et l'animation d'équipes pluridisciplinaires,

offrez-vous un terrain d'expression et d'expérience digne de vos compétences : la promotion de l'avenir informatique et télématique de la RATP. Prenez contact avec Gérard Hayeaux, Direction du Personnel RATP 185 rue de Bercy 75012 Paris.

RATP RATP RATP RATP

média-system



ASEA - SERVICE

DIVISION DE LA FILIALE FRANÇAISE
DU GROUPE ÉLECTROMÉCANIQUE SUÉDOIS ASEA
C.A. 26 MILLIARDS FF - 55.000 SALARIÉS

recherche
pour son Établissement de PERSAN (95)

INGÉNIEUR DE PRODUCTION
spécialité électrotechnique

– De préférence de niveau Ingénieur, ou d'une formation équivalente, il sera responsable d'un atelier de réparations et se verra confier tous les aspects de la gestion technique, financière et humaine d'une unité de bobinage.
– La connaissance de l'anglais est nécessaire.
Réf. : LM410

TECHNICO-COMMERCIAUX

– De formation commerciale, les candidats disposeront de préférence d'une expérience dans le domaine des machines tournantes électriques.
Réf. : LM411

Adresser C.V. et rémunération actuelle au Service du Personnel
ASEA - B.P. N° 5 - 95340 PERSAN.
(Merci de préciser sur enveloppe la référence du poste concerné.)

La filiale d'un important groupe de services
recherche

JEUNE CONTROLEUR DE GESTION

en collaboration avec une équipe composée de 7 personnes, il assure :
- la préparation et le suivi budgétaire,
- les recommandations à partir de l'analyse des résultats périodiques,
- l'amélioration des systèmes d'information en liaison avec l'informatique.

La décentralisation de l'entreprise, l'importance de sa fonction « Conseil » implique des contacts fréquents avec les responsables opérationnels des différentes unités.

Pour ce poste, une formation supérieur : de type universitaire ou Grande Ecole de Commerce, est indispensable.

Merci d'adresser lettre de candidature manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. 448 à INTER PA, BP 508, 75066 PARIS Cèdex 02 qui transmettra.

MEESCHAERT
Dans le cadre du développement de notre service GESTION
notre Société de Gestion Financière recherche

UN ASSISTANT DE DEVELOPPEMENT
HF

Ce poste s'adresse à un diplômé de l'enseignement supérieur :
Ecole d'ingénieur ou Maîtrise de mathématiques de la décision.

Après une période d'intégration, il prendra en charge la réalisation d'un modèle de gestion informatique (analyse détaillée, programmation).

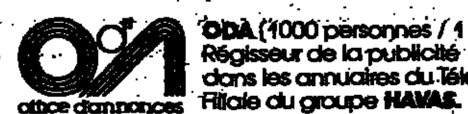
Progressivement il participera à l'ensemble des développements de modèle d'aide à la décision pour la gestion de portefeuilles d'actions et d'obligations.

Il travaillera en étroite collaboration avec le Responsable du Service Gestion et il lui sera donné toute latitude pour mener à bien l'analyse et la réalisation des modèles.

Nous souhaitons rencontrer des «réalisateurs» dotés d'un esprit créatif, possédant des aptitudes conceptuelles tout en ayant le sens du concret.
L'anglais parlé serait très apprécié. Des connaissances informatiques et boursières sont souhaitables.

Ce poste, basé à Paris, offre une rémunération de départ motivante et de réelles perspectives d'avenir pour des candidats débutants ou ayant une première expérience d'entreprise. Le poste est à pourvoir immédiatement.

Adresser lettre de motivations + CV + prétentions à Monsieur DESLANDES
MEESCHAERT SEGF - 12 rue Chauchat - 75009 PARIS



ODA (1000 personnes / 1 Milliard de C.A.).
Régisseur de la publicité
dans les annuaires du Téléphone.
Filiale du groupe HAVAS.

Pour faire face à son expansion, l'ODA s'engage dans le développement et l'utilisation de nouvelles technologies en matière de PRÉ-IMPRESSION (digitalisation, fabrication assistée par ordinateur, composition Vidéotex...).

Dans ce cadre, la **DIRECTION DE L'EXPLOITATION** *crée le poste*

d'ADJOINT AU CHEF DES SERVICES FABRICATION

SA MISSION
Le candidat aura à mettre en place une organisation par ligne de produits intéressant une quarantaine de collaborateurs et mettant en jeu des moyens modernes de production (fabrication assistée par ordinateur, digitalisation).

Il aura à résoudre les problèmes techniques classiques:
- Composition.
- Dessin.
- Reproduction photographique.

Il participera à la mise en place de nouvelles technologies:
- Fabrication d'écran télématique.
- Digitalisation.
- Fabrication assistée par ordinateur.

Il formera son équipe à l'ensemble de ces techniques.

SON PROFIL
Le candidat, de formation supérieure, justifiant de 10 années d'expérience pratique, opérationnelle dans le secteur de la PRÉ-IMPRESSION devra posséder les qualités naturelles d'un «LEADER» doublées d'un formateur lui permettant d'animer, motiver et former une équipe efficace et dynamique.

Envoyer lettre manuscrite, CV et prétentions à:
OFFICE D'ANNONCES, Evelyne MALACH,
136, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 NEUILLY-SUR-SEINE.

HAVAS CONTACT

LE CARBONE LORRAINE
37 à 41 rue Jean-Jaurès
92231 GENNEVILLIERS
balais, frotteurs et contacts électriques recherche

TECHNICIEN SUP.

en électrotechnique ou électromécanique, titulaire BTS-DUT et essais de machines, maquettes de simulation en Laboratoire.
Perspectives d'évolution du poste vers Technico-ciel

Envoyer C.V. et photo.

Pour MASSY (91)
A.T.P. ou INGÉNIEURS DÉBUTANTS
logique analogique travaux d'études logique câblée.
SOTRATES – 373-50-90.

Mairie d'Oyonnax cherche pour son centre culturel :
1 responsable programmation cinéma.
Adresser C.V. à Monsieur le Maire. Mairie 01108 OYONNAX CEDEX
Candidature à envoyer avant le 30 juin 1983.

Groupe
JANUS-GENUS INFORMATIQUE
cherche

INGÉNIEURS

Logiciel temps réel
diplômés et expérimentés
sur PDP, MITRA, 8085, 86, Z 80, 68000.
Conditions intéressantes pour éléments de valeur.
TANG. 952-60-06.

Labo univ. rech. 1 technicien physicien ayant de solides bases en électronique, titulaire d'un BTS ou d'un DUT.
Env. C.V. à M. Pagès, Laboratoire Curie, 11, r. P. et M. Curie, 75231 PARIS Cedex 05.

ERIN

recherche
pour réalisation de logiciel en informatique industrielle
(mini et micro-ordinateurs)

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSITAIRES

— Option : informatique, automatique, électronique.
— Débutants à 3 ans d'expérience.
Les candidats retenus seront convoqués dans les 15 jours.

Ecrire avec C.V. à AXIAL PUB s/réf. 2.705, 27, rue Taitbout, 75009 PARIS, qui transmettra.

SOCIETE D'INGENIERIE
EN RESSOURCES HYMAINES
ET FORMATION

REGION PARISIENNE
recherche un

SPECIALISTE GESTION RESSOURCES HUMAINES

PROFIL SOUHAITE :
• Formation universitaire ou Ecole d'Ingénieurs • Expert en matière de gestion de ressources humaines et formation • Expérience de conduite de projets et changements en milieu industriel • 5 ans de pratique professionnelle.

FONCTIONS :
• Il est responsable d'affaires et conduit des interventions en entreprise tant sur le plan commercial qu'opérationnel • Travail en équipe pluridisciplinaire • Il favorise les approches de type «participatif» *du changement en entreprise • Il développe* des services «Ressources Humaines» auprès d'une clientèle industrielle • Déplacements.

Ecrire lettre manuscrite avec C.V., photo et prétentions sous réf. 72140 à CONTESSE PUBLICITE, 20, av. de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01 q.tr.

Cadres demandeurs d'emploi
ou en congé-formation

L'INSTITUT DE GESTION SOCIALE

vous propose
7 mois et demi de préparation professionnelle
dont 2 mois et demi de stage pratique

Gestion et développement des organismes à but non lucratif

Ce stage rémunéré vous apportera :
- des techniques de gestion ;
- un entraînement aux relations sociales ;
- une pratique de l'informatique.

Une formation supérieure et une première expérience professionnelle sont nécessaires.

Début du stage : 16 juin 1983.
Recrutement immédiat.

Appeler au 766-84-22 :
Micheline FLOIRAC ou Jacques NEUBAUER

INSTITUT DE GESTION SOCIALE
63, avenue de Villiers, 75017 PARIS.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

COMSIP ENTREPRISE — Contrôle Bailey

2700 ingénieurs - 38 filiales à l'étranger
12 milliards de commandes en 1982 (dont 7 à l'export)

Nous recherchons des :

Ingénieurs informaticiens

pour développer les logiciels du contrôle industriel :
régulation - automatisation - optimisation des procédés.

Ingénieurs de développement

en électronique industrielle et en électrotechnique
pour participer à la conception et la réalisation des automatismes
dans les grands contrats du contrôle industriel, en France et à l'étranger.

Nous vous invitons à contacter le :

Service des Ressources Humaines: 13 rue Antonin Raynaud 92309 Levallois Perret.

CGEE ALSTHOM
EQUIPEMENTS ET ENTREPRISES ELECTRIQUES

---

consultants internationaux

sema finance est la division du Groupe **sema metra**, *spécialisée dans le conseil de haut niveau dans les systèmes* administratifs, comptables et financiers, en France, en Europe et dans le Tiers Monde. Elle cherche à renforcer ses équipes d'intervention et recrute des consultants internationaux en **gestion administrative et financière**.

Les candidats, de formation supérieure (Ecole d'Ingénieurs de *commerce ou de gestion* + DECS) *auront acquis une expérience* de l'audit ou du contrôle de gestion. Il leur sera confié des missions d'organisation financière et comptable auprès d'importants établissements publics et entreprises privées. Des déplacements de longue durée dans des pays en voie de développement sont à envisager.

Adresser votre C.V. avec une courte lettre manuscrite, sous la référence 10425/M à J.M. Legros, Sema-Sélection: **Centre Metra, 16/18, rue Barbès 92126 MONTROUGE.**

MEMBRE DE SYNTEC

sema selection — Paris Lille Lyon Marseille Toulouse

Le Groupement Systèmes d'Informatique pour renforcer les équipes d'études qui constituent son atout principal dans la compétition sur le marché informatique, propose à des

INGENIEURS DEBUTANTS

Ecoles d'Ingénieurs (toutes options) ou
DESS - DEA (disciplines scientifiques)
de leur assurer une

FORMATION A L'INFORMATIQUE

Elle leur donnera une compétence dans le domaine du LOGICIEL et leur permettra de s'intégrer dans les unités de très haut niveau (implantées en région Parisienne), responsables du développement de ses systèmes..
Cette offre donne une opportunité à des débutants de faire une carrière dans un secteur en grande expansion.
Une session de formation débutera en Octobre 1983 et s'étendra sur plusieurs mois.
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la réf. 120 M à Cii Honeywell Bull PC0G021C - 94, avenue Gambetta 75960 PARIS CEDEX 20



OFFRES D'EMPLOIS

BANQUE
FONCTION INSPECTION/CONTROLE

Vous avez acquis en 4 ou 6 ans d'expérience *une solide pratique des opérations bancaires.*

La fonction Inspection/Contrôle vous parait une étape nécessaire avant d'assumer des responsabilités élargies.

Nous vous proposons de l'exercer dans nos agences et filiales.

Afin que nous élaborions un «véritable» plan de carrière, adresser votre C.V. sous réf. 7382/JN à M. GUIGNARD - 86, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS

CAISSE NATIONALE DE CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour sa **Direction Informatique** à St Quentin en Yvelines (78)

Ingénieur informaticien ou organisateur

pour participer à **la conception des systèmes d'information** et être le responsable de l'**administration des données.**

Ce poste **FONCTIONNEL** comporte l'animation d'une équipe restreinte. Il exige une formation supérieure, une large expérience de l'informatique et de l'organisation, et une habitude des contacts à haut niveau.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **D61** à
CNCA Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

Auditeur interne 3M

3M recherche pour son siège social de Cergy-Pontoise 1 AUDITEUR INTERNE.

Diplômé d'une **Ecole Supérieure de Commerce** ou Maitrise de Sciences Economiques, ayant une **expérience de 3 ans** dans un cabinet *d'audit externe ou dans un poste similaire.*

Anglais lu indispensable.

Adresser C.V., photo et prétentions à Monique GENOT sous la référence 6/G - 3M FRANCE - Boulevard de l'Oise - 95006 CERGY-PONTOISE CEDEX.

HELIOS

Un des premiers Cabinets français d'Audit et de Conseil, membre d'Arthur Young International
recherche pour **Abidjan** (Côte d'Ivoire)

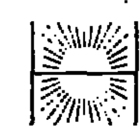
Chef de mission expertise comptable

Nous lui proposons :
- le cadre de travail d'un Cabinet en expansion,
- des missions variées de contrôle et de conseil,
- une carrière évolutive et des prises de responsabilité pouvant conduire à l'association,
- une formation de haut niveau comportant des séminaires nationaux et internationaux.

Nous lui demandons :
- *le diplôme d'une grande Ecole (HEC, ESSEC, IEP, ESC... ainsi* qu'un ou plusieurs certificats supérieurs),
- *une expérience en expertise comptable de 3 à 5 ans.*

Nous sommes à votre disposition pour un entretien sur votre plan de carrière.

Adressez C.V., photo et lettre sous la référence LM/O4 à



HELIOS
Département Recrutement
7 rue de Chaillot
75116 PARIS

INTERTECHNIQUE

IN 50 – IN 500 – IN 5000

Dans le cadre de l'expansion de son département informatique
recherche
pour son service Grandes Affaires

DES INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES SCIENTIFIQUES ou UNIVERSITÉS

(réf. DI-35)

pour assurer les fonctions de chefs de projets

Expérience nécessaire de quelques années dans le dépouillement des appels d'offres et dans la conduite des projets informatiques liés à l'équipement de clients se dotant de réseaux de mini-ordinateurs et de moyens informatiques.

Qualités de coordination entre services techniques et commerciaux indispensables.

Niveau de rémunération motivant qui tiendra compte de l'expérience des candidats.

Nombreux avantages sociaux et prime de fin d'année. Restaurant d'entreprise.

Adresser c.v. avec prétentions, en précisant la référence de l'annonce, à la Direction du Personnel,
INTERTECHNIQUE B.P. N° 1 - 78374 PLAISIR CEDEX

Affiner les études commerciales pour affûter les négociations

Même quand on est la filiale française d'une très importante multinationale d'origine américaine, en position dominante sur l'un des marchés de la grande consommation, fière de résultats confortables... on peut toujours faire mieux.

C'est ce que l'on vous propose en créant un poste d'études aux confins du Marketing et de la Distribution.

La responsabilité, c'est analyser les résultats et les coûts de vente, établir des tableaux de bord pertinents, en surveiller les clignotants et participer au montage de nouvelles opérations commerciales encore plus performantes... CQFD. Pour cela il faut se servir des panels existants, *de son astuce et de sa diplomatie dans la quête* d'informations toujours plus fines.

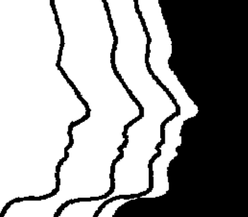
Et au delà de la mission accomplie ? (Pas question de s'arrêter sur la satisfaction !), approfondir la stratégie en passant au marketing ou au commercial.

Pour nous voici votre profil :
Une formation supérieure type ESC, ESCAE, deux ans au contact *des produits de grande consommation,* au *marketing,* aux études, à la promotion des ventes, aux analyses chez un grand du quantitatif. L'anglais est un atout supplémentaire. Ce poste est à pourvoir à Paris.

S'il vous intéresse, merci d'écrire à SEFOP sous référence RM 645M.

SEFOP 11 Rue des Pyramides. 75001 Paris.

— MEMBRE DE SYNTEC —



Jeune diplomé Ecole de Commerce

Nous sommes un organisme spécialisé dans le financement et la gestion d'entreprises diverses des filières agro-alimentaires.

Notre progression constante et notre impact dans ce secteur d'activité nous amène à étoffer notre structure.

Nous souhaitons vous confier la réalisation de diagnostics technico-économiques et financiers puis la définition d'interventions concrètes et leur suivi auprès des entreprises concernées. Ces fonctions vous donneront la possibilité d'aborder tous les problèmes liés à la gestion d'entreprise.

Votre potentiel devra vous permettre d'être un interlocuteur *reconnu des dirigeants d'entreprise et vos capacités d'analyse et de* synthèse d'accéder rapidement à des responsabilités plus étendues.

Merci d'écrire sous la référence 301066 M à :

BKC **BERNARD KRIEF CONSULTANTS**
115, rue du Bac 75007 PARIS — Tel. 544.38.29.

THOMSON-CSF
LA BRANCHE DES ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

Le Département Études Développement et Imagerie Nouvelle
recherche des

INGÉNIEURS ÉLECTRONICIENS

Pour constituer une équipe solide qui participera au développement de la première *génération de scanners à Résonnance Magnétique Nucléaire.*

Nous prévoyons une extension considérable de cette technique et nous proposons des opportunités à des candidats de valeur désirant exercer leurs compétences dans les domaines suivants :
- Technologie HF : amplification et circuits d'adaptation.
- Traitement du signal, filtrage.
- Générateurs de puissance de grande précision.

Pour tous ces postes à pourvoir à **ISSY-LES-MOULINEAUX**, une expérience industrielle est souhaitée.

Les ingénieurs de formation Grande École adresseront leur CV + photo + prétentions à Françoise LEMAIRE, THOMSON CSF, 48, rue Camille-Desmoulins, 92130 ISSY-LES-MOULINEAUX.

THOMSON
BRANCHE ÉQUIPEMENTS MÉDICAUX

CABINET EXPERTISE COMPTABLE ET COMMISSARIAT AUX COMPTES

recherche

DIPLOME D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Expérience 4 ou 5 ans dans un cabinet d'audit international pour direction de sa section audit.

Écrire à **RÉGIE-PRESSE** nº T 40.605 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

SI VOUS AVEZ LE GOUT DU DÉFI L'ESPRIT TENACE ET SI VOUS ÊTES ÉNERGIQUE VENEZ NOUS REJOINDRE EN TANT QUE

JEUNE INGÉNIEUR

EN CÉRAMIQUE
dans l'une des grandes sociétés japonaises de réfractaires.
Environ 28 ans, bilingue anglais.

Envoyer curriculum vitae + photo à :
TOKYO YOGYO Co, LTD
30, rue Notre-Dame-des-Victoires, 75002 PARIS.

Heineken
2 CHEFS DE PRODUITS C.H.R.

Vous possédez une solide formation Marketing (diplôme d'H.E.C., ESSEC, SUP DE CO...) si possible valorisé par une première expérience Marketing produits grande consommation, de préférence Boissons et/ou vous avez une bonne connaissance du milieu des Cafés, *Hôtels, Restaurants (C.H.R.)* et du circuit des entrepositaires grossistes, et vous parlez couramment l'anglais.

Alors vous pouvez être l'un des deux Chefs de Produits que recherche HEINEKEN FRANCE, pour son département Marketing, pour gérer ses marques (HEINEKEN, MUTZIG OLD LAGER, MUTZIG) sur un marché exigeant mais chaleureux, *celui* des C.H.R.

A l'écoute de notre Force de Vente, de nos Distributeurs entrepositaires *en boissons, vous prendrez* en compte leurs besoins et proposerez des réponses Marketing adaptées.

Vous concevrez et suivrez l'exécution des études, *des promotions,* de la P.L.V., etc...

Les postes basés à Paris, supposent de nombreux déplacements dans toute la France, car le C.H.R., marché stable «mais en évolution», exige un contact étroit avec le terrain.

Envoyez votre CV+photo et rémunération souhaitée sous référence 1505M à

SOURCES
16 rue Jean-Jacques Rousseau — 75001 Paris, qui transmettra.

G.CAM

Ingénierie Informatique et Systèmes d'Informations
Filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations
crée le poste de

CONTROLEUR DE GESTION

pour assister les Directions opérationnelles et la Direction Générale dans l'élaboration et le suivi de leurs objectifs.

MISSION :
- participer à la création des tableaux de bord de l'entreprise et de ses filiales,
- prendre en charge la préparation et le contrôle des budgets,
- s'assurer de la cohérence des procédures de gestion et réaliser les consolidations.

PROFIL :
- diplômé d'une grande école (HEC, Sup de Co ou équivalent) et une première expérience de 2 à 5 ans.
- De solides compétences en comptabilité seraient très *fortement appréciées.*

Adresser c.v. et prétentions sous réf. 196 à Mme ALETTI
G. CAM - Tour Maine Montparnasse - Boite Postale 08
75755 Paris Cedex 15.

G.CAM

SOCIÉTÉ D'INGÉNIERIE BATIMENT ET TRAVAUX PUBLICS

recherche pour Paris

RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER

POUR :
- Coordination administrative.
- Contrôle de gestion.
- Finances et trésorerie.
- Relations avec organismes bancaires.

Expérience P.M.E. exigée
Une connaissance de l'immobilier serait appréciée

Écr. avec C.V., lettre manusc. et prétent. s/nº T 040691 M
Régie-Presse - 86 bis, rue Réaumur, PARIS 2ᵉ

ORGANISME SPÉCIALISÉ EN CRÉATION D'ENTREPRISES

pré-sélectionne pour 1983-1984

CHARGÉS(ES) DE MISSION

Animateurs économiques, H. ou F., ayant une bonne connaissance de l'environnement économique et institutionnel (titulaires d'un diplôme d'Études Supérieures ou équivalent, expérience de 5 ans minimum dans les fonctions d'animation et de conseil, mobilité géographique).

Ecrire sous nº T 040.552 M. *RÉGIE-PRESSE*
85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

---

answare

pour son secteur

INFORMATIQUE TECHNIQUE ET INDUSTRIELLE

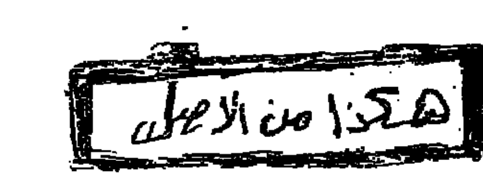
recherche des

INGENIEURS LOGICIEL

DEBUTANTS
(Ecoles d'Ingénieurs ou *Universitaires* Option Info)
à
5 ANS D'EXPERIENCE

Merci d'adresser votre candidature et date de disponibilité sous Réf IN/1 à Yolande VILLARS - 135 rue de la Pompe - 75116 Paris.





OFFRES D'EMPLOIS

Rothmans International France

Leader des cigarettes blondes sur le marché français avec les marques PETER STUYVESANT, ROTHMANS, DUNHILL, CRAVEN.

Au sein de notre département Promotion, nous créons le poste de

CHEF DE MARQUE ROTHMANS

qui organisera, gèrera et dirigera sur le terrain toutes les actions promotionnelles pour la marque **ROTHMANS.**

Il s'agit de fonctions très opérationnelles qui exigent beaucoup de présence sur le terrain, pour encadrer et former une équipe de promotion.

- Vous êtes jeune (minimum 27 ans), *dynamique, diplômé d'une* ESC ou d'autre formation supérieure.
- Vous avez une expérience de la promotion et/ou de la vente de produits de marque de grande consommation,
- Vous avez le sens de l'organisation et vous avez une première expérience de l'*encadrement,*
- Vous acceptez de fréquents déplacements dans toute la France (poste basé à Paris).

La connaissance de l'anglais serait appréciée.

Merci d'adresser lettre manuscrite (+ photo) et C.V. détaillé mentionnant votre rémunération actuelle au **Secrétaire Général de ROTHMANS INTERNATIONAL FRANCE S.A. 10, rue Hamelin - 75116 PARIS.**

Publicités Réunies

olivetti olivetti olivetti olivetti

Ingénieur commercial O.E.M

Vous êtes ingénieur dans l'informatique depuis 5 ans. Après cette expérience technique et/ou commerciale réussie vous souhaitez poursuivre votre carrière au sein d'un grand groupe international.

Premier constructeur européen, nous voulons accélérer le développement de nos activités micro-informatiques en France dans le cadre O.E.M.

Si vous souhaitez valoriser votre connaissance de ce marché, venez nous rejoindre et réussir avec nous.

Adressez votre dossier de candidature (CV et prétentions) sous réf. BM à

Monsieur ARTAUD
OLIVETTI FRANCE - DPRH
91 rue du Faubourg St-Honoré - 75008 Paris

olivetti olivetti olivetti olivetti

FUTUR RESPONSABLE ENTRETIEN

Notre usine du Midi-Pyrénées utilise, pour la transformation continue de matières premières, du matériel lourd.

Nous recherchons le Responsable de son Entretien mécanique et électrique. Il secondera le Responsable d'Exploitation et des Services Techniques. Il sera formé sur le tas, effectuera certaines études en poste, établira un historique et un diagnostic des principales pannes et proposera des remèdes. Le plus rapidement possible, il prendra en charge la gestion de l'atelier de mécanique puis l'atelier d'électricité (50 personnes).

Ce jeune ingénieur aura une formation mécanique, électricité, régulation et hydraulique. Il aura une première expérience en entretien, Industrie Lourde de préférence. Le candidat est un homme de "SERVICE", de très bons contacts, formateur et informateur, dynamique, rigoureux, méthodique.

Position : cadre. Logement assuré. Rémunération motivante, tenant compte de l'expérience acquise.

Envoyer lettre manuscrite + C.V. + prétentions sous référence 150 M à ORES MEDIA
4, rue Quentin Bauchart - 75008 PARIS

ORES MEDIA

Organisation et Publicité

Banque Populaire

Une carrière dans la banque...

La BICS, 1500 personnes, 75 agences, dont le siège est à Montrouge, conjugue ses préoccupations de gestion prévisionnelle des ressources humaines et de développement d'activité en recrutant de nouveaux collaborateurs (H-F).

Mais la banque est un métier où expérience et formation spécifiques sont primordiales et la BICS vous propose des conditions dynamiques pour ce double apprentissage : un cycle de préparation rémunéré à la fonction d'attaché commercial, une période de prospection en clientèle - commerce, artisanat, PME/PMI - et vous êtes prêt(e) à intégrer des postes de responsabilités dans *le* réseau des agences.

ESC ou Sciences Eco, vos motivations et vos intérêts vous orientent vers un métier qui réunit le commerce et la finance.

Adresser lettre manuscrite + CV + prétentions sous réf. M à BICS - Direction du Personnel - 55, av. Aristide Briand - 92120 Montrouge.

CNPG CONSEIL EN RECRUTEMENT

CSNCR — Dessein

jeune expert-comptable

diplômé(e), confirmé(e) dans les techniques de l'audit

Vous souhaitez rester actif dans le secteur de l'audit

Vous ne souhaitez plus voyager

Nous vous proposons d'intégrer le département Formation de l'un des plus importants cabinets *d'audit français,*

— pour —

concevoir et animer des séminaires

- internes d'audit et de finances
- intra-entreprises
- en université

en relation avec des praticiens, auteurs *d'ouvrages de référence*

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à PMP, n° 3194 - 39 rue de l'Arcade 75008 PARIS.

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche pour sa Direction Générale de l'Administration et du Support aux Opérations

DES JEUNES CADRES DE GESTION

Les candidats doivent être diplômés d'une école de commerce et de gestion (HEC - ESSEC ESCP - ESCAE - IEP Paris + DECS) ou titulaires d'un doctorat de troisième cycle de gestion.

Possédant 3 à 5 ans d'expérience professionnelle, ils devront être motivés par l'*utilisation de systèmes informatisés* de gestion, et avoir le goût du management. Ils auront de préférence une expérience professionnelle de la gestion administrative d'une entreprise commerciale.

Nous attendons d'eux de bonnes connaissances en **anglais**, et l'acceptation du principe de la mobilité géographique. Nos postes sont à pourvoir à Paris et en province.

Adresser lettre de candidature et C.V. à IBM France Département Recrutement - 2, rue de Marengo - 75001 Paris, en mentionnant la référence DGAM2

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM



L'Entreprise Industrielle

Le Groupe de l'E.I. (8.000 personnes, 2 Milliards de C.A., 5 Directions Régionales et 60 Centres de travaux en France) se caractérise par la diversité et la complémentarité de ses domaines d'interventions : Travaux Electriques, Génie Civil et Bâtiment.

JEUNES INGENIEURS

dégagés des obligations militaires

INGENIEUR DIPLOME grande école, vous avez une vocation d'entrepreneur et de gestionnaire. Vos qualités de négociateur et de meneur d'hommes vous permettront à terme d'être *Ingénieur d'affaires. Véritable "Homme orchestre"*, vous aurez la responsabilité technique, technico-commerciale, financière et humaine d'une réalisation.

Dès à présent nous offrons de réelles opportunités à :

INGENIEURS ELECTROTECHNICIENS THERMICIENS
- Région Parisienne : Bagnolet (95) - Les Mureaux (78)
- Bordeaux • Lyon

INGENIEURS GENIE CIVIL, BATIMENT, ELECTRIFICATION RURALE
- Angoulême • Poitiers • Valence

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions en précisant la ou les régions souhaitée(es) à l'ENTREPRISE INDUSTRIELLE, 29, rue de Rome 75008 PARIS, à l'attention de Madame JEUNOT

Gestion immobilière

Société internationale solidement implantée en France, nous disposons d'un important patrimoine immobilier. Notre développement nous amène à renforcer notre structure et à rechercher un spécialiste de la gestion immobilière.

Adjoint direct du responsable des immeubles, il sera chargé de la gestion locative : baux de location, loyers, gestion courante des immeubles. Il sera assisté de sept personnes.

Vous avez environ 35 ans, une expérience confirmée d'une fonction similaire et d'excellentes qualités d'organisation. Une formation juridique complétée si possible par l'I.C.H. et de bonnes notions en gestion informatique seront des atouts importants. Ce poste évolutif pourra déboucher à terme vers des responsabilités plus larges.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous référence C4479M, 1 rue de Berri - 75008 Paris.



Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

JOURNAL

INSTITUT NATIONAL D'INFORMATIQUE DE GESTION

propose aux

JEUNES DIPLOMÉS
(Ing. – E.S.C. – Maît. Univ.)

et CADRES EXPÉRIMENTÉS

Formation d'un an (octobre à juillet) de

CONCEPTEURS DE SYSTÈMES INFORMATIQUES DE GESTION

Prochaine sélection le 27 juin 1983.
IING. - 37, quai de Grenelle, 75015 Paris.
Téléphone : 578-61-52.

un jeune auditeur, à Paris

ayant deux à trois ans d'expérience en cabinet d'audit et maîtrisant l'anglais ou l'allemand.

C'est ce que nous cherchons pour un groupe industriel de premier plan de **la branche électrique et électronique.** Vous intervenez dans l'analyse des procédures et des systèmes comptables, l'audit des comptes de fin d'année et des audits opérationnels, en France et à l'étranger.

Votre réussite conditionne votre avenir au sein du groupe.

Notre consultant, Mme M.-C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4332 LM) à "Carrières Gestion Finances".



ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Assistants en

RECRUTEMENT

Nous sommes une entreprise de distribution, notre expansion est constante – magasins à Paris et en province – notre notoriété ne cesse de s'accroître au niveau national.

Nous recherchons pour notre direction de l'emploi (Paris) DEUX JEUNES CADRES qui se verront confier une partie du recrutement sur nos différents secteurs d'activités.

Ces postes conviendraient à des candidats de formation supérieure : psychoprat, institut de psycho, CELSA ou équivalent, désireux de concrétiser leurs connaissances théoriques de la fonction.

Nous vous remercions d'adresser vos dossiers de candidature sous réf. 372 à Trendances, 9, rue Arsène-Houssaye, 75008 PARIS, qui nous les transmettra rapidement.

Diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ingénieur, Miage, Maîtrise gestion...) avec option informatique ou organisation, nous vous offrons un poste d'

analyste

pour participer à la mise en place de systèmes informatiques de gestion (comptabilité, marketing, gestion des contrats, traitement de textes...) pour des Agents Généraux d'assurances.

Travail varié (formation, analyse de besoins, organisation, études diverses) et vivant (nombreux déplacements courts en province avec base Paris La Défense).



Nous sommes la Direction Informatique d'un important *groupe d'assurances. Adressez lettre, C.V., prétentions sous* la référence M 233 à : GIE, Direction du Personnel, Tour Franklin, 92081 Paris La Défense Cedex 11.

Discrétion assurée.

OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS — OFFRES D'EMPLOIS

Chef service administration commerciale

150 000 F +

Nous sommes une société commerciale et industrielle, filiale d'un groupe de 8 000 personnes, un des leaders en France sur le marché du stockage et de l'archivage. Nos effectifs sont de 200 personnes, notre C.A. de 70 millions HT. Nous créons le poste de Chef du Service Administration Commerciale, qui sera rattaché au Directeur Administratif et Financier. Il dirigera le service Clientèle de 4 personnes chargé du traitement des commandes et un Service de Gestion Clients de 3 personnes chargé de la comptabilité clients et des recouvrements.. Il aura à coordonner toutes les relations Etudes, Fabrication, Livraisons, Réseau de Vente. Il sera personnellement responsable du fichier articles et tarifs. *Il s'agit d'un poste charnière, très vivant, nécessitant un* état d'esprit commercial et une grande rigueur administrative. Il convient à un candidat âgé d'environ 35 ans, ayant une excel*lente formation générale et une bonne pratique d'administration commerciale.* Une expérience dans une entreprise vendant sur devis serait appréciée, ainsi que des connaisssances en informatique. Lieu de travail Paris 10me. Merci d'adresser lettre man. *et C.V. détaillé mentionnant votre rémunération* actuelle ss réf. 11677/M à D. de LARIVIERE qui étudiera votre dossier en toute discrétion. Sélé-CEGOS, TOUR CHENONCEAUX, 204 Rond Point du Pont de Sèvres, 92516 BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS

Membre de SYNTEC — Publival

---

réviseurs comptables

CABINET INTERNATIONAL D'AUDIT recherche des REVISEURS COMPTABLES pour participer après formation, au sein du Département "Tax", à des missions variées dans le domaine juridique et fiscal.

Les candidats recrutés auront une formation supérieure et une expérience de 3 à 4 ans acquise dans un Cabinet d'audit ou d'expertise comptable.
La connaissance de la langue anglaise est souhaitée.

Les perspectives d'évolution de carrière sont particulièrement intéressantes.

Ecrire en indiquant n° de tél. sous *réf. 8965-M à I.C.A.* 3, rue d'Hauteville, 75010 Paris, qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising NEW YORK PARIS

DUN & BRADSTREET FRANCE

100 millions de CA - 500 personnes - une expansion constante - des bénéfices

Nous sommes la filiale française d'un Grand Groupe Américain à PARIS. Notre stratégie a pour but d'accroître notre position sur le marché. Ceci implique la création et le développement d'un Marketing dynamique.

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Rattaché à la Direction Commerciale, vous serez chargé de coordonner l'ensemble du développement de notre produit «*Information Commerciale*» :

- mise en place d'outils de réflexion,
- développement d'un concept et d'une stratégie en termes de produits, prix, publicité, promotion.

Cette responsabilité, déterminante pour DUN ET BRADSTREET sera confiee à un HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC ou équivalent, bilingue ayant une expérience marketing d'au minimum 5 ans, ayant déjà assuré la formation et l'animation d'Assistants Chefs de Produits.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à DUN ET BRADSTREET - Direction du Personnel-
17, avenue de Choisy-75013 PARIS

DUN & BRADSTREET FRANCE

Leader mondial de l'Information Commerciale

CRÉDITS COMMERCIAUX
Société Leader dans sa branche
recherche pour Paris (Etoile)

RÉDACTEURS CONTENTIEUX

- Gestion des dossiers de recouvrement.
- *Proposition de solutions amiables ou judiciaires.*
- Suivi comptable et juridique.

Niveau licence ou bac avec de bonnes connaissances en droit commercial concrétisées par une expérience de 2 à 3 ans dans une fonction similaire.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, prétentions et photo récente sous n° 72.191, CONTESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui tr.

Dans le cadre du développement de sa Division des systèmes de *télécommunications privées*, le Groupe CGCT recrute

plusieurs ingénieurs et agents techniques

Débutants ou ayant 2 à 5 ans d'expérience de conception et de réalisation en milieu industriel de circuits électroniques complexes à base de micro-processeurs.

Ils seront amenés à étudier et à développer des ensembles logiques (unités centrales, réseaux de connections, etc...) ou analogiques (interfaces de communication, alimentations à découpage) au sein d'équipes compétentes et fortement motivées.

Ecrire avec CV et prétentions sous référence M/ à M. P. VICENS Directeur Technique - Division des Systèmes de Télécommunications Privées - 28, rue de la Redoute, 92260 Fontenay-aux-Roses.

COFAP

HAVAS CONSEIL
recherche

ADJOINT AU DIRECTEUR DES SERVICES COMPTABLES

Notre domaine : la Publicité.

Notre agence : très importante est située à Neuilly.
Métro : Sablons.

Excellent technicien, certes mais aussi homme de contact, le candidat travaillera en étroite collaboration avec le Directeur des Services Comptables. Il supervisera et assurera la coordination d'une équipe d'une vingtaine de personnes.
Ce poste s'adresse à un cadre expérimenté ayant une bonne connaissance de l'outil informatique.

Adresser curriculum vitae et prétentions à :
Françoise PREEL - HAVAS CONSEIL
135, avenue Charles-de-Gaulle. NEUILLY-SUR-SEINE.

BANQUE ÉTRANGÈRE recherche pour PARIS

1) UN EXPLOITANT DE HAUT NIVEAU

Titulaire d'un diplôme de grande école commerciale, le candidat rejoindra une équipe dynamique ayant pour objectif de développer et de gérer une clientèle importante de moyennes et grandes entreprises françaises.

Il devra avoir exercé pendant au moins six ans des fonctions complètes *d'Exploitant Entreprises et être en mesure de démontrer sa reussite commer*ciale, son sens du risque et son habileté à la négociation.

2) SON RESPONSABLE ADMINISTRATIF

(poste pouvant évoluer vers un Secrétariat Général)

Le candidat, de formation juridique, connaissant parfaitement la législation du travail, sera responsable :

- du Personnel et des Relations Humaines ;
- du contentieux bancaire ;
- *des locaux, des assurances, des procédures internes, etc..*

Ce poste exige une expérience de cinq ans minimum dans une fonction similaire au sein d'un établissement bancaire ou financier.

Envoyer photo, C V. et prétentions sous réf 61615 M à BLEU Publicité 17, rue du Docteur Lebel - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

---

CHEF D'AGENCE
T.P. GENIE CIVIL — CENTRE OUEST

Importante Entreprise de T.P. et de GENIE CIVIL recherche pour diriger une de ses Agences INGENIEUR CONFIRME (Centrale, T.P. ...) ayant acquis une expérience réussie de la Direction d'équipes de Travaux et de la gestion de chantiers de Génie Civil.
Chargé de contrôler le bon fonctionnement de l'exploitation (coût, délai, qualité), d'animer les équipes de réalisation des travaux (ambiance, formation, *stimulation*), *il* sera le porte-parole de la D.G. tant vis-à-vis de ses Hommes que *vis-à-vis de la clientèle ou de ses représentants.*
Une réponse rapide et un examen confidentiel de votre *dossier vous sont garantis par notre Conseil.*
Merci de lui adresser C.V., photo et prétentions, *sous référence 1133 M*



Jean-Claude Maurice S.A.

397 ter, rue de Vaugirard - 75015 PARIS

SOCIÉTÉ ROBOTIQUE EN DÉVELOPPEMENT
recherche

2 INGÉNIEURS DE MAINTENANCE

l'un basé à Paris, l'autre à Belfort

- 3 à 5 ans d'expérience dans l'électronique ou l'informatique.
- Sens de la mécanique requis.
- Aptitudes administratives appréciées.
- Anglais courant.
- Déplacements en Europe pour le poste basé à Paris.

Prière d'envoyer curriculum vitae chez :
AUTOMATIX INTERNATIONAL FRANCE
124, boulevard de Verdun, 92400 COURBEVOIE.

UNE ASSOCIATION PROFESSIONNELLE
recherche

UN ORGANISATEUR

Paris.

Pour faire face au développement de ses activités, cette association est amenée à réorganiser l'un de ses services (mise en place d'un système conversationnel).

Sous l'autorité du responsable de ce service (25 personnes), et en liaison avec le secrétaire général, cet Organisateur aura pour mission d'analyser l'existant, de proposer des solutions mieux adaptées puis de les mettre en œuvre et d'en assurer le suivi ; il jouera auprès des employés du service et des clients un rôle de formation et d'information. Il sera l'interlocuteur du service informatique.

De formation supérieure scientifique ou éventuellement commerciale, le candidat retenu aura au *moins deux ans d'expérience en* organisation (dans une banque par exemple) et des connaissances *en informatique.*

Ecrire sous référence 290/1M à A.I. Conseil
102, Bd Malesherbes 75017 Paris
qui garantit discrétion et réponse.



AI conseil

Constructeur de logements sociaux, filiale d'un important C.I.L., recherche un cadre expérimenté pour Paris et la région parisienne.

1 Prospecteur foncier

Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence 2554/LM à

MEDIA PA.
9, Bd des Italiens. 75002 Paris
qui transmettra

(réponse et discrétion assurées)

MEDIA PA

Nous sommes la filiale française d'un groupe international, fournisseur important de produits et procédés chimiques de l'industrie de l'électronique et du traitement de surfaces.

Nous recherchons pour renforcer notre équipe administrative

COMPTABLE EXPERIMENTE(E)

ayant la maturité et les connaissances nécessaires pour assister le directeur administratif dans les activités comptables.

Les principales responsabilités du candidat *seront la préparation des comptes* mensuels et le respect des délais impératifs de reporting.

La capacité de travailler avec un *minimum* de supervision et de communiquer en anglais avec la maison mère sont souhaitables.

Le *poste conviendrait à un candidat à la recherche de responsabilités à l'intérieur* d'une équipe administrative petite mais performante, dans le cadre d'une société qui reconnait l'importance de la contribution *de cette* équipe au succès de ses activités.

Lieu de travail : ***Les Ulis (Z.A. Courtabœuf).***

Les candidatures avec C.V. précis et prétentions seront traitées *confidentiellement, les adresser s/réf.* 1117 à **PARAPHE**
10, rue de Louvois 75002 PARIS.

Paraphe

COFACE

Compagnie Française d'Assurance pour le Commerce Extérieur
Paris 8ème
recherche pour son service d'analyse des risques étrangers

5 JEUNES CADRES

diplômés Ecole Supérieure de Commerce (ESCAE) ou équivalent
ayant une connaissance approfondie de l'Anglais et d'une autre langue (Allemand, Italien, Espagnol).

Première expérience professionnelle *souhaitée.*
Qualités requises : esprit de décision, aptitude aux relations commerciales, sens des responsabilités...

Adresser lettre manuscrite, c.v. détaillé, photo et prétentions sous référence 2760 à AXIAL *Publicité*, 27, *rue* Taitbout 75009 Paris, qui transmettra.

Dans le cadre de son développement qui le situe dans les tout premiers cabinets d'audit implantés en France

BEFEC-MULQUIN ET ASSOCIÉS
recherche

AUDITEURS CONFIRMES
EXPERTS-COMPTABLES STAGIAIRES

Ils travailleront au sein d'une organisation réputée pour la variété de ses interventions auprès de sociétés de dimension nationale et internationale.

Les candidats devront avoir une expérience d'au moins 2 ans en cabinet d'audit français ou international et au minimum le DECS complet.

Nous sommes également intéressés par les formations de CPA ou de chartered accountant, de même que par la maîtrise de l'anglais et de l'allemand, certaines missions se déroulant dans le cadre de notre groupe international B.D.O. (Binder Dijker Otte).

De larges possibilités de carrière sont ouvertes.

Merci d'adresser C.V., photo et lettre de candidature manuscrite, en précisant la rémunération actuelle, sous réf. B 835, à :
BEFEC – *MULQUIN ET ASSOCIES*
Département du Personnel
12, rue *Margueritte* - 75017 PARIS.

pmp

COMELIM

Sud-Ouest *Région Parisienne (91 - Limours),*
leader dans la fabrication de composants en électronique recrute dans le cadre du *développement de son* département technique

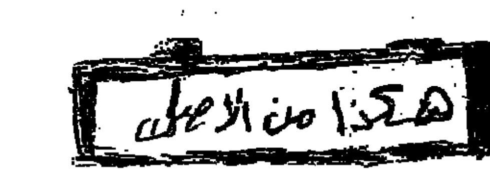
Ingénieur Méthodes

Il participera au sein d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens à la conception et à la mise en place des moyens nécessaires à l'amélioration des performances de notre fabrication.
Ce jeune ingénieur diplômé pourra être débutant.
Nous offrons une formation aux techniques de pointe *du circuit imprimé et de réelles* possibilités d'évolution au sein de la société ou du groupe Matra.

Nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 5051, à
M. Chazarain, COMELIM, *Route de Marcoussis*.
91470 - Limours.
Réponse et discrétion assurées.



média-system



OFFRES D'EMPLOIS

Maintenance

Filiale d'un important groupe international, nous créons au sein de notre département maintenance les fonctions suivantes :

Ingénieur méthodes techniques

Il devra développer :
- les études de fiabilité, maintenabilité, disponibilité des équipements,
- les méthodologies de maintenance préventive,
- les analyses informatiques pour créer le concept « cycle de vie optimum » des équipements,
- la constitution des dossiers machines,
- les réceptions techniques des équipements nouveaux,
- l'utilisation des moyens de prédiction.

Formation :
- Ingénieur, type ENSAM, ENSEM, ENIM, ISIN, INSA...

Technicien instrumentiste

Il devra assurer :
- le dépannage et le préventif dans les domaines de l'informatique industrielle, de l'électronique et de l'automatisme,
- le maintien des performances des équipements de production.

Formation :
- Technicien supérieur, DUT, BTS, Lannion, Diderot, etc.

* * *

La pratique de l'anglais sera appréciée.
Pour ces postes, 2 à 3 années d'expérience seraient souhaitables, mais les candidatures de débutants seront acceptées.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo retournée et prétentions) à

A. BOUREAU
Service Recrutement
3M FRANCE
Avenue Boulé
95250 BEAUCHAMP

3M

MEDIA BA

---

unidel sécurité

Leader dans l'étude et la réalisation de systèmes, renforce ses équipes dans le cadre d'une forte expansion et recherche

INGÉNIEURS D'AFFAIRES

pour études négociations et réalisation de GRANDS CONTRATS en FRANCE et à L'EXPORT.

Une large expérience en AUTOMATISMES - INSTRUMENTATION - PROCESS, acquise dans une Entreprise d'électricité industrielle, sera appréciée.

ANGLAIS courant indispensable.

PROJETEURS et DESSINATEURS D'ÉTUDES

expérience bureau d'études acquise dans une entreprise d'électricité industrielle.

Formation BTS/DUT électrotechnique ou génie électrique.

Adresser C.V. et photo à :
Unidel sécurité
Direction du personnel (Réf. US/JA)
33, Avenue du Maréchal-Joffre
92000 NANTERRE

bleu

Ingénieurs

Débutants ou 1 à 3 ans expér.

Si vous êtes intéressé par l'un des domaines :
- SYSTEME TEMPS REEL,
- PROCESS INDUSTRIEL,
- TELE-INFORMATIQUE,
- TRAITEMENT D'IMAGES,
- CFAO.

Nous vous proposons de vous intégrer dans notre *équipe d'ingénieurs spécialisés.*
Merci d'adresser C.V. et prétentions à

telsa informatique
9, boulevard Jean-Jaurès - 92100 BOULOGNE.

MEDIA BA

SOCIETE D'EXPERTISE COMPTABLE
recrute pour ses bureaux de
PARIS et PROVINCE

COMMISSAIRES AUX COMPTES REVISEURS CONFIRMES ASSISTANTS avec DECS

pour exécution de missions censoriales.

Ecrire avec CV sous No 72052
Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Banque Populaire

BANQUE POPULAIRE FEDERALE DE DEVELOPPEMENT

recherche pour ses SERVICES GENERAUX

RESPONSABLE TECHNIQUE

FONCTIONS —
sous l'autorité du chef de service :
— il sera chargé des implantations des différents services et agences de l'établissement, des déménagements et emménagements, ainsi que des travaux à effectuer.
— Il sera responsable de la recherche des fournisseurs, de la *négociation des achats de matériels et de la gestion des stocks.*

PROFIL
— *âgé de 35 ans environ, il aura une formation technique* et des connaissances juridiques.
— Il devra également justifier d'une expérience de bureau d'études ou de services généraux d'entreprises.
Position cadre et statut bancaire.

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à : Mr Pascal REGIS
Direction des affaires générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier de Serres
75739 PARIS Cédex 15

IMPORTANTE SOCIETE DE Conseils juridiques et fiscaux recherche

JURISTES D'AFFAIRES

Maîtrise en Droits des Affaires et petite expérience professionnelle.
Dégagés O.M.

Envoyer candidature manuscrite + *C.V. + photo s/réf. 1116 à*
PARAPHE - 45, rue de Richelieu - 75001 PARIS
qui transmettra.

SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'IMPORTANCE NATIONALE

recherche

UN CHEF DE PROGRAMMES EXPÉRIMENTÉ

Ce collaborateur sera chargé du montage et de la gestion d'opérations
Evolution de carrière importante pour candidat de valeur.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à PUBLISTUDIOR - 4, rue Choron, 75009 PARIS.

CABINET DE CONSEILS
recherche

Un Conseil en Droit des Sociétés

Expérience professionnelle nécessaire soit dans un cabinet, dans une entreprise, dans une banque ou dans une étude de notaire.

Envoyer C.V. manuscrit s/référence 12049 M
à mentionner sur l'enveloppe, à :
l'Agence AFFLUENTS 49, av. Trudaine 75009 PARIS - qui transmettra.

G. GUFFLET et Cie
correspondant de
COOPERS & LYBRAND
recherche pour ses bureaux de PARIS et LILLE

auditeurs chefs de mission

Vous souhaitez :
- être responsable d'équipes auprès de clients de secteurs d'activité variés de dimension nationale ou internationale.
- compléter votre formation aux techniques internationales d'audit les plus avancées.
- vivre au sein d'un grand cabinet en expansion et bénéficier de réelles possibilités diversifiées d'évolution de carrière.

Nous vous offrons cette opportunité si vous êtes diplômé d'une grande école commerciale, avec au minimum trois années d'expérience dans un cabinet de révision comptable et un bon niveau d'anglais.

Envoyez C.V. et prétentions à
G. GUFFLET et Cie
42, rue La Boétie - 75008 Paris

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE recherche

UN ASSISTANT

2 ans expérience minimum pour tenue et surveillance comptable et juridique, disponible rapidement.
Adresser C.V. *avec photo et prétentions* à IFOGEC, 33, rue Raffet, 75016 Paris. Rendez-vous possible par tél. 524.52.25 (poste 73).

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
PRODUITS COSMÉTIQUES
RÉGION PARISIENNE
recherche

INGÉNIEUR CHIMISTE

pour formulation produits de soins capillaires.
Esprit d'équipe et expérience d'animation d'une équipe indispensable.

- Anglais nécessaire.
- *Allemand souhaité.*

Envoyer lettre manuscrite et c.v.
à C.G.P. réf. T4
14, rue Jean-Mermoz, 75008 PARIS
qui transmettra.

Importante Société Industrielle de Biens d'Equipement
(C.A. 1,5 Milliard de francs, 7 000 personnes)
filiale d'un grand groupe industriel
recherche pour PARIS

INGENIEUR MECANICIEN

MISSION :
- *Calcul de réseaux de tuyauterie.*

PROFIL SOUHAITE :
- INGENIEUR diplôme (INSA, CNAM, UTC...)
- 3 à 4 ans d'expérience en tuyauterie industrielle.

Codes de calcul RCC-M, ASME III, ANSI, CODAP...

Programmes TITUST, ADLPIPE, PIPESTRESS...

Matériel DEC VAX/VMS

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à N. 3121 - PUBLICITÉS *RÉUNIES - 112, Bd Voltaire 75011 Paris*

L'AIR LIQUIDE

recherche pour son Centre d'Etudes près de VERSAILLES (78), des

Techniciens Supérieurs

de formation B.T.S. ou D.U.T. en Génie Chimique - Mesures Physiques - Génie Thermique - Froid et Climatisation - Informatique, pour participer à des études de laboratoire dans les domaines de la production, du traitement et de l'application des gaz.
Anglais souhaité.
Ecrire avec CV et photo à L'AIR LIQUIDE - B.P. 126 - Jouy en Josas - 78350 LES LOGES-EN-JOSAS.

pmp

---

teleflex

DÉPARTEMENT MANUTENTION
du
GROUPE TISSMÉTAL LIONEL-DUPONT,
recherche dans le cadre de son développement

CHEFS DE MARCHÉ

Pour leur confier la promotion, la vente et le suivi de la réalisation d'installations automatisées et robotisées de manutention tant en France qu'à l'Étranger.

Si vous êtes Ingénieur Grandes Écoles.

Si vous avez :
- une expérience de quelques années dans la vente de biens d'équipements sur devis,
- une formation en électromécanique et automatique,
- un esprit d'entrepreneur et un goût pour le travail en équipe.
- *Anglais courant demandé.*

Envoyer votre C.V. et prétentions à la Direction du Personnel de TÉLÉFLEX
32 34, rue Robert witchitz - BP 229
94203 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

bleu

THOMSON-TITN

recherche pour son département logimétrie

• ATP électronique

très expérimenté pour prendre en charge les problèmes de technologie blindage, filtres, etc., pour systèmes d'électronique numérique rapide à *multiprocesseurs.*

Lieu de travail : MORANGIS et CHILLY.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence LOG-EM; à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. La Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

MEDIA BA

BANQUE AMERICAINE
CHAMPS ELYSEES
cherche pour son service crédit

analyste financier

Parfaite connaissance anglais

Libre de suite
Cadre agréable - avantages sociaux.

Ecrire avec C.V. et prét. sous réf. 71345 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

BANQUE LOUIS-DREYFUS
Paris 8e
recherche pour sa
DIRECTION DE L'ORGANISATION ET DE L'INFORMATIQUE

ANALYSTE

Le poste :
sous l'autorité d'un responsable de secteur d'études (4 à 6 analystes), assurer indifféremment la conception de systèmes informatiques et la mise en œuvre de nouvelles procédures administratives.

Le candidat :
– formation supérieure : diplôme d'Ingénieur de Grande École Commerciale ou MIAGE,

– expérience de 2 à 3 ans acquise de préférence dans le domaine de la Bourse et des titres,

– si possible connaissance du matériel IBM *et de l'utilisation des logiciels* DOS-VSE, CICS, VSAM, DL/1.

Envoyer lettre manuscrite avec C.V. précis, photo et prétentions, sous réf. 8934, à PLAIN CHAMPS, 5, rue du Helder, 75009 PARIS.

Pour étoffer son Inspection Commerciale, un groupe privé d'assurances recherche

Inspecteurs IARD
1er ou 2e échelon

Précisez les régions souhaitées.
Adressez C.V., photo et prétentions sous référence 2558/LM à

Communiqué
9, Bd des Italiens, 75002 PARIS
qui transmettra.

(réponse et discrétion assurées)

Communiqué

SOCETEC
Société d'Ingénierie proche la Défense
recherche

ingénieur informaticien

DE BON NIVEAU

pour développer sa C.A.O. et renforcer son Service Informatique.

Caractéristiques appréciées :
- Goût du travail en équipe, initiative, ténacité ;
- Connaissance des structures et prestations d'une société d'ingénierie ;
- Quelques années d'expérience en programmation, logiciels et matériels ;
- Bonne connaissance de l'anglais.

C.V. à envoyer à SOCETEC
Direction des Études, 5, r. Chante-Coq,
92808 Puteaux Cedex

PUBLIALS

Dans le cadre de son expansion
INTERNATIONAL LEASING
l'un des leaders du financement et du courtage d'ordinateurs I.B.M.
cherche pour PARIS

DES INGÉNIEURS COMMERCIAUX
DE HAUT NIVEAU

Division 34/36/38 et Division 43XX, 308X.
Poste pouvant déboucher rapidement sur de larges responsabilités.

Envoyer C.V. + photo
Tour Caliqua
6-8, rue Jean-Jaurès
92807 PUTEAUX CEDEX.

Ingénieur Electricien
SUPELEC, E.E.A., ...

GROUPE INTERNATIONAL

Intégré aux services techniques de l'usine : Etudes, recherche et mise au point de produits nouveaux, cet ingénieur participera à leur commercialisation en assurant une assistance technique en clientèle.
Cette fonction très évolutive conviendrait plus particulièrement à des jeunes diplomés ayant acquis une expérience en laboratoire.
Les candidatures de débutants seront cependant examinées avec intérêt.
Pratique de la langue anglaise indispensable.
Lieu de travail : Usine (700 personnes) à 100 km. du Sud Est de Paris.

Les dossiers de candidature seront traités *confidentiellement sous référence 360 E, par*




claude debray conseil
78, rue O. de Serres 75739 Paris Cx 15

OFFRES D'EMPLOIS

Association de formation recherche pour enquêtes et études de financement

TECHNICIEN DE L'AUTOMOBILE

de bon niveau.

Connaissance et expérience de l'enseignement indispensables.
Déplacements très fréquents.

Adresser curriculum vitae + photo à :
ANDFPCRACM - 52, rue Copernic,
75116 PARIS.

Magazine grand public (secteur santé) recherche

CHEF DE PUBLICITÉ

Sérieuses références exigées. Envoyer C.V. photo et prétentions.
Ecrire sous le nº T 040.887 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

1) INGÉNIEURS ÉLECTRONIC.
connaissant microprocesseur
2) BTS ou TECHNICIENS
ÉLECTRONICIENS
pour rédaction technique
Se prés. GECIP S.A.
13, r. Auguste-Laurent, 75011 PARIS. Tél. 379-27-49.

CABINET D'EXPERTISE COMPTABLE
cherche pour 1er Septembre 1983

ASSISTANT

Formation sup., D.E.C.S.

Avec C.V. et prétentions
Ecrire sous le nº T 040 753 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

CARTONNAGE IMPRIMÉ BORDELAIS
cherche

V.R.P.
COURTIERS
ou
AGENTS COMMERCIAUX
H. ou F.

Sans limite des régions

Tél. ou se présenter le lundi 6, mardi 7, mercredi 8, jeudi 9, juin de 14 à 19 h à NOVOTEL BAGNOLET 1, av. de la République, 1er étage. Tél. (1) 360-02-10. Demander M. MIAJA.

Important Cabinet d'Avocat
Recherche
pour son service Documentation et constitution de dossiers types.

UN (E) JURISTE

licencié (e) en Droit ayant expérience Documentaliste.

Ecrire avec C.V. Mme Renault, 26, cours Albert-1er 75008 PARIS.

STE D'ÉCONOMIE MIXTE D'AMÉNAGEMENT DE LA SEINE ST-DENIS
SODEDAT 93

recherche

CHARGE (E) D'OPÉRATION

- Pour assurer coordination études, montage et suivi opérations d'aménagement.
- Connaissance procédures. Urbanisme opérationnel et maîtrise d'ouvrage logements ou équipements.
- Formation supérieure.

Adr. candidature et C.V. à :
SODEDAT 93
8/22, rue du Chemin-Vert
93000 BOBIGNY.

Cabinet expertise comptable recherche

UN REVISEUR

Diplômé grande Ecole ou équivalent 2 ans expert. minimum cabinet Audit.

Envoyer C.V. et prétentions à : Vincent Gayet et associés, B.P. 69 — 92204 Neuilly-s/Seine.

Cherche

2 ANIMATEUR

à mi-temps pour le mois de juillet sur secteur enfants et adolescents avec possible plein-temps pour un poste adolescents à compter de septembre. Env. urgence C.V. : M.J.C. St-Cloud, 14, rue des Ecoles — 92210 St-Cloud.

Société d'édition moyenne entreprise recherche

ADJOINT SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Formation supérieure
1re expérience souhaitée.
Adr. C.V. et prétentions à nº M.62.010 BLEU. 17, rue Lebel — 94307 Vincennes Cedex qui transmettra.

B.M.S.

Marketing de pneumatiques pour l'un des premiers fabricants mondiaux recherche :

JEUNE HOMME E.S.C.

ou ÉQUIVALENT
Bilingue français-anglais. Envoyer C.V. et prétentions à M. Frachon, 37, avenue Pierre-1er de Serbie — 75008 Paris.

« Grande Banque recherche pour ses services parisiens, ÉCONOMISTE expérimenté, spécialisé dans l'analyse des taux de change, anglais parlé couramment. Possibilités importantes progression carrière » Ecr. s/nº 8.340 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Organisme en expansion + 45 % en 1982, recherche 15 COLLABORATEURS COMMERCIAUX, H. ou F. goût contacts haut niveau formation interne, rémunération motivante, postes évolutifs. Tél. : 500-24-03.

Important Cabinet fiscal et juridique, PARIS, recherche

COLLABORATEUR

Licencié en droit.
Ayant plusieurs années d'expérience ainsi que des connaissances en comptabilité (DECS ou niveau équivalent).
Adr. lettre manuscrite, C.V. et photo Nº 16.501 s/enveloppe JEAN REGNIER PUBLICITÉ
39, rue de l'Arcade, PARIS-8e, qui transmettra.

Impt groupe de prévoyance recherche

RESPONSABLE DE SERVICE

Ayant la charge et l'animation d'un groupe de 7 à 10 personnes. Formation min. souhaitée : DUT de Gestion ou équivalent. Quelques années d'expér. seraient appréciées. Env. C.V. + photo s/réf. 9773 M à
PUBLISCOPE JUNIOR
13, rue Royale.
Paris 75008 qui transmettra.

ASSOCIATION NATIONALE

recherche

ANIMATEURS

Ayant 2 à 3 années d'Etudes Techniques pour travail à Ris Orangis.
Tél. : (6) 906-82-20.

BANQUE POPULAIRE

rech. pour PARIS-15e

ADJOINT SERVICE CHANGES

- Expérience de quelques années des opérations avec l'étranger.
- Solides connaissances de la réglementation des changes.
- Bonnes notions d'anglais technique.
- Aptitude à l'encadrement de personnel.

Position gradé

Env. lettre manuscrite, C.V., photo et prétent. à :
M. Pascal REGIS
Direction des aff. générales et sociales B.P.F.D.
78, rue Olivier-de-Serres
75739 PARIS Cedex 15.

Importante sté en verrerie vaisselle ménage recherche

UN ATTACHÉ DE DIRECTION

sur région parisienne secteur hyper marché connaissances 5e rayon ou pratique de l'hyper en alimentaire souhaitées position cadre fixe + intéressement voiture fournie indemnité journalière.
Envoyer. C.V. avec photo et prétentions N°M 61577 à BLEU, 17, rue Lebel.
94307 Vincennes cedex qui transmettra.

Rohde et Schwarz France électronique recherche

INGÉNIEUR DE VENTES TECHNICO-CCIAL

Possédant bonnes connaissances de la mesure : HF-VHF-logique anglais souhaité.
Lieu de travail : TOULOUSE
Adr. candidature avec C.V., photo et prétentions à Rohde et Schwarz France.
Service du personnel
45/46 place de la Loire silic 190 8 94563 Rungis cedex.

STÉ RELATIONS PUBLIQUES
recherche
pour JUIN et JUILLET

ÉTUDIANTS

Pour enquêtes par téléphone.
Salaire fixe.
Formation assurée.
Tél. : 774-72-14, poste 431

Ville de Chanteloup-les-Vignes 78570 (10.300 hab.) recrute pour le 1er août

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Formation supérieure.
Expér. communale souhaitée.
Adresser candidature et C.V. à Monsieur le Maire.

secrétaires

Assoc. privée recherche secrétaire niveau BAC + expérience 5 ans minimum — expérience coopération internat. appréciée. Libre de suite.
Env. C.V. + lettre manus. C. Desmarquest — Fres des Hommes, 20, rue du Refuge — 78000 Versailles.

S.O.S. 99-99
recherche

1 SECRÉTAIRE

sténo/dactylo
Tél. : M. BOTSON 707-99-99.

Cabinet expertise comptable Neuilly-s/Seine recherche

UN COMPTABLE

- Niveau BAC G 2.
- 2 à 3 ans d'exper. tenue comptabilités, en cabinet expertise comptable.

C.V. et prétentions sous le nº T 040 736 M

RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Important service chirurgie orthopédie traumatologie

PARIS-19e

dans Etablissements privés à but non lucratif

INFIRMIÈRE D.E. nuit, PANSEUSE
39 h hebdo, avant. sociaux, possibilité d'intégration, passé professionnel.
Plan de carrière.
Tél. : 202-22-26.

capitaux propositions commerciales

ATTENTION : offres spéciales pour investisseurs

offres pour l'agriculture, l'industrie, le commerce et les particuliers.

Tout règlement en francs sera accepté

Adressez-vous à : V.I.A. MBH
KOENIGSTEINER STRASSE 90
D-6232 BAD SODEN/TS
TELETEX (17 2627) 619690 ASVIA
TEL. : 19-49/6196 27038.

Négoce objet d'art antiquité. RENTAB. ÉLEVÉE prouvée. Ecr. s/nº 1.398 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Recherche 200.000 F. (minimum 100.000 F.) pour caution relais 2 mois déposés à Caisse des Dépôts. Intérêt important. Téléphone : 225-50-36.

MICRO-INFORMATIQUE ! Propriétaire sté centre Paris, importateur excl. ch. associé dispon. 300.000 F. Conn. parf. marché micro-informatique, pouvant app. activ. complément. et prendre rap. dir.cciale. C.V. et photo à : E.K.A. Informatique.
Réf. 490. 18, av. Matignon. 75008. PARIS.

DEMANDES D'EMPLOIS

INGÉNIEUR INFORMATICIEN III 1

38 ans, chef de projet dans importante S.S.C.I. Paris. Origine électronicien spécialisé langage assembleur mini-télécom, désirant revenir Sud-Ouest

cherche poste
RÉGION BORDEAUX

Ecr. K 6293 Agence Havas, 33075 BORDEAUX CEDEX.

DIRECTEUR DU PERSONNEL

46 ans, Études Supérieures. Maîtrisant tous les aspects de la fonction dans une grande entreprise du secteur Tertiaire, 3.000 personnes, recherche poste similaire à PARIS, de préférence BANQUE ou ASSURANCES.
Écrire nº 71.392 Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1er qui transmettra.

CADRE COMPTABLE 52 ANS

SPÉCIALISTE IMPORT/EXPORT

CRÉDITS/REMISES DOCUM. TRANSFERTS INTERNATIONAUX AVANCES DEVISES - VENTES A TERME. M.C.E.

MAITRISANT :
- La gestion financière et comptable des clients et fournisseurs France et Étranger.
- La gestion de la trésorerie.
- Les imputations comptables.

Recherche poste à responsabilités dans grande entreprise s/banlieue Ouest - Défense - Paris. Libre 18 juillet.

Ecrire s/nº 0000, *LE MONDE Pub.*, service annonces classées, 5, rue des Italiens - 75009 PARIS.

SECRÉTAIRE DE RÉDACTION, sérieuses références magazines ch. poste équivalent. Ecr. s/nº 1.443 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.H. 29 ans, français, parle couram. japonais, anglais, étudie ttes prop. trad., interpr., emploi mi-temps ou occas. touris., ccial, etc. 250-00-18.

H. 30 ans ch. place stable CHAUFFEUR DE DIRECTION, disp., ts déplacements. Bonnes références. Tél. 678-55-68.

INGÉNIEUR A.M.

Diplômé Institut de contrôle de gestion, 47 ans.
- Expérience industrielle sérieuse acquise en usine à des postes opérationnels.
- Pratique de la gestion de PMI dans des conditions difficiles.
- Sens des relations humaines.

RECH. DIRECTION D'USINES OU DIRECTION GÉNÉRALE PMI

Ecrire sous le nº T 040.759 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

INGÉNIEUR AGRO.
26 a., ch. un poste d'enseig. d'études ou de rech. appliquées, angl. courant, all., exp. en France et à l'étranger. Tél. : (29) 82-00-79.

Homme 33 ans, agent de maîtrise, service relations humaines, 5 ans d'expérience, recherche poste similaire sur Paris ou Val-d'Oise.
Ecr. M. Ribaltchenco, 7, rue Colette-Roussel 95440 Ecouen.

INGÉNIEUR + I.A.E.
adaptabilité, disponibilité, 37 ans, anglais, allemand, milieu T.P., informatique, contrôles, missions, recherche opportunité France et O.M. Libre très rapidement. Ecrire : sous nº T 040.737 M à RÉGIE-PRESSE,
85 bis, rue Réaumur, Paris-2e.

CADRE COMMERCIAL HEC

29 ans, expérience grand public et produits industriels, actuellement chef de produits, cherche poste de Direction Commerciale ou marketing (— de 150.000 F par an s'abstenir).
Ecrire sous le nº T 40.729 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

J.H. 23 ans, cherche place cuisinier, région indifférente DEP. CAP de cuisine.
Téléph. : (23) 97-52-08.

---

1 lic. lettres esp. angl. courts exp. tourisme + enseig. disp. de suite, étudie ttes propos. Paris. Téléphone 325-94-81.

Chauff. privé V L cherche place stable. Etud. ttes propos. Téléphone : 878-02-31.

INFORMATICIEN EXPÉRIMENTÉ
D.E.S. Sciences Eco
déplacements possibles.
Pour rendez-vous 264-71-12.

AFRIQUE

Cadre sup. 56 ans, ttes relations suivies et fidèles.

TRANSITAIRE

Employé multinat. avec sérieuses références (22.000 articles), reconverti agent ccial recherche grandes marques et missions de confiances. 4 voyages par an ou plus.
Mr Achard André. 745-54-21.
16, rue de Chartres
92200 - NEUILLY-SUR-SEINE

JEUNE HOMME, 25 ans, libre de suite DESS gestion financière, désire faire carrière dans entreprise dynamique.
Etudie toutes propositions. Tél. : 347-50-58.

Intervenant formation maîtrise + DEA Sc. Po. 27 ans, 4 ans expér. cherche responsabilités, gestion, direction, conseil formation. Tél. 333-66-15.

REPRÉSENTANTE 30 ans ch.

EXPATRIATION

Anglais, espagnol, grande exp. AFRIQUE NOIRE. 325-94-09.

Cabinet recherche FORMATEURS en Relations Humaines, expérience sérieuse d'animation de stages, déplacements en province, temps partiel, vacations ou statut libéral, libre rapidem. Env. C.V. détaillé et référ. : AARP. 70, rue Franklin, 78100 ST-GERMAIN-EN-LAYE.

MANAGER 39. French 15 years, Data Proces. Field, 7 years for a Com. Bank in Nigeria. Experienced in admin, civ. Engineer., organ/math. Implem. Large comput. N.C.R., I.B.M., Conversions. Seeks. Expat. post. Asia, America, Australia, Africa (English). Ecr. s/nº 8.330 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. sérieuse, 27 ans cherche travail d'employée de maison et garde d'enfants à temps complet. Tél. soir. 280-15-18.

Cadre sup. relations publiques, ex-journaliste radio-T.V., 55 ans, bilingue anglais, longue expérience marché U.S., étudierait toutes propositions, toutes régions.
Ecr. s/nº 1.438 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Anglais (36), directeur de commercialisation et d'exportation, recherche une société française qui désire commencer une entreprise en Angleterre ou développer leurs ventes internationales. J. Howard,
27 Harwoods Green, Stopham, nr. Pulborough, Sussex, U.K.

L'immobilier

appartements vente

3e arrdt

MARAIS
Beau 2 P. 35 m² sur rue et cour. Petits travaux à prévoir.
Prix : 225.000 F.
SIMRA : 355-08-40.

4e arrdt

2 Pièces à rénover dans bon imm. pierre de taille sur rue. Vue dégagée. Prix : 245.000 F.
SIMRA : 355-08-40.

5e arrdt

NEUF
JARDIN DES PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
2, 3, 4, 5 P. et DUPLEX
Vis. témoin, ts les jours, 14-19 h. sauf mercredi et dimanche.

CENSIER bel imm. pierre de T., beau 3 P., refait, 1er ét. rue et cour. 440.000. Crédit. 347-57-07.

6e arrdt

LUXEMBOURG, 6 P.
Terrasse, vue. 354-95-10.
170 m², duplex divisible, asc.

7e arrdt

ÉCOLE MILITAIRE
2 pces 44 m² à rénover
GARBI 567-22-88.

ST-GUILLAUME, lux. 354-42-70
210 m², SUR JARDIN
Appt de réception, soleil.

8e arrdt

MIROMESNIL-MÉTRO
6-7 P. 240 m² 3e ét. asc.
2 chbres serv., imm. bourgeois
2.100.000 F — 532-66-10

9e arrdt

Rue Lentonnet : un 5 P. libre, deux 5 P. occupés.
Téléphone : 380-75-20.

11e arrdt

RICHARD-LENOIR
sur rue et cour dans bel immeuble pierre de taille à saisir. Beau 3 P. tout confort, grande cuisine, s. de bains, 425.000 F.
SIMRA : 355-08-40.

BASTILLE DANS HAMEAU ORIGINAL, LUXUEUX DUPLEX 90 m² — 880.000 F.
Tél. : 229-52-98.

RÉPUBLIQUE bel imm.
3e ét., gd 2 P., cft, 55 m², 278.000 F + studio 30 m². 153.000 F. Possib. duplex ensemb. ou sépar. 554-74-85.

12e arrdt

Mº BERAULT, près bois, dans imm. caract., 2/3 P., tt cft, balc., chf. ind., gaz. 289.000 Créd. 100 % poss. 347-57-07.

14e arrdt

Face Parc Montsouris très bel imm. Pierre de taille, appt. 3 P. à améliorer dans anc. bout. d'angle. Pptaire : 296-12-08

Face parc Montsouris, très bel imm. pierre de t., appt 3 P. à améliorer, dans anc. bout. d'angle, pptaire : 296-12-08.

15e arrdt

15e SUD 3 PIÈCES
récent tt cft asc. très clair 450.000 F. 567-60-78.

ÉMILE ZOLA
Beau 4 P. pierre de t., asc. tt cft 1.050.000 842-40-90

PRÈS 7e
gde réception, 2 chbres, 2 bains 130 m², impeccable, balc., soleil, box. LARTIGUE 705-61-91.

Mº BIR-HAKEIM
BEAU 4-5 P., imm. p. de t.
PRIX A DÉBATTRE
Jean FEUILLADE. 566-00-75.

15e RÉSID. Séj. + 3 chbres
BON PLAN, PARFAIT ÉTAT.
633-29-17 - 577-38-38.

MONTPARNASSE, lumineux 5 P. 120 m², DECOR RAFFINÉ.
633-29-17 - 577-38-38.

Exceptionnel
récent, près parc de Vaugirard liv. + 2 chbres, gde cuis. équ. 8e ét. 720.000 F. 577-74-38.

16e arrdt

TROCADÉRO 5 P.
Prix intéressant. 553-14-14.

17e arrdt

Imm. d'angle rue Capitaine-Lagache et 52 r. Guy-Moquet 3 P., 50 m², cuis., bns, w.-c., + combles (50m²) à rénover 6e S/RUE, soleil.
285.000 F. Voir 16-h -18 h. ou 224-18-42

Mº BROCHANT, rare, ds ancien hotel particulier, 1er ét.,appt caractère : entrée, séjour, 2 chambres, cuisine., w.-c., s.d.b., petite terrasse d'hiver, + terrasse d'été.
EXCEPTIONNEL 420.000 Frs
Immo Marcadet 252-01-82.

MALESHERBES
STUDIO, cuis. équipée, bains, REFAIT NEUF - LUXE. 420.000 F. Vis. lundi, mardi, 14-18 h, 45 bis, av. de Villiers.

18e arrdt

Jules-Joffrin, rue Marcadet, immeuble pierre de taille

A RÉNOVER
2 pièces, entrée, cuisine, w.-c., débarras, 36 m².
EXCEPTIONNEL 161.000 Frs.
Immo MARCADET 252-01-82

Mº Lamarck, imm, récent, gd 2 P. tt cft. 54 m² 400.000 F. Parking possible.
Immo Marcadet 252-01-82

PROPRIÉTAIRES VOUS DÉSIREZ VENDRE
un logement avec ou sans cft.
IMMO MARCADET
88, rue Marcadet, 75018
PARIS. Téléph. : 252-01-82

ACHÈTE
toutes surfaces Paris ou portes. Réalisation rapide, paiement comptant assuré chez notaire.

19e arrdt

Buttes-Chaumont livrais. 83 petit imm. pierre de t., 96, r. G.-Lardennois. Crédit possib., 2 pces terrasse. 450.000 F. 1 pces cuis, terrasse 350.000 F. pos. d'un 3 à 5 pces. Téléphone : 833-47-57.

PRÈS PARCS
Exceptionnel
CONSTRUCTION 1979
VRAIS 5 P. + TERR.
115 m² + 32 m² 5e dernier
7.500 F le m²
Rare : chauf. individuel

CONSTRUCTION 1969
6/7 P. Balcon Vue panoramique
130 m² + 15 m² dernier étage.
6.950 F. le m²
Economique : chauf. Urbain
A.B.C. 208-08-14.
Le Spécialiste de l'Est Paris

20e arrdt

Mº ALEXANDRE-DUMAS
beau 3/4 p. 87 m² + 15 m² loggia + Parking, cuis. équipée, impeccable, récent, standing 745.000 F. Mardi, 13 à 16 h.
119, R. DES PYRÉNÉES

Mº MARAICHERS, studio, tt équipé, neuf, petit imm. Prix : 140.000 F. Pptaire. 580-86-06.

GAMBETTA, sur square, à saisir, dans très bel imm., 3 P. 339.000. Créd. 347-57-07.

91 - Essonne

VIRY-CHATILLON, bord du Lac. Dans immeuble 4 étages - standing 15 mn de la gare. Vends F3 balcon + cave + parking 320.000 F. + 85.000 de CF Tél : 944-32-51

92 Hauts-de-Seine

GARCHES. Centre, charm. petit stud., belle vue, charge nulle. Prix : 135.000 F.
Téléphone : 602-35-05.

VILLE-D'AVRAY
BEAU 5 PCES, calme, verdure
Jean FEUILLADE. 566-00-75.

S/LE BOIS 330 m²
GD CHIC. 6 chbres, 766-33-00.

ST-CLOUD, p. de t. 2 P., 53 m², cuis., salle de bns, balcon. 420.000 F. 344-67-48.

NEUILLY - LONGCHAMP
Pptaire vend superbe duplex 100 m². Tt cft. SUR PLACE, jeudi 9, de 11 à 19 HEURES.
1 BIS, RUE CHARCOT.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY - SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS, rech. pour clientèle étrangère et diplomates. APPARTS HOTELS PARTIC. et BURX.
LOCATION ou ACHAT : **562-78-99**

Collaborateur journal recherche appartement 3-4 pces 3.000 à 3.500 F C.C. arrond. 1er-2e-3e-4e-9e-10e-11e-18e
Tél. le soir 20 h 30. 271-95-35. ou de 10 h 30 à 19 h. 298-89-32.

Pour.cadres supérieurs et employés mutés GRANDE ADMINISTRATION DIRECT A PART. rech. appts ttes catégories et grandes surfaces ou villas. Prix indifférents. 504-01-34, poste 24.

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pavill. ttes banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés à Paris, rech. du STUDIO au 5 pièces. LOYERS GARANTIS par Stés ou ambassades. 281-10-20.

bureaux

Locations

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F - 350 F PAR MOIS
A.F.C. 359-20-20.

PORTE DE BAGNOLET
7.500 m² divisibles
Tél., restaurant, parkings
Métro + périphérique + A3.
SARI 776-44-88.

SÈVRES
5.000 m² divisibles
immeuble neuf
vente ou location
SARI 776-44-88.

AV. D'ITALIE
500 m² sur 1 niveau
cloisonnés - bon état.
SARI 776-44-88.

---

92 PUTEAUX
1.000 m² divisibles. Tél. + parkg. + cloisons en place.
SARI 776-44-88.

PARVIS DÉFENSE
167 m² en r.-de-ch.
SARI 776-44-88.

LA DÉFENSE
R.E.R. Nanterre-Préfecture
Immeuble neuf
1.500 m² divisibles/étages.
SARI 776-44-88.

LA FAYETTE, 4 BURX.
4.600 F mens. 222-63-66.

Domiciliations : 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

BUREAUX MEUBLÉS
à Paris 8e, 9e ou 15e
SIÈGES SOCIAUX ET DOMICILIATIONS
télex, secrétariat, tous services
CONSTITUTIONS STÉS,
prix compétitifs, délais rapides
ASPAC, 293-60-50 +

EMBASSY-SERVICE
562-62-14.
RECH. 150 à 200 m²
Bureaux quartier affaires.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitution de Sociétés
Démarches et tous Services.
Permanence Téléphonique.
355-17-50.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE
8, av. de Messine, 75008 PARIS rech. URGENT APPART.
180 A 220 m².
ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. T. 562-16-40.

LIBANAIS recherche APPT HOTEL PART. Quartier résidentiel. Tél. : 260-10-24.

Important Groupe Immobilier rech. immbles, min. 1.000 m². Intermédiaires acceptés.
DÉCISION RAPIDE
M. ROBERT, le mat. 553-91-45.

---

4 à 6 P. PARIS-NEUILLY
Appts de classe même à rén. règl. notarié immédiat. Discrétion assurée 723-96-05 h. b.

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux.
PAIE CPT chez notaire
873-20-67, même le soir.

immeubles

Vend imm. 2 étages, comprenant magasin 70 m² + arrière boutique, gar., appt 5 p. à Villiers/s/Marne, 94, centre ville. 850.000 F. Poss. location avec droit au bail. T. 304-21-17.

locaux industriels

Ventes

(93) AUBERVILLIERS
Terrain viabilisé
9.000 m².
SARI 776-44-88.

Locations

SARTHE
Village touristique
(Voile, pêche, camping)
loue pour création d'entreprise ATELIER RELAIS (neuf) avec bureau. Mairie de Mansigné.
Tél. (43) 44-64-14.

fonds de commerce

Achats

AGENCE DE VOYAGES
HOTEL **
S'adresser COFIREX, 109, bd Antoine-Gautier, Bordeaux.

pavillons

L'ISLE-ADAM, sur 2.300 m² avec cadre bleu, maison début XXe, à colombages, living avec cheminée et boiseries, 2 terr., 4 ch. + serv. Ss-sol, garage. 950.000 F. Tél. : 577-96-85.

villas

PERPIGNAN
Vd villa F7, 4 ans, 190 m² hab. 5.000 m², terrain clos. 1.300.000 F.
Tél. (16-68) 66-75-61.

CRESPIERES 7 P. dans domaine tennis + piscine. Excellent état. Prêt intéressant à débattre. 461-57-12.

MONTPELLIER. part vd villa 220 m², 8 P., gar., jard. 840 m². 1.100.000 F. (16-67) 85-26-83.

fermettes

25 km de Bourges.
Aux portes de la Sologne, fermette tout confort, grande salle, cheminée, poutres, s.-de-b., w.c., s. à m., 1 chbre, cuis., combles aménageables, cave, dépendances sur 1.400 m², terrain clos.
Prix : 330.000 F.
Téléphone : (48) 21-08-42.

propriétés

SEPTEUIL, 35 KM OUEST. JOLIE PPTÉ NAPOLÉON III, av. chapelle, mezzanine 300 m². Magnifiques cheminées. Ch. ctl gaz, gd cft. 1.700 m² terr. 1.450.000. 577-96-85.

OISE près COMPIÈGNE
1 heure Paris, ppté 2 maisons dont 1 tout confort, 150 m². Terrain 2.700 m² + 3 boxes, sellerie, grange, dépendances. Px 550.000 F. T. 344-61-48.

EN FORÊT DE FONTAINEBLEAU
PARTICULIER VEND
PROPRIÉTÉ DE GRAND STANDING
CONDITIONS INTÉRESSANTES
T. (3) 414-52-79 après 20 h.

VILLE-D'AVRAY
Propriété 1.500 m², près gare, liv. 70 m², 5 chbres, gd stand. Px 2.950.000 F. Tél. 604-46-87.

VILLIERS-SUR-MARNE
Autoroute A 4 et R.E.R. 2 km
TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ
Constr. pierres en L. 300 m² habitables, sur 3.000 m² terrain très bien planté.
Téléphone : 873-79-73.

terrains

PLACEMENT OR. VAR.
20 ha pente sud vue sur Ciotat BANDOL. Eau, élect., tél., à 1/4 heure de la mer. Écr. nº 118907 Havas Toulon 44, boulevard de Strasbourg.

VALLAURIS
Vue imprenable, collines terrain COS 10 %.
Tél. 13 à 18 h. 225-88-19.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
8, R. LA BOÉTIE-8e.
Px rentes indexées garanties
Etude gratuite discrète.

formation professionnelle

DE JUIN A SEPTEMBRE 83
Préparez-vous aux

CARRIÈRES DE L'INFORMATIQUE
dans les
SESSIONS D'ÉTÉ DU
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE

118, rue de Crimée.
75019 PARIS

205-24-63 - 241-83-83.
Perfect. pour professionnels.

propositions diverses

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation sur notre revue spécialisée
MIGRATIONS (LM)
3, rue Montyon
75429 PARIS Cedex 09.

TROUVER UN EMPLOI

LE CENTRE D'INFORMATIONS DE L'EMPLOI vous propose GUIDE COMPLET (230 pages)
- Les 3 types de C.V.
- Bonnes réponses aux tests.
- Graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes détaillées, etc.

Pour informat., écrire CIDEM, 5, sq. Mondovi, 78 Le Chesnay.

traduction demande

J.F., 24 ans, maîtrise anglais, espagnol, notions allemand, dactylo, exp. enseignem. édit. Ecr. s/nº 1.433 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

travail à domicile

CHERCHE TOUS TRAVAUX
Copies, thèses, rapports, etc.
Téléphone au 306-08-88.

automobiles

ventes

de 5 à 7 C.V.

Part. vend R9 TSE, blanche, mod. 83, 5 m., 6.000 km. Option jantes alu, vitres teintées, bavettes arr. Prix 48.000 F. T. 842-51-91 dom. ap. 17 h : 749-82-94 bur. av. 16 h.

A VENDRE R5 TS 1978, 83.000 km, gris métallisée, intérieur simili noir, 1re main, très bon état. Prix 16.000 F. Téléph. : 240-27-28 BOYER, domicile 373-12-74.

A vendre R 5 TS, Mod. 80, 66.100 km. T.O., vitres teintées. P.-B. feuilleté. Px. 26.000 F. Tél. 995-12-37.

deux-roues

A VENDRE :
Moto Honda 1980, 650 cc B. noire et or, 39.000 km, bon état 4 en 1 marving, tête de fourche Hugon, porte-bagages, 8.500 F. Téphon. : 062-54-07 après-midi et soir.

هكذا من الأصل

Le Monde

économie

La manifestation de la Confédération européenne des syndicats à Stuttgart

Les élections britanniques ont joué un mauvais tour à la Confédération européenne des syndicats (CES), qui organisait le 4 juin à Stuttgart une manifestation sur l'emploi. Ce rassemblement était en effet conçu pour faire directement pression sur le conseil des chefs d'Etat et de gouvernement, qui devait se réunir les 6 et 7 juin. Son report aux 17-19 juin a nui à la mobilisation, notamment des syndicats du D.G.B. du Bade-Wurtenberg.

Selon les organisateurs, la manifestation a rassemblé de 70 000 à 80 000 personnes (le D.G.B. escomptait 100 000), mais la participation semble en fait avoir oscillé entre un peu moins de 30 000 sur la Schlossplatz de Stuttgart et un peu plus de 50 000 si l'on compte des cortèges de syndicalistes allemands, qui ne seraient pas parvenus jusqu'à la place... la distinction entre manifestants et badauds étant difficile à établir.

Des difficultés de marcher du même pas vers les trente-cinq heures

Stuttgart. — *Même si le rassemblement de la CES à Stuttgart n'a pas eu le succès de masse escompté, la manifestation du 4 juin demeurera dans les annales comme la plus importante jamais réalisée au niveau européen contre le chômage. On était loin, le 4 juin, de la faible journée d'action européenne du 5 avril 1978, qui n'avait entraîné que peu de débrayages, ou de la minimanifestation du 29 juin 1981 à Luxembourg. Une dynamique syndicale, sur le thème général et généreux « arbeit et für alle » (1), a été lancée à Stuttgart.*

Pour la CES, qui, à l'issue d'une réunion de son comité exécutif les 9 et 10 juin à Genève, devrait envoyer une délégation auprès du conseil des chefs d'Etat et de gouvernement européens, il s'agissait de populariser ses principaux axes revendicatifs contre le chômage (qui touchait près de douze millions de personnes en avril dans la C.E.E., soit 10,7 % de la population active) : un programme d'investissements publics et privés d'au moins 1 % du produit intérieur brut, une réduction générale de 10 % de la durée du travail. Lors du rassemblement, M. Georges Debunne, président de la CES et secrétaire général du syndicat belge F.G.T.B., a dénoncé le piège de la « spirale de l'appauvrissement où, sous le prétexte de la compétitivité, les salaires et les avantages sociaux sont réduits par cascades dans chaque pays l'un après l'autre ». Il a plaidé à la fois pour la défense du pouvoir d'achat et la semaine de trente-cinq heures.

De notre envoyé spécial

Longtemps boudée par de nombreux pays européens, la réduction de la durée du travail serait-elle devenue un thème syndical unificateur ? Les TUC britanniques ont opté pour les trente-cinq heures à leur dernier congrès. La D.G.B. allemand a retenu l'objectif d'une réduction de la durée hebdomadaire pour 1984, et l'I.G.-Metal doit mener l'offensive pour les trente-cinq heures dès cette année, dans la métallurgie. De son côté, le commissaire européen chargé des affaires sociales, Sir Ivor Richard, n'écarte plus que la Communauté puisse donner le « la » à un mouvement de baisse des horaires. Autant de signes qui ont conduit M. Edmond Maire, à la tête de la délégation de la C.F.D.T., à parler de la manifestation du 4 juin comme de « l'acte de naissance de l'Europe des travailleurs », *récusant* « le prétendu isolement de la France ». *Egalement présent, M. André Bergeron s'est félicité de la position du D.G.B., tout en soulignant que la confédération allemande voulait la réduction de la durée du travail avec une compensation salariale intégrale, comme F.O. A la différence près que les syndicats allemands de la métallurgie ont accepté une hausse des salaires en 1983 légèrement inférieure à celle de l'inflation...*

La rassemblement de Stuttgart a cependant montré une inégale mobilisation sur la durée du travail. Indéniablement, la C.F.D.T. a été très présente, semblant mieux réussir ses manifestations à Stuttgart qu'à Paris, — avec plus de trois mille deux cents militants venus aussi bien d'Alsace et de Lorraine que du Nord, de la région parisienne (689 par train spécial), d'Aquitaine ou de Bretagne. La C.F.D.T. a donc bien réussi sa mobilisation, ses militants représentant la plus importante et la plus bruyante — aux cris de « Imposons les trente-cinq heures. La classe ouvrière n'a pas de frontières. » *— délégation étrangère. F.O. s'était abstenue de battre le rappel dans toutes ses régions : plusieurs centaines de ses militants s'étaient pourtant déplacés, venant essentiellement d'Alsace-Lorraine et de Champagne-Ardenne. Les Italiens (2 000), rassemblés sous une banderole unitaire C.I.S.L.-C.G.I.L.-U.I.L., étaient assez nombreux, comme les Belges (1 500). En revanche, les TUC, qui revenaient le même jour d'une marche de Glasgow à Londres, n'avaient délégué que cinq représentants, et les Scandinaves, très réservés sur la réduction de la durée du travail, étaient absents. L'apparition de slogans pacifistes —* « Du travail, pas des bombes ! » *— chez les manifestants allemands a révélé une diversité de préoccupations chez les participants de ce rassemblement qui, musique pop aidant, a tourné à la fête. Un pas a été fait à Stuttgart dans une marche européenne vers les trente-cinq heures, mais les démarches nationales des uns et des autres laissent entières bien des ambiguïtés. Chaque syndicat ne marche pas à la même cadence.*

MICHEL NOBLECOURT.

(1) Travail pour tous.

AFFAIRES

PRODUCTEURS ET IMPORTATEURS D'ENGRAIS DEVRONT DÉPOSER LEURS BARÈMES DE VENTE AUPRÈS DE L'ADMINISTRATION

Les producteurs et importateurs d'engrais devront désormais obligatoirement déposer leurs barèmes de vente auprès de la direction générale de la concurrence et de la consommation et fournir en même temps tous les détails sur les avantages commerciaux consentis à leur clientèle. Ainsi en a décidé l'administration en vue d'accroître la transparence du marché des engrais et d'éviter ainsi les pratiques déloyales.

Un arrêté est paru dans le *Bulletin officiel de la concurrence et de la consommation* fixant les règles auxquelles producteurs et importateurs devront se plier avant chaque campagne et à chaque modification de tarifs. Par avantage commercial, l'administration entend les remises, ristournes, avoirs ou toutes conditions de vente, y compris les actions de coopération commerciale dont l'application conduit à la pratique directe ou indirecte d'un prix de vente différent du prix figurant sur le barème de base.

D'autre part, afin de resserrer encore les contrôles, une commission des engrais composée de neuf membres est créée. Elle est chargée de constater, chaque trimestre, les niveaux de prix effectivement pratiqués pour chaque catégorie de produits. Ce constat sera effectué par zone géographique, dont le découpage sera fait également avant chaque campagne.

LE CARREFOUR NATIONAL DES CRÉATEURS D'ENTREPRISES

Comment mobiliser les banques et simplifier les procédures ?

« *Il faut huit jours aux Etats-Unis pour créer une entreprise. En France, il faut huit mois. Cette situation est intolérable* » : c'est par ces propos que M. Le Garrec a conclu dimanche le carrefour national des créateurs d'entreprises, organisé du 3 au 5 juin à Cambrai par l'Agence nationale pour la création d'entreprises (ANCE).

De notre envoyé spécial

Cambrai. — La création est dans notre pays une véritable course d'obstacles : difficultés pour trouver des fonds propres, démarches administratives longues et multiples, tout cela venant s'ajouter aux problèmes de mise au point du projet proprement dit. *« Les banques ne sont pas dans le coup »*, est venu dire, au cours d'une « table ronde », un participant au carrefour, qui a dû se porter caution illimitée à la banque sur sa propre maison, alors que son entreprise possède une machine américaine à commande numérique unique en France. Peut-on demander aux créateurs d'avoir à la fois des idées, des connaissances techniques, des compétences d'organisation et des fonds propres ?

En organisant ce carrefour national de Cambrai, l'ANCE se proposait non de mettre en valeur de jeunes créateurs ayant déjà créé leur entreprise, comme c'était le cas dans de précédentes manifestations, mais plutôt d'accueillir et d'aider des porteurs de projets. Elle leur proposait en un seul lieu tous les services auxquels ils devaient avoir recours pour mener à bien leurs desseins. Ils pouvaient trouver sur place quelque cent cinquante exposants, banques, chambres de commerce, collectivités locales, organismes de services, leur proposant des aides, des terrains, des conseils en fiscalité, financement, droit, assurances, exportations...

Mille huit cents visiteurs créateurs, la première journée ; deux mille trois cents la seconde. Les chiffres prouvent que les candidats à la création d'entreprises ne manquent pas. Ils étaient plus de mille cinq cents à avoir déposé un dossier entre le 15 février et le 22 avril pour le concours national des créateurs d'entreprises, organisé à l'occasion du carrefour de Cambrai.

M. Le Garrec, qui clôturait la manifestation dimanche matin, accompagné de M. Jack Ralite, ministre de l'emploi, voyait là une manifestation de dynamisme et de volonté à encourager : en mobilisant l'appareil bancaire, pour qu'il devienne un *« appareil à risque économique et industriel »* ; en conseillant les créateurs, pour faire baisser la *« mortalité infantile »* des entreprises (60 % des entreprises créées disparaissent dans les deux ans) ; en simplifiant les procédures administratives par la création, par exemple, dans chaque département, d'un centre unique de formalités. Soixante pour cent des créateurs d'entreprises, note M. Le Garrec, ne se sentent pas encouragés — quand ils ne s'estiment pas découragés — par le système administratif et bancaire.

Le ministre du Plan souhaite également favoriser l'« essaimage » à partir de grandes entreprises ou du secteur public, pour qu'ils favorisent la création de P.M.E. par le biais du congé création d'entreprises (une loi va être déposée en ce sens) ou de la sous-traitance. Enfin, le ministre a souligné la volonté du gouvernement de voir intégrée la priorité qu'il s'est fixée pour la recherche d'investissements et l'innovation dans les contrats de plan État-région.

JEAN-RENÉ LORE.

LE REDRESSEMENT DE CREUSOT-LOIRE

Le gouvernement souhaite trouver une solution avant la fin juillet

Le ministère de l'industrie et de la recherche a demandé aux deux entreprises nationales Usinor et Sacilor de lui faire parvenir un plan de reprise totale ou partielle des filiales sidérurgiques de Creusot-Loire avant le 14 juillet. Parallèlement, M. Pineau-Valencienne, P.D.G. de Creusot-Loire et de son actionnaire principal, le groupe Schneider, devra établir un plan de redressement global. Ensuite commencera une négociation financière que le gouvernement souhaite voir aboutir rapidement, avant la fin juillet si possible.

M. Pineau-Valencienne avait brandi une menace de dépôt de bilan pour le 15 juin, si l'Etat n'intervenait pas avant (*le Monde* du 27 mai 1983).

L'État est ouvert à toute forme d'intervention sans craindre trop de se voir accuser de *« nationalisation rampante »*, mais sans, non plus, se limiter à nationaliser les pertes. Son souci est de *« redresser Creusot-Loire »*, première entreprise électromécanique en France où les banques sont engagées à hauteur de 9 milliards de francs.

AÉRONAUTIQUE

700 000 VISITEURS AU SALON DU BOURGET

Sept cent mille personnes, soit 15 % de plus par rapport à 1981, auront visité le trente-cinquième Salon international de l'aéronautique et de l'espace qui s'est achevé, dimanche 5 juin, au Bourget. Pour la seule journée du samedi 4 juin, on a compté deux cent mille visiteurs.

Les deux cosmonautes français, MM. Jean-Loup Chrétien et Patrick Baudry, leur collègue soviétique Anatoli Berezovoy et une interprète ont été victimes d'un accident d'avion alors qu'ils rentraient d'une brève escapade touristique en Bretagne pour assister au déjeuner officiel du Salon. A la suite d'une panne de moteur de leur avion de tourisme, Patrick Baudry a dû poser en catastrophe son appareil dans un champ près de Morlaix. Aucun des occupants n'a été blessé.

Présidant le déjeuner officiel, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a rappelé que les compagnies Air France et Air Inter souhaitaient acquérir, respectivement, cinquante et vingt exemplaires de l'Airbus A-320 qui devrait entrer en service en 1988 si la décision de le construire était prise à la fin de cette année.

Le goût amer de la victoire

Les quatre mille invités officiels au déjeuner de fin du trente-cinquième Salon du Bourget ont remarqué, *samedi 4 juin*, l'hommage appuyé que le premier ministre, M. Pierre Mauroy, a rendu aux dirigeants de la Société nationale d'étude et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA) pour la réussite commerciale de leur réacteur CFM-56, conçu en coopération avec General Electric. Citée à plusieurs reprises, la raison sociale de cette entreprise nationale de douze mille personnes a été applaudie à chaque fois. Ce furent, du reste, les seuls applaudissements qui fusèrent durant ce discours d'une demi-heure.

Une douzaine d'années après la signature de l'accord entre la SNECMA et General Electric, le programme CFM-56 d'un moteur de la classe des 10 tonnes de poussée reçoit, donc, une consécration officielle. Sept cent cinquante exemplaires de ce réacteur sont d'ores et déjà commandés ferme, et la SNECMA prévoit qu'elle tiendra, d'ici 1993, le cap des deux mille cinq cents moteurs, à partir duquel le programme commencera d'être rentable. Le CFM-56 peut aujourd'hui propulser des avions existants, du modèle Boeing-707, Douglas DC-8, Boeing-737 et KC-135, comme les prochains modèles d'avions de ligne.

L'hommage rendu par le premier ministre a d'autant plus surpris que ce programme CFM-56 a failli capoter, dans un passé récent, du fait des craintes exprimées par des responsables politiques sur l'avenir commercial de cet accord de coopération franco-américain.

Du temps de M. Valéry Giscard d'Estaing, déjà, des conseillers de la présidence de la République avaient tenté — en l'absence d'une réponse favorable du marché mondial — d'abandonner en cours de route la construction de ce réacteur. Il y a deux ans encore, le nouveau chef de l'Etat et son gouvernement s'employaient à obtenir de la SNECMA un renversement des alliances transatlantiques, au profit d'une collaboration plus européenne, notamment avec la société britannique Rolls Royce. Le président de la SNECMA, M. René Ravaud, qui symbolisait l'accord avec General Electric, était remplacé et son successeur, M. Jacques Benichou, invité à prospecter une autre alliance.

C'est aujourd'hui le mérite de M. Benichou que d'avoir fait reconnaître à l'actuel gouvernement que la stratégie industrielle de son prédécesseur *avait été la bonne, et qu'il* fallait persévérer dans la voie de la coopération avec General Electric. Mais, pour M. Ravaud, présent au déjeuner avec M. Mauroy, le triomphe de sa thèse avait le goût amer de ces victoires remportées grâce à l'opiniâtreté d'un homme isolé dont le seul tort a été d'avoir eu raison trop tôt.

JACQUES ISNARD.

APRÈS LA CHUTE D'UN AVION DE TOURISME SUR UNE MAISON

Guyancourt au pilori

« Il est urgent de déplacer la plate-forme de Guyancourt. Cette situation ne peut plus durer », nous a déclaré M. Pierre Mongin, directeur de cabinet du commissaire de la République des Yvelines, quelques instants après avoir reçu, le 2 juin, une délégation conduite par *M. René Vandamme, maire (divers* droite) de Voisins-le-Bretonneux. La chute d'un avion de tourisme, qui avait littéralement scalpé, la veille, trois pavillons de cette commune, n'a pas seulement suscité une forte émotion. *« C'est un miracle qu'il n'y ait pas eu de morts »*, dit un riverain. Le pilote, un stagiaire seul aux commandes de l'appareil, s'en est sorti avec des contusions. Une enquête judiciaire a été ouverte.

Cet accident a rouvert une ancienne polémique (*le Monde* des 16 et 17 mai 1971). Selon M. Vandamme, cent quarante mille mouvements d'avions par an (décollages et atterrissages) s'effectuent à partir de Guyancourt, qui dépend de *l'Aéroport de Paris. Un chiffre* qui n'est pas contesté par la préfecture.

Le problème est clair : cet aérodrome date de cinquante ou soixante ans. A l'époque, les appareils survolaient des champs de blé *ou de maïs, mais aujourd'hui ils ra*sent des habitations. *« Quand j'ai acheté*, dit Mme Deline, une habitante de Voisins-le-Bretonneux, *le promoteur immobilier m'avait assuré que le trafic aérien cesserait bientôt. »* C'était d'ailleurs prévu dans le schéma directeur de la région parisienne, catégoriquement hostile au projet d'extension de *l'aéroport de Toussus-le-Noble.*

Mais, pour des raisons qui tiennent au développement de cette activité de loisirs qu'est le pilotage d'avion de tourisme, rien n'a été fait... ou si peu. On confie les commandes des appareils à des amateurs. *« Vous êtes en sursis »*, assure à un ami un pilote de ligne qui habite la région.

M. Charles Fiterman, ministre des transports, a jugé l'affaire assez grave pour demander à M. Lucien Vochel, commissaire de la République de région, de prendre les choses en main. Ce ne sera pas facile : *mille cinq cents personnes* « fréquentent » les aérodromes de la région. Outrepassant toutes les consignes, les avions continuent de survoler le centre commercial de *Champfleury*, à Voisins-le-Bretonneux. Et à l'Aéroport de Paris, on déclare qu'il n'est pas question pour le moment d'interrompre le trafic.

MICHEL CASTAING.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −	Rep. + ou	Dép. −
$ E-U.	7,7175	7,7225	+ 170	+ 225	+ 370	+ 440	+ 1040	+ 1160
$ can.	6,2490	6,2550	+ 115	+ 175	+ 270	+ 350	+ 785	+ 910
Yen (100)	3,2030	3,2080	+ 140	+ 180	+ 300	+ 330	+ 960	+ 1035
DM	3,0030	3,0060	+ 165	+ 195	+ 350	+ 385	+ 1045	+ 1115
Florin	2,6750	2,6780	+ 130	+ 155	+ 270	+ 305	+ 755	+ 915
F.B. (100)	15,0340	15,0510	+ 275	+ 430	+ 605	+ 820	+ 1640	+ 2030
F.S.	3,6330	3,6370	+ 215	+ 250	+ 455	+ 505	+ 1360	+ 1445
L (1 000)	5,0670	5,0725	− 180	− 120	− 355	− 270	− 1215	− 1070
£	12,2380	12,2525	+ 170	+ 285	+ 420	+ 570	+ 1325	+ 1590

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E-U.	8 3/4	9 1/8	9 3/16	9 9/16	9 1/4	9 5/8	9 5/8	10
DM	4 11/16	5 1/16	5	5 3/8	5 1/8	5 1/2	5 3/8	5 3/4
Florin	5 3/4	6 1/4	5 5/4	6 1/2	5 7/8	6 5/8	5 3/8	7 1/8
F.B. (100)	9	10	9 1/4	10	9 1/8	10 3/8	9 7/8	10 1/8
F.S.	2	3 1/4	4 9/16	5 1/16	4 9/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16
L (1 000)	13	15	15 1/2	16 5/8	15 7/8	16 7/8	17	17 3/4
£	10 13/16	10 7/16	10	10 5/8	10	10 5/8	10 1/16	10 13/16
F. franç.	12 1/4	13 1/8	12 3/8	13 1/4	13 1/8	14	16 1/4	17 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

SOCIAL

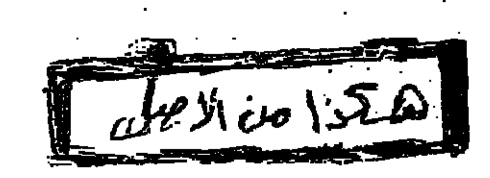
LA MUTUALITÉ FRANÇAISE S'OPPOSE AU FORFAIT HOSPITALIER MAIS... NON A SON REMBOURSEMENT

Le remboursement du forfait hospitalier de 20 F par jour en cas d'hospitalisation a dominé les débats de l'assemblée générale de la F.N.M.F. (Fédération nationale de la Mutualité française), qui s'est tenue le 4 juin, à Paris, sur le thème *« Agissons pour une protection sociale solidaire et efficace »*, en présence d'environ mille délégués.

Il est vrai que la situation est cornélienne pour la mutualité. Philosophiquement, elle ne peut que s'opposer à cette *« charge supplémentaire »*, mais, pratiquement, *« les adhérents demandent à être bien garantis »*. En cas de refus total, la mutualité laisserait la voie libre à la *« commercialisation »*, c'est-à-dire aux sociétés d'assurances. D'autre part, certaines mutualités ont inscrit, depuis leur origine, le remboursement des frais annexes ou accessoires en cas d'hospitalisation dans leur règlement. En foi de quoi, elles procèdent déjà à ce remboursement des 20 F.

Aussi, sans trancher, les mutualistes ont ils voté, dans leur résolution finale, pour que *« la F.N.M.F. recommande à ses groupements affiliés de ne pas couvrir le forfait journalier »*, laissant ainsi la liberté aux assemblées générales des sociétés de décider son remboursement. Mais ils ont chargé leur conseil d'administration *« d'intervenir avec vigueur auprès des pouvoirs publics pour la remise en cause de l'application de ce forfait hospitalier à l'occasion de l'instauration du budget global »* des hôpitaux.

C. G.



CONJONCTURE

M. Delors exclut tout nouveau blocage des prix et des salaires

Pas d'impôts nouveaux cette année

« Je peux m'engager sur ce point : il n'y aura aucune mesure fiscale supplémentaire pour la fin de l'année », déclare M. Jacques Delors, dans un entretien publié par *le Journal du dimanche* du 5 juin. Le ministre ajoute en ce qui concerne les salaires :

« Il faut absolument écarter les mesures autoritaires. Pour une raison simple. C'est que le succès d'une politique économique est fondé sur la continuité, la prévisibilité et la confiance. Nous sommes partis d'un électrochoc inévitable, le blocage des prix et des revenus, puis nous sommes entrés dans la voie d'une politique contractuelle avec toutes les professions et avec les syndicats de salariés. Et nous avons promis la libération des prix industriels. Il y a déjà 25 % des prix industriels qui sont libérés. Il faut continuer dans cette voie. »

Commentant la hausse de 3,1 % (voir par ailleurs) du taux de salaire horaire ouvrier au premier trimestre, M. Delors déclare : *« Il y a des explications qui ne remettent pas en cause notre objectif de 8 %. Cette hausse est un peu supérieure à celle prévue (de l'ordre de 2,5 %). Cela tient pour une part au fait que des professions qui avaient fait moins de 8 % d'augmentation de salaire en 1982 ont rattrapé leur retard en 1983, mais, sur quinze mois, l'évolution moyenne est conforme à nos prévisions et confirme que nous sommes sur la bonne voie. »*

Abordant le problème de l'activité et du chômage, le ministre de l'économie et des finances estime que, *« pour l'instant, il n'y a pas de baisse de l'activité économique en France. Les indicateurs avancés montrent qu'il y a une stabilisation, voire une légère ascension. D'autre part, même si cela doit surprendre certains, l'investissement repart en France (...). Avec une politique active du marché du travail, appuyée sur une concertation étroite au niveau des réalités, c'est-à-dire celles des bassins d'emplois, entre le patronat et les syndicats, avec le développement du travail à temps partiel, avec plus de flexibilité et plus de réalisme pour l'insertion professionnelle des jeunes et leur premier contrat de travail, même avec une croissance zéro, il doit être possible de maintenir* grosso modo *le niveau du chômage à son rythme actuel. J'en suis convaincu.*

» En 1983, compte tenu des charges nouvelles d'impôts et si l'on déduit également la souscription de l'emprunt obligatoire, le pouvoir d'achat baissera pour les catégories sociales relativement aisées. En revanche, il augmentera légèrement pour les catégories les plus faibles. »

Répondant à une question concernant les critiques de M. Chevènement et l'attitude de M. Pierre Joxe, M. Delors déclare : *« Nous avons toujours une majorité. Mais, en revanche, nous n'avons pas encore trouvé (...) les moyens de concilier les contraintes du gouvernement d'un pays, aujourd'hui, avec les exigences non moins impérieuses du débat démocratique à l'intérieur de la majorité.*

» Pour ce qui est des devoirs du gouvernement, il est déjà arrivé sous la Ve République, que le tohu-bohu s'installe ou que la division creuse les rangs de la majorité. Il n'en est jamais sorti rien de bon (...). Je ne veux pas forcer les mots, mais, comme je l'ai dit l'autre jour, toute cette agitation nuit à la politique de la France. »

M. Delors conclut : *« Si demain, refusant les exigences d'un monde en pleine transformation, nous décidions que, pendant trois ans, un petit peu d'abord, puis beaucoup ensuite, nous allons nous protéger pour, nous aussi, faire de la musculation en chambre, alors notre économie s'engagerait inéluctablement sur la voie du déclin. Et de la facilité. »*

Mme Cresson : Pas de mesures protectionnistes

Interrogée ce même dimanche par les journalistes du « Club de la presse » d'Europe 1, Mme Cresson, ministre du commerce extérieur, après avoir récusé les prédictions de M. Jobert sur une *« déroute économique sans précédent »* (voir par ailleurs), a confirmé que son objectif était de réduire de moitié le déficit du commerce extérieur. Le gouvernement n'a pas l'intention de recourir à des mesures protectionniste. En revanche, a dit le ministre, certains des partenaires de la France y ont recours, la R.F.A. notamment. Un dossier sur ce sujet sera transmis à Bonn. En outre Mme Cresson a confirmé que le gouvernement avait l'intention de supprimer le carnet de change à la fin de cette année.

Faits et chiffres

● **Edouard Leclerc « libère » le prix de l'essence dans ses pompes.** – M. Edouard Leclerc a annoncé, dimanche 5 juin, qu'à partir du 6 juin le prix de l'essence serait libre dans les six cents stations-services qui portent son nom. Les pompistes pourront pratiquer les tarifs qu'ils souhaitent. Selon lui, la baisse sera au minimum de 20 centimes par litre. M. Leclerc fonde sa décision sur un rapport analysant le traité de Rome une réglementation nationale imposant un prix minimal constituerait, selon lui, une entrave à la concurrence.

M. Leclerc ne cache pas son amertume envers les autorités, qui ont interdit l'ouverture d'un supermarché dans la ville natale du petit épicier de Landerneau. L'affaire est actuellement devant le tribunal administratif de Rennes, qui doit rendre sa décision dans les jours qui viennent. M. Leclerc affirme qu'il ne craint pas le nouveau bras de fer qu'il engage avec le gouvernement, persuadé qu'il est d'être dans son bon droit. – *(Corresp.)*

● **Le commerce des pays industrialisés a continué à se contracter** au cours du premier trimestre de 1983, indique le Fonds monétaire international. Après avoir décliné en 1981 et 1982, les exportations de ces pays ont représenté 282,3 milliards de dollars, inférieures de 1,4 % au niveau du trimestre précédent et de 5,6 % à celui du premier trimestre de 1982. Pour leur part, les importations ont atteint 295,6 milliards, soit 0,5 % de moins qu'au trimestre précédent et 7,5 % de moins qu'au premier trimestre de 1982. Le déficit commercial des pays industrialisés a fortement diminué, atteignant 13,3 milliards contre 20,4 milliards au premier trimestre de 1982. – *(A.F.P.)*

ÉTRANGER

L'aide publique au développement a augmenté en 1983

L'aide publique au développement, accordée par les pays de l'O.C.D.E. membres du CAD (Comité d'aide au développement), s'est accrue de 9 % en 1982 (elle avait diminué de 6 % en 1981, par rapport à 1980) ayant représenté, avec 27,9 milliards de dollars 0,39 % du P.N.B. de ces pays contre 0,35 % (0,38 % en 1980). Abstraction faite de l'appréciation du dollar, de l'unité de compte et de la hausse des prix, l'augmentation a été, en termes réels, de l'ordre de 11 % (4 % en 1981).

Le redressement, obtenu *« dans un contexte de difficultés économiques et financières persistantes »*, souligne l'O.C.D.E., a tenu dans une large mesure à l'accroissement des contributions aux institutions multilatérales d'aide, notamment l'Association internationale de développement et les banques régionales, *« contributions qui avaient été exceptionnellement faibles en 1981 »*. Il s'agit en fait – ce qui a été particulièrement le cas des Etats-Unis – d'un rattrapage de versements qui auraient dû intervenir il y a deux ans.

L'aide au développement a, en termes réels, augmenté de 5 % par an au cours des cinq dernières années, ayant représenté en moyenne 0,37 % du P.N.B. Cette aide *« a reçu une priorité relativement élevée par rapport à la plupart des autres grandes catégories de dépenses publiques »*, note l'O.C.D.E., qui s'attend, à moyen terme, *« à une nouvelle augmentation modérée »* des versements, sans que le taux atteigne les niveaux enregistrés récemment. En dépit de cette progression, le résultat actuel reste encore très loin de l'objectif international de 0,7 %.

En 1982, trois pays ont consacré plus de 1 % de leur P.N.B. à l'aide au développement les Pays-Bas, la Suède et la Norvège. Le Danemark précède la France, dont l'aide – y compris les crédits accordés aux départements et territoires d'outre-mer a encore progressé de 16 % en monnaie nationale, s'établissant au taux le plus élevé enregistré depuis 1965.

Les responsables français ont annoncé leur intention d'atteindre l'objectif international en 1988, compte non tenu des apports aux DOM-TOM. D'après cette définition, l'aide a représenté 0,48 % en 1982, soit 2,6 milliards de dollars. Les documents officiels de la France font état, en outre, note l'O.C.D.E., de 430 millions de francs (0,08 % du P.N.B.), qui correspondent à la part financée sur le budget de la prime de valorisation versée par Paris à Alger dans le cadre du contrat de gaz naturel.

L'aide attribuée par les pays industrialisés aux trente-six pays les moins avancés (P.M.A.) a atteint 6,3 milliards de dollars, soit 0,09 % du P.N.B., contre 0,08 % en 1981. La France a accordé à ce titre 650 millions de dollars, soit 0,12 %, derrière le Danemark (0,26 %), les Pays-Bas (0,28 %), la Suède (0,30 %) et la Norvège (0,35 %). Cette aide, qui a augmenté en termes réels de 30 % entre 1975 et 1981, a représenté environ 7 % du P.N.B. combiné des P.M.A., et un peu plus du tiers de leurs importations.

En comparaison de l'aide attribuée par les dix-sept pays de l'O.C.D.E. membres du CAD, les versements de l'OPEP ont, sur la base de données préliminaires, été un peu inférieurs au niveau de 8,2 milliards de dollars (1,49 % du P.N.B.) atteint en 1981. Pour leur part, les contributions du CAEM (pays de l'Est) n'auraient que très légèrement augmenté, de 2,1 à 2,2 milliards de dollars, étant restées à 0,13 % du P.N.B.

Globalement, les recettes financières de toute nature reçues par les pays en voie de développement – y compris les apports de capitaux privés – auraient représenté 102,4 milliards de dollars en 1982, contre 104,8 milliards en 1981. Les apports autres que l'aide publique ont représenté 66,1 milliards, contre 69,4 milliards, soit 64,6 % du total : les investissements directs ont diminué (14,6 milliards, contre 16,1), les prêts du secteur bancaire ont nettement fléchi (18,5 milliards, contre 24), mais les crédits à l'exportation ont augmenté (14 milliards, contre 11,3).

LOIN ENCORE DE L'OBJECTIF INTERNATIONAL

	1970	1981	1982	
	En % du P.N.B.	En %	En %	En millions de dollars
Pays-Bas	0,61	1,08	1,08	1 473
Suède	0,38	0,83	1,08	987
Norvège	0,32	0,82	1,01	566
Danemark	0,38	0,73	0,77	415
France	0,66	0,73	0,74	3 991
France (hors DOM-TOM)	(0,42)	(0,45)	(0,48)	(2 592)
Belgique	0,46	0,59	0,59	497
Australie	0,62	0,41	0,57	882
Autriche	0,07	0,48	0,54	361
Allemagne	0,33	0,47	0,48	3 163
Canada	0,41	0,43	0,42	1 185
Royaume-Uni	0,39	0,44	0,38	1 794
Finlande	0,06	0,28	0,30	144
Japon	0,23	0,28	0,29	3 171
Nouvelle-Zélande	0,23	0,29	0,28	65
Etats-Unis	0,32	0,20	0,27	8 302
Suisse	0,15	0,24	0,25	251
Italie	0,16	0,19	0,24	820
C.A.D.	0,34	0,35	0,39	27 919

(Source : O.C.D.E.)

REDRESSEMENT DES PRIX DES MATIÈRES PREMIÈRES

Washington (A.F.P.). – Les prix moyens des matières premières se sont redressés lors du premier trimestre 1983, renversant ainsi la tendance qui prévalait depuis deux ans, a annoncé, le 6 juin, le Fonds monétaire international. De janvier à mars, l'indice des prix de gros de trente grandes matières premières et produits de base établi par le F.M.I. a progressé de 2,9 % pour atteindre 74,8 (base 100 en 1978).

Toutefois ce niveau, souligne le Fonds, est encore inférieur de 6 % à celui enregistré au premier trimestre 1982. Pendant le premier trimestre de 1983, les prix des matières premières agricoles incluses dans l'indice ont progressé de 5,5 %, ceux des produits alimentaires de base de 3,7 % et ceux des métaux de 2,9 %, alors que les prix des boissons (café, cacao, etc.) fléchissaient de 0,7 %.

BAISSE DU CHOMAGE AUX ÉTATS-UNIS ET EN EUROPE

La situation de l'emploi aux États-Unis a continué à s'améliorer très lentement en mai, le taux de chômage refluant à nouveau de 0,1 point pour s'établir à 10,1 %. Le nombre de chômeurs a décru de 136 000 personnes pour revenir à 11,19 millions, tandis que celui des personnes pourvues d'un emploi a augmenté de près de 100 000 pour atteindre 99,6 millions.

Au creux de la récession en décembre dernier, le chômage aux États-Unis avait touché un peu plus de 12 millions d'Américains. Son taux avait alors atteint 10,8 %. Depuis lors, avec le démarrage de la reprise, le taux de chômage a diminué globalement de 0,7 %, cependant que le nombre d'Américains pourvus d'un emploi s'est accru de 500 000. – *(A.F.P.)*

● **Le chômage a de nouveau reculé en R.F.A.** revenant – en données brutes – à 2 148 000 personnes contre 2 253 000 en avril.

L'Office fédéral des statistiques indique toutefois – sans donner de chiffre – que le nombre des demandeurs d'emploi avait augmenté après correction des variations saisonnières.

● **Baisse du chômage (en données brutes) en Grande-Bretagne.** – Le nombre des chômeurs en Grande-Bretagne a baissé au mois de mai, faisant revenir le taux officiel du chômage à 12,8 % de la population active contre 13,4 % en avril. Ce nombre est revenu de 3 169 879 en avril à 3 049 351 en mai, en diminution de 120 528 personnes, soit 3,8 %.

Cependant, après correction, le chômage a accusé une hausse de 23 200, la quarante-deuxième augmentation mensuelle consécutive. Le résultat brut du mois dernier est attribué au fait que les personnes de soixante ans et plus, n'ont plus à pointer, depuis mai, aux bureaux de chômage, ainsi qu'à des facteurs saisonniers favorables. *(A.F.P.)*

● **Le nombre de chômeurs enregistrés au Danemark** était en mars de 301 600, soit 11,5 % de la population active, contre 12,2 % en février et 10,6 % en mars 1982. En données corrigées des variations saisonnières, le nombre des personnes sans emploi était de 277 700, soit 10,6 % de la population active contre 10,4 % en février et 9,6 % en mars 1982. – *(A.F.P.)*

● **La C.E.E. demande aux gouvernements de lui remettre leurs plans acier avant le 11 juin.** – Inquiète des retards pris par les plans de restructuration de la sidérurgie, la commission européenne rappelle qu'elle ne débloquera pas les aides gouvernementales sans obtenir ces plans. Cette mise en demeure s'adresse tout particulièrement à la Belgique où le plan défini par M. Gandois est vivement contesté. Si le plan belge n'est pas mis en œuvre, la commission craint un retard généralisé. – *(A.F.P.)*

COMPAGNIE ÉLECTRO-FINANCIÈRE

Les actionnaires réunis en assemblée générale extraordinaire le 2 juin 1983 ont approuvé les deux opérations financières qui leur étaient soumises.

En premier lieu, afin de permettre à la compagnie de continuer à bénéficier, pour les dividendes à recevoir d'Alsthom-Atlantique, du régime fiscal des sociétés mères récemment modifié par la loi de finances pour 1983, il lui a été fait apport par la C.G.E. de 450 000 actions Alsthom-Atlantique. La Compagnie électro-financière a ainsi porté son pourcentage de participation dans cette société au taux requis de 10 %. En rémunération de cet apport, il a été créé 160 875 actions Compagnie Électro-financière, jouissance 1er juillet 1982.

La seconde opération vise à donner à la Compagnie électro-financière des moyens financiers supplémentaires grâce à l'absorption de sa filiale Soparem, dont l'actif se trouvait désormais être essentiellement constitué de liquidités ou de titres aisément cessibles. Les actions Soparem sont échangées contre des actions Compagnie électro-financière à raison de 40 contre 29, mais comptetenu de l'annulation des 238 312 actions Soparem que détient la Compagnie électro-financière sur un total de 475 312, ce sont seulement 171 825 actions nouvelles Compagnie électro-financière, jouissance 1er janvier 1983, qui ont été créées.

A raison de ces deux opérations donnant lieu à l'émission d'un total de 332 700 actions nouvelles, le capital de la Compagnie électro-financière se trouve porté de 94 537 500 francs à 127 807 500 francs.

Au cours de l'assemblée générale, le président Brunet a précisé que le résultat – hors plus-values – de l'exercice qui s'achève le 30 juin prochain devrait progresser, par rapport à l'exercice précédent, dans une mesure sensiblement plus forte que le nombre d'actions, et que la situation nette après apports s'établissait à 565 millions, soit 442 francs par action.

Le président Brunet a indiqué, d'autre part, que la valeur liquidative par action, calculée sur la base du nouveau capital, pouvait être estimée, à la date du 31 mai 1983, à 575 francs (ou à 545 francs déduction faite de l'impôt potentiel sur les plus-values latentes).

La décote du cours de Bourse (402 francs) par rapport à la valeur liquidative brute est de 30 % (ou de 26 % par rapport à la valeur liquidative impôt déduit).

Voyage de M. Thomas, président de la BANQUE NATIONALE DE PARIS en République Populaire de Chine

M. René Thomas, accompagné de M. J.-H. Wahl, directeur général, a conduit une délégation de la Banque nationale de Paris qui s'est rendue en République populaire de Chine du 13 au 19 mai à l'invitation de la Banque de Chine.

M. René Thomas et la délégation de la B.N.P. ont été reçus par M. Yao Yi Lin, vice-premier ministre, par MM. Tong Ke, ministre du pétrole, Li Peng, vice-ministre de l'électricité, et par de nombreuses personnalités du gouvernement, de la Banque du peuple, de la Banque de Chine, des municipalités de Pékin et de Shanghai et de la province de Canton.

Les entretiens ont principalement porté sur les possibilités pour l'industrie française d'accroître sa coopération au développement de ce grand pays, sur les ventes de biens d'équipement comme sur les transferts de technologies vers la Chine. Ils ont confirmé que le moment était opportun pour renforcer la présence des entreprises françaises sur le marché chinois. En effet, les besoins actuels de l'économie chinoise ainsi que les orientations du gouvernement de la République populaire de Chine devraient inciter l'industrie française à accentuer son effort en direction de ce pays. La B.N.P., pour sa part, veut contribuer à cette coopération et va renforcer, à cet effet, son action en Chine, afin d'aider à l'identification, à la promotion et au financement d'affaires nouvelles.

A la fin de son séjour, M. René Thomas s'est rendu à Macao pour inaugurer l'Agence de la B.N.P. Il a été reçu, à cette occasion, par le gouverneur, le contre-amiral Vasco de Almeida e Costa.

M. J.-H. Wahl s'est rendu à Shenzhen, au centre de la nouvelle zone économique spéciale, où il a été reçu par le maire et par son adjoint chargé du développement économique, afin d'inaugurer le bureau de représentation de la B.N.P. ouvert dans cette ville.

Venant après l'ouverture des bureaux de représentation de Pékin, Shanghai et Canton, celle du bureau de Shenzhen porte à quatre le nombre des implantations permanentes de la B.N.P. en République populaire de Chine.

COMPAGNIE MÉTALLURGIQUE ET MINIÈRE

L'assemblée générale ordinaire, réunie le 31 mai 1983, sous la présidence de M. Roland Hass, a approuvé les comptes de l'exercice 1982, ainsi que les résolutions qui lui étaient présentées. Elle a notamment nommé deux nouveaux administrateurs : MM. Hervé Couffin et Fayçal Laraki.

Les comptes consolidés font ressortir un bénéfice d'exploitation de 6 956 706 F contre 7 622 328 F l'année précédente et un bénéfice net (part du groupe) de 2 579 649 F contre 3 403 415 F. Pour la société mère, le bénéfice d'exploitation est de 4 113 448 F contre 4 996 319 F. Le résultat net, après provisionS et impôts, s'élève à 2 044 744 F contre 2 954 006 F.

L'assemblée générale a approuvé la proposition du conseil de mettre en distribution un dividende de 14 F par action, soit, avec l'avoir fiscal, un revenu global de 21 F par action, identique à celui de l'année précédente. Les actions nouvelles, provenant de la récente augmentation de capital, ouvrent droit à un dividende de 7 F, soit un revenu global de 10,50 F. Le paiement de ces dividendes sera effectué, à compter du 1er juillet 1983, aux guichetsd de la Banque Paribas et de la Banque nationale de Paris contre remise du coupon n° 14.

Dans son allocution, le président a indiqué que les résultats de 1982, inférieurs à ceux de 1981 (qui avaient marqué une progression de 55 % par rapport à ceux de 1980), reflétaient l'aggravation de la situation économique générale. Il a souligné, cependant, les possibilités de développement qui s'ouvraient à la société, notamment dans les domaines liés à l'électronique et à l'informatique, et a rappelé que la situation financière, récemment renforcée par une augmentation de capital, permettait de faire face à ce développement.

Au cours du conseil d'administration qui a suivi l'assemblée, M. Jean-Noël Mathieu, directeur de la Banque Paribas, a été coopté administrateur en remplacement de la Société de gestion d'intérêts pétroliers (Sogedip), dont il était déjà représentant permanent. Sur la proposition du président, M. Jean-Noël Mathieu a été nommé vice-président du conseil d'administration.



L'Assemblée générale ordinaire a approuvé les comptes de l'exercice 1982.

GROUPE BIC MULTINATIONAL

Les ventes consolidées hors taxes se sont élevées à 4,54 milliards de francs en progression de 12 %.

Le bénéfice d'exploitation ressort à 455 millions de francs en progression de 23 % et la marge brute d'autofinancement s'accroît de 16 % à 470 millions de francs.

La part du groupe dans le bénéfice net, revient ainsi de 175 millions de francs à 171 millions de francs, en diminution de 2 %.

SOCIÉTÉ BIC S.A.

Le chiffre d'affaires hors taxes atteint 589 millions de francs (+ 6 %), le bénéfice d'exploitation augmente de 4 % 94,8 millions de francs et le bénéfice net s'élève à 73 millions de francs.

L'Assemblée a approuvé la distribution d'un dividende net de 12,20 francs par action qui, avec l'avoir fiscal représente un revenu global de 18,30 francs. Ce dividende sera mis en paiement à compter du 15 juin (coupon n° 15).

DISTRIBUTION D'ACTIONS GRATUITES

L'Assemblée générale extraordinaire a autorisé le Conseil d'administration à procéder à une augmentation de capital par incorporation de réserves.

Le Conseil a décidé d'utiliser cette autorisation en procédant, avant la fin décembre 1983, à l'attribution gratuite d'une action nouvelle pour une ancienne, jouissance 1er janvier 1983.

LA RADIOTECHNIQUE

L'assemblée générale ordinaire de La Radiotechnique s'est tenue le 2 juin 1983 sous la présidence de M. Jean-Louis Pilliard et a approuvé les comptes et bilans arrêtés au 31 décembre 1982 qui font apparaître un bénéfice net de 56,26 millions de francs.

La distribution d'un dividende de 22,50 francs à chacune des 2 130 000 actions constituant le capital social a été décidée, à laquelle s'ajoutera l'impôt payé d'avance au Trésor (avoir fiscal) de 11,25 francs portant le revenu global de l'actionnaire à 33,75 francs. Le dividende sera mis en paiement à compter du 17 juin 1983.

Commentant ces résultats, le président a rappelé que le chiffre d'affaires consolidé hors taxes du groupe La Radiotechnique a atteint 4 768 millions de francs, en augmentation de 13,8 % par rapport à l'année 1981, et que le bénéfice net consolidé par action ressort à 35,11 francs contre 23,79 francs en 1981.

elf gabon

Société anonyme au capital de 22 500 000 000 F (CFA), siège social à Port-Gentil – BP 524 (République Gabonaise) R.C. Port-Gentil 126 B

Avis aux actionnaires

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires d'Elf Gabon se tiendra à Libreville, le 9 juin prochain, pour statuer sur les comptes de l'exercice 1982 et décider du dividende à distribuer au titre de cet exercice.

De plus, le président et le conseil d'administration d'Elf Gabon invitent les actionnaires qui n'auront pu se rendre au Gabon à l'occasion de l'assemblée générale – notamment ceux résidant en France, – et de manière générale toutes personnes intéressées, à une réunion d'information sur l'activité et les résultats de cette société qui aura lieu le :

lundi 20 juin 1983, à 16 heures
7, rue Nélaton, Paris 15e
(salle de cinéma)

Elle sera précédée, à partir de 15 h 30, d'un programme audiovisuel utilisant le procédé Image-Continue.

Le conseil d'administration.





BAIL ÉQUIPEMENT

L'assemblée générale, présidée par M. F. de Dreuzy, a approuvé la mise en distribution à compter du 15 juin 1983 d'un dividende de 16,50 F (plus avoir fiscal de 8,25 F) à comparer aux dividendes de 15 F servis pour les trois exercices antérieurs. Le résultat financier 1982 de Bail Équipement atteint, avant impôt, 55,27 millions de francs, en progression de 120 % sur celui de 1981.

Ce résultat permet de doter la réserve latente de 37,61 millions de francs qui atteint ainsi 148 millions de francs.

Par action le résultat financier net consolidé du groupe ressort à 54,60 F.

Pour l'exercice en cours, l'activité des quatre premiers mois est très supérieure aux réalisations de la période correspondante de l'exercice précédent (contrats signés + 38 % pour le groupe). Les résultats financiers du premier trimestre sont en hausse sensible.

Dans ces conditions, le conseil, qui aura à se prononcer sur les comptes de 1983, devrait pouvoir proposer la distribution d'un dividende au moins égal à celui de 1982 sur un capital augmenté de 50 %.

ROCHEFORTAISE S.A.

Lors de sa séance du 5 mai 1983, le conseil d'administration a examiné les comptes de l'exercice 1982.

Le compte d'exploitation fait ressortir un profit de 1 336 774 F contre une perte de 572 847 F en 1981.

Le compte de pertes et profits après constitution d'une provision complémentaire pour dépréciation des titres de la division meuble, ainsi que d'une provision pour risque en fonction de l'ensemble des engagements donnés à titre de caution, garantie ou autres pour la C.F.M. ou ses filiales fait ressortir une perte de 24 744 850,25 F.

Compte tenu de ces résultats, il sera proposé à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui se réunira le 29 juin prochain, de reporter à nouveau la perte de l'exercice et de ne procéder à aucune distribution de dividende.

Au cours de ce conseil, M. François Blondot a été coopté comme administrateur en remplacement de M. Philippe André, démissionnaire.

M. Charles Maurel, qui, pour des raisons de santé, avait démissionné au cours de l'année, a bien voulu accepter de rejoindre le conseil.

SOCIÉTÉ SÉQUANAISE DE BANQUE

L'assemblée générale réunie le 31 mai 1983 a approuvé les comptes de l'exercice 1982 faisant apparaître un bénéfice net de 30 140 472 F contre 24 783 816 F en 1981. Compte tenu du report à nouveau de l'exercice précédent, le total distribuable s'élève à 35 190 264 F.

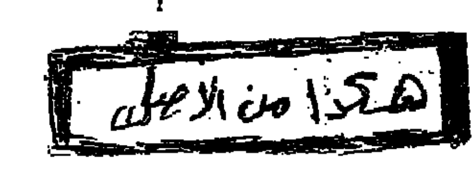
Le dividende global, compte tenu de l'impôt déjà versé au Trésor représente 45 F – contre 36 F – l'année précédente.

CHAMPAGNE MUMM

L'assemblée générale ordinaire de G. H. Mumm & Cie, réunie le 3 juin 1983 sous la présidence de M. Alain de Gunzburg, président-directeur général, a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice clos le 31 décembre 1982.

Elle a décidé, sur la proposition du Conseil d'administration, de distribuer à chacune des 828 545 actions composant le capital social un dividende identique à celui de l'exercice 1981, soit F 16,50, comprenant l'impôt déjà versé au Trésor de F 5,50.

Ce dividende sera mis en paiement le 1er juillet 1983.



MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 26-5-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	354 011
dont :	
Or	247 037
Disponibilités à vue à l'étranger	28 317
ECU	67 928
Avances au Fonds de stabilisation des changes	12 729
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 844
dont :	
Concours au Trésor public	–
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	215 824
dont :	
Effets escomptés	85 009
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	68 539
5) DIVERS	9 550
Total	653 570

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	178 122
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	9 481
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	3 214
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	94 328
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	26 399
5) ECU A LIVRER AU FECOM	67 372
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	268 979
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	9 509
Total	653 570

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	27 mai	3 juin
Valeurs franç. à revenu variable	1050,6	1051,3
Valeurs étrangères	3180,3	3127,9
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	151,6	151,7
Valeurs étrangères	430,3	423,2
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	130,9	131
Pétroles-Energie	121,6	122,1
Métallurgie	77,8	76,4
Chimie	131,8	132,4
Bâtim., mat. constr., trav. publics	111,7	110,2
Constructions mécaniques	105,9	108,3
Matériel électrique	153,4	154,9
Automobile et accessoires	108,5	106,5
Industr. de consom. non alim.	176,5	177,4
Agro-alimentaire	165,4	166,9
Distribution	87,4	86,7
Transports	134,3	137,4
Services	151	152,8
Assurances	101,6	102,4
Banques	156,2	152,9
Immobilier et foncier	134,6	134,9
Investissement et portefeuille	133,4	133,6
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	153,5	154,1
Base 100 : 28 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	102	102,1
Emprunts d'État (*)	103,1	103,2
Emprunts garantis et assimilés (*)	101,7	101,9
Sociétés (*)	101,9	102
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	89,4	89,6
Sociétés (*)	98,9	97
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	126,1	126
Produits de base	117,8	118
Construction	109,5	106
Biens d'équipement	114,2	115,2
Biens de consom. durables	135,7	133,9
Biens de consom. non durables	162,9	164
Biens de consom. alimentaires	163,8	165
Services	109,5	108,5
Sociétés financières	130,4	137,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	100,6	100,5
Valeurs industrielles	129,6	129,8
BOURSES RÉGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	109	109,8

(*) Indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

MOTOBÉCANE. – Nouveau sursis pour le numéro 2 français du cycle et du motocycle et sa filiale Sofrelmo en règlement judiciaire depuis le 23 février dernier. Le tribunal de commerce de Paris a autorisé l'entreprise à poursuivre son activité dans l'attente d'une solution industrielle espérée « *pour le courant de l'été* ». Cette autorisation est assortie de conditions *sévères* : interdiction d'augmenter le passif, actuellement estimé à 500 millions de francs, présentation mensuelle d'un plan de trésorerie.

L'AIR LIQUIDE. – Bénéfice du groupe pour 1982 : 716,44 millions de francs (+ 10,4 %) pour un chiffre d'affaires de 14,26 milliards de francs (+ 14,6 %).

SCREG. – Emission à 70 F d'une action de 50 F pour trois, jouissance 1er janvier 1983, devant porter le capital de 118 122 650 F à 157 496 850 F et émission d'un emprunt de 100 000 043 F divisé en 699 301 obligations de 143 F convertibles en actions (1,1 action pour 1 obligation) rapportant 12,50 % et amortissables en cinq ans à partir du 1er janvier 1986 à un taux progressif.

ROL ROUGIER OCÉAN LANDEX. – Emission au pair de 5 930 577 actions de 10 F, jouissance 1er janvier 1983 (3 pour 4).

FICHET BAUCHE. – Emission à 650 F de 39 487 actions de 150 F, jouissance 1er janvier 1983 (1 pour 10).

Éts DARTY ET FILS. – Emission à 450 F de 190 199 actions à dividende prioritaire sans droit de vote de 20 F, jouissance 1er mars 1983, opération portant le capital de 30 431 980 F à 34 235 960 F (1 pour 8).

S.C.O.A. – Emission au pair de 1 456 122 actions de 36 F, jouissance 1er octobre 1982.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	2 juin	3 juin
Valeurs françaises	125,3	127,1
Valeurs étrangères	129,2	130,7

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	2 juin	3 juin
Indice général	124,5	126

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 6 juin .... 12 3/4 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	3 juin	6 juin
1 dollar (en yens)	238,75	239,45

BOURSE DE PARIS — Comptant — 3 JUIN

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	3/6	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]														

SECOND MARCHÉ

[illegible]

Hors-cote

[illegible]

Étrangères

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
[illegible]		
A.E.G.	270	....
Akzo	183	183
Alcan Alum	315	320
Algemeine Bank	1125	1101
Am. Petrofina	450	480
Arbed	180	....
Asturienne Mines	65	....
Banco Central	101	103
Bco Pop Espanol	90	90

SICAV

VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
[illegible]		
Soleil Investis.	414 07	395 29
U.A.P. Investiss.	285 86	282 44
Unifrance	218 75	208 83
Unifoncier	576 23	550 10
Unigestion	551 41	526 41 ◆
Uni-Japon	920 80	878 85 ◆
Univente	1572 82	1521 10
Univer	12102 23	12102 23
Valorem	353 82	337 78
Valorg	10182 08	10131 42
Valrel	112532 17	112419 75
Worms Investiss.	876 72	845 08

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2001	4,5 % 1973	2058	2050	2061	2043
3235	C.N.E. 3 %	3080	3050	3050	3050
690	Agence Havas	725	742	736	720
646	Europe nº 1	755	760	741	760
690	Fecam	669	690	690	690
880	Fichet-bauche	888	888	888	871
[illegible]					
	Vallourec	78 50	78 20	78 20	79 50
	V. Clicquot-P.	1320	1326	1321	1349
	Viniprix	698	690	690	677
	Elf-Gabon	1000	1000	1000	985
	Amax Inc.	268 50	271 80	270 20	268 50
	Amer. Express	667	662	662	667
	Amer. Teleph.	618	609	610	603
	Anglo Amer. C.	200	200 10	200 10	199
	Angold	1108	1130	1130	1112
[illegible]					
68	Imp. Chemical	71	69 30	69 30	69 30
140	Inco. Limited	141	143 10	143 10	143 10
1020	IBM	1059	1078	1076	1060
50	Ito-Yokado	47 40	48	48	47 70
365	ITT	374	370 10	370 50	370
59	Matsushita	58 30	60	59 90	58 95
800	Merck	795	798	798	786
810	Minnesota M.	836	839	839	823
[illegible]					
546	Hoechst Akt.	516	526	525	531
3 30	Zambia Corp.	3 08	3 08	3 08	3 08

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé ; ◆ : prix précédent.

COTE DES CHANGES — COURS DES BILLETS AUX GUICHETS

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 3/6	Achat	Vente
États-Unis ($ 1)	7 663	7 642	7 430	7 830
Allemagne (100 DM)	300 850	300 550	290	310
Belgique (100 F)	15 084	15 050	14 500	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	267 660	267 700	256	278
Danemark (100 krd)	83 970	84	80	88
Norvège (100 k)	106 630	106 100	102	109
Grande-Bretagne (£ 1)	12 172	11 952	11 750	12 550
Grèce (100 drachmes)	9 100	9 100	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 069	5 066	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	363 700	363 150	350	371
Suède (100 krs)	101	100 700	96	103
Autriche (100 sch)	42 700	42 800	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	5 427	5 408	5 260	5 850
Portugal (100 esc.)	7 585	7 550	6 850	8 250
Canada ($ can 1)	6 228	6 205	6 050	6 350
Japon (100 yens)	3 211	3 201	3 050	3 210

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 3/6
Or fin (kilo en barre)	102 100	102800
Or fin (en lingot)	102050	102450
Pièce française (20 fr)	683	687
Pièce française (10 fr)	401	.....
Pièce suisse (20 fr)	675	673
Pièce latine (20 fr)	647	650
Souverain	815	820
Pièce de 20 dollars	3925	3950
Pièce de 10 dollars	1870	1910
Pièce de 5 dollars	1210	.....
Pièce de 50 pesos	4330	4330
Pièce de 10 florins	678	682

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

Le numéro du « Monde » daté 5-6 juin 1983 a été tiré à 466 526 exemplaires

APRÈS « LE MONDE »

« Libération » poursuivi pour discrimination raciale par la LICRA

Après *le Monde*, qui fut relaxé le 24 mars, c'est au tour du journal *Libération* d'être poursuivi par la LICRA Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme), que préside M. Jean Pierre-Bloch, pour diffamation raciale et provocation à la haine raciale. L'audience a lieu ce lundi 6 juin, devant la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, présidée par Mme Jacqueline Clavery.

Alors que *le Monde* se voyait reprocher une publication publicitaire (un texte de MM. Garaudy, Lelong et Mathiot), la mise en cause de *Libération* repose sur une lettre de lecteur. Dans les deux cas, les textes incriminés avaient trait aux événements du Liban et, spécialement, aux bombardements de Beyrouth par l'aviation israélienne.

A propos des poursuites qui le visent personnellement et qualité de directeur de *Libération*, M. Serge July écrit dans le numéro de ce lundi :

« *Cette lettre ne se discute pas. Elle est monstrueusement antisémite.* Libération *est confronté depuis des années aux problèmes juridiques que pose l'utilisation faite du courrier des lecteurs comme révélateur social, comme mode d'expression subjective. (...)*

» *Cela devrait aller sans dire : toutes les lettres publiées dans le courrier ne reflètent pas la pensée supposée du journal. L'admettre serait au contraire décréter l'inutilité de cette page qui n'a de sens que si elle fonctionne comme carte blanche laissée à d'autres que nous-mêmes. (...)*

» *Je ne serais pas journaliste si je pouvais croire une seule seconde que l'antisémitisme a disparu en France. Seulement, voilà, la France est un pays où l'on aime se voiler la face, où l'amalgame est de rigueur, où l'on ne conçoit pas facilement qu'un organe de presse veuille échapper aux classements politiques et idéologiques. (...)*

» *A l'humiliation qui m'attend au jour du jugement, à celle qui me sera infligée cet après-midi, je ne veux pas ajouter celle-ci, plus intolérable encore, qui m'obligerait à prouver que je ne suis pas antisémite, que je ne suis pas raciste, qui me pousserait à me justifier en appelant à la barre ma vie, mes amitiés, mes combats, que sais-je encore, mes amours, mes voyages...*

» *Quelle atroce dérision que celle-ci, ou plus exactement, quel supplice raffiné que celui qui consisterait à me prêter à cette pantomine inquisitoriale où les avocats de la LICRA auront naturellement à cœur de m'arracher l'aveu de ma prétendue saloperie. (...).* »

Et, au début de son article, intitulé « La lettre écarlate », M. July écrivait : « *Je ne suis pas antisémite parce que je ne suis pas antisémite.* »

[C'est évidemment le privilège des tribunaux de dire si, oui ou non, le journal *Libération* tombe sous le coup de la loi du 1er juillet 1972 sur le racisme. Mais c'est le droit, sinon en l'espèce le devoir, des journaux de se dire solidaires de *Libération*. En indiquant, de surcroît, que, si la lettre litigieuse peut être jugée raciste, y compris par M. July lui-même, il est difficile de voir en elle, au milieu de tant d'autres correspondances d'un autre ton, et portant sur tant de sujets, une représentation si précise des convictions de *Libération* qu'elle légitimerait la condamnation de ce journal. — Ph. B.]

L'écrivain Jean Freustié est mort

M. Jean Freustié, écrivain et critique littéraire est mort dimanche 5 juin.

Les vertiges de l'introspection

Jean Freustié appartient, comme Céline, Jean Reverzy et Roland Cailleux, à cette génération d'écrivains médecins qui n'ont cessé de mettre à nu les contours de la blessure, de rechercher en eux les racines du mal : mal social chez Céline, mal de vivre chez Reverzy, inaptitude à se comprendre et à se connaître chez Roland Cailleux, impossibilité de se supporter chez Jean Freustié.

Toute son œuvre, de *Ne délivrer que sur ordonnance* en 1952, n'a pour but que de cerner la fissure qui est en lui et par où s'écoulent lentement le désir de vivre, l'enthousiasme, les convictions, les passions.

Enfance meurtrie, adolescence contrariée, aventures sans grandeur et sans lendemain, drogue, alcoolisme : « *Je suis incapable*, confiait-il, *d'écrire sur un sujet étranger à ma propre nature.* »

Cette volonté froide, cruelle, cynique, de s'auto-analyser ne va pas sans une certaine volupté de l'autopunition, une tendance masochiste à l'autodestruction. Il y a du Drieu La Rochelle chez Jean Freustié, peintre de l'échec, du délabrement, du dérèglement, dandy du dénigrement de soi.

Dans les dernières années de sa vie, Jean Freustié avait d'ailleurs abandonné le parti pris de la fiction, fût-elle transparente, pour se livrer entièrement au vertige de l'introspection autobiographique.

Ce fut l'origine de ce très beau et très noir récit, *l'Héritage du vent*, où il règle ses comptes avec son père dans une « danse de mort » faite d'admiration — répulsion réciproque, jusqu'au moment où l'écrivain comprend que s'il s'est longtemps opposé à son père c'était parce que celui-ci représentait une image inversée de lui-même.

Dans *la Dernière Donne*, Jean Freustié montre un don Juan vieillissant qui dresse sur lui-même et sur la société qui l'entoure un constat aussi féroce qu'un réquisitoire.

Jean Freustié pourrait bien avoir été le peintre des viduités bourgeoises, le chantre amer et désespéré d'une fin de siècle.

« *Cet homme*, écrivait François Nourissier, *a plus de talent que de principes.* » Mais quand les principes s'effondrent autour de vous, en même temps que les raisons d'espérer ! Ne restent plus que les vertiges, les amours passagères, les drogues illusoires, les alcools sans lendemain et... la littérature qui fut peut-être pour Jean Freustié la passion la plus constante, le remède le plus quotidien, la consolatrice la plus efficace.

PAUL MORELLE.

[Jean Freustié (de son vrai nom Jean-Pierre Teurlay) est né le 30 octobre 1914 à Libourne (Gironde). Son père était négociant en vin. Après avoir passé son enfance et son adolescence à Libourne, il entreprend des études de médecine à Bordeaux. Après la guerre, il s'installe comme médecin généraliste à Paris. En 1950, il abandonne la médecine libérale pour un emploi de médecine du travail qu'il occupera jusqu'en 1970. Il commence, en 1961, sa collaboration à *France-Observateur* (qui deviendra *le Nouvel Observateur*) comme critique littéraire.

Il obtient le prix Roger-Nimier en 1963 pour *la Passerelle* et le prix Théophraste Renaudot en 1970 pour *Isabelle ou l'Arrière-Saison*. En 1971, il entre chez Denoël comme conseiller littéraire.

Il est l'auteur de nombreux ouvrages parmi lesquels *les Collines de l'Est* (1967), *le Droit d'aînesse* (1969), *Chroniques d'humeur* (1969), *Harmonie ou les Horreurs de la guerre* (1973), *Loin du paradis* (1975), *Proche est la mer* (1976).

M. JEAN-EDERN HALLIER REFUSE DE SE PRÉSENTER DEVANT LA JUSTICE

L'écrivain Jean-Edern Hallier ne s'est pas présenté, lundi 6 juin, au cabinet de M. Claude Grellier, juge d'instruction, à Paris, qui l'avait convoqué pour lui demander des explications concernant ce mystérieux personnage qu'il désigne sous le nom d'Angel dans son livre intitulé *l'Enlèvement*.

Le 2 juin, M. Halier ne s'était pas rendu non plus à la convocation de Mme Françoise Canivet-Beuzit, également juge d'instruction à Paris. Etant chargée de l'information ouverte contre X à la suite de l'attentat commis le 21 juillet 1982, rue de Seine, contre l'appartement d'où M. Régis Debray avait déménagé depuis une semaine, Mme Canivet-Beuzit désirait entendre M. Hallier qui s'est accusé dans son livre — et le 3 juin, à l'émission « Apostrophes » — d'avoir « commandité » cet attentat pour accréditer l'existence des « brigades révolutionnaires françaises », qui avaient revendiqué son propre enlèvement et sa séquestration du 26 avril au 4 mai 1982.

Dans un communiqué diffusé le 5 juin, M. Hallier avait annoncé qu'il « *quittait la France* ».

GRACIÉ EN OCTOBRE 1981

Roger Knobelspiess est arrêté

Roger Knobelspiess, arrêté le 5 juin à Honfleur, est soupçonné par les enquêteurs d'avoir participé à un hold-up en mai dans la région parisienne. Connu pour sa lutte contre les quartiers de haute sécurité — il leur a consacré deux livres écrits en prison, — Knobelspiess avait été gracié par le chef de l'État en octobre 1981.

Interrogé le 6 juin sur Europe 1 sur cette affaire, M. Badinter s'est borné à déclarer : « *Je rappelle que ce sont les jurés et les magistrats eux-mêmes qui ont demandé qu'il soit gracié, au regard de tout ce qu'il lui était advenu dans sa vie. Maintenant, à la justice d'apprécier.* »

Après leur arrestation dimanche, à Honfleur (Calvados), par des policiers de la Brigade de recherche et d'intervention (l'« antigang ») et des S.R.P.J. de Rouen et de Versailles, Roger Knobelspiess et Michel Baron (1) étaient toujours entendus, lundi matin 6 juin, au commissariat de Honfleur. De graves présomptions pèsent sur les deux hommes, qui pourraient être — avec un complice en fuite — les auteurs d'un hold-up, survenu le 24 mai entre Massy et Palaiseau (Essonne), au cours duquel un fourgon de transport de fonds avait été dérobé par trois hommes armés déguisés en policiers. Le montant des fonds en espèces et en chèques transportés avoisinait 20 millions de francs (*le Monde* du 26 mai).

Filés depuis plusieurs jours, Michel Baron et Roger Knobelspiess se trouvaient depuis le 4 juin dans un camping proche de Honfleur. Si Michel Baron, qui était armé, s'est laissé appréhender sans résistance, en revanche, Roger Knobelspiess, *qui n'était en possession d'aucune* arme, a tenté, nous indique notre correspondant à Caen, Jack Anger, d'échapper aux policiers, qui ont dû faire stopper son véhicule en en crevant les pneus. Blessé au visage lors de la collision qui s'ensuivit, Roger Knobelspiess, conduit d'abord à l'hôpital d'Equemeanville, a temé de s'enfuir en enjambant une fenêtre, mais il devait être maîtrisé par des infirmiers.

Un chauffeur de la société de transport de fonds S.P.S. (Sécurité-Protection-Surveillance), Patrick Curti, vingt-six ans, arrêté le 5 juin, aurait reconnu avoir fourni à trois malfaiteurs les indications qui leur ont permis d'attaquer le fourgon.

(1) Michel Baron, trente-six ans, garagiste, était recherché depuis octobre 1982. *Le 23 septembre 1982, deux* hommes avaient ouvert le feu, à Elbeuf (Seine-Maritime), contre des gendarmes et parvenaient à s'enfuir. L'enquête devait établir qu'il s'agissait de Michel Baron et de Jacques Knobelspiess, frère cadet de Roger. Jacques Knobelspiess avait été appréhendé le 5 janvier 1983 à Bordeaux.

Portraits croisés

Pour les uns, Roger Knobelspiess est « un révolté et un récidiviste », « *un dangereux incurable* ». Pour les autres, comme Claude Manceron, il est, « un homme à l'âme d'enfant, un homme qui partage, un cœur ».

***Roger Knobelspiess* est né le 15 septembre 1947, à Elbeuf (Seine-Maritime). Son enfance a été celle des enfants de familles nombreuses du quart monde, vivant dans des taudis, connaissant la faim, la maladie, et, à l'école, les humiliations de ses camarades qui l'appellent « clop » ou « mégot ».**

Sa première condamnation, il l'a connue à dix-huit ans, pour vol. Quelques jours après sa libération, il est dénoncé par François Michalkak comme co-auteur d'un hold-up commis le 26 mai 1969 sur la nationale 13 entre Évreux et Lisieux. Butin : 800 francs. Il clame son innocence mais est *condamné à quinze ans d'emprisonnement*. Lettres aux présidents de la République qui se succèdent, grèves de la faim, auto-mutilation, il utilisera tous les moyens pour *protester de son innocence*. Il connaît l'isolement, les Q.H.S. (quartiers de haute sécurité), ce qui le renforce dans sa révolte. Il écrira deux livres sur ces thèmes : *Q.H.S. et l'Acharnement*.

En décembre 1976, il obtient une *permission de sortir*, mais ne revient pas. Le 2 mars 1977, il est à nouveau arrêté. A la fin d'octobre 1981, malgré le soutien de nombreux intellectuels, il est condamné, pour neuf hold-up, à cinq ans de réclusion criminelle. Six jours plus tard, il sera gracié par le président de la République.

L'ASCENSION DU DOLLAR SE POURSUIT PLUS DE 7,70 F.

Après une accalmie à la veille du week-end, et même un léger repli, le dollar a repris son ascension lundi 6 juin sur tous les marchés des changes.

A Francfort, son cours est passé de 2,54 DM à 2,56 DM (il atteignait 2,55 DM jeudi dernier) et, à Paris, il a battu à nouveau tous ses records, s'élevant au dessus de 7,70 F ; vendredi, il était revenu de 7,67 F à 7,64 F. A Tokyo également, le « billet vert » a progressé, touchant le cours de 240 yens contre 238,75 yens précédemment.

Cette nouvelle poussée est due, comme les précédentes, à une tension persistante des taux d'intérêt américains, que tous les milieux financiers voient orientés à la hausse.

LE TAUX DE SALAIRE HORAIRE OUVRIER A AUGMENTÉ DE 3,1 % PENDANT LE PREMIER TRIMESTRE

L'indice du taux de salaire horaire ouvrier a augmenté de 3,1 % au premier trimestre 1983. En un an (avril 1982 à avril 1983), la hausse est de 10,8 %. Compte tenu de la hausse des prix de détail, qui, selon l'INSEE, a été de 9,1 % pendant la même période, le gain en pouvoir d'achat du salaire horaire ouvrier a été de 1,5 %.

La forte hausse du premier trimestre ne s'explique pas par la réduction de la durée du travail, qui *est restée pour l'essentiel au même* niveau.

Le taux de salaire mensuel, du fait de la réduction de la durée du travail sur un an, a augmenté en moyenne de 9,8 % (entre avril 1982 et avril 1983), ce qui laisse un gain de pouvoir d'achat de 0,6 %. Pendant la même période, le SMIC a augmenté de 12,9 % (+ 3,5 % de pouvoir d'achat).

L'analyse des résultats détaillés du taux de salaire horaire ouvrier montre que les branches qui progressent le plus vite (chimie, caoutchouc, et, dans une moindre mesure, cuir et bois) compensent les retards *pris à la sortie du blocage. Un effet* de rattrapage semble donc s'être *produit*.

En revanche, entre janvier 1982 et avril 1983, le taux du salaire mensuel a augmenté de 12,5 % et les prix de 12,8 %, ce qui montre que les mécanismes d'indexation continuent à jouer étroitement.

